



# Bulletin

de la

# Banque Nationale de Belgique

LIII<sup>e</sup> Année

Tome II N<sup>o</sup> 3 - Septembre 1978

Publication mensuelle

## **SOMMAIRE :**

- 3 **La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1977.**
- 39 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats du mois d'août 1978.**
- 1 **Statistiques.**
- 157 **Législation économique.**
- 191 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

# LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1977

La présente chronique comprend quatre sections.

La section 1 « Aperçu d'ensemble des opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger » retrace les développements les plus importants qui se sont produits dans les opérations avec l'étranger en 1977.

Afin de mettre en évidence l'ensemble des opérations qui ont pu avoir, directement ou indirectement, une incidence sur les marchés des changes et qui ont, de ce fait, éventuellement amené la Banque Nationale à intervenir, les données retraçant l'évolution générale des paiements entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et l'étranger ont été, dans la section 1 considérée, présentées suivant le schéma du tableau IX-4 de la partie « Statistique » du *Bulletin* de la Banque <sup>(1)</sup>.

Ce schéma recense à la fois les opérations au comptant des résidents avec l'étranger — seules recensées dans la présentation habituelle de la balance des paiements —, les opérations en monnaies étrangères entre organismes monétaires nationaux et résidents et les opérations de change à terme <sup>(2)</sup> et il comptabilise « au-dessous de la ligne », comme seuls postes de contrepartie de toutes les autres transactions (y compris donc celles des banques privées), le mouvement des réserves de change de la Banque (définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux) et celui de ses avoirs et engagements résultant des opérations à terme auxquelles elle est partie <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> La « philosophie » du tableau précité, les principes de sa construction, l'articulation des différentes rubriques, le sens exact des opérations qu'elles recouvrent, ont été exposés dans une information publiée dans le numéro de janvier 1973 du présent *Bulletin* : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (tableau IX-4) ».

<sup>(2)</sup> En effet, des opérations au comptant avec l'étranger sont, dans un certain nombre de cas, effectuées parce que des opérations appartenant aux deux autres catégories ont été faites.

<sup>(3)</sup> La prise en considération de ces dernières opérations se justifie par le fait que les opérations de change à terme des autres agents économiques sont recensées « au-dessus de la ligne » avec les autres transactions; certaines des opérations en cause sont conclues entre ces agents et la Banque.

La présentation traditionnelle de la balance des paiements reste utilisée dans la suite de l'article. Elle apparaît à la section 2 qui contient, outre un tableau d'ensemble de la balance générale des paiements sous sa forme habituelle, divers tableaux de détail et des notes précisant les types d'opérations qui sont inclus dans les rubriques et commentant les évolutions marquantes survenues entre 1976 et 1977.

La section 3 groupe les tableaux et notes techniques relatifs à la balance géographique des paiements.

Enfin, à la section 4, en vue de répondre aux desiderata des organisations internationales et de faciliter ainsi les comparaisons de balances des paiements entre pays, on a regroupé, sous l'intitulé « Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I. », les données contenues dans les tableaux des sections 2 et 3, selon le schéma commun de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques <sup>(1)</sup>.

#### SECTION 1

### **APERÇU D'ENSEMBLE DES OPERATIONS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC L'ETRANGER : Tableau I**

Les *opérations courantes*, telles qu'elles sont recensées dans la balance des paiements — c'est-à-dire en ne comprenant qu'une partie seulement des opérations sur marchandises effectuées à crédit — ont laissé, en 1977, un déficit du même ordre de grandeur qu'en 1976 : 13,4 milliards, contre 12,3 milliards. Toutefois, si l'on tient compte de toutes les opérations à crédit <sup>(2)</sup>, on peut estimer le déficit de 1977 à quelque 25 milliards, contre 1,6 milliard en 1976 : l'année 1976 avait, en effet, été caractérisée par une accumulation de créances commerciales nettes sur l'étranger — non recensées dans la balance des paiements — alors qu'en 1977, une évolution en sens inverse se serait produite.

(1) Ce schéma est celui de la troisième édition — publiée en 1961 — du « Manuel de la Balance des Paiements » du F.M.I. Une quatrième édition du Manuel — datée de 1977 — a été publiée par le Fonds. Le nouveau schéma adopté dans cette édition sera utilisé pour la présentation des données de la balance des paiements de l'année 1979.

(2) A cet effet, les opérations sur marchandises sont estimées en termes de transactions. La méthode d'estimation des transactions consiste pour l'essentiel à reconstituer les transactions d'exportations et d'importations d'une période donnée à partir des paiements d'exportations et d'importations correspondants (pour la majeure partie de ces paiements, en effet, on connaît l'époque approximative où l'exportation ou l'importation a eu lieu).

Tableau I.

**Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents  
avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme \***  
(milliards de francs)

	1976	1977				
	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Année
I. Opérations courantes <sup>1</sup> .....	- 12,3	+ 3,2	- 6,4	- 13,3	+ 3,1	- 13,4
II. Opérations en capital :						
1. Opérations des pouvoirs publics :						
1.1 avec l'étranger <sup>2</sup> .....	- 3,1	...	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2
1.2 en monnaies étrangères avec les organismes principalement monétaires belges et luxem- bourgeois :						
1.21 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères en- vers les banques belges et luxembour- geoises .....	+ 1,0	- 0,1	- 0,4	- 0,8	- 0,3	- 1,6
1.22 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la Banque Natio- nale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...
Total 1 ...	- 2,1	- 0,1	- 0,3	- 1,0	- 0,4	- 1,8
2. Opérations des entreprises <sup>3</sup> et particuliers :						
2.1 avec l'étranger <sup>4</sup> .....	+ 8,2	+ 13,0	- 4,8	+ 2,2	- 6,9	+ 3,5
2.2 en monnaies étrangères avec les banques belges et luxembourgeoises :						
2.21 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant .....	- 8,4	- 7,2	+ 13,3	- 2,2	+ 6,3	+ 10,2
2.22 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme .....	+ 8,2	+ 3,4	+ 8,3	+ 4,3	- 10,2	+ 5,8
Total 2 ...	+ 8,0	+ 9,2	+ 16,8	+ 4,3	- 10,8	+ 19,5
3. Opérations des non-résidents en francs belges et luxembourgeois avec les organismes principale- ment monétaires belges et luxembourgeois :						
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commer- ciaux financés à leur origine par les banques belges .....	- 11,7	+ 1,3	- 5,8	+ 0,8	- 14,2	- 17,9
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engage- ments au comptant .....	+ 4,1	+ 4,7	+ 15,8	+ 4,0	- 18,4	+ 6,1
3.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'en- cours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme .....	- 9,6	- 3,7	- 7,4	- 3,2	+ 5,8	- 8,5
Total 3 ...	- 17,2	+ 2,3	+ 2,6	+ 1,6	- 26,8	- 20,3
4. Mouvement de la position en monnaies étran- gères des banques belges et luxembourgeoises :						
4.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant .....	- 8,0	- 1,3	- 6,7	+ 8,0	- 7,9	- 7,9
4.2 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme .....	+ 1,4	+ 0,3	- 0,9	- 1,1	+ 4,4	+ 2,7
Total 4 ...	- 6,6	- 1,0	- 7,6	+ 6,9	- 3,5	- 5,2
Total II ...	- 17,9	+ 10,4	+ 11,5	+ 11,8	- 41,5	- 7,8
III. Erreurs et omissions .....	+ 5,6	- 3,4	+ 1,8	+ 3,1	+ 11,1	+ 12,6
Total I à III ...	- 24,6	+ 10,2	+ 6,9	+ 1,6	- 27,3	- 8,6
Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [augmentation (+) ou diminution (-)] :						
1. Réserves de change .....	- 24,6	+ 10,2	+ 6,9	+ 1,6	- 27,3	- 8,6
dont :						
1.1 Encaisse en or .....	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(+ 0,4)
1.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ....	(+ 1,2)	(+ 0,3)	(+ 1,4)	(- 1,8)	(- 0,8)	(- 0,9)
1.3 Avoirs ou engagements nets vis-à-vis du Fonds Européen de Coopération Monétaire .....	(...)	(...)	(...)	(...)	(- 23,9)	(- 23,9)
1.4 Monnaies étrangères au comptant .....	(- 26,2)	(+ 9,4)	(+ 5,1)	(+ 5,3)	(- 3,9)	(+ 15,9)
1.5 Francs belges au comptant <sup>5</sup> .....	(+ 0,4)	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(- 1,9)	(+ 1,1)	(- 0,1)
2. Position à terme <sup>6</sup> .....	...	...	...	...	...	...
dont :						
2.1 Monnaies étrangères .....	(+ 12,0)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
2.2 Francs belges .....	(- 12,0)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
p.m. Position en monnaies étrangères (1.4 + 2.1) .....	- 14,2	+ 9,4	+ 5,1	+ 5,3	- 3,9	+ 15,9
Position en francs belges (1.5 + 2.2) .....	- 11,6	+ 0,3	+ 0,4	- 1,9	+ 1,1	- 0,1

<sup>1</sup> Cf. rubriques 1 et 2 du tableau II. — <sup>2</sup> Cf. rubrique 3 du tableau II. — <sup>3</sup> Autres que les organismes principalement monétaires. — <sup>4</sup> Cf. rubrique 4 du tableau II. — <sup>5</sup> Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 3.1. — <sup>6</sup> Le signe + indique une augmentation des monnaies étrangères ou des francs belges à recevoir, ou une diminution des monnaies étrangères ou des francs belges à livrer, par la Banque Nationale de Belgique; le signe - indique une diminution des monnaies étrangères ou des francs belges à recevoir, ou une augmentation des monnaies étrangères ou des francs belges à livrer, par la Banque.

\* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

L'augmentation du solde positif des opérations sur services a été plus que compensée par l'accroissement du déficit des transactions sur marchandises et par celui des transferts publics (1).

Le solde déficitaire du commerce extérieur proprement dit (2) s'est quelque peu réduit en 1977. Sur la base des transactions, toutefois, on peut estimer le déficit du commerce extérieur à 75 milliards environ, contre 47 milliards en 1976. Ce sont surtout les deuxième et troisième trimestres de l'année qui ont été caractérisés par d'importants déficits, dus notamment au fléchissement des exportations, lié au ralentissement du commerce mondial.

L'excédent des autres opérations sur marchandises, à savoir les opérations d'arbitrage, s'est sensiblement réduit en termes de paiements (de 21,5 à 10,8 milliards), mais se serait maintenu à un niveau proche de celui de l'année 1976 (21 milliards) en termes de transactions, en raison d'une augmentation des créances commerciales nettes sur l'étranger.

Le boni laissé par les services a continué à s'élargir, passant de 43,1 milliards en 1976 à 52 milliards en 1977. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des recettes relatives aux frais de transport et aux contrats d'entreprise réalisés à l'étranger par des firmes belges et luxembourgeoises, ainsi que de l'augmentation des dépenses courantes, en U.E.B.L., des institutions européennes.

Le solde des transferts privés ne s'est guère modifié. L'élargissement du déficit des transferts publics (de 12,6 à 16,3 milliards) est dû principalement à la progression des ressources mises par l'Etat à la disposition des institutions européennes.

Dans leur ensemble, les *opérations en capital* (3) se sont soldées par un déficit de 7,8 milliards, contre 17,9 milliards en 1976. Elles ont connu une évolution contrastée en 1977 : pour les trois premiers trimestres, le solde des opérations en capital a été positif à concurrence de 33,7 milliards, alors qu'au quatrième trimestre, d'importantes sorties de capitaux ont eu lieu, en raison des perturbations apparues sur le marché des changes. Les mouvements spéculatifs de la fin de l'année ont surtout pris la forme d'opérations en francs de non-résidents avec des organismes monétaires belges et luxembourgeois.

Les mouvements de capitaux des pouvoirs publics se sont soldés, comme en 1976, par un déficit de quelque 2 milliards.

L'excédent laissé par les mouvements de capitaux des entreprises et particuliers avec l'étranger s'est réduit de 8,2 à 3,5 milliards en 1977 (4). Le solde positif

(1) Pour le détail des opérations courantes, voir le tableau II.

(2) Exportations et importations, y compris le travail à façon et l'or non monétaire.

(3) Non compris les variations de créances commerciales nettes sur l'étranger non financées à l'intervention des banques belges.

(4) Pour le détail des opérations, voir le tableau II.

des mouvements de capitaux des entreprises publiques, qui avait atteint 9,1 milliards en 1976 sous l'effet des souscriptions d'obligations d'intermédiaires financiers du secteur public par des pays producteurs de pétrole, est revenu à 3,1 milliards en 1977. Les mouvements de capitaux des entreprises privées et particuliers, en provenance ou à destination de l'étranger, se sont accrus dans un sens comme dans l'autre. En particulier, les prêts octroyés par des non-résidents à des entreprises belges, recensés dans la rubrique « Investissements directs », ont augmenté en raison notamment de l'exonération du précompte mobilier introduite, pour la période du 1er mars au 31 décembre, en faveur des revenus qui en proviennent, à condition que le but utilitaire de ces prêts soit reconnu par l'Etat.

Les opérations faites en monnaies étrangères par des entreprises et particuliers résidents avec les banques belges et luxembourgeoises se sont soldées par un surplus de 16 milliards, contre une situation de quasi-équilibre en 1976. Ce mouvement résulte essentiellement de la réduction des avoirs nets au comptant en monnaies étrangères; en 1976, ces avoirs avaient augmenté. Les avoirs nets à terme ont également diminué, malgré les achats importants de monnaies étrangères à terme effectués à la fin de l'année.

L'ensemble des opérations des non-résidents en francs avec les organismes monétaires intérieurs s'est soldé par un déficit de 20,3 milliards, contre 17,2 milliards en 1976. Le déficit en 1977 est dû aux mouvements spéculatifs de la fin de l'année : les non-résidents ont diminué leurs avoirs nets au comptant en francs, tandis que l'encours des crédits commerciaux financés par les banques belges s'accroissait considérablement en liaison avec le retard apporté par les exportateurs dans le rapatriement de leurs recettes.

Les avoirs nets, comptant et terme réunis, en monnaies étrangères des banques ont augmenté de 5,2 milliards, contre 6,6 milliards en 1976.

En vue de contenir les pressions à la baisse sur le franc belge qui se sont manifestées à la fin de l'année, les banques sont convenues, à la demande de la Banque, de décompter, à dater du 7 décembre, des taux d'intérêt débiteurs correspondant au taux réel du franc belge sur les marchés internationaux, pour les crédits de courrier consentis aux correspondants bancaires étrangers en comptes convertibles. L'objet de cette mesure est d'éviter que certains correspondants étrangers ne soient tentés d'abuser, en période de tension, des crédits de courrier pour prendre une position de change contre le franc belge.

Au total, les opérations courantes et en capital décrites ci-avant se sont soldées — compte tenu des erreurs et omissions, qui ont donné lieu à des entrées de fonds de 12,6 milliards (contre 5,6 milliards en 1976) — par un déficit de 8,6 milliards, contre 24,6 milliards en 1976. Les trois premiers trimestres ont laissé un excédent de 18,7 milliards, mais au quatrième trimestre, un déficit de 27,3 milliards a été enregistré. Ces chiffres ont eu pour contrepartie des mouvements correspondants de l'ensemble formé par les *réserves de change* et la *position à terme* de la Banque.

D'une part, des engagements ont été contractés par la Banque envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire, à concurrence de 23,9 milliards. Cet endettement a résulté des interventions de soutien du franc effectuées à partir de novembre, conformément à l'accord sur le rétrécissement des marges de fluctuation entre les monnaies du « serpent ».

D'autre part, les avoirs au comptant en monnaies étrangères ont augmenté, par solde, de 15,9 milliards.

## SECTION 2

### **BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE : Tableau II NOTES ET TABLEAUX DE DETAIL**

**Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises » : Tableau III.**

Rubrique 1.11 « *Exportations et importations* ».

Ces opérations sont obtenues en apportant aux règlements bancaires y relatifs recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change un certain nombre d'ajustements. Ces ajustements sont effectués afin de corriger, dans une certaine mesure, ce que le recensement des seuls règlements financiers a d'incomplet quant au champ des opérations qu'il couvre.

L'un des ajustements les plus importants est le suivant : aux (des) montants des règlements d'exportations et d'importations est ajouté (soustraite) l'accroissement (la diminution) des exportations et des importations effectuées à crédit qui peuvent être recensées.

En fait, les opérations d'achat ou de vente assorties de crédits commerciaux dont on peut tenir compte sont celles qui ont donné lieu à une modification du montant des engagements d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises envers l'étranger ou de l'encours des crédits d'escompte et d'acceptation à l'exportation octroyés par des banques belges.

En contrepartie du montant de ces transactions extérieures assorties de crédits commerciaux comprises dans la rubrique « Exportations et importations », une variation de même importance est enregistrée, soit à la rubrique 4.324 « Autres investissements et placements étrangers en U.E.B.L. » (à concurrence de la variation de l'encours des engagements d'acceptation des banques belges



Tableau II.

## Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(milliards de francs)

	1972	1973	1974	1975	1976			1977		
	Année	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	+29,3	+27,4	+11,3	-15,3	-37,9	-38,2	-76,1	-37,1	-43,8	-80,9
1.12 Travail à façon .....	+13,7	+17,0	+16,9	+15,8	+ 9,8	+11,6	+21,4	+14,8	+16,1	+30,9
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 3,1	+ 5,3	+13,9	+16,8	+ 8,8	+12,7	+21,5	+ 3,7	+ 7,1	+10,8
1.14 Or non monétaire .....	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	+ 1,0	- 2,2	- 1,0	- 3,2	- 2,2	- 1,5	- 3,7
1.2 Frets <sup>2</sup> .....	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	+ 3,6	+ 4,3	+ 7,9	+ 6,0	+ 6,2	+12,2
1.3 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup>	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,7
1.4 Autres frais de transport .....	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 1,3
1.5 Déplacements à l'étranger .....	-12,4	-16,6	-17,9	-20,1	-10,1	-12,6	-22,7	-11,1	-15,0	-26,1
1.6 Revenus de placements et d'investissements .	+ 7,4	+ 7,2	+12,1	+16,4	+10,7	+12,6	+23,3	+ 8,3	+11,6	+19,9
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 8,5	+ 7,3	+13,2	+15,1	+ 9,0	+ 8,0	+17,0	+11,1	+11,6	+22,7
1.8 Autres .....	+ 5,4	+ 8,4	+ 5,5	+ 9,8	+ 5,8	+12,1	+17,9	+11,2	+11,5	+22,7
<b>Total 1 ...</b>	<b>+60,0</b>	<b>+57,1</b>	<b>+50,4</b>	<b>+46,4</b>	<b>- 2,6</b>	<b>+ 9,3</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>+ 5,6</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>+ 9,1</b>
<b>2. Transferts :</b>										
2.1 Transferts privés .....	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	- 3,6	- 2,8	- 6,4	- 2,8	- 3,4	- 6,2
2.2 Transferts publics .....	-10,3	-14,5	-15,2	-18,5	- 7,0	- 5,6	-12,6	- 6,0	-10,3	-16,3
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 8,8</b>	<b>-12,1</b>	<b>-14,6</b>	<b>-21,5</b>	<b>-10,6</b>	<b>- 8,4</b>	<b>-19,0</b>	<b>- 8,8</b>	<b>-13,7</b>	<b>-22,5</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>										
3.1 Etat <sup>3</sup> :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels .....	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 0,8	- 0,4	- 1,2	- 0,4	- 0,2	- 0,6
3.112 Autres opérations .....	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 1,1	+ 1,0	+ 2,1
3.12 Avoirs .....	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	- 0,3	- 1,8	- 2,1	- 0,6	- 1,1	- 1,7
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements .....	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>-10,7</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 3,1</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,2</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>										
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	- 0,7	- 0,6
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	+ 5,0	+ 3,9	+ 8,9	+ 3,0	+ 0,7	+ 3,7
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières .....	-36,0	-31,4	-15,4	-36,1	- 7,1	- 5,8	-12,9	- 8,0	-10,1	-18,1
4.312 Investissements directs .....	- 6,5	- 6,7	-14,5	- 5,5	- 6,9	- 4,4	-11,3	- 7,9	- 4,7	-12,6
4.313 Immeubles .....	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	- 1,2	- 1,0	- 2,2	- 1,1	- 2,8	- 3,9
4.314 Autres .....	- 1,5	- 6,6	-12,6	- 3,2	- 5,9	-11,9	-17,8	- 6,1	-11,1	-17,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,2	+ 2,8	+ 5,0
4.322 Investissements directs .....	+17,7	+27,5	+41,8	+33,9	+ 9,6	+21,0	+30,6	+21,4	+17,4	+38,8
4.323 Immeubles .....	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,5	+ 2,4	+ 3,3	+ 5,7
4.324 Autres .....	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	+ 4,3	+ 7,1	+ 2,5	+ 9,6	+ 2,2	+ 0,5	+ 2,7
<b>Total 4 ...</b>	<b>-20,2</b>	<b>-13,1</b>	<b>- 5,1</b>	<b>- 6,8</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>+ 6,0</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>- 4,7</b>	<b>+ 3,5</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 6,8</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>+11,2</b>	<b>- 4,2</b>	<b>+ 8,6</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>+11,4</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+19,8</b>	<b>+34,3</b>	<b>+30,5</b>	<b>+25,1</b>	<b>-16,1</b>	<b>+13,3</b>	<b>- 2,8</b>	<b>+ 8,3</b>	<b>- 7,0</b>	<b>+ 1,3</b>
<b>6. Financement du total :</b>										
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	+ 1,0	+ 1,6	+ 2,6	+ 3,4	+ 5,8	+ 9,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Francs belges et luxembourgeois .	- 4,5	-13,8	+ 2,6	- 6,2	- 3,3	+ 6,9	+ 3,6	-17,3	+13,6	- 3,7
6.212 Monnaies étrangères <sup>5</sup> .....	+ 1,3	+10,9	+13,9	+12,0	+ 4,9	+ 9,3	+14,2	+ 7,2	- 9,1	- 1,9
6.22 Organismes monétaires divers .....	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	- 0,8	+ 0,3	- 0,5	- 0,4	+ 0,4	...
6.23 Banque Nationale <sup>5 6</sup> .....	+26,4	+36,4	+ 7,5	+18,2	-17,9	- 4,8	-22,7	+15,4	-17,7	- 2,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	(+ 3,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Il s'agit des paiements effectués; ceux-ci ont cependant été rectifiés pour tenir compte des crédits consentis avec le concours des banques belges.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes.

<sup>4</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>5</sup> Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

<sup>6</sup> Réserves de change et crédits commerciaux (acceptations représentatives d'exportations).

Tableau III.

## Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises »

(milliards de francs)

Périodes	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	1.14 Or non monétaire			Total		
	Recettes <sub>1</sub>	Dépenses <sub>1</sub>	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes <sub>2</sub>	Dépenses	Solde
1972 Année .....	561,8	532,5	+29,3	19,9	6,2	+13,7	+ 3,1	1,7	1,4	+ 0,3	586,5	540,1	+46,4
1973 Année .....	700,6	673,2	+27,4	23,3	6,3	+17,0	+ 5,3	3,6	5,0	- 1,4	732,8	684,5	+48,3
1974 Année .....	933,0	921,7	+11,3	25,8	8,9	+16,9	+13,9	10,6	17,9	- 7,3	983,3	948,5	+34,8
1975 Année .....	872,5	887,8	-15,3	26,3	10,5	+15,8	+16,8	16,7	15,7	+ 1,0	932,3	914,0	+18,3
1976 1 <sup>er</sup> semestre .....	483,3	521,2	-37,9	14,8	5,0	+ 9,8	+ 8,8	3,3	5,5	- 2,2	510,2	531,7	-21,5
2 <sup>e</sup> semestre .....	509,4	547,6	-38,2	16,9	5,3	+11,6	+12,7	6,7	7,7	- 1,0	545,7	560,6	-14,9
Année .....	992,7	1.068,8	-76,1	31,7	10,3	+21,4	+21,5	10,0	13,2	- 3,2	1.055,9	1.092,3	-36,4
1977 1 <sup>er</sup> semestre .....	537,7	574,8	-37,1	20,4	5,6	+14,8	+ 3,7	5,0	7,2	- 2,2	566,8	587,6	-20,8
2 <sup>e</sup> semestre .....	517,0	560,8	-43,8	21,4	5,3	+16,1	+ 7,1	1,6	3,1	- 1,5	547,1	569,2	-22,1
Année .....	1.054,7	1.135,6	-80,9	41,8	10,9	+30,9	+10,8	6,6	10,3	- 3,7	1.113,9	1.156,8	-42,9

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Il s'agit des paiements effectués; ceux-ci ont cependant été rectifiés pour tenir compte des crédits consentis avec le concours des banques belges.

<sup>2</sup> Y compris le solde des opérations d'arbitrage.

et luxembourgeoises envers l'étranger), soit à la rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits des banques belges à l'exportation financés par les organismes précités), soit à la rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits des banques belges à l'exportation financés en dehors des organismes précités) <sup>(1)</sup>.

Un autre ajustement concerne les dons en nature. Ceux-ci sont ajoutés aux montants des règlements, pour autant qu'ils revêtent une certaine importance et qu'ils soient connus. Il s'agit essentiellement, en l'occurrence, des fournitures effectuées par le Gouvernement belge dans le cadre de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement. En contrepartie de la valeur de ces fournitures, un montant équivalent est inscrit, en dépenses, à la rubrique 2.2 « Transferts publics ».

#### Rubrique 1.12 « Travail à façon ».

Sont comptabilisés sous cette rubrique, tous les règlements bancaires relatifs à la transformation — en U.E.B.L. pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents — de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

Comme le critère de transfert de propriété n'est pas toujours aisé à appliquer, surtout dans le cas des transactions entre une maison-mère et ses filiales, le Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I. recommande de considérer comme des achats et des ventes de marchandises, et non pas comme du travail à façon, toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison-mère et ses filiales en vue de leur transformation; le coût desdites opérations de transformation doit donc être exclu de la présente rubrique et les marchandises ayant fait l'objet de la transformation doivent être reprises pour leur valeur brute sous la rubrique « Exportations et importations ».

Ce principe n'est toutefois pas appliqué uniformément dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. Un certain nombre de marchandises expédiées entre maisons-mères et filiales sont considérées, en l'absence de statistiques qui permettraient de les identifier, comme donnant lieu à des opérations de transformation; le coût de ces dernières est dès lors enregistré sous la rubrique « Travail à façon ».

<sup>(1)</sup> C'est-à-dire soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger (y compris le Luxembourg); en effet, la rubrique 6.1 considérée comprend la partie financée par les banques luxembourgeoises des crédits à l'exportation accordés à leur origine par les banques belges.

Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* » (nettes).

Il s'agit de marchandises achetées et revendues à l'étranger par des résidents, sans considération du fait que ces marchandises passent ou non par le territoire de l'U.E.B.L.

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents, et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

Rubrique 1.14 « *Or non monétaire* ».

Par or non monétaire, il faut entendre les avoirs en ce métal qui ne sont pas détenus par la Banque Nationale. En particulier, l'or que les banques commerciales résidentes conservent pour compte propre est considéré comme de l'or non monétaire et non comme un élément de leurs avoirs extérieurs. Cette rubrique couvre donc toutes les transactions sur or qui interviennent entre un non-résident et un résident autre que la Banque Nationale, pour autant que ces transactions aient fait l'objet d'un règlement bancaire.

Il convient de rappeler ici que l'or en pièces monnayées et en lingots peut être librement négocié en U.E.B.L. et importé ou exporté par toutes voies et sans limitation, à l'initiative de toutes personnes belges et étrangères. Dans la mesure où ces transactions ne jouissent pas de la même liberté dans certains pays étrangers, il est possible que des réexportations d'or non monétaire vers ceux-ci soient incluses dans les recettes d'autres rubriques de la balance des paiements que celle de l'or non monétaire. De ce fait, un déficit au titre de cette dernière rubrique peut être déterminé, pour une part du moins, par le transit destiné à alimenter la thésaurisation privée d'or à l'étranger.

**Rubriques 1.2 à 1.8 « Transactions sur services » : Tableau IV.**

Dans une balance des paiements basée principalement sur les règlements bancaires, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées et ne figurent donc dans les rubriques que pour leur solde net. Ces compensations qui affectent les opérations sur marchandises sont également fréquentes dans le domaine des services : elles peuvent s'opérer aussi bien entre des transactions relevant d'une même rubrique qu'entre les opérations qui devraient être recensées sous des rubriques différentes. De ce fait, il convient de faire preuve de prudence dans l'interprétation des données recensées.

Tableau IV.

## Rubriques 1.2 à 1.8 « Transactions sur services »

(milliards de francs)

Périodes	1.2 Frets 1			1.3 Assurances pour le transport de marchandises 1			1.4 Autres frais de transport			1.5 Déplacements à l'étranger			1.6 Revenus de placements et d'investissements			1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs			1.8 Autres			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1972 Année .....	27,2	22,4	+4,8	0,9	1,1	-0,2	9,6	9,5	+0,1	19,5	31,9	-12,4	52,9	45,5	+7,4	15,6	7,1	+8,5	52,0	46,6	+5,4	177,7	164,1	+13,6
1973 Année .....	32,7	29,5	+3,2	0,9	1,4	-0,5	10,6	10,8	-0,2	25,1	41,7	-16,6	79,8	72,6	+7,2	16,7	9,4	+7,3	61,1	52,7	+8,4	226,9	218,1	+8,8
1974 Année .....	52,8	49,1	+3,7	1,1	1,6	-0,5	15,3	15,8	-0,5	27,8	45,7	-17,9	150,4	138,3	+12,1	22,9	9,7	+13,2	74,1	68,6	+5,5	344,4	328,8	+15,6
1975 Année .....	48,9	42,2	+6,7	1,2	1,7	-0,5	17,7	17,0	+0,7	31,8	51,9	-20,1	150,2	133,8	+16,4	24,5	9,4	+15,1	90,8	81,0	+9,8	365,1	337,0	+28,1
1976 1 <sup>er</sup> semestre .....	25,2	21,6	+3,6	0,7	0,8	-0,1	9,2	9,2	...	14,8	24,9	-10,1	76,6	65,9	+10,7	13,7	4,7	+9,0	48,8	43,0	+5,8	189,0	170,1	+18,9
2 <sup>e</sup> semestre .....	28,2	23,9	+4,3	0,6	0,9	-0,3	11,0	10,9	+0,1	18,2	30,8	-12,6	78,8	66,2	+12,6	13,8	5,8	+8,0	57,9	45,8	+12,1	208,5	184,3	+24,2
Année .....	53,4	45,5	+7,9	1,3	1,7	-0,4	20,2	20,1	+0,1	33,0	55,7	-22,7	155,4	132,1	+23,3	27,5	10,5	+17,0	106,7	88,8	+17,9	397,5	354,4	+43,1
1977 1 <sup>er</sup> semestre .....	30,3	24,3	+6,0	0,7	1,0	-0,3	12,3	11,1	+1,2	19,2	30,3	-11,1	82,1	73,8	+8,3	15,7	4,6	+11,1	60,8	49,6	+11,2	221,1	194,7	+26,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	31,7	25,5	+6,2	0,6	1,0	-0,4	12,6	12,5	+0,1	22,6	37,6	-15,0	90,6	79,0	+11,6	16,8	5,2	+11,6	63,7	52,2	+11,5	238,6	213,0	+25,6
Année .....	62,0	49,8	+12,2	1,3	2,0	-0,7	24,9	23,6	+1,3	41,8	67,9	-26,1	172,7	152,8	+19,9	32,5	9,8	+22,7	124,5	101,8	+22,7	459,7	407,7	+52,0

1 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

### **Rubriques 1.2 « Frets » et 1.3 « Assurances pour le transport de marchandises ».**

Les recettes et les dépenses au titre de ces rubriques ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport de marchandises; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

A cet égard, il est possible que l'accroissement important du surplus de la rubrique « Frets », en 1977, soit dû, pour une part, au fait qu'une partie plus importante des recettes nettes relatives aux frais de transport de marchandises ait été recensée cette année sous la rubrique précitée.

Par ailleurs, les rubriques 1.2 et 1.3 considérées comprennent, en recettes, certains frets et assurances payés à des résidents à l'occasion d'importations (qui auraient dû normalement être déduits des dépenses de la rubrique 1.11 précitée) <sup>(1)</sup> et, en dépenses, certains frets et assurances payés à des étrangers à l'occasion d'exportations (qui auraient dû pareillement être déduits des recettes de la rubrique 1.11) <sup>(2)</sup>.

### **Rubrique 1.4 « Autres frais de transport ».**

Cette rubrique comprend tous les règlements bancaires afférents à des activités de transport autres que celle de transport de marchandises : transports de personnes; frais de douane, d'entrepôt, de port, de remorquage, etc.; locations de navires et avions; achats et ventes de provisions de bord; frais d'entretien et de réparation de navires et avions.

Le surplus laissé par cette rubrique est passé de 0,1 milliard en 1976 à 1,3 milliard. Les dépenses nettes au titre des frais de port et de douane ont fait place à des recettes nettes et les achats nets de provisions de bord ont diminué.

<sup>(1)</sup> Les dépenses d'importation, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importations est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques « frets » et « assurances » comprennent, en recettes, les montants perçus par les transporteurs et assureurs résidents.

<sup>(2)</sup> Les recettes d'exportation, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs étrangers, de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Cette surestimation des recettes d'exportation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques « frets » et « assurances » comprennent, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs pour le compte des importateurs étrangers, en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

### Rubrique 1.5 « Déplacements à l'étranger ».

Cette rubrique retrace l'évolution des recettes et des dépenses de tourisme. Les chiffres comprennent les règlements recensés au titre des frais de voyage (à l'exclusion des frais de transport, comptabilisés sous la rubrique 1.4), de séjour, de cure, d'études ainsi que des opérations réglées en billets. Ces dernières opérations sont ajustées de façon à éliminer, dans la mesure du possible, les utilisations de billets liées notamment à des achats et ventes de marchandises, des paiements de salaires de travailleurs frontaliers, des encaissements de revenus de placements et d'investissements et des mouvements de capitaux. La présente rubrique comprend, en outre, en recettes, la partie des dépenses d'assistance technique du Gouvernement belge destinée à la formation intellectuelle (bourses d'études) ou professionnelle (stages) en U.E.B.L. de ressortissants de pays en voie de développement; on considère, en effet, que ces fonds ont été dépensés, au cours de leur séjour en U.E.B.L., par les étudiants et stagiaires bénéficiaires de cette forme d'assistance technique.

Par ailleurs, une statistique des nuitées d'étrangers en Belgique est donnée, à titre d'information, au tableau V.

Tableau V.

#### Nombre de nuitées des étrangers en Belgique <sup>1</sup> (milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total <sup>2</sup>
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	République fédérale d'Allemagne	Suisse	Etats-Unis	Autres pays <sup>2</sup>	
1972 .....	1.041	1.164	1.701	1.120	74	489	1.056	6.645
1973 .....	1.079	1.092	1.715	1.264	78	518	1.293	7.039
1974 .....	1.096	1.057	1.810	1.333	84	579	1.489	7.448
1975 .....	1.284	1.098	2.073	1.444	83	498	1.560	8.040
1976 .....	1.187	1.051	2.189	1.401	80	518	1.327	7.753
1977 .....	1.022	989	2.042	1.411	80	551	1.392	7.487

<sup>1</sup> Y compris les nuitées de camping.

<sup>2</sup> Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

### Rubrique 1.6 « Revenus de placements et d'investissements ».

Sont comptabilisés sous cette rubrique les revenus de placements et d'investissements effectués par des résidents à l'étranger et par des non-résidents en U.E.B.L.

Il convient de souligner que les dépenses ne représentent que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger, qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction. Les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en U.E.B.L. et ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger ne sont pas comptabilisés, faute de données statistiques.

En 1977, les revenus nets de placements et d'investissements ont diminué de 3,4 milliards en raison de la diminution des recettes nettes au titre des paiements d'intérêts bancaires.

#### **Rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».**

Il s'agit d'une rubrique résiduelle destinée à l'enregistrement des transactions des pouvoirs publics en biens, services et revenus non classés ailleurs. C'est ainsi que les transactions portant sur le matériel militaire ou concernant les intérêts des emprunts extérieurs de l'Etat sont enregistrées sous les rubriques appropriées (marchandises, revenus de placements et d'investissements).

Sous cette réserve, la présente rubrique comprend tous les paiements effectués ou reçus par les Gouvernements belge et luxembourgeois et les paiements en faveur ou en provenance de gouvernements étrangers ou d'institutions internationales. Il s'agit notamment, en recettes, des dépenses courantes (de fonctionnement) des institutions internationales établies en U.E.B.L., et, en dépenses, des dépenses militaires.

Le surplus global laissé par cette rubrique s'est accru de 5,7 milliards, principalement sous l'effet de l'augmentation des dépenses, en U.E.B.L., des institutions européennes.

#### **Rubrique 1.8 « Autres ».**

Il s'agit ici également d'une rubrique résiduelle comprenant tous les biens, services et revenus qui n'ont pas été classés ailleurs. Une ventilation de cette rubrique par principaux groupes de transactions est donnée au tableau VI.

L'augmentation de 4,8 milliards de l'excédent total en 1977 est due essentiellement à l'accroissement des recettes nettes au titre des contrats d'entreprise <sup>(1)</sup>.

(<sup>1</sup>) Travaux exécutés à l'étranger par des résidents ou en U.E.B.L. par des non-résidents.



Tableau VI.

## Rubrique 1.8 « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Travailleurs frontaliers			Contrats d'entreprises			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages commissions et frais commerciaux divers			Primes et indemnités d'assurances 1			Services divers 2			Total		
	Recettes	Dépense	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépense	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1972 Année .....	9,2	4,2	+5,0	2,2	4,3	-2,1	2,3	4,7	-2,4	20,7	15,5	+ 5,2	4,9	5,9	-1,0	12,7	12,0	+0,7	52,0	46,6	+ 5,4
1973 Année .....	9,8	4,9	+4,9	2,8	4,1	-1,3	2,5	4,7	-2,2	26,1	19,5	+ 6,6	5,7	6,8	-0,6	14,2	13,2	+1,0	61,1	52,7	+ 8,4
1974 Année .....	11,6	6,5	+5,1	3,7	5,9	-2,2	2,8	5,8	-3,0	33,9	24,7	+ 9,2	6,7	7,4	-0,7	15,4	18,3	-2,9	74,1	68,6	+ 5,5
1975 Année .....	13,8	8,3	+5,5	6,9	9,7	-2,8	3,6	6,6	-3,0	37,9	26,3	+11,6	8,2	9,1	-0,9	20,4	21,0	-0,6	90,8	81,0	+ 9,8
1976 1 <sup>er</sup> semestre .....	7,5	4,8	+2,7	4,3	4,3	...	2,0	3,9	-1,9	19,4	14,6	+ 4,8	4,2	4,9	-0,7	11,4	10,5	+0,9	48,8	43,0	+ 5,8
2 <sup>e</sup> semestre .....	7,8	4,6	+3,2	9,0	5,0	+4,0	2,0	3,6	-1,6	20,9	16,0	+ 4,9	5,9	4,8	+1,1	12,3	11,8	+0,5	57,9	45,8	+12,1
Année .....	15,3	9,4	+5,9	13,3	9,3	+4,0	4,0	7,5	-3,5	40,3	30,6	+ 9,7	10,1	9,7	+0,4	23,7	22,3	+1,4	106,7	88,8	+17,9
1977 1 <sup>er</sup> semestre .....	7,6	4,7	+2,9	10,8	6,0	+4,8	2,4	4,0	-1,6	23,0	17,6	+ 5,4	5,2	5,7	-0,5	11,8	11,6	+0,2	60,8	49,6	+11,2
2 <sup>e</sup> semestre .....	7,9	5,0	+2,9	12,1	7,0	+5,1	2,0	3,8	-1,8	23,0	17,5	+ 5,5	5,6	5,9	-0,3	13,1	13,0	+0,1	63,7	52,2	+11,5
Année .....	15,5	9,7	+5,8	22,9	13,0	+9,9	4,4	7,8	-3,4	46,0	35,1	+10,9	10,8	11,6	-0,8	24,9	24,6	+0,3	124,5	101,8	+22,7

1 A l'exclusion des assurances pour le transport de marchandises (incluses dans la rubrique 1.3), des assurances-vie, des assurances de capitalisation et des assurances-crédit (incluses dans les rubriques 4.914 et 4.924).

2 Notamment services d'assistance technique et de gestion, abonnements et cotisations, paiements effectués par l'intermédiaire de l'administration des Postes.

**Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts » : Tableau VII.**

Sont regroupées sous ce titre les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations gratuites (c'est-à-dire sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements : ressources réelles (biens, services) <sup>(1)</sup> et avoirs financiers cédés ou acquis sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers; c'est le cas, par exemple, des dons en nature ou en espèces.

Tableau VII.

**Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »**

(milliards de francs)

Périodes	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts publics			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1972 Année .....	11,0	9,5	+ 1,5	9,7	20,0	-10,3	20,7	29,5	- 8,8
1973 Année .....	13,3	10,9	+ 2,4	12,9	27,4	-14,5	26,2	38,3	-12,1
1974 Année .....	14,0	13,4	+ 0,6	10,7	25,9	-15,2	24,7	39,3	-14,6
1975 Année .....	13,6	16,6	- 3,0	14,2	32,7	-18,5	27,8	49,3	-21,5
1976 1 <sup>er</sup> semestr.	6,4	10,0	- 3,6	10,1	17,1	- 7,0	16,5	27,1	-10,6
2 <sup>e</sup> semestr.	7,1	9,9	- 2,8	11,7	17,3	- 5,6	18,8	27,2	- 8,4
Année .....	13,5	19,9	- 6,4	21,8	34,4	-12,6	35,3	54,3	-19,0
1977 1 <sup>er</sup> semestr.	7,8	10,6	- 2,8	13,8	19,8	- 6,0	21,6	30,4	- 8,8
2 <sup>e</sup> semestr.	7,7	11,1	- 3,4	14,2	24,5	-10,3	21,9	35,6	-13,7
Année .....	15,5	21,7	- 6,2	28,0	44,3	-16,3	43,5	66,0	-22,5

**Rubrique 2.1 « Transferts privés ».**

Cette rubrique comprend les transactions entre agents économiques du secteur privé exclusivement, à savoir, essentiellement, les envois de fonds des travailleurs migrants dans leur pays d'origine, les paiements de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) en provenance ou à destination des pays non limitrophes, les rémunérations dont disposent en Belgique les Belges exerçant des activités d'assistance technique dans les pays en voie de développement ainsi que les dons et secours privés de nature diverse.

(<sup>1</sup>) Y compris les services des facteurs de production (revenus de facteurs).

Le déficit des transferts privés est resté aux alentours de 6 milliards, comme en 1976.

### **Rubrique 2.2 « Transferts publics ».**

Cette rubrique est réservée aux transactions :

— soit entre deux gouvernements (ou entre un gouvernement et une organisation internationale);

— soit entre le gouvernement résident et des non-résidents autres que des gouvernements et des organisations internationales;

— soit entre des gouvernements non-résidents (ou des organisations internationales) et des résidents autres que le gouvernement.

Ainsi, sous cette rubrique sont recensés principalement les ressources mises par l'Etat belge à la disposition des différentes institutions européennes et internationales, l'assistance technique aux pays en voie de développement, les versements du F.E.O.G.A. aux agriculteurs résidents et les contributions versées à la C.E.C.A. par des entreprises de l'U.E.B.L.

L'augmentation de 3,7 milliards du déficit des transferts publics est due principalement à l'accroissement des contributions versées par l'Etat aux institutions européennes.

### **Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics » : Tableau VIII.**

Ces capitaux comprennent essentiellement les prêts, participations et emprunts de l'Etat.

### **Rubrique 3.1 « Etat ».**

Le déficit des opérations en capital de l'Etat s'est réduit de 3,1 milliards en 1976 à 0,2 milliard en 1977.

Les engagements à plus d'un an de l'Etat envers l'étranger ont augmenté de 0,4 milliard, et ses engagements à court terme, de 1,1 milliard.

Le mouvement des avoirs de l'Etat sur l'étranger comprend des prêts d'un montant total de 1,5 milliard à divers pays en voie de développement et une contribution de 0,2 milliard au Fonds Africain de Développement.

Tableau VIII.

## Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »

(milliards de francs)

	1972			1973			1974			1975			1976			1977		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
<b>3.1 Etat :</b>																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...
Remboursements .....	—	3,7	- 3,7	—	1,4	- 1,4	—	1,5	- 1,5	—	1,5	- 1,5	—	1,2	- 1,2	—	0,6	- 0,6
Autres obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	1,4	- 0,3	2,1	1,1	+ 1,0
A court terme <sup>1</sup> .....	...	5,3	- 5,3	0,4	1,9	- 1,5	...	0,9	- 0,9	1,6	1,0	+ 0,6	0,7	0,2	+ 0,5	1,7	0,6	+ 1,1
Avoirs sur l'étranger :																		
Prêts à long terme à des Etats étrangers .....	0,1	0,4	- 0,3	0,1	1,1	- 1,0	0,1	1,5	- 1,4	0,1	1,4	- 1,3	...	1,2	- 1,2	...	1,5	- 1,5
Participations .....	...	1,3	- 1,3	0,2	0,7	- 0,5	...	0,1	- 0,1	...	2,0	- 2,0	...	0,9	- 0,9	...	0,2	- 0,2
Créances à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>3.2 Autres pouvoirs publics :</b>																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...
Remboursements .....	—	0,1	- 0,1	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...
Autres obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Avoirs sur l'étranger :																		
A plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

<sup>1</sup> Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie.



**Rubriques 4.1 et 4.2 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public » : Tableau IX.**

**Rubrique 4.1 « Organismes publics d'exploitation ».**

Les recettes de 1,7 milliard au titre de cette rubrique représentent le produit d'emprunts contractés par la Régie des Télégraphes et des Téléphones et la Société nationale des Chemins de Fer belges.

Les dépenses de 2,3 milliards correspondent à des remboursements d'emprunts effectués par ces organismes ainsi que par la Sabena.

**Rubrique 4.2 « Intermédiaires financiers du secteur public ».**

L'accroissement de 3,9 milliards des engagements à plus d'un an envers l'étranger résulte notamment de souscriptions effectuées, par des Etats producteurs de pétrole, à des obligations d'institutions publiques de crédit.

Les dépenses à court terme correspondent essentiellement à des remboursements de call money par l'Institut de Réescompte et de Garantie à la Banque mondiale.

**Rubrique 4.3 « Mouvement des capitaux du secteur privé » : Tableau X.**

Ces capitaux ont été répartis entre les investissements et les placements belgo-luxembourgeois à l'étranger — rubrique 4.31 — et les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. — rubrique 4.32.

On notera que les entrées de capitaux en U.E.B.L. peuvent comprendre le rapatriement de revenus d'investissements ou encore le produit de certaines autres opérations lorsque l'origine des fonds n'a pu être établie. Par contre, ne sont pas recensés dans la présente rubrique, faute de données statistiques, les flux de capitaux au titre d'opérations imputées d'investissement direct correspondant aux bénéfices non distribués des sociétés (cf. Section 2, rubrique 1.6 « Revenus de placements et d'investissements » p. 15).

Rubrique 4.311 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières* » et rubrique 4.321 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières* ».

Ces rubriques regroupent, suivant l'expression consacrée, les investissements de portefeuille. Cette catégorie d'investissements comprend tous les achats et souscriptions, ventes et remboursements de titres (actions et obligations) étran-

Tableau X.

## Rubrique 4.3 « Mouvements des capitaux du secteur privé »

(milliards de francs)

	1972			1973			1974			1975			1976			1977		
	Recettes	Dé- penses	Solde	Recettes	Dé- penses	Solde	Recettes	Dé- penses	Solde	Recettes	Dé- penses	Solde	Recettes	Dé- penses	Solde	Recettes	Dé- penses	Solde
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	—	36,0	-36,0	—	31,4	-31,4	—	15,4	-15,4	—	36,1	-36,1	—	12,9	-12,9	—	18,1	-18,1
Actions	(—)	(36,0)	(-36,0)	(—)	(31,4)	(-31,4)	(—)	(2,0)	(-2,0)	(—)	(9,4)	(-9,4)	(—)	(0,6)	(-0,6)	(1,0)	(—)	(+1,0)
Obligations	(—)	(36,0)	(-36,0)	(—)	(31,4)	(-31,4)	(—)	(13,4)	(-13,4)	(—)	(26,7)	(-26,7)	(—)	(12,3)	(-12,3)	(—)	(19,1)	(-19,1)
4.312 Investissements directs	3,6	10,1	-6,5	4,9	11,6	-6,7	6,1	20,6	-14,5	7,8	13,3	-5,5	14,1	25,4	-11,3	6,9	19,5	-12,6
Constitutions et extensions ou liquidations de sociétés	(0,5)	(2,8)	(-2,3)	(0,6)	(2,4)	(-1,8)	(0,7)	(5,5)	(-4,8)	(2,4)	(3,0)	(-0,6)	(0,6)	(3,0)	(-2,4)	(0,4)	(4,6)	(-4,2)
Acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés	(2,3)	(2,7)	(-0,4)	(1,7)	(5,6)	(-3,9)	(2,0)	(10,4)	(-8,4)	(3,3)	(4,8)	(-1,5)	(2,2)	(6,7)	(-4,5)	(3,0)	(7,1)	(-4,1)
Prêts (chiffres nets)	(—)	(3,8)	(-3,8)	(—)	(1,0)	(-1,0)	(—)	(1,3)	(-1,3)	(—)	(3,4)	(-3,4)	(—)	(4,4)	(-4,4)	(—)	(4,3)	(-4,3)
4.313 Immeubles	1,2	2,7	-1,5	1,6	5,2	-3,6	1,8	5,6	-3,8	1,5	4,5	-3,0	2,4	4,6	-2,2	2,2	6,1	-3,9
4.314 Autres (chiffres nets)	—	1,5	-1,5	—	6,6	-6,6	—	12,6	-12,6	—	3,2	-3,2	—	17,8	-17,8	—	17,2	-17,2
dont : constitution ou liquidation de dépôts	(—)	(1,4)	(-1,4)	(—)	(6,4)	(-6,4)	(—)	(12,5)	(-12,5)	(—)	(3,2)	(-3,2)	(—)	(17,8)	(-17,8)	(—)	(17,0)	(-17,0)
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	4,1	—	+4,1	3,4	—	+3,4	—	2,9	-2,9	1,6	—	+1,6	0,6	—	+0,6	5,0	—	+5,0
Actions	(4,1)	(—)	(+4,1)	(3,4)	(—)	(+3,4)	(—)	(2,9)	(-2,9)	(—)	(0,6)	(-0,6)	(—)	(1,5)	(-1,5)	(0,3)	(—)	(+0,3)
Obligations	(4,1)	(—)	(+4,1)	(3,4)	(—)	(+3,4)	(...)	(—)	(...)	(2,2)	(—)	(+2,2)	(2,1)	(—)	(+2,1)	(4,7)	(—)	(+4,7)
4.322 Investissements directs	18,9	1,2	+17,7	28,6	1,1	+27,5	44,2	2,4	+41,8	37,7	3,8	+33,9	35,7	5,1	+30,6	43,8	5,0	+38,8
Constitutions et extensions ou liquidations de sociétés	(9,9)	(0,4)	(+9,5)	(12,8)	(0,2)	(+12,6)	(15,4)	(0,3)	(+15,1)	(13,8)	(1,6)	(+12,2)	(17,7)	(1,1)	(+16,6)	(18,9)	(0,9)	(+18,0)
Acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés	(2,5)	(0,8)	(+1,7)	(5,5)	(0,5)	(+5,0)	(6,7)	(1,4)	(+5,3)	(4,5)	(1,5)	(+3,0)	(7,7)	(1,7)	(+6,0)	(6,0)	(2,8)	(+3,2)
Prêts (chiffres nets)	(6,5)	(—)	(+6,5)	(9,9)	(—)	(+9,9)	(21,4)	(—)	(+21,4)	(18,7)	(—)	(+18,7)	(8,0)	(—)	(+8,0)	(17,6)	(—)	(+17,6)
4.323 Immeubles	1,5	0,6	+0,9	3,9	0,7	+3,2	3,1	1,0	+2,1	2,4	1,0	+1,4	3,5	1,0	+2,5	7,0	1,3	+5,7
4.324 Autres (chiffres nets)	4,8	—	+4,8	4,0	—	+4,0	1,2	—	+1,2	4,3	—	+4,3	9,6	—	+9,6	2,7	—	+2,7

gers (rubrique 4.311) et belges et luxembourgeois (rubrique 4.321), mentionnés comme tels par le résident qui est partie à la transaction. Si des opérations en valeurs mobilières sont déclarées être une acquisition ou une cession de participation, elles sont incluses dans les rubriques 4.312 et 4.322 « Investissements directs ».

On notera, par ailleurs, que les chiffres des transactions en valeurs mobilières sont des chiffres nets. En effet, les recettes et les dépenses brutes sont considérablement influencées par les arbitrages de titres (opérations simultanées d'achats et de ventes de titres différents) que l'on ne peut assimiler à des placements nouveaux ni à des rapatriements de capitaux. Il s'ensuit que, sauf peut-être si l'on veut apprécier le chiffre d'affaires en valeurs mobilières, seuls les soldes doivent retenir l'attention.

Rubrique 4.312 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs* » et rubrique 4.322 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs* ».

Ces rubriques comprennent les transferts de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les recommandations du F.M.I., tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt permanent dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement.

Les constitutions ou liquidations de sociétés, ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le F.M.I. considère comme investissements directs ceux de ces prêts qui sont accordés à des entreprises dites « associées ». Les statistiques dont on dispose ne permettent toutefois pas d'établir cette distinction et tous les prêts ont, dès lors, été considérés comme des investissements directs.

Rubrique 4.313 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : immeubles* » et rubrique 4.323 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : immeubles* ».

Sont comptabilisés sous ces rubriques tous les achats et ventes d'immeubles sis à l'étranger (rubrique 4.313) et en U.E.B.L. (rubrique 4.323), sans distinction quant au caractère commercial ou non commercial de ces immeubles.



Rubrique 4.314 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Autres* » et rubrique 4.324 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Autres* ».

Les autres mouvements de capitaux du secteur privé recensés sous ces rubriques comprennent essentiellement les opérations suivantes : les constitutions et rapatriements de dépôts (à l'exclusion de dépôts auprès de banques en U.E.B.L.); les souscriptions d'assurances-vie, d'assurances de capitalisation et d'assurances-crédit et les capitaux et valeurs de rachat de telles assurances; les avals, cautions et garanties se rapportant aux opérations en capital; en outre, la rubrique 4.324 comprend le solde des opérations de transit de capitaux effectuées par le canal des sociétés holdings établies au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que les montants des crédits à l'importation financés par des places étrangères, qui ont pu être recensés.

#### **Rubrique 5 « Erreurs et omissions ».**

Il s'agit d'une rubrique d'ajustement qui assure l'équilibre comptable entre, d'une part, le total des transactions recensées « au-dessus de la ligne » (opérations courantes et mouvement des capitaux des secteurs non monétaires) et, d'autre part, les postes de financement de ce total (opérations des organismes monétaires belges et luxembourgeois). Cette rubrique recouvre, à côté des écarts comptables et erreurs et omissions proprement dites, diverses opérations qui, faute de pouvoir être identifiées d'une manière suffisamment précise, n'ont pu être ventilées entre les rubriques appropriées de la balance des paiements.

#### **Rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger ».**

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits commerciaux en francs à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges et refinancés soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger <sup>(1)</sup> (cf. Section 2, rubrique 1.11 « Exportations et importation » p. 8).

<sup>(1)</sup> Y compris le Luxembourg. En effet, la rubrique 6.1 considérée comprend la partie, financée par les banques luxembourgeoises, des crédits commerciaux à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges.

**Rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires » (1).**

L'encours et l'évolution des créances et des engagements extérieurs des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. sont donnés au tableau XI par catégories d'organismes.

*A.1.1. « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Or ».*

L'augmentation de l'encaisse en or de la Banque, intervenue en 1977, résulte de deux restitutions d'or à la Belgique par le Fonds Monétaire International, opérées conformément aux arrangements pris par le Comité Intérimaire du Fonds.

*A.1.21 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Participation au Fonds Monétaire International ».*

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci.

Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belges par le Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme sur ses avoirs en francs et les reconstitutions de ceux-ci apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des variations de créances de la Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat, du fait que, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, la Banque assure, pour compte et à la décharge de l'Etat, le financement des opérations avec le F.M.I.; elle supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. et reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions du F.M.I. qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

Le montant du compte « Participation » représente la contrevaletur de ce qu'il est convenu d'appeler les droits de tirage dans la « tranche-or » et dans la « super tranche-or ».

(1) Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères recensés sous cette rubrique ne comprennent pas les variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

Tableau XI.

**Créances et engagements extérieurs des organismes principalement monétaires  
de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise**  
(milliards de francs)

	Encours à fin d'année							Mouvements de l'année 1					
	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>A. Créances de :</b>													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Or .....	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	- 1,8	- 1,6	...	...	...	+ 0,4
1.2 F.M.I. :													
1.21 Participation .....	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	- 4,1	- 1,1	+ 0,7	+ 1,3	+ 3,2	- 2,6
1.22 Prêts .....	...	...	...	...	...	...	1,5	...	...	...	...	...	+ 1,2
1.23 Droits de tirage spéciaux .....	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	+ 2,4	+ 5,0	- 2,0	+ 1,4	- 9,3	+ 0,5
1.24 Avances .....	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	—	—	—	+ 2,4	+ 7,3	...
1.3 Fonds Européen de Coopération Monétaire .....	—	—	3,5	...	...	...	...	—	+ 3,5	- 3,5	...	...	...
1.4 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation .....	5,8	16,5	16,9	12,0	11,9	13,7	20,0	+ 10,7	+ 0,4	- 4,9	- 0,2	+ 1,9	+ 6,3
1.5 Autres :													
1.51 En monnaies étrangères .....	35,0	52,4	75,9	95,2	113,7	90,6	107,7	+ 17,4	+ 30,8	+ 17,7	+ 13,9	- 26,2	+ 15,9
1.52 En francs .....	...	...	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2
1.6 Total .....	168,3	196,3	222,6	232,3	256,1	235,2	258,1	+ 24,6	+ 37,0	+ 8,0	+ 18,8	- 23,0	+ 21,9
2. Organismes divers : crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation ...	3,2	...	...	0,4	0,8	0,3	0,3	- 3,2	...	+ 0,4	+ 0,4	- 0,5	...
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 Obligations .....	25,9	39,7	55,8	62,8	64,4	88,5	118,6	+ 13,8	+ 13,6	+ 9,0	+ 1,6	+ 16,0	+ 30,3
3.2 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation .....	173,1	204,4	282,3	412,5	641,3	691,1	904,6	+ 31,3	+ 77,7	+ 148,3	+ 204,7	+ 76,1	+ 236,8
3.3 Autres :													
3.31 En monnaies étrangères .....	300,8	444,3	704,4	740,6	895,8	1.065,6	1.268,8	+ 143,5	+ 268,8	+ 89,7	+ 106,8	+ 241,1	+ 248,9
3.32 En francs .....	4,5	10,8	7,6	17,6	20,4	29,4	47,0	+ 6,3	- 3,2	+ 5,0	+ 2,8	+ 9,1	+ 17,5
3.4 Total .....	504,3	699,2	1.050,1	1.233,5	1.621,9	1.874,6	2.339,0	+ 194,9	+ 356,9	+ 252,0	+ 315,9	+ 342,3	+ 533,5
<b>Total des créances des organismes principalement monétaires .....</b>	<b>675,8</b>	<b>895,5</b>	<b>1.272,7</b>	<b>1.466,2</b>	<b>1.878,8</b>	<b>2.110,1</b>	<b>2.597,4</b>	<b>+ 216,3</b>	<b>+ 393,9</b>	<b>+ 260,4</b>	<b>+ 335,1</b>	<b>+ 318,8</b>	<b>+ 555,4</b>
<b>B. Engagements de :</b>													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Envers le F.M.I. ....	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	- 0,2	...	...	...
1.2 Envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire .....	—	—	...	...	...	...	23,4	—	...	...	...	...	+ 23,9
1.3 Envers d'autres institutions internationales non monétaires ...	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	- 0,1	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...
1.4 Envers d'autres institutions officielles .....	3,3	1,6	2,2	2,7	3,4	3,0	3,2	- 1,7	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	- 0,4	+ 0,2
1.5 Autres :													
1.51 En monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.52 En francs .....	...	...	...	0,1	...	...	0,2	...	...	+ 0,1	- 0,1	...	+ 0,1
1.6 Total .....	3,8	2,0	2,6	3,1	3,7	3,4	27,2	- 1,8	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,6	- 0,3	+ 24,2
2. Organismes divers :													
2.1 Envers des institutions internationales non monétaires .....	0,5	...	0,2	...	...	...	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	...	...	...
2.2 Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.3 Total .....	0,5	...	0,2	...	...	...	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	...	...	...
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 Envers des institutions officielles .....	—	—	95,4	120,5	145,7	158,5	164,3	—	—	+ 35,1	+ 22,4	+ 24,0	+ 5,8
3.2 Autres :													
3.21 En monnaies étrangères .....	468,3	657,0	888,9	1.016,9	1.369,7	1.558,0	2.006,0	+ 188,7	+ 334,9	+ 188,4	+ 283,5	+ 272,6	+ 516,0
3.22 En francs .....	39,4	48,8	69,2	82,7	87,0	114,9	132,2	+ 9,4	+ 24,9	+ 12,0	+ 4,2	+ 27,9	+ 17,3
3.3 Total .....	507,7	705,8	1.053,5	1.220,1	1.602,4	1.831,4	2.302,5	+ 198,1	+ 359,8	+ 235,5	+ 310,1	+ 324,5	+ 539,1
<b>Total des engagements des organismes principalement monétaires .....</b>	<b>512,0</b>	<b>707,8</b>	<b>1.056,3</b>	<b>1.223,2</b>	<b>1.606,1</b>	<b>1.834,8</b>	<b>2.329,7</b>	<b>+ 195,8</b>	<b>+ 360,6</b>	<b>+ 235,8</b>	<b>+ 310,7</b>	<b>+ 324,2</b>	<b>+ 563,3</b>
<b>C. Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. (A - B) .....</b>													
	<b>163,8</b>	<b>187,7</b>	<b>216,4</b>	<b>243,0</b>	<b>272,7</b>	<b>275,3</b>	<b>267,7</b>	<b>+ 20,5</b>	<b>+ 33,3</b>	<b>+ 24,6</b>	<b>+ 24,4</b>	<b>- 5,4</b>	<b>- 7,9</b>

<sup>1</sup> Les mouvements ne correspondent pas toujours aux différences entre les encours à fin d'année en raison de rectifications statistiques et de l'élimination des variations comptables résultant a) de l'allocation de droits de tirage spéciaux à la Belgique en 1972, b) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et c) des modifications dans les cours du change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères.

A.1.22 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Prêts* ».

Sous cette rubrique apparaissent les prêts consentis par la Banque au F.M.I., à la décharge de l'Etat belge, en application des Accords Généraux d'Emprunt.

En 1977, le mécanisme mis sur pied par ces Accords a été réactivé au profit du Royaume-Uni et de l'Italie.

A.1.23 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Droits de tirage spéciaux* ».

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits de tirage spéciaux que possède l'Etat belge en sa qualité de participant au compte de tirage spécial du Fonds Monétaire International, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine.

A.1.4 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* ».

Est comptabilisé sous cette rubrique le portefeuille d'effets et acceptations en francs belges, représentatifs de crédits à l'exportation accordés à leur origine par les banques belges et financés par la Banque.

A.1.51 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique : En monnaies étrangères* ».

On notera qu'est comptabilisé sous cette rubrique le concours financier à moyen terme que l'Etat a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la Banque assure le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la Banque.

A.1.52 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique : En francs* ».

Sont comptabilisées sous cette rubrique les avances en francs consenties par la Banque, en vertu d'accords de paiement, à des pays non membres de la C.E.E.

B.1.2 « *Engagements de la Banque Nationale de Belgique : Envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire* ».

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés Européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1er juin 1973.

La Banque fait figurer séparément dans ses situations ses créances sur, et ses engagements envers, le Fonds Européen de Coopération Monétaire, nés de l'application des dispositions sur le rétrécissement des marges de fluctuation des monnaies des pays membres, dans la mesure où, faute d'avoir la même échéance, les créances et engagements en cause ne sont pas compensables, sauf accord entre les parties.

*B.1.4 « Engagements de la Banque Nationale de Belgique : Envers d'autres institutions officielles ».*

Sont recensés ici les engagements de la Banque envers des banques centrales et institutions officielles étrangères ainsi que ceux contractés au titre des accords internationaux <sup>(1)</sup>.

*B.1.5 « Autres engagements de la Banque Nationale de Belgique ».*

Il s'agit des engagements de la Banque envers des banques privées étrangères essentiellement.

*A.3.1 « Créances des banques belges et luxembourgeoises : Obligations ».*

Il s'agit de titres d'emprunts étrangers, à long terme essentiellement, du secteur public et de sociétés et organismes privés, libellés pour la plus grande partie en monnaies étrangères.

*A.3.2 « Créances des banques belges et luxembourgeoises : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation ».*

Sont recensés ici les crédits à l'étranger (exportation et autres), en francs belges et en devises, octroyés sous forme de crédits de caisse, d'escompte et d'acceptation par les banques et financés par celles-ci.

*A.3.3. « Autres créances des banques belges et luxembourgeoises ».*

Les « autres créances » en monnaies étrangères et en francs des banques comprennent des avoirs auprès de banques, maisons-mères, succursales et filiales

<sup>(1)</sup> Sont comptabilisés à ce titre les avoirs en francs, d'une part, des signataires de l'accord instituant une garantie de change entre les banques centrales des pays membres de l'O.C.D.E., d'autre part, des institutions des pays avec lesquels il existe des accords de paiement.

étrangères, des avances à ces mêmes institutions et des créances sur des non-résidents autres que les crédits déjà recensés sub 3.2.

B.3.1 « *Engagements des banques belges et luxembourgeoises : Envers des institutions officielles* ».

Sous cette rubrique sont regroupés les engagements des banques envers des organismes officiels étrangers (gouvernements, banques centrales, offices de change).

B.3.2 « *Autres engagements des banques belges et luxembourgeoises* ».

Il s'agit des engagements envers des non-résidents autres que les institutions officielles citées sub 3.1

#### SECTION 3

### **BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Le choix des zones géographiques est basé essentiellement sur la ventilation prévue par le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I., mais on a isolé, en outre, certains pays qui présentent, pour la Belgique, un intérêt particulier : la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance et les opérations en billets de banque étrangers et en chèques de voyage étrangers, selon le pays de la banque débitrice finale. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne XIV « Opérations non ventilées ».

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne les mouvements de capitaux, leur ventilation par zone, basée sur le pays de résidence de la personne qui a reçu ou ordonné le paiement, perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds.

C'est ainsi, par exemple, que le déficit enregistré vis-à-vis d'un pays au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières », ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs de ce pays à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux qui figure au tableau XII doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine et la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparente et l'origine ou la destination réelle des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre sociétés à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XIV « Opérations non ventilées ».

Des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».

#### **Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage ».**

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zones géographiques. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XIV « Opérations non ventilées ».

#### **Rubrique 3.1 « Mouvement des capitaux de l'Etat ».**

Il n'est pas possible de ventiler géographiquement la totalité des émissions et remboursements d'effets publics à court terme en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en U.E.B.L.; on les répartit, dès lors, par monnaie.

Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an sont ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaît le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

**Rubrique 5 « Règlements multilatéraux <sup>(1)</sup>, erreurs et omissions ».**

Il s'agit d'une rubrique d'« ajustement » qui assure l'équilibre comptable des opérations enregistrées dans la balance géographique des paiements.

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence, pour chaque entité géographique, entre, d'une part, le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires et le refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger (rubrique 6) et, d'autre part, le solde des transactions sur biens et services, des transferts et des mouvements des capitaux des pouvoirs publics et des entreprises et particuliers (rubriques 1 à 4).

**Rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».**

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend l'augmentation (+) ou la diminution (–) des avoirs nets en francs et en toutes devises étrangères sur cette zone.

Le solde figurant à la colonne XIII « Institutions européennes et internationales » comprend notamment la variation des avoirs nets de la Banque Nationale sur le Fonds Monétaire International et sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire.

\*  
\*\*

(<sup>1</sup>) Les règlements multilatéraux, comme on le sait, couvrent essentiellement des règlements en devises tierces. A titre d'exemple, une partie des importations de produits pétroliers en provenance des pays de l'O.P.E.P. est réglée par l'U.E.B.L. en dollars des Etats-Unis. Cette diminution des avoirs en dollars est inscrite (en crédit) dans la balance avec les Etats-Unis. Par contre, la dépense figure (en débit) à la rubrique « Importations » dans la balance avec les pays de l'O.P.E.P. On est donc en présence d'une écriture de crédit dans la balance avec les Etats-Unis et d'une écriture de débit dans la balance avec les pays de l'O.P.E.P. qui n'ont, respectivement, aucune contrepartie; les deux balances sont donc déséquilibrées. Le poste des règlements multilatéraux permet de rétablir, dans chaque balance, l'équilibre rompu en effectuant une écriture de débit dans la première (Etats-Unis) et de crédit dans la seconde (pays de l'O.P.E.P.). En d'autres termes, les règlements multilatéraux constituent de simples écritures de contrepartie d'opérations enregistrées par ailleurs dans la balance des paiements.



Tableau XII.

(milliards de francs)

## Balance géographique des paiements de l'Union

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Pays membres de la C.E.E. 5			IV. Espagne, Grèce, Turquie			V. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.			VI. Japon		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations 1	55,2	78,5	-23,3	4,0	9,5	-5,5	707,8	777,5	-69,7	22,7	14,1	+ 8,6	65,9	56,2	+ 9,7	5,7	23,8	-18,1
1.12 Travail à façon .....	1,6	1,2	+ 0,4	...	...	...	35,1	8,1	+27,0	0,1	0,1	...	1,1	0,7	+ 0,4	...	...	...
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.14 Or non monétaire .....	0,3	0,7	- 0,4	...	0,1	-0,1	3,3	5,6	- 2,3	...	...	...	2,7	3,6	- 0,9	...	...	...
1.2 Frets 2 .....	8,7	8,5	+ 0,2	0,9	0,5	+0,4	37,6	30,0	+ 7,6	0,3	1,2	- 0,9	6,7	4,5	+ 2,2	0,7	0,4	+ 0,3
1.3 Assurances pour le transport de marchandises 2 .....	0,5	0,5	...	...	...	...	0,7	1,2	- 0,5	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...
1.4 Autres frais de transport .....	4,8	4,0	+ 0,8	0,1	0,2	-0,1	14,4	15,0	- 0,6	0,3	0,9	- 0,6	2,1	2,1	...	0,6	0,2	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger .....	5,2	6,9	- 1,7	0,5	0,4	+0,1	23,0	37,5	- 9,5	1,0	7,8	- 6,8	2,2	8,7	- 6,5	0,1	0,1	...
1.6 Revenus de plac. et d'investissements	20,5	15,2	+ 5,3	1,8	1,7	+0,1	79,4	71,2	+ 8,2	4,4	1,5	+ 2,9	16,1	33,7	-17,6	2,5	1,8	+ 0,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	0,6	1,0	- 0,4	0,2	0,1	+0,1	2,0	6,8	- 4,8	0,3	0,2	+ 0,1	0,3	0,2	+ 0,1	0,1	...	+ 0,1
1.8 Autres :																		
1.81 Travailleurs frontaliers .....	...	...	...	...	...	...	15,5	9,7	+ 5,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.82 Autres .....	20,0	11,7	+ 8,3	0,5	0,4	+0,1	48,8	52,6	- 3,8	1,2	2,0	- 0,8	10,3	13,8	- 3,5	1,3	0,5	+ 0,8
<b>Total 1 ...</b>	<b>117,4</b>	<b>128,2</b>	<b>-10,8</b>	<b>8,0</b>	<b>12,9</b>	<b>-4,9</b>	<b>972,6</b>	<b>1.015,2</b>	<b>-42,6</b>	<b>30,3</b>	<b>27,8</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>107,5</b>	<b>123,7</b>	<b>-16,2</b>	<b>11,0</b>	<b>26,8</b>	<b>-15,8</b>
<b>2. Transferts :</b>																		
2.1 Transferts privés .....	2,1	1,8	+ 0,3	0,1	0,3	-0,2	4,0	7,5	- 3,5	0,2	3,5	- 3,3	1,6	2,8	- 1,2	0,1	0,1	...
2.2 Transferts publics .....	0,2	0,2	...	...	...	...	1,6	1,4	+ 0,2	...	...	...	0,4	...	+ 0,4	...	...	...
<b>Total 2 ...</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>5,6</b>	<b>8,9</b>	<b>- 3,3</b>	<b>0,2</b>	<b>3,5</b>	<b>- 3,3</b>	<b>2,0</b>	<b>2,8</b>	<b>- 0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>																		
3.1 Etat 3 :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. .	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	...	...
3.112 Autres opérations .....	0,4	0,4	...	...	...	...	1,5	0,5	+ 1,0	...	...	...	0,2	0,2	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>- 0,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1,5</b>	<b>0,8</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises 4 et particuliers :</b>																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,4	+ 0,4	...	...	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	...	...	...	...	...	0,4	0,3	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes)	...	1,9	- 1,9	...	2,5	-2,5	...	7,4	- 7,4	...	...	...	...	2,4	- 2,4	...	0,9	- 0,9
4.312 Investissements directs ...	2,3	1,2	+ 1,1	...	0,2	-0,2	2,2	8,4	- 6,2	...	0,5	- 0,5	0,3	2,2	- 1,9	...	0,8	- 0,8
4.313 Immeubles .....	0,2	0,5	- 0,3	...	0,1	-0,1	1,7	3,9	- 2,2	...	0,8	- 0,8	0,1	0,5	- 0,4	...	0,2	- 0,2
4.314 Autres (nets) .....	...	6,9	- 6,9	...	0,2	-0,2	...	5,1	- 5,1	...	0,6	- 0,6	...	4,2	- 4,2	0,1	...	+ 0,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes)	...	0,2	- 0,2	0,1	...	+0,1	0,7	...	+ 0,7	0,1	...	+ 0,1	1,3	...	+ 1,3	...	...	...
4.322 Investissements directs ...	12,1	0,3	+11,8	0,8	0,1	+0,7	23,0	2,2	+20,8	0,2	0,1	+ 0,1	4,2	0,5	+ 3,7	0,6	...	+ 0,6
4.323 Immeubles .....	0,1	0,1	...	...	...	...	6,2	1,0	+ 5,2	...	...	...	0,5	0,1	+ 0,4	...	...	...
4.324 Autres (nets) .....	...	0,1	- 0,1	...	...	...	0,6	...	+ 0,6	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1
<b>Total 4 ...</b>	<b>14,7</b>	<b>11,4</b>	<b>+ 3,3</b>	<b>0,9</b>	<b>3,1</b>	<b>-2,2</b>	<b>34,8</b>	<b>28,3</b>	<b>+ 6,5</b>	<b>0,3</b>	<b>2,0</b>	<b>- 1,7</b>	<b>7,2</b>	<b>10,3</b>	<b>- 3,1</b>	<b>0,8</b>	<b>1,9</b>	<b>- 1,1</b>
<b>5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets) .....</b>	<b>...</b>	<b>6,1</b>	<b>- 6,1</b>	<b>9,8</b>	<b>...</b>	<b>+9,8</b>	<b>60,5</b>	<b>...</b>	<b>+60,5</b>	<b>27,7</b>	<b>...</b>	<b>+27,7</b>	<b>...</b>	<b>17,4</b>	<b>-17,4</b>	<b>15,6</b>	<b>...</b>	<b>+15,6</b>
<b>6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger</b>	<b>134,8</b>	<b>148,2</b>	<b>-13,4</b>	<b>18,8</b>	<b>16,3</b>	<b>+2,5</b>	<b>1.075,0</b>	<b>1.053,2</b>	<b>+21,8</b>	<b>58,5</b>	<b>33,3</b>	<b>+25,2</b>	<b>116,9</b>	<b>154,6</b>	<b>-37,7</b>	<b>27,5</b>	<b>28,8</b>	<b>- 1,3</b>

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.  
2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).  
3 Y compris le Fonds des Routes.  
4 Autres que les organismes principalement monétaires.  
5 République Fédérale d'Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et Danemark.

VII. Australie, Nouvelle-Zélande			VIII. République sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée 6			X. Pays producteurs de pétrole 7			XI. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XII. Autres pays			XIII. Institutions européennes et internationales			XIV. Opérations non ventilées			Total								
Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde						
4,3	7,5	- 3,2	4,1	8,8	-4,7	29,2	24,3	+ 4,9	62,2	59,6	+ 2,6	11,3	7,6	+ 3,7	77,5	68,2	+ 9,3	...	...	...	4,8	...	+ 4,8	1.054,7	1.135,6	-80,9	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,5	0,1	+ 0,4	3,1	0,1	+ 3,0	0,2	0,5	- 0,3	...	...	...	...	...	...	41,8	10,9	+30,9	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	0,3	...	+ 0,3	...	...	...	10,8	...	+10,8	10,8	...	+10,8	...	...	...			
0,2	...	+ 0,2	0,3	...	+0,3	0,8	1,7	- 0,9	1,4	0,7	+ 0,7	3,0	0,4	+ 2,6	1,4	1,9	- 0,5	...	...	...	...	...	...	6,6	10,3	- 3,7	62,0	49,8	+12,2	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	1,3	2,0	- 0,7	...	...	...			
...	...	...	0,1	0,2	-0,1	1,1	0,1	+ 1,0	0,3	0,3	...	0,3	0,1	+ 0,2	0,8	0,5	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	24,9	23,6	+ 1,3	...	...	...			
0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	0,1	0,3	- 0,2	0,5	0,3	+ 0,2	0,8	0,1	+ 0,7	2,2	3,8	- 1,6	...	...	...	0,9	1,7	- 0,8	41,8	67,9	-26,1	...	...	...			
0,8	0,3	+ 0,5	2,9	0,7	+2,2	8,9	1,7	+ 7,2	4,2	7,5	- 3,3	1,4	0,4	+ 1,0	17,9	12,4	+ 5,5	3,5	3,2	+ 0,3	8,4	1,5	+ 6,9	172,7	152,8	+19,9	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...			
0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,3	0,1	+ 0,2	0,2	0,2	...	1,1	0,4	+ 0,7	27,0	0,7	+26,3	...	...	...	32,5	9,8	+22,7	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15,5	9,7	+ 5,8	...	...	...			
0,3	0,1	+ 0,2	0,5	0,2	+0,3	1,0	0,4	+ 0,6	16,8	4,8	+12,0	3,5	0,8	+ 2,7	4,2	4,4	- 0,2	0,6	0,2	+ 0,4	...	0,2	- 0,2	109,0	92,1	+16,9	...	...	...			
5,8	8,0	- 2,2	8,2	10,1	-1,9	41,4	28,7	+12,7	86,2	73,4	+12,8	23,6	10,0	+13,6	105,6	92,2	+13,4	31,1	4,1	+27,0	24,9	3,4	+21,5	1.573,6	1.564,5	+ 9,1	...	...	...			
...	0,1	- 0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,4	- 0,3	0,7	0,6	+ 0,1	5,2	0,5	+ 4,7	1,3	3,3	- 2,0	...	0,7	- 0,7	...	...	...	15,5	21,7	- 6,2	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	- 0,4	0,2	4,1	- 3,9	...	2,0	- 2,0	25,6	36,2	-10,6	...	...	...	28,0	44,3	-16,3	...	...	...			
...	0,1	- 0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,4	- 0,3	0,7	1,0	- 0,3	5,4	4,6	+ 0,8	1,3	5,3	- 4,0	25,6	36,9	-11,3	...	...	...	43,5	66,0	-22,5	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	- 0,6	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	0,6	+ 1,1	...	...	...	3,8	1,7	+ 2,1	...	...	...		
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	1,5	- 1,5	...	...	...	...	...	...	...	1,7	- 1,7	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	1,5	- 1,5	1,7	0,6	+ 1,1	...	...	...	3,8	4,0	- 0,2	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	1,7	- 0,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	2,3	- 0,6	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	0,1	+ 3,6	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	...	...	...	...	4,3	0,6	+ 3,7	...	...	...			
...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	0,4	- 0,4	...	2,4	- 2,4	0,1	...	+ 0,1	0,1	18,2	-18,1	...	...	...			
0,2	...	+ 0,2	...	...	...	...	0,1	- 0,1	0,1	2,6	- 2,5	0,2	0,4	- 0,2	1,3	1,4	- 0,1	...	...	...	0,3	1,7	- 1,4	6,9	19,5	-12,6	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	2,2	6,1	- 3,9	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...	...	...	...	...	0,1	17,3	-17,2	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,5	...	+ 2,5	...	...	...	0,5	...	+ 0,5	...	...	...	...	...	...	5,2	0,2	+ 5,0	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	1,2	1,0	+ 0,2	1,5	0,7	+ 0,8	...	0,1	- 0,1	43,8	5,0	+38,8	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	7,0	1,3	+ 5,7	...	...	...			
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	0,1	- 0,1	...	...	...	2,1	...	+ 2,1	2,9	0,2	+ 2,7	...	...	...			
0,2	0,2	...	...	...	...	0,1	0,1	...	7,3	4,5	+ 2,8	0,6	0,4	+ 0,2	3,1	3,4	- 0,3	1,7	3,3	- 1,6	2,5	1,8	+ 0,7	74,2	70,7	+ 3,5	...	...	...			
10,2	...	+10,2	...	3,9	-3,9	9,0	...	+ 9,0	...	7,7	- 7,7	...	...	-20,9	...	10,8	-10,8	...	45,1	-45,1	...	9,5	- 9,5	132,8	121,4	+11,4	...	...	...			
16,2	8,3	+ 7,9	8,3	14,1	-5,8	50,6	29,2	+21,4	94,2	86,6	+ 7,6	29,6	36,1	- 6,5	110,0	113,2	- 3,2	60,1	90,0	-29,9	27,4	14,7	+12,7	1.827,9	1.826,6	+ 1,3	...	...	...			

6 Pays du Comecon, Albanie, République populaire de Chine, Nord-Vietnam, Corée du Nord.  
 7 Algérie, Antilles Néerlandaises, Arabie Saoudite, Bahrein, Emirats arabes (Union des), Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Lybie (République arabe de), Nigéria, Oman, Qatar, Trinidad et Tobago, Venezuela.  
 En raison du critère utilisé pour ventiler géographiquement les importations dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. (le pays de provenance), une partie des importations de produits pétroliers (celles qui sont effectuées par pipe-line via Rotterdam) sont comprises dans les importations en provenance des pays membres de la C.E.E. et non dans celles originaires des pays producteurs de pétrole.



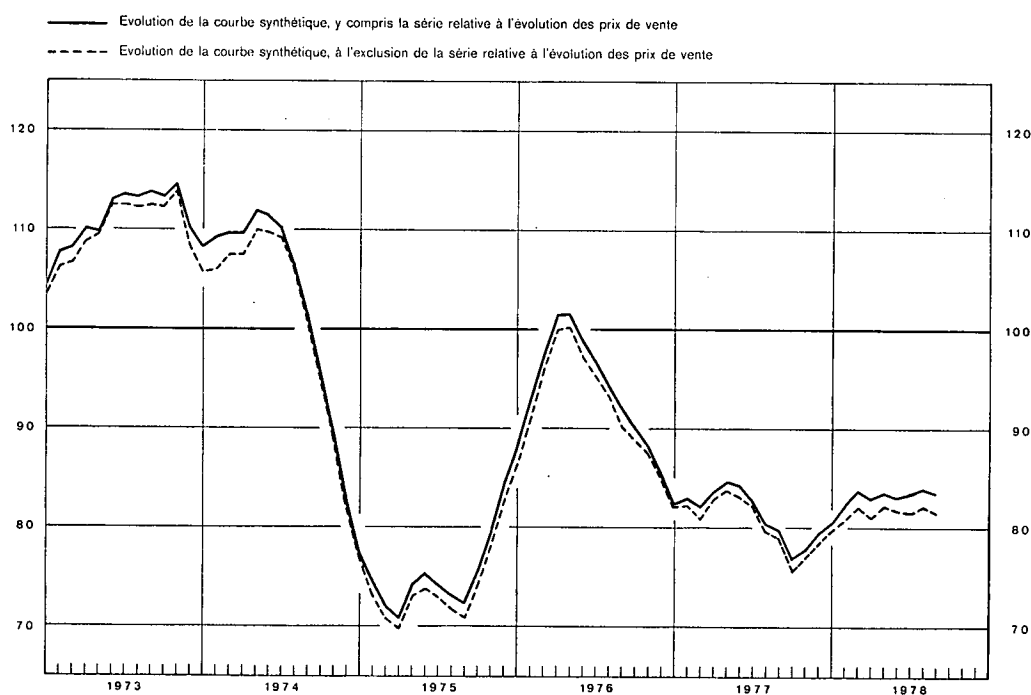
que les investissements directs) :																										
12.1 Crédits commerciaux .....	0,7	...	...	0,2	...	1,0	1,2	...	...	5,9	0,2	...	...	0,7	...	0,4	...	2,6	0,6	...	...	9,2	0,2	...	II 6.1 et X 4.324 (en partie)	
12.2 Autres avoirs et engagements .....	...	1,4	0,4	0,2	...	6,4	1,1	...	...	12,5	0,5	1,9	...	3,2	0,1	0,6	...	17,8	0,2	0,1	...	17,1	...	0,2	X 4.314 et 24 (en partie) et IX (en partie)	
13. Autorités locales :																								VIII		
13.1 Avoirs et engagements à long terme	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	VIII	
13.2 Avoirs et engagements à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	VIII	
14. Etat :																								VIII		
14.1 Emissions à long terme à l'étranger	—	—	...	3,7	—	—	...	1,4	—	—	...	1,5	—	—	...	1,5	—	—	...	1,2	—	—	...	0,6	VIII	
14.2 Autres valeurs mobil. à long terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	1,1	1,4	—	—	2,1	1,1	VIII
14.3 Prêts à long terme entre Etats ...	0,1	0,4	—	—	0,1	1,1	—	—	0,1	1,5	—	—	0,1	1,4	—	—	...	1,2	—	—	...	1,5	—	—	VIII	
14.4 Autres prêts à long terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	VIII
14.5 Autres avoirs et engag. à long terme	...	1,3	—	—	0,2	0,7	—	—	...	0,1	—	—	...	2,0	—	—	...	0,9	—	—	...	0,2	—	—	VIII	
14.6 Avoirs et engagements à court terme	...	...	...	5,3	...	...	0,4	1,9	...	...	...	0,9	...	...	1,6	1,0	...	...	0,7	0,2	...	...	1,7	0,6	VIII	
15. Institutions monétaires centrales :																								XI A 1.21-22-24 et B 1.1		
15.1 Position au F.M.I. ....	4,1	...	...	...	1,1	...	...	...	...	0,7	...	0,2	...	3,7	...	...	...	10,5	...	...	1,4	...	...	...	XI A 1.1	
15.2 Or .....	1,8	...	—	—	1,6	...	—	—	...	...	—	—	...	...	—	—	...	...	...	...	...	0,4	—	—	XI A 1.23	
15.3 Avoirs en D.T.S. <sup>1</sup> .....	...	5,9	—	—	...	5,0	—	—	2,0	...	—	—	...	1,4	—	—	9,3	...	...	...	0,5	—	—	—	XI A 1.51	
15.4 Autres avoirs librement utilisables .	...	17,4	—	—	...	30,8	—	—	...	17,7	—	—	...	13,9	—	—	26,2	...	...	...	15,9	—	—	—	XI A 1.3 et 1.52	
15.5 Autres réserves .....	...	...	—	—	...	3,5	—	—	3,5	...	—	—	...	...	—	—	...	0,1	—	—	...	0,2	—	—	XI B 1.2 et 1.4	
15.6 Engag. envers des instit. officielles	—	—	...	1,7	—	—	0,6	...	—	—	...	0,5	...	—	...	0,7	...	...	...	0,4	—	...	24,1	...	—	
15.7 Autres prêts à long terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
15.8 Autres prêts à court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
15.9 Autres avoirs et engagements à l'égard de l'étranger .....	...	10,7	...	0,1	...	0,4	...	...	4,9	...	0,2	...	0,2	...	...	0,1	...	1,9	0,1	...	...	6,3	0,1	...	XI A 1.4 et B 1.3 et 1.5	
16. Autres institutions monétaires :																								XI A 3.3		
16.1 Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
16.2 Autres avoirs librement utilisables .	...	149,8	—	—	3,2	268,8	—	—	...	94,7	—	—	...	109,6	—	—	...	250,2	—	—	...	266,4	—	—	—	
16.3 Engag. envers des instit. officielles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	35,1	...	—	...	22,4	...	—	...	24,0	...	—	5,8	...	XI B 3.1	
16.4 Prêts à court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
16.5 Autres avoirs et engagements à court terme .....	3,2	31,3	198,1	0,5	...	77,7	360,0	...	...	148,7	200,4	0,2	...	205,1	287,7	...	0,5	76,1	300,5	...	...	236,8	533,3	...	XI A 2 et 3.2 et B 2 et 3.2	
16.6 Prêts à long terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
16.7 Autres avoirs et engagements à long terme .....	...	13,8	...	...	...	13,6	...	...	...	9,0	...	...	...	...	1,6	...	...	...	...	...	...	30,3	...	...	XI A 3.1	

	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	
<b>D. Récapitulation (17 à 25)</b>													
17. Biens et services (1 à 8) .....	758,0	698,0	953,4	896,3	1.318,8	1.268,4	1.286,9	1.240,5	1.443,1	1.436,4	1.562,7	1.553,6	
18. Transferts (9 et 10) .....	20,7	29,5	26,2	38,3	24,7	39,3	27,8	49,3	35,3	54,3	43,5	66,0	
19. Avoirs sur l'étranger et or mon. (11 à 16, à l'actif) .....	—	266,2	—	444,7	—	314,1	—	386,9	—	367,7	—	618,1	
20. Engag. envers l'étr. (11 à 16, au passif)	212,0	—	392,9	—	274,6	—	350,8	—	375,6	—	620,1	—	
20bis. Non ventilé .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
21. Allocations de D.T.S. <sup>1</sup> .....	3,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
22.													
23.													
24. Solde de l'ensemble des opérations comptables (17 à 21) .....	0,5	...	...	6,8	...	3,7	...	11,2	...	4,4	...	11,4	
25. Erreurs et omissions, nettes .....	...	0,5	6,8	...	3,7	...	11,2	...	4,4	...	11,4	...	

<sup>1</sup> Y compris les allocations de D.T.S. au Luxembourg.

# COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS D'AOUT 1978



## Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique, comprenant l'indicateur concernant l'évolution des prix, a baissé de 0,60 point en août 1978 et a atteint ainsi 83,44 points contre 84,04 points le mois précédent.

Ce recul résulte de la régression des indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie de la construction et le commerce de gros; les indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière, par contre, n'ont par solde pas changé.

La courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur des prix (trait interrompu) a baissé un peu plus (de 82,28 points à 81,57 points).

**STATISTIQUES**

**LEGISLATION ECONOMIQUE**

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES  
ECONOMIQUES ET FINANCIERS  
INTERESSANT LA BELGIQUE**

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>		<b>IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.</b>	
1. Population .....	I - 1	1. Chiffres annuels .....	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 2	2. Soldes trimestriels .....	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité .....	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés .....	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 4
a) Estimations à prix courants .....	I - 4a	5. Exportations et importations .....	IX - 5
b) Indices des estimations aux prix de 1970 .....	I - 4b	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations .....	IX - 6
<b>II. — Emploi et chômage.</b>		<b>X. — Marché des changes.</b>	
Demandes et offres d'emploi .....	II	1. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur les rétrécissement des marges .....	X - 1
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>		2. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
1. Production agricole .....	III - 1	a) Chiffres annuels .....	X - 2a
2. Pêche maritime .....	III - 2	b) Chiffres trimestriels et mensuels .....	X - 2b
<b>IV. — Industrie.</b>		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles .....	X - 3
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture .....	IV - 0	4. Cours de change effectifs .....	X - 4
1. Indices de la production industrielle .....	IV - 1	<b>XI. — Finances publiques.</b>	
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur .....	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires .....	XI - 1
3. Energie .....	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement .....	XI - 2
4. Métallurgie .....	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture .....	XI - 3
5. Construction .....	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile) .....	XI - 4
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales .....	XI - 5
<b>V. — Services.</b>		<b>XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.</b>	
1. Transports :		1. Encours des créances et des dettes :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena .....	V - 1a	a) au 31 décembre 1974 .....	XII - 1a
b) Navigation maritime .....	V - 1b	b) au 31 décembre 1975 .....	XII - 1b
c) Navigation intérieure .....	V - 1c	2. Mouvements des créances et des dettes en 1975 .....	XII - 2
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique .....	V - 2	3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) :	
3. Commerce intérieur :		a) au 31 décembre 1974 .....	XII - 3a
a) Indices des ventes .....	V - 3a	b) au 31 décembre 1975 .....	XII - 3b
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b	4. Mouvements des créances et des dettes en 1975 (totaux sectoriels) .....	XII - 4
4. Activité des chambres de compensation .....	V - 4	<b>XIII. — Organismes principalement monétaires.</b>	
<b>VI. — Revenus.</b>		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires .....	XIII - 1
1. Rémunérations des travailleurs .....	VI - 1	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie .....	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 2a
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie .....	VI - 3	b) Organismes publics monétaires .....	XIII - 2b
<b>VII. — Indices des prix.</b>		c) Banques de dépôts .....	XIII - 2c
1. Indices des prix mondiaux .....	VII - 1	d) Ensemble des organismes principalement monétaires .....	XIII - 2d
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit .....	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires .....	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3	4. Stock monétaire :	
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		a) Auprès des organismes principalement monétaires .....	XIII - 4a
a) Base 1971 = 100 et base 2 <sup>e</sup> semestre 1974 - 1 <sup>er</sup> semestre 1975 = 100 (Ventilation en 4 groupes) .....	VII - 4a	b) Total .....	XIII - 4b
b) Base 2 <sup>e</sup> semestre 1974 - 1 <sup>er</sup> semestre 1975 = 100 (Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes) .....	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets :	
<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>		a) des organismes principalement monétaires .....	XIII - 5a
1. Tableau général .....	VIII - 1	b) de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 5b
2. Exportations selon la nature des produits .....	VIII - 2	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
3. Importations selon l'usage des produits .....	VIII - 3	— Destination économique apparente .....	XIII - 6
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a	— Forme et localisation .....	XIII - 7
b) Indices du volume .....	VIII - 4b	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 8
5. Orientation géographique .....	VIII - 5		

Numéros  
des tableaux

Numéros  
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger .....	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux .....	XIII - 11
12. Situation globale des banques .....	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux .....	XIII - 13

**XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.**

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages .....	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne .....	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie .....	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées .....	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique .....	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie .....	XIV - 9

**XV. — Actifs financiers.**

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers .....	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers .....	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations) .....	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours) .....	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an .....	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations .....	XV - 5a
b) Encours .....	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays .....	XV - 6

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

1. Emissions en francs belges à plus d'un an .....	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public .....	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle .....	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds .....	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs .....	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs .....	XVI - 4b

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.**

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels .....	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés .....	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels .....	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels .....	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges .....	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires .....	XVII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger :

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) .....	XVII - 8a.
b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence) .....	XVII - 8b.

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Marché de l'argent au jour le jour .....	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires .....	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique .....	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

1. a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1a
b) Taux spéciaux de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ...	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour .....	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes .....	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite .....	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit .....	XIX - 8

**XX. — Banques d'émission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	XX - 1
2. Banque de France .....	XX - 2
3. Bank of England .....	XX - 3
4. Federal Reserve Banks .....	XX - 4
5. Nederlandsche Bank .....	XX - 5
6. Banca d'Italia .....	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank .....	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse .....	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux .....	XX - 9

**Graphiques.**

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses .....	I - 4
Demandes et offres d'emploi .....	II
Enquêtes sur la conjoncture .....	IV - 0
Indices de la production industrielle .....	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée .....	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique .....	VII-4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ....	VIII
Recettes fiscales par année civile .....	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires .....	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux .....	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements .....	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant .....	XVII - 1



## PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

<b>B.I.R.D.</b>		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>		Bureau International du Travail.
	<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>		Banque des Règlements Internationaux.
	<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>		Communauté Economique Européenne.
	<b>CGER</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	<b>DULBEA</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>		Food and Agriculture Organization.
	<b>F.E.B.</b>	Fédération des Entreprises de Belgique.
<b>F.E.C.O.M.</b>		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
<b>F.M.I.</b>		Fonds Monétaire International.
	<b>I.N.C.A.</b>	Institut National de Crédit Agricole.
	<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
	<b>IRES</b>	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
	<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
	<b>O.C.C.H.</b>	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	<b>O.N.D.</b>	Office National du Ducroire.
	<b>ONEM</b>	Office National de l'Emploi.
	<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>		Organisation des Nations Unies.
	<b>R.T.B.</b>	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	<b>S.N.L.</b>	Société Nationale du Logement.
<b>U.E.B.L.</b>		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

## SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

### **COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES**

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, X -4, XIII-3, 4a et b, 5 et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale .....	9.651 <sup>3</sup>	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823	9.837
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans) .....	6.081 <sup>3</sup>	6.116	6.151	6.183	6.234	6.283		
dont : Hommes .....	3.028 <sup>3</sup>	3.049	3.069	3.088	3.119	3.148		
Femmes .....	3.053 <sup>3</sup>	3.067	3.082	3.095	3.115	3.135		
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active <sup>1</sup> .....	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	3.913	3.940	
dont : Agriculture .....	173	162	151	144	139	136	128	
Industries extractives et manufacturières .....	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	1.165	1.119	
Bâtiments et construction .....	298	299	287	285	292	293	297	
Transports .....	237	245	252	260	266	268	265	
Commerce, banques, assurances et services .....	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	1.839	1.866	
Chômeurs complets <sup>2</sup> .....	69	67	84	87	94	168	224	
Ouvriers frontaliers .....	55	53	52	51	49	44	41	

<sup>1</sup> Non compris les forces armées.

<sup>2</sup> Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

<sup>3</sup> Population recensée.

## I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1960	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<b>A. Rémunération des salariés <sup>1</sup> :</b>								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,3	762,4	847,2
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	22,6	22,4	23,6	24,9	29,6	32,1	36,4	38,9
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	156,8	187,5	212,5
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	132,3	139,3	159,9	189,6	213,5	255,8	313,2	357,6
5. Corrections et compléments	25,5	25,9	28,7	33,3	36,5	43,6	41,7	54,2
Ajustement statistique	- 1,7	- 4,5	- 5,2	1,4	4,0	2,9	- 18,2	5,5
<b>Total ...</b>	<b>567,5</b>	<b>635,6</b>	<b>723,3</b>	<b>831,7</b>	<b>958,7</b>	<b>1.151,5</b>	<b>1.323,0</b>	<b>1.515,9</b>
<b>B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :</b>								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup>	34,6	29,6	32,8	45,1	50,4	43,2	50,7	50,3
2. Professions libérales <sup>1</sup>	28,7	32,3	34,9	40,2	46,5	53,4	61,8	72,4
3. Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup>	130,5	139,5	141,6	148,5	159,6	171,9	185,1	194,6
4. Revenu des sociétés de personnes <sup>2</sup>	10,1	10,8	10,8	11,9	13,6	14,6	12,3	13,7
Ajustement statistique	- 0,6	- 1,5	- 1,6	0,4	1,1	0,7	- 4,2	1,2
<b>Total ...</b>	<b>203,3</b>	<b>210,7</b>	<b>218,5</b>	<b>246,1</b>	<b>271,2</b>	<b>283,8</b>	<b>305,7</b>	<b>332,2</b>
<b>C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers <sup>1</sup> :</b>								
1. Intérêts	51,4	60,9	67,5	73,6	87,6	116,5	130,6	152,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	43,1	44,1	45,2	46,8	47,7	53,4	61,8	64,1
3. Dividendes, tantièmes, dons	27,2	36,6	41,1	43,2	50,1	61,1	59,5	67,0
<b>Total ...</b>	<b>121,7</b>	<b>141,6</b>	<b>153,8</b>	<b>163,6</b>	<b>185,4</b>	<b>231,0</b>	<b>251,9</b>	<b>283,3</b>
<b>D. Bénéfices non distribués des sociétés <sup>2</sup></b>	<b>26,6</b>	<b>31,2</b>	<b>25,3</b>	<b>34,6</b>	<b>43,1</b>	<b>43,4</b>	<b>14,7</b>	<b>31,1</b>
<b>E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques</b>	<b>25,9</b>	<b>30,9</b>	<b>36,3</b>	<b>41,6</b>	<b>54,6</b>	<b>65,2</b>	<b>71,8</b>	<b>75,7</b>
<b>F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :</b>								
1. Loyers imputés	5,1	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,6	- 6,7	- 14,8
<b>Total ...</b>	<b>9,1</b>	<b>12,1</b>	<b>8,4</b>	<b>3,8</b>	<b>1,5</b>	<b>6,0</b>	<b>6,6</b>	<b>1,0</b>
<b>G. Intérêts de la dette publique</b>	<b>- 37,6</b>	<b>- 43,1</b>	<b>- 46,4</b>	<b>- 51,8</b>	<b>- 59,2</b>	<b>- 73,2</b>	<b>- 82,5</b>	<b>- 98,9</b>
<b>Revenu national net au coût des facteurs</b>	<b>916,5</b>	<b>1.019,0</b>	<b>1.119,2</b>	<b>1.269,6</b>	<b>1.455,3</b>	<b>1.707,7</b>	<b>1.891,2</b>	<b>2.140,3</b>
<b>H. Amortissements</b>	<b>108,9</b>	<b>124,6</b>	<b>137,0</b>	<b>148,8</b>	<b>161,5</b>	<b>192,7</b>	<b>211,2</b>	<b>227,5</b>
<b>Revenu national brut au coût des facteurs</b>	<b>1.025,4</b>	<b>1.143,6</b>	<b>1.256,2</b>	<b>1.418,4</b>	<b>1.616,8</b>	<b>1.900,4</b>	<b>2.102,4</b>	<b>2.367,8</b>
<b>I. Impôts indirects</b>	<b>153,1</b>	<b>165,2</b>	<b>177,2</b>	<b>185,4</b>	<b>206,4</b>	<b>240,5</b>	<b>260,9</b>	<b>307,6</b>
<b>J. Subventions</b>	<b>- 18,8</b>	<b>- 17,0</b>	<b>- 17,5</b>	<b>- 20,4</b>	<b>- 25,4</b>	<b>- 25,0</b>	<b>- 27,5</b>	<b>- 32,8</b>
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>1.159,7</b>	<b>1.291,8</b>	<b>1.415,9</b>	<b>1.583,4</b>	<b>1.797,8</b>	<b>2.115,9</b>	<b>2.335,8</b>	<b>2.642,6</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.

<sup>2</sup> Après taxation.

## I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

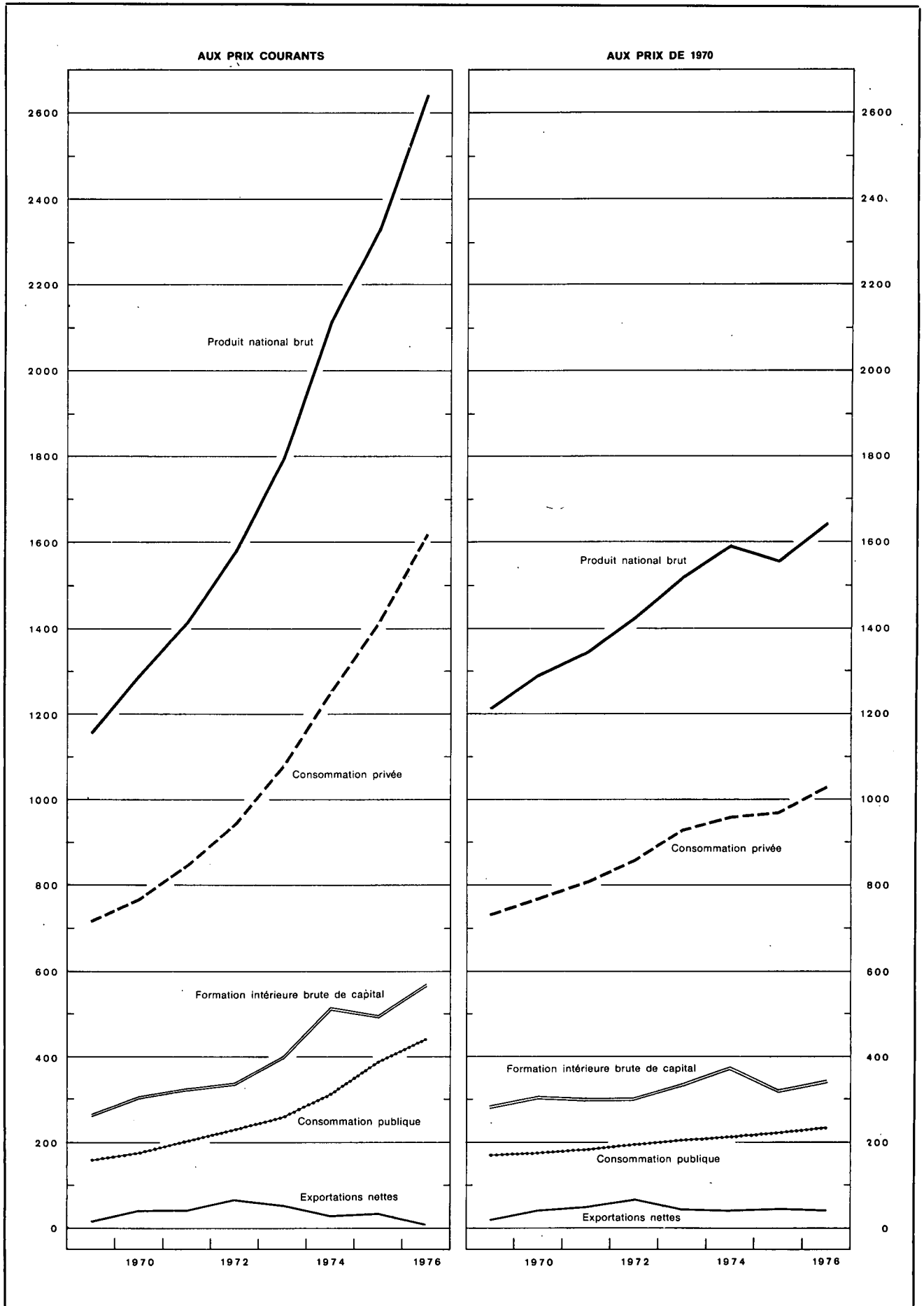
Source : I.N.S.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	51,2	46,0	49,7	62,6	69,8	63,7	71,9	74,7
2. Industries extractives .....	11,0	12,0	13,5	13,1	11,7	15,6	18,4	17,6
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	69,8	75,7	79,5	88,1	95,4	109,4	121,7	133,9
b) Textiles .....	26,0	27,6	29,2	32,2	34,5	36,5	29,9	38,0
c) Vêtements et chaussures .....	15,4	16,5	17,9	20,8	20,5	23,9	25,1	25,7
d) Bois et meubles .....	17,2	18,1	19,8	23,2	26,3	29,3	28,9	34,6
e) Papier, impression, édition .....	19,0	20,6	22,3	23,8	27,6	34,9	34,9	35,6
f) Industrie chimique et activités connexes .....	33,4	38,8	42,6	48,5	54,1	69,7	66,7	76,9
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment .....	18,9	21,2	22,0	24,1	27,4	30,2	30,3	39,1
h) Fer, acier et métaux non ferreux .....	38,6	43,4	35,4	38,8	56,4	77,8	37,2	45,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	93,6	110,7	116,3	129,4	147,0	168,6	180,0	204,6
j) Industries non dénommées ailleurs .....	36,3	38,9	39,9	46,8	55,2	66,3	73,9	89,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>424,9</i>	<i>475,7</i>	<i>544,4</i>	<i>646,6</i>	<i>628,6</i>	<i>723,8</i>
4. Construction .....	71,8	88,6	95,1	102,2	118,6	146,9	165,9	194,8
5. Electricité, gaz et eau .....	27,9	29,4	36,0	40,0	44,7	52,2	67,9	81,2
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce .....	201,5	222,9	264,5	286,8	324,4	382,3	408,9	464,6
b) Services financiers et assurances .....	37,6	41,1	44,0	52,4	63,8	75,4	86,2	101,6
c) Immeubles d'habitation .....	58,0	61,3	64,2	68,8	73,9	85,7	101,3	109,0
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>372,7</i>	<i>408,0</i>	<i>462,1</i>	<i>543,4</i>	<i>596,4</i>	<i>675,2</i>
7. Transports et communications .....	83,3	92,6	105,2	119,5	137,6	173,5	186,4	212,8
8. Services .....	256,6	285,0	323,4	371,5	430,3	500,6	594,6	684,0
9. Correction pour investissements par moyens propres .....	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,3	4,4	3,9
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers .....	-10,5	-11,7	-12,7	-15,5	-19,0	-23,4	-26,6	-33,4
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital .....	—	—	-10,2	-14,1	-20,8	-26,1	-26,3	-26,2
Ajustement statistique .....	- 7,7	- 0,7	2,9	- 0,2	- 3,2	- 5,9	23,6	- 4,9
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1.151,3</b>	<b>1.280,9</b>	<b>1.403,6</b>	<b>1.566,0</b>	<b>1.779,5</b>	<b>2.091,4</b>	<b>2.305,2</b>	<b>2.603,5</b>
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde .....	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5	30,6	39,1
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>1.159,7</b>	<b>1.291,8</b>	<b>1.415,9</b>	<b>1.583,4</b>	<b>1.797,8</b>	<b>2.115,9</b>	<b>2.335,8</b>	<b>2.642,6</b>

# I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



## I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<b>A. Consommation privée :</b>								
1. Produits alimentaires .....	173,4	185,4	194,5	210,6	231,4	264,4	291,4	332,7
2. Boissons .....	36,8	40,9	45,2	51,0	59,5	62,2	70,1	75,1
3. Tabac .....	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3	28,4
4. Vêtements et effets personnels ...	63,0	65,8	74,4	82,7	92,3	108,5	117,0	133,1
5. Loyers, taxes, eau .....	72,6	77,7	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4	148,9
6. Chauffage et éclairage .....	35,4	39,5	41,4	46,5	52,5	64,8	79,5	87,1
7. Articles ménagers durables .....	65,6	72,1	87,4	97,9	119,9	145,7	149,3	174,9
8. Entretien de la maison .....	33,3	35,5	38,7	41,7	49,0	55,4	62,3	69,8
9. Soins personnels et hygiène .....	53,6	60,4	68,2	79,7	95,9	113,7	139,3	166,4
10. Transports .....	70,5	73,9	80,9	95,5	107,9	125,6	150,1	177,2
11. Communications : P.T.T. ....	5,3	5,8	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3	12,3
12. Loisirs .....	59,6	66,0	74,9	84,8	96,2	107,9	121,1	136,5
13. Enseignement et recherches .....	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,6	3,2	3,4
14. Services financiers .....	18,8	20,0	21,5	26,5	33,2	38,7	42,2	51,7
15. Services divers .....	4,9	5,2	6,0	7,0	8,3	9,6	10,2	12,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8	43,0	46,1
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0	- 35,4
Ajustement statistique .....	7,3	2,0	2,8	- 1,1	- 1,4	1,6	- 0,9	- 1,3
<i>Total ...</i>	<i>718,4</i>	<i>769,0</i>	<i>848,4</i>	<i>945,6</i>	<i>1.081,4</i>	<i>1.256,1</i>	<i>1.416,8</i>	<i>1.619,2</i>
<b>B. Consommation publique :</b>								
1. Rémunérations et pensions .....	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	232,2	283,3	323,2
2. Achats courants de biens et services	39,1	40,3	48,1	51,9	55,8	63,7	82,5	91,6
3. Intérêt imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,2	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8
4. Loyer payé .....	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	1,9	2,4	2,7
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,3	1,5	1,8	1,9	2,1	2,8	3,5	4,1
6. Amortissement mobilier et matériel	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2	2,4
<i>Total ...</i>	<i>159,8</i>	<i>175,3</i>	<i>201,8</i>	<i>232,2</i>	<i>263,4</i>	<i>313,2</i>	<i>387,2</i>	<i>439,8</i>
<b>C. Formation intérieure brute de capital :</b>								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	6,9	7,5	6,1	8,3	10,8	12,9	12,2	14,6
2. Industries extractives .....	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1	2,0
3. Industries manufacturières .....	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	110,1	106,4	95,0
4. Construction .....	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	8,3	7,9	9,3
5. Electricité, gaz et eau .....	13,5	15,7	19,6	23,7	19,4	23,4	35,7	29,5
6. Commerce, banques, assurances ...	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7	49,0	55,6
7. Immeubles d'habitation .....	62,4	71,8	61,8	68,9	94,4	129,6	143,6	181,5
8. Transports et communications ...	25,0	27,4	32,3	35,9	43,4	47,2	56,7	55,9
9. Pouvoirs publics et enseignement .	38,0	45,4	56,5	62,4	59,5	66,1	79,5	93,9
10. Autres services .....	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8	23,9
11. Variations de stocks .....	20,1	19,6	18,5	9,5	25,5	46,3	- 14,5	11,5
Ajustement statistique .....	2,7	0,8	1,1	- 0,4	- 0,5	0,7	- 0,3	- 0,5
<i>Total ...</i>	<i>264,0</i>	<i>307,5</i>	<i>325,4</i>	<i>337,9</i>	<i>399,5</i>	<i>514,9</i>	<i>497,1</i>	<i>572,2</i>
<b>D. Exportations nettes de biens et services :</b>								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde .....	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0	173,4	181,4
2. Exportations de biens et services .	482,7	561,9	608,8	683,0	846,4	1.116,4	1.065,2	1.255,6
Exportations totales ...	520,9	616,0	670,1	750,6	942,7	1.286,4	1.238,6	1.437,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde .....	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5	142,8	142,3
4. Importations de biens et services .	473,6	532,8	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.061,1	1.283,3
Importations totales ...	503,4	576,0	629,8	682,9	889,2	1.254,7	1.203,9	1.425,6
Exportations nettes ...	+ 17,5	+ 40,0	+ 40,3	+ 67,7	+ 53,5	+ 31,7	+ 34,7	+ 11,4
<b>Produit national brut aux prix du marché</b>	<b>1.159,7</b>	<b>1.291,8</b>	<b>1.415,9</b>	<b>1.583,4</b>	<b>1.797,8</b>	<b>2.115,9</b>	<b>2.335,8</b>	<b>2.642,6</b>

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<b>A. Consommation privée :</b>								
1. Produits alimentaires .....	96	100	103	104	106	110	109	112
2. Boissons .....	92	100	106	113	124	122	129	132
3. Tabac .....	98	100	104	108	112	111	105	104
4. Vêtements et effets personnels ...	99	100	108	115	120	127	126	135
5. Loyers, taxes, eau .....	98	100	103	106	109	111	114	117
6. Chauffage et éclairage .....	94	100	100	115	127	126	134	140
7. Articles ménagers durables .....	94	100	113	122	143	159	152	171
8. Entretien de la maison .....	98	100	103	106	110	113	112	118
9. Soins personnels et hygiène .....	94	100	108	117	132	140	151	165
10. Transports .....	98	100	101	113	118	122	131	140
11. Communications : P.T.T. ....	96	100	105	108	111	115	113	123
12. Loisirs .....	94	100	105	110	118	122	126	132
13. Enseignement et recherches .....	97	100	103	105	108	111	113	116
14. Services financiers .....	98	100	104	123	143	145	138	149
15. Services divers .....	98	100	111	124	138	141	136	152
16. Dépenses personnelles à l'étranger	96	100	106	111	137	142	153	151
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique .....	95	100	97	96	116	122	132	127
<i>Total ...</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>112</i>	<i>121</i>	<i>125</i>	<i>126</i>	<i>134</i>
<b>B. Consommation publique :</b>								
1. Rémunérations et pensions .....	95	100	104	111	120	123	126	130
2. Achats courants de biens et services	103	100	109	112	112	110	128	133
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central .....	92	100	110	116	121	134	144	160
<i>Total ...</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>117</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>134</i>
<b>C. Formation intérieure brute de capital :</b>								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	99	100	74	95	114	121	106	121
2. Industries extractives .....	105	100	110	117	93	88	70	63
3. Industries manufacturières .....	87	100	98	91	97	116	105	88
4. Construction .....	83	100	68	70	89	79	69	77
5. Electricité, gaz et eau .....	96	100	116	136	106	108	150	116
6. Commerce, banques, assurances ...	92	100	118	124	138	139	125	133
7. Immeubles d'habitation .....	92	100	79	83	105	121	116	133
8. Transports et communications ...	101	100	110	119	138	133	150	141
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	91	100	114	119	99	90	96	105
10. Enseignement .....	97	100	101	104	102	108	123	130
11. Autres services .....	88	100	114	116	126	154	135	158
<i>Total ...</i>	<i>93</i>	<i>100</i>	<i>98</i>	<i>98</i>	<i>110</i>	<i>122</i>	<i>105</i>	<i>112</i>
<b>D. Exportations nettes de biens et services :</b>								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde .....	74	100	108	113	150	235	213	205
2. Exportations de biens et services .	91	100	106	117	134	143	130	145
Exportations totales ...	89	100	107	117	135	151	137	150
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde .....	72	100	108	105	152	252	220	201
4. Importations de biens et services .	93	100	105	114	136	146	133	150
Importations totales ...	92	100	105	113	137	154	139	154
<b>Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970) .....</b>	<b>93,9</b>	<b>100,0</b>	<b>104,2</b>	<b>110,4</b>	<b>117,5</b>	<b>123,3</b>	<b>120,8</b>	<b>127,4</b>

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1975 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service de Conjoncture (IRES). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*



## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi <sup>1</sup>									Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues <sup>2</sup>	insatisfaites <sup>1</sup>
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1970 .....	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	4,0	1,5	2,7	2,4	17,8	23,9
1971 .....	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	5,3	2,7	3,2	2,5	14,9	13,4
1972 .....	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973 .....	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974 .....	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975 .....	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976 .....	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977 .....	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	68,2	92,4	56,8	217,4	16,0	6,2	5,1	4,6	4,5	12,9	4,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	67,9	98,9	56,8	223,6	17,3	49,7	5,4	7,1	5,3	9,6	4,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	83,1	107,0	57,5	247,6	17,3	22,9	6,0	7,7	6,0	10,2	3,6
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	86,5	115,4	58,4	260,3	17,8	7,4	6,2	6,5	5,5	13,3	3,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	76,7	116,3	57,2	250,2	21,1	7,0	6,4	5,6	5,3	13,2	3,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	79,2	123,0	57,2	259,4	22,9	52,1	7,0	8,1	6,1	9,3	3,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	97,1	133,0	57,1	287,2	24,1	26,1	8,0	9,0	7,1	10,0	2,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	98,1	139,5	54,0	291,5	25,2	10,2	8,3	8,0	7,1	11,8	3,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	85,3	139,0	49,6	273,9	28,8	9,6	8,7	7,1	7,0	14,6	3,8
1977 Août .....	79,2	122,3	57,1	258,6	22,9	55,8	6,8	8,1	6,0	9,1	3,5
Septembre .....	79,1	124,6	56,8	260,5	23,5	53,7	7,3	9,3	6,8	12,0	3,1
Octobre .....	86,6	129,2	56,8	272,6	23,9	41,2	8,0	9,3	7,1	11,6	2,8
Novembre .....	101,2	134,0	57,5	292,7	24,3	22,7	8,1	9,2	7,2	9,4	2,8
Décembre .....	103,4	135,8	57,2	296,4	24,2	14,3	7,9	8,6	7,0	9,2	2,7
1978 Janvier .....	102,7	139,7	57,0	299,4	24,2	11,5	8,2	8,3	7,1	11,2	3,0
Février .....	98,0	139,5	53,4	290,9	24,9	10,1	8,3	8,2	7,2	10,1	3,2
Mars .....	93,5	139,2	51,4	284,1	26,4	9,0	8,4	7,5	7,0	14,1	3,0
Avril .....	89,6	139,9	50,8	280,3	27,6	8,4	8,7	7,2	7,0	11,8	3,1
Mai .....	86,7	140,3	49,7	276,7	28,9	8,1	8,8	7,0	7,1	14,4	3,7
Juin .....	79,7	136,6	48,4	264,7	29,9	12,3	8,6	7,0	6,9	17,5	4,5
Juillet .....	83,5	140,9	48,3	272,7	30,3	47,1	8,7	8,5	7,0	10,3	4,5
Août .....	82,9	140,5	47,1	270,5	30,7	59,0	8,6	9,5	7,6	12,9	4,9

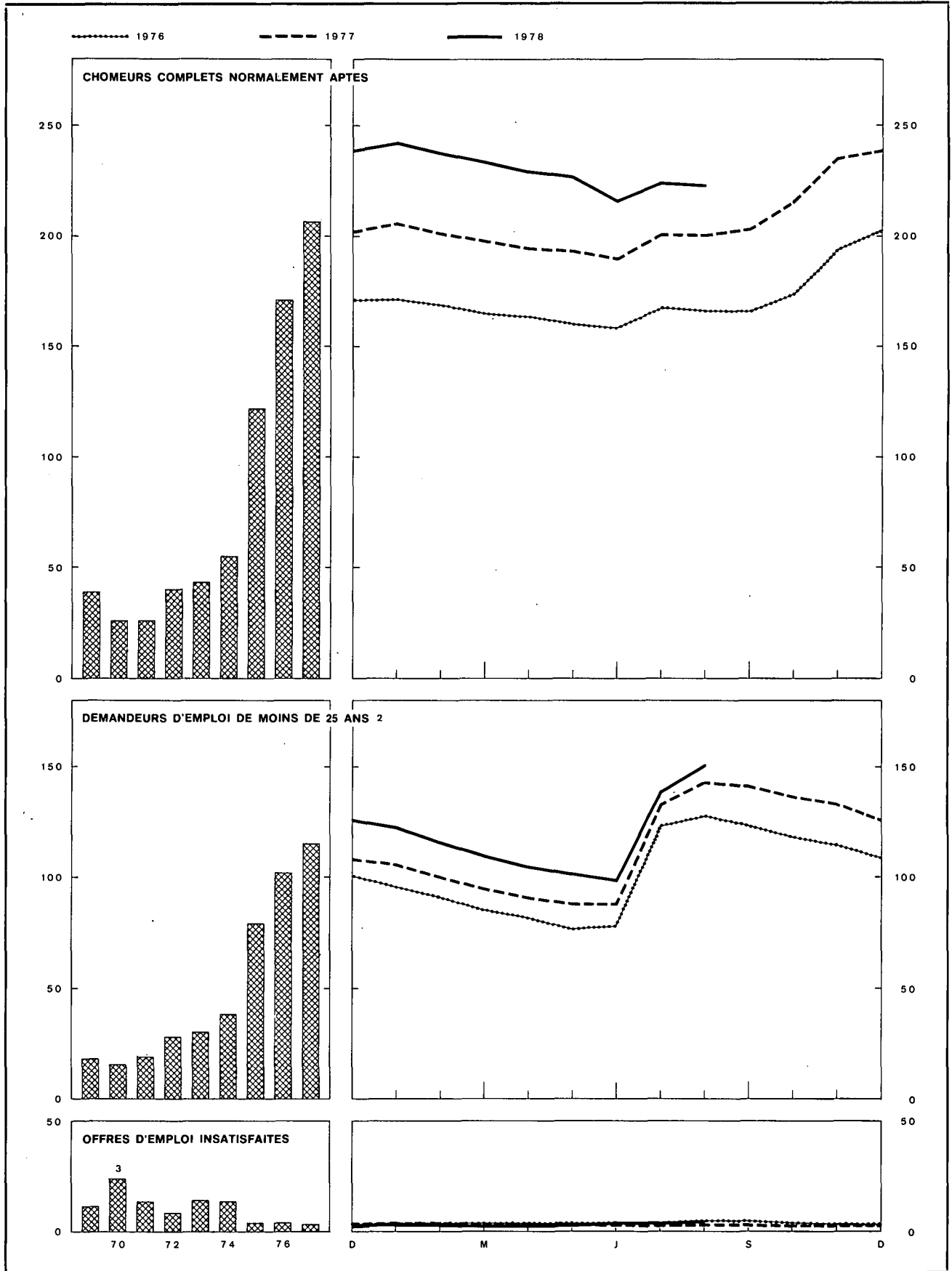
<sup>1</sup> Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

<sup>2</sup> Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

## II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI <sup>1</sup>

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



<sup>1</sup> Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

<sup>2</sup> Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

**Références bibliographiques :** Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service de Conjon-

<sup>3</sup> Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

ture (IRES). — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>Superficie agricole utilisée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)								
Froment .....	181	193	204	193	190	176	195	177
Autres céréales panifiables .....	26	32	30	25	22	15	23	26
Céréales non panifiables .....	255	229	228	230	224	210	203	204
Betteraves sucrières .....	90	93	101	104	105	120	96	94
Autres plantes industrielles .....	11	16	11	11	12	13	13	13
Pommes de terre .....	46	42	37	43	40	36	38	41
Autres plantes et racines tuberculifères ..	34	31	28	27	27	27	25	23
Prés et prairies .....	795	782	768	762	753	742	735	728
Cultures maraîchères .....	25	25	24	27	29	30	27	29
Cultures fruitières .....	20	19	18	17	16	16	15	13
Divers .....	57	64	72	73	79	95	99	111
<b>Total ...</b>	<b>1.540</b>	<b>1.529</b>	<b>1.521</b>	<b>1.512</b>	<b>1.497</b>	<b>1.480</b>	<b>1.469</b>	<b>1.459</b>
<b>Production végétale <sup>2</sup></b> (milliers de tonnes)								
Froment .....	708	878	916	976	1.004	677	891	742
Avoine .....	194	278	244	246	222	228	129	115
Orge .....	525	588	637	716	699	426	610	676
Autres céréales .....	123	168	149	156	142	123	128	144
Betteraves sucrières .....	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600	4.343
Pommes de terre .....	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	714	1.370
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)								
Vaches laitières .....	995	967	964	1.000	1.005	994	989	982
Autres bovidés .....	1.892	1.873	1.861	1.963	2.043	2.005	1.990	2.005
Porcs .....	3.728	3.912	4.283	4.634	5.034	4.647	4.890	4.886
<b>Production animale</b>								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	2.355	2.339	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611	2.663
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	695	729	753	798	884	848	837	842

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai de chaque année.

<sup>2</sup> Estimations sur base des rendements à l'hectare.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Flotte de pêche <sup>1</sup> (tonnage brut) .....	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	23,9	24,0	21,0
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés .....	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3	1,5	0,1
Poissons ronds .....	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8	17,9	19,5
Poissons plats .....	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2	8,5	9,1
Autres .....	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3	3,0	2,7
Crustacés et mollusques .....	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6	2,7

<sup>1</sup> Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

# IV. — INDUSTRIE

## IV . 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

### RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE \*

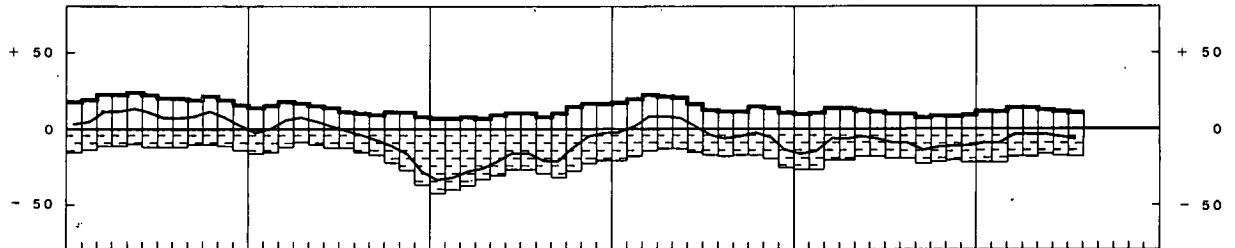


Pourcentage des réponses " en hausse " pour les questions A, B et C

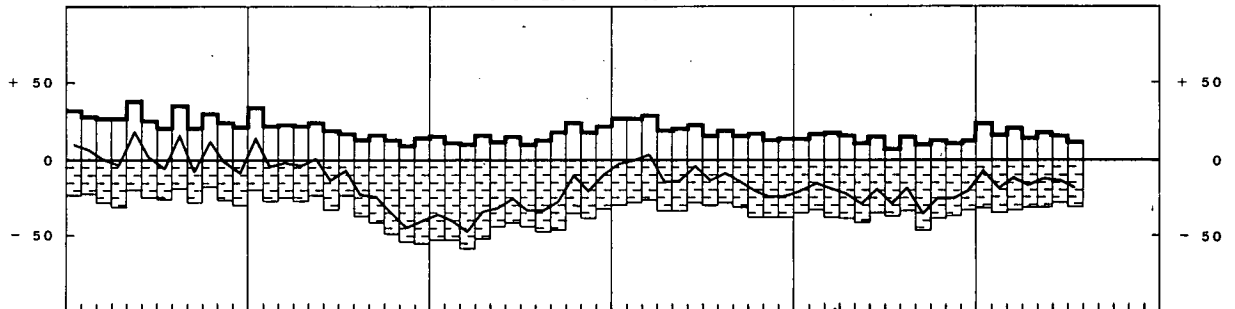
Pourcentage des réponses " en baisse " pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " en hausse " et " en baisse " pour les questions A, B et C

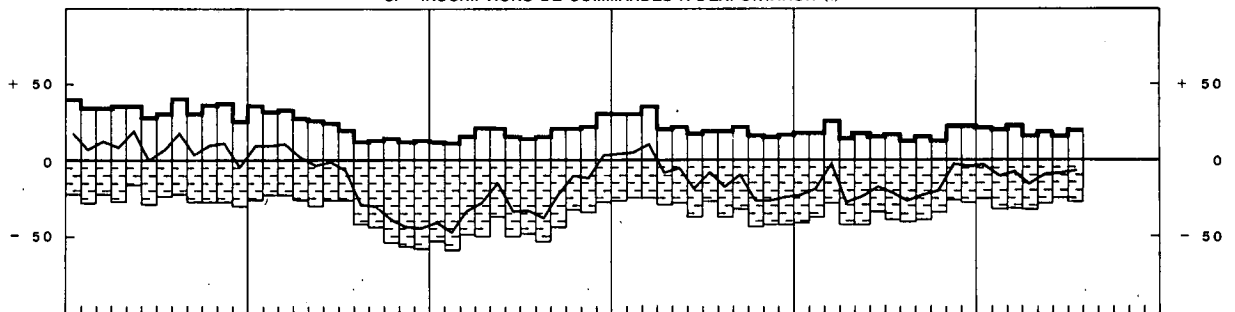
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



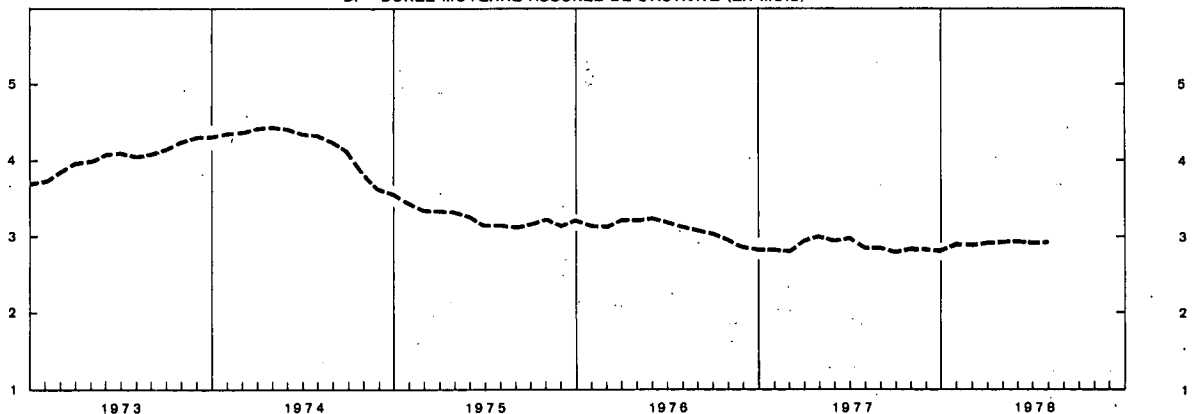
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

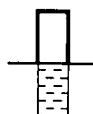


\* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

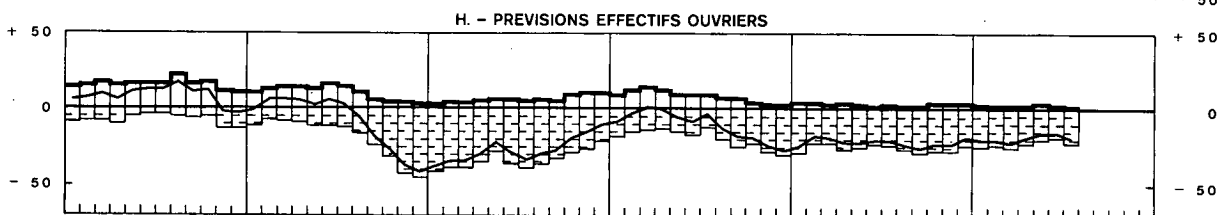
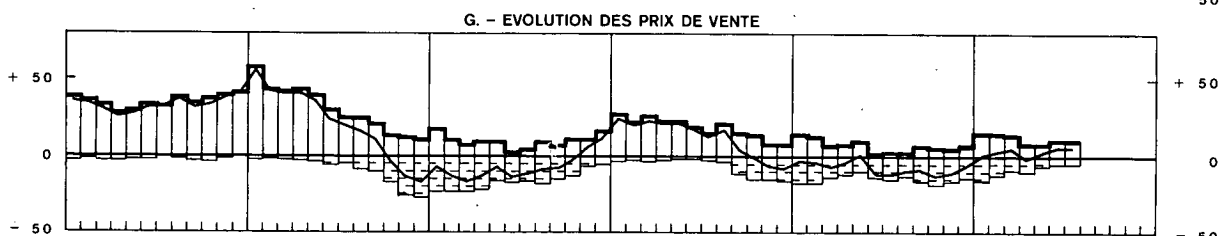
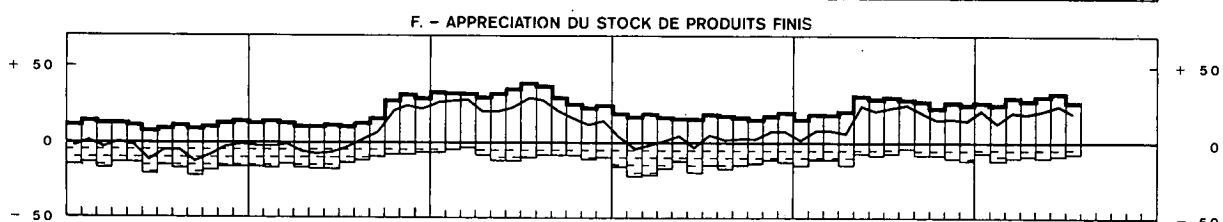
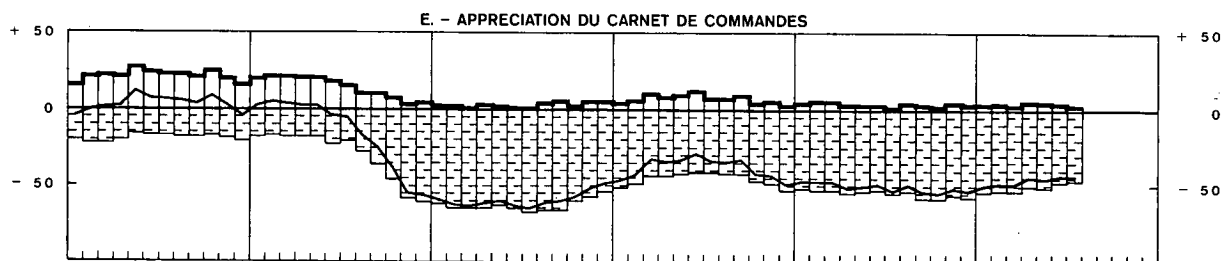
pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

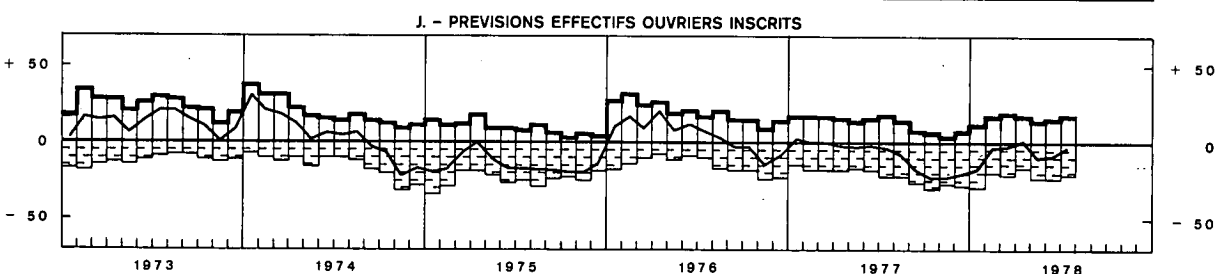
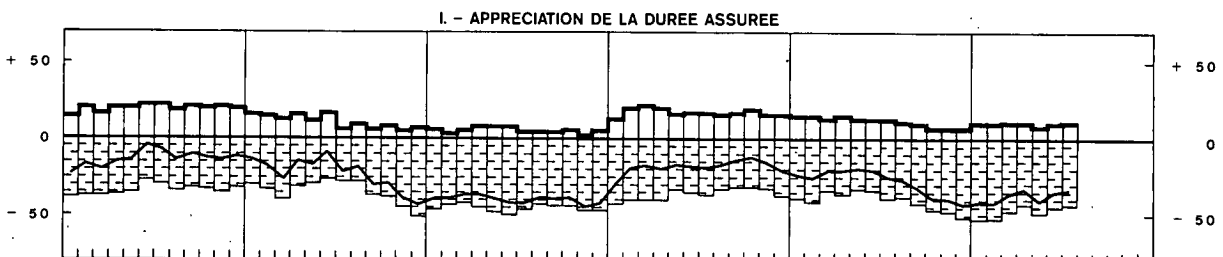
### RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE \*


 Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J  
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I  
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J  
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

——— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J  
 ——— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I



### RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION Travaux de gros œuvre de bâtiments



\* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgerie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1				
	1977		1978			1977		1978			1977		1978		
	Mai	Juin	2e trim.	Mai	Juin	Mai	Juin	2e trim.	Mai	Juin	Mai	Juin	2e trim.	Mai	Juin
<b>Ensemble des industries .....</b>	- 50	- 49	- 44	- 45	- 43	- 58	- 61	- 49	- 49	- 47	+ 25	+ 22	+ 23	+ 22	+ 25
<b>I. Biens de consommation .....</b>	- 38	- 41	- 30	- 26	- 31	- 42	- 52	- 35	- 30	- 37	+ 19	+ 23	+ 17	+ 19	+ 18
<b>II. Biens d'investissement .....</b>	- 45	- 44	- 51	- 56	- 50	- 49	- 48	- 45	- 51	- 44	+ 18	+ 5	+ 28	+ 27	+ 29
<b>III. Biens intermédiaires .....</b>	- 63	- 61	- 48	- 49	- 46	- 68	- 74	- 53	- 54	- 47	+ 32	+ 29	+ 20	+ 20	+ 24
<b>Industrie textile (bonneterie exclue) .....</b>	- 73	- 71	- 60	- 63	- 54	- 70	- 69	- 53	- 50	- 52	+ 51	+ 43	+ 36	+ 36	+ 35
dont : Laine .....	- 70	- 67	- 62	- 62	- 58	- 67	- 71	- 55	- 51	- 54	+ 41	+ 33	+ 24	+ 24	+ 36
Coton .....	- 91	- 92	- 73	- 79	- 63	- 88	- 77	- 60	- 60	- 53	+ 67	+ 57	+ 52	+ 52	+ 40
<b>Habillement et bonneterie .....</b>	- 57	- 63	- 54	- 54	- 51	- 57	- 74	- 46	- 46	- 44	+ 21	+ 24	+ 25	+ 23	+ 32
dont : Bonneterie .....	- 57	- 56	- 68	- 65	- 69	- 61	- 63	- 76	- 80	- 70	+ 27	+ 12	+ 29	+ 20	+ 31
Habillement .....	- 57	- 66	- 50	- 50	- 44	- 49	- 82	- 40	- 38	- 39	+ 19	+ 29	+ 24	+ 25	+ 32
<b>Cuir et chaussures .....</b>	- 55	- 81	- 61	- 54	- 68	- 25	- 72	- 65	- 56	- 57	+ 12	+ 17	+ 9	+ 20	+ 2
dont : Production de cuir .....	- 42	- 50	- 56	- 56	- 56	- 43	- 43	- 64	- 48	- 48	+ 25	+ 30	+ 28	+ 28	+ 28
Chaussures .....	- 59	- 92	- 63	- 54	- 73	- 8	- 98	- 66	- 63	- 65	+ 8	+ 13	+ 3	+ 18	- 7
<b>Transformation du bois .....</b>	- 71	- 59	- 76	- 88	- 66	- 76	- 80	- 73	- 86	- 62	+ 39	+ 40	+ 53	+ 55	+ 46
<b>Meubles .....</b>	- 68	- 39	- 51	- 52	- 47	- 84	- 57	- 68	- 60	- 67	+ 49	+ 66	+ 62	+ 53	+ 66
<b>Papiers et cartons .....</b>	- 66	- 51	- 53	- 55	- 55	- 65	- 70	- 56	- 45	- 48	+ 27	+ 28	+ 12	+ 12	+ 16
dont : Production de papier et carton .....	- 81	- 80	- 46	- 43	- 46	- 73	- 91	- 55	- 40	- 42	+ 41	+ 38	+ 10	+ 3	+ 19
Transformation de papier et carton .....	- 57	- 33	- 59	- 65	- 61	- 52	- 32	- 62	- 56	- 64	+ 20	+ 22	+ 15	+ 20	+ 15
<b>Transformation de matières plastiques .....</b>	- 27	- 24	+ 2	+ 6	+ 6	- 31	...	+ 2	+ 12	+ 11	+ 33	+ 6	+ 2	- 4	- 7
<b>Industrie chimique .....</b>	+ 2	0	- 2	- 2	- 2	+ 2	+ 3	- 1	- 1	- 2	0	+ 2	+ 3	+ 3	+ 3
<b>Raffinerie de pétrole .....</b>	- 29	+ 16	- 4	- 18	- 21	- 17	- 17	- 24	- 46	- 23	+ 18	- 40	- 21	- 25	- 13
<b>Matériaux de construction, céramique, verre .</b>	- 25	- 10	- 17	- 27	- 13	- 13	- 21	- 1	- 15	+ 1	+ 21	+ 3	+ 16	+ 16	+ 16
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat .	- 23	- 6	- 14	- 24	- 7	- 8	- 20	+ 9	- 8	+ 11	+ 22	0	+ 9	+ 6	+ 10
Verre creux .....	- 40	- 40	- 49	- 51	- 73	- 40	- 22	- 53	- 54	- 52	+ 2	+ 18	+ 66	+ 95	+ 52
<b>Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux .....</b>	- 84	- 84	- 66	- 66	- 66	- 93	- 96	- 78	- 81	- 71	+ 42	+ 49	+ 30	+ 30	+ 48
<b>Articles métalliques de consommation .....</b>	- 2	- 38	- 47	- 38	- 55	- 30	- 71	- 30	- 16	- 39	+ 29	+ 45	+ 32	+ 36	+ 36
dont : Cycles et motocycles .....	- 41	- 69	- 14	+ 7	- 20	- 21	- 100	- 7	+ 21	- 22	+ 45	+ 94	+ 20	+ 20	+ 20
<b>Matériel d'équipement général .....</b>	- 62	- 48	- 67	- 73	- 70	- 51	- 45	- 62	- 64	- 59	+ 28	+ 25	+ 41	+ 44	+ 46
<b>Machines non électriques d'équipement .....</b>	- 58	- 57	- 59	- 61	- 61	- 60	- 61	- 66	- 67	- 64	+ 22	+ 38	+ 33	+ 31	+ 32
dont : Machines agricoles .....	+ 11	- 1	- 97	- 99	- 99	+ 14	+ 5	- 100	- 100	- 100	+ 35	+ 42	+ 55	+ 53	+ 59
Machines-outils .....	- 83	- 83	- 48	- 48	- 48	- 77	- 77	- 57	- 57	- 57	- 9	+ 35	+ 34	+ 34	+ 34
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 53	- 49	- 52	- 51	- 49	- 46	- 45	- 36	- 32	- 43	+ 38	+ 42	+ 16	+ 17	+ 17
Machines textiles .....	- 91	- 91	- 88	- 91	- 91	- 91	- 91	- 89	- 92	- 92	-	-	-	-	-
<b>Appareils électroménagers, radio, télévision ...</b>	- 51	- 51	- 38	- 32	- 33	- 60	- 60	- 41	- 28	- 36	+ 81	+ 62	+ 54	+ 79	+ 42
<b>Construction électrique d'équipement .....</b>	- 37	- 66	- 70	- 72	- 68	- 58	- 47	- 71	- 71	- 72	- 21	- 27	+ 48	+ 49	+ 47
<b>Assemblage d'automobiles .....</b>	- 32	- 14	+ 39	+ 56	+ 31	+ 26	- 13	+ 20	+ 41	- 10	+ 20	0	- 38	- 38	- 38
dont : Voitures de tourisme .....	- 14	- 14	+ 39	+ 56	+ 31	+ 13	- 13	+ 20	+ 41	- 10	0	0	- 38	- 38	- 38
<b>Construction navale, matériel ferroviaire .....</b>	- 26	- 64	- 72	- 73	- 73	- 79	- 74	- 73	- 74	- 74	-	-	-	-	-
dont : Construction navale .....	- 65	- 99	- 99	- 100	- 100	- 100	- 100	- 98	- 100	- 100	-	-	-	-	-

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

**RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR**

	D. Entraves à la production 1																E. Appréciation de la capacité de production installée 2			
	Aucune entrave				Production entravée par insuffisance de															
					demande				main-d'œuvre				équipement							
	1977		1978		1977		1978		1977		1978		1977		1978					
	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	Mai	Oct.	Janv.	Mai	1977	1978	Janv.	Mai
<b>Ensemble des industries .....</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>88</b>	<b>89</b>	<b>90</b>	<b>91</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>+ 60</b>	<b>+ 61</b>	<b>+ 60</b>	<b>+ 42</b>
<b>I. Biens de consommation .....</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>84</b>	<b>83</b>	<b>84</b>	<b>87</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>+ 46</b>	<b>+ 51</b>	<b>+ 45</b>	<b>+ 29</b>
<b>II. Biens d'investissement .....</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>82</b>	<b>82</b>	<b>89</b>	<b>88</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>+ 48</b>	<b>+ 45</b>	<b>+ 50</b>	<b>+ 50</b>
<b>III. Biens intermédiaires .....</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>94</b>	<b>95</b>	<b>94</b>	<b>93</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>+ 73</b>	<b>+ 78</b>	<b>+ 72</b>	<b>+ 49</b>
Industrie textile (bonneterie exclue) .....	0	0	0	2	87	89	87	88	6	3	3	2	5	4	4	5	+ 73	+ 60	+ 66	+ 56
dont : Laine .....	0	0	0	1	87	92	95	94	9	1	3	0	4	5	3	5	+ 68	+ 64	+ 69	+ 56
Coton .....	0	0	1	1	96	99	86	90	2	2	1	6	2	1	1	1	+ 86	+ 70	+ 77	+ 64
Habillement et bonneterie .....	2	0	2	2	93	86	86	76	2	2	2	0	1	2	1	3	+ 59	+ 63	+ 48	+ 50
dont : Bonneterie .....	6	6	8	8	91	86	86	87	3	4	5	1	0	2	1	0	+ 63	+ 68	+ 54	+ 71
Habillement .....	1	0	0	0	93	87	86	72	2	1	1	0	1	2	1	4	+ 57	+ 60	+ 47	+ 42
Cuir et chaussures .....	0	0	20	0	99	99	73	92	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 43	+ 57	+ 53	+ 50
dont : Production de cuir .....	0	0	0	0	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	- 4	+ 50	+ 28	+ 15
Chaussures .....	0	0	26	0	99	99	64	89	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 57	+ 61	+ 62	+ 61
Transformation du bois .....	0	27	33	28	54	62	61	66	0	0	0	0	3	1	2	2	+ 37	+ 40	+ 46	+ 56
Meubles .....	5	5	2	5	74	73	74	85	4	1	4	0	4	0	1	0	+ 40	+ 55	+ 45	+ 3
Papiers et cartons .....	2	3	0	1	93	92	98	93	1	0	0	3	2	0	0	0	+ 60	+ 58	+ 74	+ 46
dont : Production de papier et carton .....	0	5	0	4	90	91	96	91	0	0	0	0	6	0	0	0	+ 62	+ 41	+ 80	+ 5
Transformation de papier et carton .....	3	0	1	0	95	94	99	94	2	0	0	6	0	0	0	0	+ 59	+ 69	+ 70	+ 76
Transformation de matières plastiques .....	0	0	0	0	95	97	92	78	0	0	0	0	5	3	8	22	+ 37	+ 81	+ 58	+ 10
Industrie chimique .....	0	0	0	0	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+100	+100	+100	+100
Raffinerie de pétrole .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matériaux de construction, céramique, verre ..	19	23	15	9	70	58	73	86	2	2	2	0	7	13	11	12	+ 17	+ 14	+ 25	+ 28
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment, verre plat ..	21	22	12	10	66	55	73	74	3	3	3	0	8	15	12	14	+ 18	+ 16	+ 22	+ 24
Verre creux .....	0	23	23	0	100	77	77	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 2	+ 2	+ 29	+ 51
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux .....	0	1	0	0	99	99	100	99	1	0	0	0	0	0	0	0	+ 78	+ 88	+ 77	+ 77
Articles métalliques de consommation .....	1	0	19	2	96	99	80	98	2	0	0	0	1	1	1	2	+ 66	+ 38	+ 34	+ 31
dont : Cycles et motocycles .....	0	0	0	0	80	95	95	91	14	0	0	0	6	5	0	9	+ 12	+ 65	+ 56	+ 63
Matériel d'équipement général .....	0	3	1	5	96	95	99	94	0	0	0	0	1	0	0	0	+ 67	+ 59	+ 59	+ 56
Machines non électriques d'équipement .....	0	1	3	0	89	94	91	90	3	1	0	1	3	1	2	2	+ 43	+ 46	+ 59	+ 68
dont : Machines agricoles .....	0	0	0	0	83	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 7	+ 53	+ 56	+ 99
Machines-outils .....	0	0	8	0	91	100	92	92	3	0	0	0	9	0	0	8	+ 84	+100	+ 84	+ 79
Moteurs, compresseurs, pompes ..	1	0	0	0	99	88	88	88	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 21	+ 39	+ 61	+ 78
Machines textiles .....	1	0	0	0	60	91	91	59	9	0	0	0	0	9	9	9	+ 91	+ 18	+ 50	+ 18
Appareils électroménagers, radio, télévision ...	17	17	33	33	53	50	67	67	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 45	+ 46	+ 61	+ 45
Construction électrique d'équipement .....	3	2	0	0	85	89	91	91	3	0	0	0	0	0	0	0	+ 59	+ 69	+ 58	+ 60
Assemblage d'automobiles .....	0	0	0	0	79	88	100	100	0	0	0	0	10	12	0	0	+ 22	+ 23	+ 10	+ 10
dont : Voitures de tourisme .....	0	0	0	0	74	88	100	100	0	0	0	0	12	12	0	0	+ 2	+ 23	+ 10	+ 10
Construction navale, matériel ferroviaire .....	0	0	0	0	54	80	100	99	23	0	0	1	23	0	0	0	+ 43	+ 36	+ 54	+ 38
dont : Construction navale .....	1	0	0	0	56	100	100	98	35	0	0	2	35	0	0	0	+ 53	+ 56	+ 52	+ 59

1 En pourcentage du total des entreprises.

2 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » et « insuffisante ».

## RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	F. Durée moyenne de production assurée (en mois)					G. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois 1				
	1977		1978			1977		1978		
	Mai	Juin	2e trimestre	Mai	Juin	Mai	Juin	2e trimestre	Mai	Juin
<b>Ensemble des industries</b> .....	2,98	3,00	2,94	2,96	2,93	- 26	- 25	- 22	- 22	- 24
<b>I. Biens de consommation</b> .....	2,47	2,39	2,50	2,55	2,46	- 15	- 10	- 19	- 16	- 24
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	5,08	5,17	4,81	4,79	4,75	- 27	- 22	- 29	- 32	- 29
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	1,76	1,78	1,84	1,85	1,88	- 34	- 35	- 20	- 22	- 21
<b>Industrie textile (bonneterie exclue)</b> .....	2,07	1,93	2,07	2,08	2,15	- 52	- 57	- 31	- 33	- 25
dont : Laine .....	1,74	1,59	1,77	2,03	1,75	- 51	- 68	- 33	- 30	- 31
Coton .....	2,20	2,06	2,31	2,09	2,54	- 72	- 62	- 35	- 45	- 19
<b>Habillement et bonneterie</b> .....	1,86	1,78	2,21	2,28	2,18	- 31	- 30	- 31	- 28	- 27
dont : Bonneterie .....	1,65	1,58	1,86	1,92	1,88	- 35	- 38	- 33	- 36	- 31
Habillement .....	1,94	1,85	2,33	2,41	2,28	- 29	- 27	- 30	- 24	- 26
<b>Cuir et chaussures</b> .....	1,75	1,45	1,42	1,45	1,37	- 39	- 9	- 42	- 42	- 37
dont : Production de cuir .....	1,97	1,88	1,71	1,69	1,75	- 19	- 40	- 29	- 31	- 32
Chaussures .....	1,68	1,31	1,33	1,38	1,24	- 46	+ 1	- 45	- 45	- 38
<b>Transformation du bois</b> .....	1,36	1,39	1,05	1,13	1,03	- 37	- 47	- 33	- 45	- 31
<b>Meubles</b> .....	1,48	1,36	1,38	1,38	1,33	- 35	- 5	- 18	- 21	- 15
<b>Papiers et cartons</b> .....	1,39	1,38	1,24	1,21	1,18	- 32	- 31	- 29	- 26	- 35
dont : Production de papier et carton .....	1,12	1,19	1,51	1,46	1,31	- 46	- 53	- 22	- 22	- 33
Transformation de papier et carton .....	1,55	1,49	1,04	1,04	1,09	- 25	- 17	- 33	- 28	- 37
<b>Transformation de matières plastiques</b> .....	2,22	2,10	2,77	2,82	2,72	- 1	- 1	+ 11	+ 24	- 14
<b>Industrie chimique</b> .....	—	—	—	—	—	+ 1	+ 2	- 2	- 2	- 4
<b>Raffinerie de pétrole</b> .....	—	—	—	—	—	- 48	- 12	- 18	- 10	- 14
<b>Matériaux de construction, céramique, verre</b> .....	2,45	2,49	2,54	2,51	2,58	+ 1	- 4	- 30	- 42	- 29
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat .....	2,36	2,36	2,48	2,45	2,53	+ 4	- 4	- 29	- 42	- 26
Verre creux .....	3,14	3,53	3,01	2,99	2,93	- 20	- 2	- 40	- 48	- 52
<b>Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux</b> .....	1,64	1,82	1,77	1,80	1,83	- 39	- 44	- 24	- 30	- 28
<b>Articles métalliques de consommation</b> .....	2,28	2,11	2,10	2,17	2,13	- 6	- 9	- 18	- 30	- 24
dont : Cycles et motocycles .....	2,25	2,13	2,60	2,48	2,84	- 59	- 94	- 15	- 5	- 29
<b>Matériel d'équipement général</b> .....	3,01	3,27	3,28	3,34	3,22	- 21	- 19	- 25	- 18	- 24
<b>Machines non électriques d'équipement</b> .....	4,29	4,19	4,30	4,26	4,23	- 26	- 17	- 25	- 26	- 26
dont : Machines agricoles .....	6,84	6,24	5,87	5,88	5,92	+ 11	- 1	- 79	- 81	- 76
Machines-outils .....	2,36	2,40	4,32	4,15	4,42	- 6	+ 3	- 11	+ 1	- 27
Moteurs, compresseurs, pompes .....	5,90	5,92	5,20	5,26	5,01	- 42	- 30	- 24	- 18	- 41
Machines textiles .....	3,52	3,47	4,22	4,03	4,32	- 79	- 58	- 55	- 78	- 2
<b>Appareils électroménagers, radio, télévision</b> .....	6,15	5,98	6,47	6,64	6,30	- 11	- 6	- 14	- 7	- 10
<b>Construction électrique d'équipement</b> .....	6,66	6,58	6,37	6,30	6,37	- 62	- 52	- 23	- 24	- 27
<b>Assemblage d'automobiles</b> .....	2,45	2,45	2,36	2,37	2,35	+ 20	- 2	- 1	+ 12	- 35
dont : Voitures de tourisme .....	2,45	2,45	2,36	2,37	2,35	+ 20	- 2	- 1	+ 12	- 35
<b>Construction navale, matériel ferroviaire</b> .....	16,42	17,35	13,13	13,09	12,56	- 54	- 31	- 64	- 61	- 64
dont : Construction navale .....	13,44	13,87	10,03	10,14	9,66	- 80	- 80	- 85	- 82	- 85

1 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».



**RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR**

	II. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois <sup>1</sup>					I. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois <sup>1</sup>				
	1977		1978			1977		1978		
	Mai	Juin	2e trimestre	Mai	Juin	Mai	Juin	2e trimestre	Mai	Juin
<b>Ensemble des industries</b> .....	- 21	- 20	- 16	- 15	- 15	+ 4	+ 6	+ 14	+ 13	+ 16
<b>I. Biens de consommation</b> .....	- 18	- 24	- 19	- 14	- 16	+ 12	+ 21	+ 19	+ 22	+ 18
<b>II. Biens d'investissement</b> .....	- 22	- 13	- 20	- 19	- 21	+ 10	+ 16	+ 9	+ 9	+ 16
<b>III. Biens intermédiaires</b> .....	- 20	- 20	- 12	- 12	- 12	- 3	- 8	+ 14	+ 10	+ 14
Industrie textile (bonneterie exclue) .....	- 34	- 37	- 15	- 16	- 14	- 26	- 28	+ 2	0	+ 4
dont : Laine .....	- 19	- 23	- 11	- 13	- 13	- 32	- 42	- 15	- 17	- 17
Coton .....	- 50	- 52	- 12	- 10	- 16	- 38	- 38	+ 12	+ 12	+ 18
Habillement et bonneterie .....	- 35	- 27	- 21	- 18	- 13	+ 22	+ 24	+ 18	+ 19	+ 16
dont : Bonneterie .....	- 28	- 26	- 10	- 4	+ 1	+ 15	+ 25	+ 15	+ 17	+ 18
Habillement .....	- 37	- 28	- 26	- 24	- 18	+ 25	+ 24	+ 19	+ 19	+ 15
Cuir et chaussures .....	+ 12	- 17	- 14	- 7	- 30	- 3	+ 15	0	- 4	+ 6
dont : Production de cuir .....	- 2	0	- 46	- 71	- 34	- 28	+ 17	- 16	- 17	- 17
Chaussures .....	+ 17	- 23	- 3	+ 14	- 29	+ 5	+ 14	+ 5	0	+ 13
Transformation du bois .....	- 24	- 39	- 32	- 31	- 32	- 18	- 18	+ 10	+ 5	+ 10
Meubles .....	- 53	- 39	- 23	- 27	- 14	+ 10	+ 19	+ 36	+ 32	+ 34
Papiers et cartons .....	- 20	- 12	- 13	- 12	- 15	- 17	0	+ 1	- 1	+ 12
dont : Production de papier et carton .....	- 25	- 28	- 20	- 13	- 28	- 25	- 2	+ 15	+ 17	+ 21
Transformation de papier et carton .....	- 18	- 2	- 7	- 11	- 5	- 13	+ 2	- 9	- 13	+ 6
Transformation de matières plastiques .....	- 6	+ 4	+ 20	+ 35	- 3	0	+ 5	+ 11	+ 7	+ 8
Industrie chimique .....	0	0	- 1	- 1	0	- 2	+ 2	- 2	- 2	- 1
Raffinerie de pétrole .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériaux de construction, céramique, verre .....	- 3	- 8	- 16	- 19	- 18	+ 14	+ 12	0	+ 4	+ 6
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment, verre plat .....	- 3	- 5	- 16	- 19	- 17	+ 16	+ 13	- 4	+ 1	+ 1
Verre creux .....	0	- 40	- 26	- 23	- 33	0	0	+ 39	+ 21	+ 50
Sidérurgie et première transformation des métaux ferreux .....	- 24	- 21	- 17	- 20	- 14	+ 27	+ 3	+ 22	+ 14	+ 20
Articles métalliques de consommation .....	0	- 24	- 20	- 22	- 21	+ 29	+ 12	+ 20	+ 12	+ 19
dont : Cycles et motocycles .....	- 14	- 64	- 7	0	- 20	+ 48	0	0	0	0
Matériel d'équipement général .....	- 12	- 13	- 9	- 9	- 4	+ 16	+ 17	+ 9	+ 9	+ 14
Machines non électriques d'équipement .....	- 30	- 27	- 26	- 25	- 29	+ 6	+ 9	+ 5	- 1	+ 1
dont : Machines agricoles .....	+ 11	- 1	- 71	- 90	- 90	0	+ 41	+ 9	0	+ 27
Machines-outils .....	- 38	- 38	- 32	- 41	- 13	+ 40	+ 13	+ 9	+ 9	+ 9
Moteurs, compresseurs, pompes .....	- 38	- 20	- 30	- 28	- 25	+ 3	+ 14	- 7	- 6	+ 5
Machines textiles .....	- 91	- 91	- 47	- 32	- 78	- 76	- 76	- 44	- 44	- 44
Appareils lectromnagers, radio, télévision .....	- 51	- 48	- 32	+ 9	- 26	+ 15	+ 6	0	0	0
Construction électrique d'équipement .....	- 28	- 13	- 17	- 11	- 17	- 12	+ 17	+ 28	+ 21	+ 49
Assemblage d'automobiles .....	- 5	- 2	- 15	- 10	- 12	0	+ 48	+ 25	+ 53	+ 23
dont : Voitures de tourisme .....	+ 20	- 2	- 15	- 10	- 12	0	+ 48	+ 25	+ 53	+ 23
Construction navale, matériel ferroviaire .....	- 31	+ 2	- 53	- 52	- 56	+ 37	+ 31	+ 32	+ 29	+ 25
dont : Construction navale .....	- 43	+ 3	- 38	- 37	- 43	+ 57	+ 48	+ 19	+ 14	+ 8

<sup>1</sup> Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

### IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général <sup>1</sup>	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1978	100,0	96,7	3,3	60,2	14,7	13,7	11,4	
1970 .....	100	100	100	100	100	100	100	100
1971 .....	103	103	99	100	103	107	97	102
1972 .....	109	110	96	106	108	115	104	108
1973 .....	116	118	80	112	116	120	113	111
1974 .....	120	123	75	119	119	123	123	108
1975 .....	108	111	69	103	112	116	118	95
1976 .....	118	121	68	115	118	125	125	100
1977 .....	<i>p</i> 117	<i>p</i> 121	64	<i>p</i> 114	122	<i>p</i> 120	<i>p</i> 124	102
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	121	124	72	118	120	129	123	103
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110	113	56	106	115	113	117	103
4 <sup>e</sup> trimestre .....	123	126	71	120	123	126	133	102
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	122	126	69	119	121	131	130	104
2 <sup>e</sup> trimestre .....	120	123	68	118	124	121	122	103
3 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 108	<i>p</i> 111	54	<i>p</i> 104	116	<i>p</i> 110	<i>p</i> 116	100
4 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 120	<i>p</i> 123	64	<i>p</i> 117	125	<i>p</i> 119	<i>p</i> 128	103
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	<i>p</i> 121	<i>p</i> 125	<i>p</i> 60	<i>p</i> 118	<i>p</i> 120	<i>p</i> 125	<i>p</i> 128	101
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 120	124	65	118	121	128	122	104
1977 Juillet .....	86	90	35	85	98	74	91	96
Août .....	115	118	63	109	122	119	125	100
Septembre .....	<i>p</i> 123	<i>p</i> 126	65	<i>p</i> 117	129	<i>p</i> 137	<i>p</i> 132	103
Octobre .....	<i>p</i> 120	<i>p</i> 124	63	<i>p</i> 116	127	<i>p</i> 125	<i>p</i> 130	102
Novembre .....	<i>p</i> 120	<i>p</i> 123	64	<i>p</i> 117	126	<i>p</i> 116	<i>p</i> 128	103
Décembre .....	<i>p</i> 119	<i>p</i> 123	64	<i>p</i> 117	122	<i>p</i> 115	<i>p</i> 127	102
1978 Janvier .....	<i>p</i> 119	<i>p</i> 123	61	<i>p</i> 117	<i>p</i> 116	<i>p</i> 119	<i>p</i> 128	100
Février .....	<i>p</i> 117	<i>p</i> 121	<i>p</i> 53	<i>p</i> 112	<i>p</i> 111	<i>p</i> 122	<i>p</i> 126	98
Mars .....	<i>p</i> 129	<i>p</i> 133	<i>p</i> 67	<i>p</i> 126	<i>p</i> 133	<i>p</i> 135	<i>p</i> 131	107
Avril .....	<i>p</i> 121	<i>p</i> 125	<i>p</i> 64	<i>p</i> 119	<i>p</i> 122	<i>p</i> 127	<i>p</i> 124	104
Mai .....	<i>p</i> 117	121	61	116	120	115	118	105
Juin .....	<i>p</i> 123	127	70	118	122	142	125	102
Juillet .....	<i>p</i>							96

<sup>1</sup> Non compris la construction.

## IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabri- cations métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1978 <sup>1</sup> .....	28,1	12,7	2,8	2,2	13,1	8,0	6,9	5,4	5,4	5,0	4,0	2,9	1,1	1,4
1970 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971 .....	98	98	92	97	109	104	105	100	109	114	108	101	101	106
1972 .....	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973 .....	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974 .....	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975 .....	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976 .....	123	96	90	130	138	122	97	105	156	175	106	114	95	129
1977 .....	p 123	89	p 89	149	145	125	85	113	155	174	97	112	120	129
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	121	102	90	130	141	123	105	116	150	185	109	120	105	135
3 <sup>e</sup> trimestre .....	115	93	82	119	131	119	81	103	148	151	99	105	113	131
4 <sup>e</sup> trimestre .....	131	93	95	155	145	133	96	108	160	190	97	114	110	125
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	130	91	95	155	152	117	97	108	162	188	108	116	125	129
2 <sup>e</sup> trimestre .....	122	94	91	166	153	122	89	121	152	181	98	116	111	131
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 115	83	82	128	132	122	68	110	135	156	95	104	125	130
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 125	88	p 88	146	146	137	86	112	170	172	88	114	120	128
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 127	100	p 89	159	p 158	110	p 84	p 101	171	p 180	p 107	p 116	103	136
2 <sup>e</sup> trimestre .....	123	93		133	154	122	84	114	157	190	105	125	111	143
1977 Juin .....	124	96	89	170	160	133	96	123	145	196	99	125	102	131
Juillet .....	89	79	60	119	114	106	45	84	123	118	52	67	125	126
Août .....	125	82	90	122	136	130	69	120	132	157	110	113	133	132
Septembre .....	p 130	89	96	144	145	131	91	125	149	191	123	131	118	131
Octobre .....	p 127	83	92	139	143	138	85	125	162	174	103	120	115	133
Novembre .....	p 125	91	p 90	150	148	139	84	109	170	163	83	117	117	128
Décembre .....	p 123	90	p 81	150	147	133	89	101	178	180	79	104	129	123
1978 Janvier .....	p 126	99	p 88	164	p 152	110	p 82	p 100	177	p 170	p 95	114	96	135
Février .....	p 124	94	p 86	156	p 146	101	p 84	p 89	159	p 164	p 106	p 109	103	129
Mars .....	p 131	107	p 93	156	p 177	119	p 87	p 113	177	p 205	p 118	p 126	111	143
Avril .....	p 123	106	102	79	163	115	84	129	164	185	101	123	106	138
Mai .....	p 119	95		144	148	119	79	105	158	169	85	115	122	140
Juin .....	p 127	79		175	152	133	90	108	150	216	130	136	105	151

<sup>1</sup> L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,1 p.c. et 0,2 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

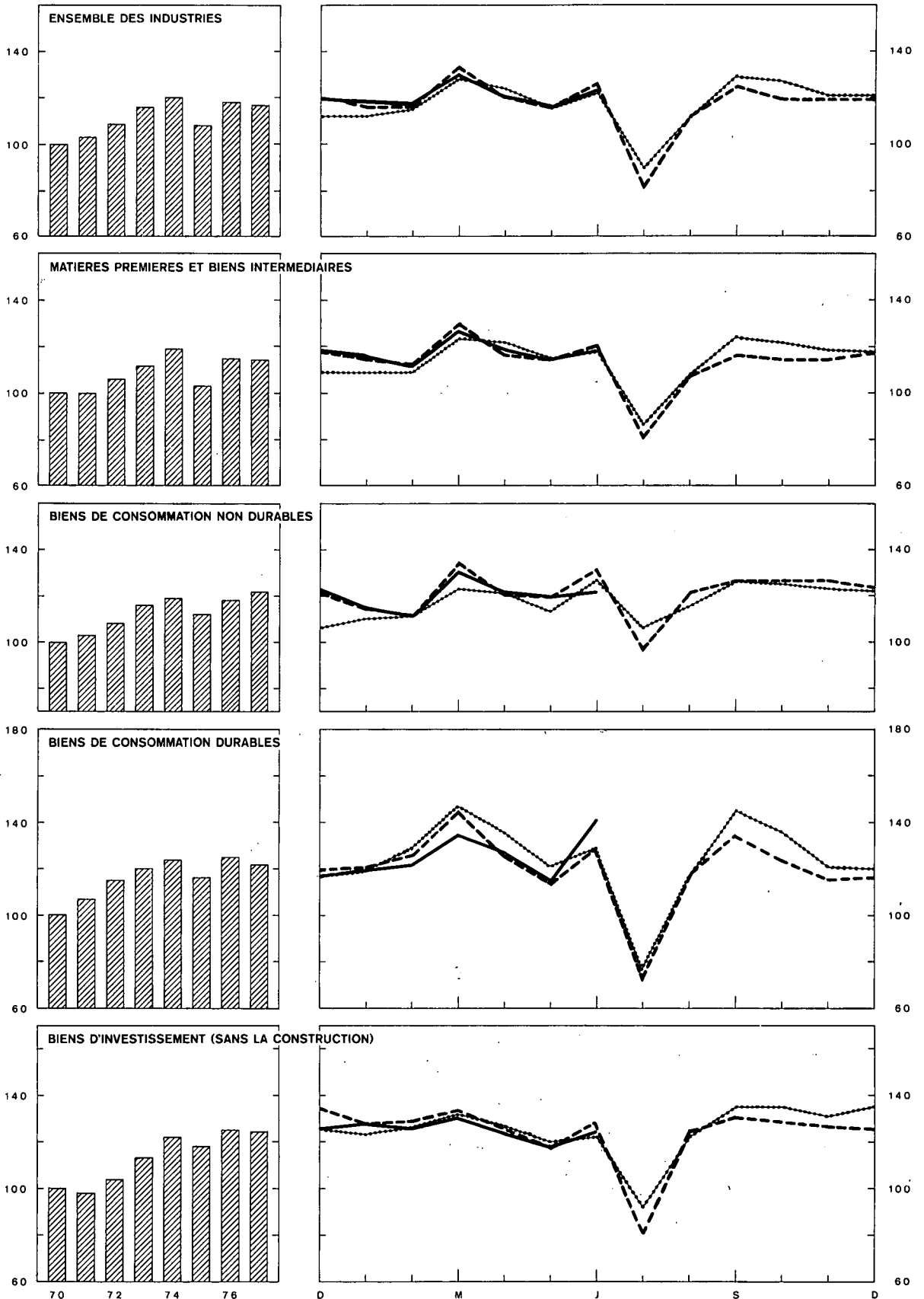
### IV · 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

..... 1976

----- 1977

———— 1978





### IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 <sup>3</sup>
	Avis favorables <sup>1</sup>	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables <sup>2</sup>	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	(milliers)	(milliers de m <sup>3</sup> )	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1970 .....	2,5	5,0	2.505	3,7	1.915	1,3	0,7	2.849	0,5	1.865	100
1971 .....	2,0	4,0	2.020	3,5	1.838	0,9	0,5	2.302	0,5	2.227	99
1972 .....	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.282	99
1973 .....	3,8	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974 .....	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975 .....	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.486	98
1976 .....	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1977 .....	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	93
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	7,7	8,4	4.469	8,0	4.231	0,6	0,7	2.605	0,6	3.028	—
3 <sup>e</sup> trimestre .....	7,0	7,3	3.609	5,8	3.132	0,6	0,6	1.903	0,4	1.621	—
4 <sup>e</sup> trimestre .....	6,7	7,7	3.809	5,8	2.897	0,6	0,5	1.701	0,4	1.500	—
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,6	5,8	3.034	5,3	2.590	0,5	0,4	1.775	0,3	1.392	—
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,2	7,5	4.040	6,1	3.285	0,6	0,6	3.018	0,4	1.571	—
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5,1	6,3	3.258	6,7	3.596	0,5	0,5	1.718	0,5	2.375	—
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5,1	5,9	3.116	6,0	3.183	0,5	0,5	1.901	0,6	1.961	—
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	5,8	7,1	3.740	6,6	3.406	0,5	0,5	1.874	0,5	2.106	—
2 <sup>e</sup> trimestre .....	5,9					0,7					—
1977 Juin .....	6,2	7,6	4.093	6,3	3.482	0,6	0,6	2.155	0,5	1.763	95
Juillet .....	6,2	6,7	3.254	4,3	2.513	0,5	0,4	1.268	0,4	3.104	95
Août .....	4,8	6,3	3.329	7,7	4.102	0,5	0,6	1.813	0,6	2.192	96
Septembre .....	4,3	5,9	3.192	8,1	4.172	0,5	0,5	2.072	0,6	1.829	95
Octobre .....	5,1	5,6	2.916	6,6	3.731	0,5	0,5	1.977	0,6	2.063	95
Novembre .....	5,1	6,5	3.263	5,5	2.905	0,5	0,5	2.178	0,5	1.799	93
Décembre .....	5,2	5,8	3.169	6,1	2.914	0,5	0,5	1.548	0,6	2.021	93
1978 Janvier .....	4,8	6,1	3.297	6,3	2.936	0,5	0,6	2.213	0,5	2.197	93
Février .....	5,5	7,3	3.926	6,3	3.391	0,5	0,5	1.857	0,6	2.106	90
Mars .....	7,1	7,8	3.997	7,1	3.891	0,6	0,5	1.552	0,5	2.016	90
Avril .....	5,5	6,4	3.462	6,2	3.378	0,7	0,6	2.239	0,4	1.601	90
Mai .....	6,1	6,8	3.754			0,7	0,6	1.947			89
Juin .....	6,0					0,8					89

<sup>1</sup> Jusqu'en 1978 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.  
<sup>2</sup> Jusqu'en 1978 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.  
<sup>3</sup> Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné,

corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

### IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	113	120	+ 6,2	114	120	+ 5,3	111	117	+ 5,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	115	117	+ 1,7	119	118	- 0,8	113	116	+ 2,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	116	117	+ 0,9	118	114	- 3,4	114	116	+ 1,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	118	117	- 0,8	119	117	- 1,7	115	117	+ 1,7
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	120	119	- 0,8	120	119	- 0,8	117	117	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	117			118			116		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	117			114			116		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	117			117			117		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	123	129	+ 4,9	103	107	+ 3,9	117	131	+ 12,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	123	125	+ 1,6	104	105	+ 1,0	121	122	+ 1,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	125	125	...	104	106	+ 1,9	123	121	- 1,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	125	124	- 0,8	106	105	- 0,9	128	119	- 7,3
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	129	126	- 2,3	107	107	...	131	124	- 5,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	125			105			122		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	125			106			121		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	124			105			119		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *	1976	1977	p.c. variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	124	127	+ 2,4	121	130	+ 7,4	98	100	+ 2,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126	128	+ 1,6	123	135	+ 9,8	104	103	- 0,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	127	125	- 1,6	126	134	+ 6,3	97	94	- 2,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	129	127	- 1,6	128	140	+ 9,4	98	99	+ 1,1
	1977	1978		1977	1978		1977	1978	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	127	127	...	130	145	+ 11,5	100	106	+ 6,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	128			135			103		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	125			134			94		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	127			140			99		

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Service de Conjoncture (IRES). — Agence économique et

financière. — La Construction. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).

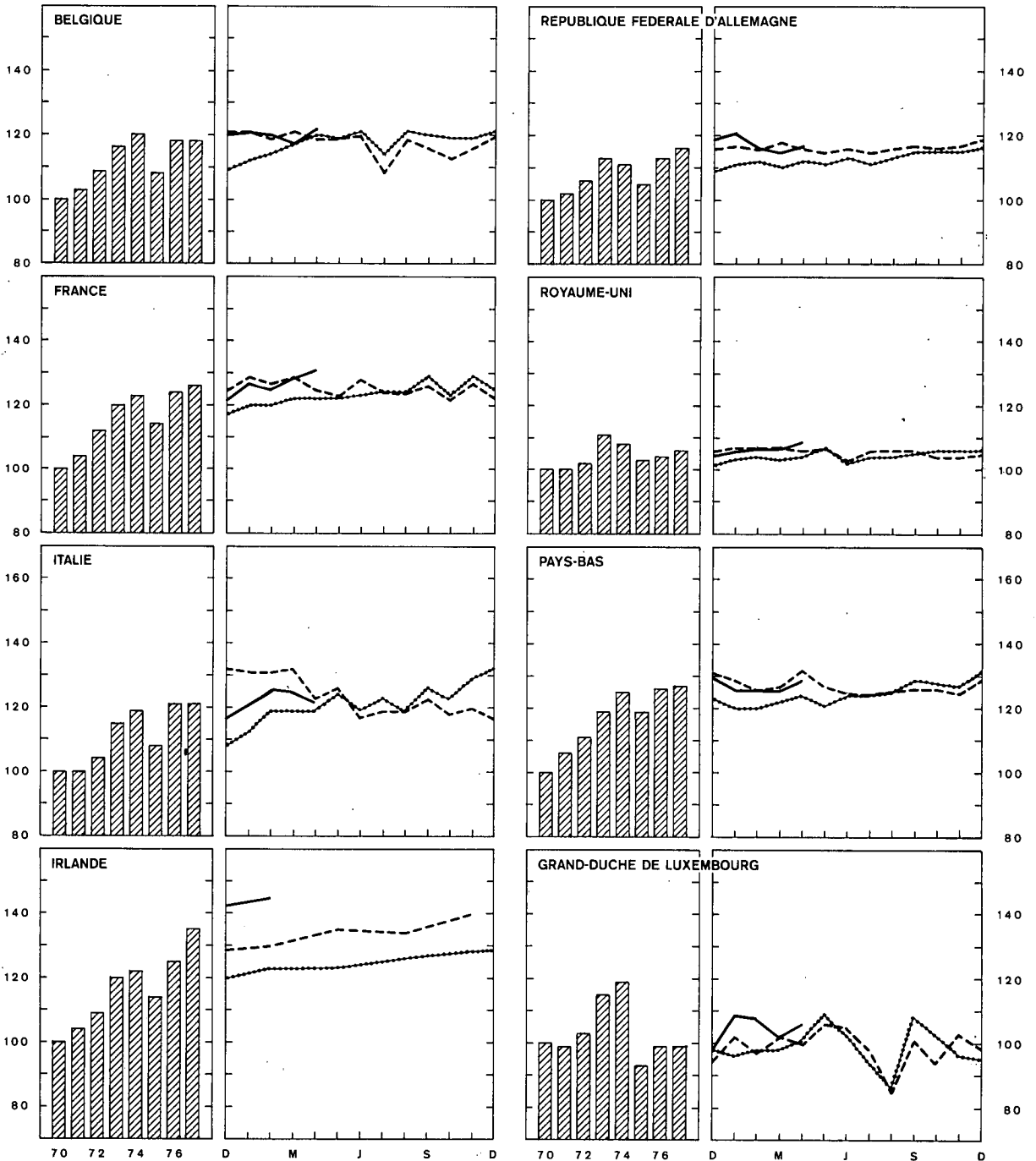
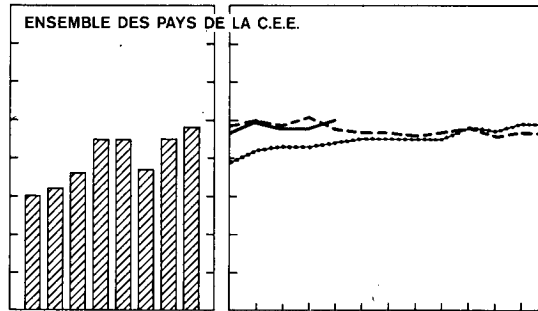
IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

----- 1976      - - - - - 1977      ——— 1978





## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives <sup>1</sup>	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais
1970 .....	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971 .....	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972 .....	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973 .....	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974 .....	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975 .....	689	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976 .....	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,4
1977 .....	639 <sup>2</sup>	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1976 1 <sup>er</sup> trimestre .....	693	508	4.638	1.236	1.073	254,1	48,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	708	593	5.342	1.315	1.462	316,2	55,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	657	556	4.946	1.283	1.315	426,4	65,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	677	559	4.817	1.442	1.027	300,9	57,1
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	681	529	4.749	1.343	1.035	280,9	53,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	697	550	4.993	1.355	1.032	322,7	55,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	581 <sup>2</sup>	518	4.634	1.351	940	429,2	65,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	596	566	5.069	1.369	1.013	316,8	63,0
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	588	568	5.123	1.335	1.119	312,6	57,2
1977 Mai .....	711	544	4.961	1.463	1.029	305,7	54,5
Juin .....	701	532	4.909	1.174	1.063	336,5	56,6
Juillet .....	592 <sup>2</sup>	525	4.548	1.460	872	450,5	67,5
Août .....	557	473	4.331	1.236	871	434,5	64,5
Septembre .....	595	555	5.022	1.357	1.076	402,5	64,1
Octobre .....	615	569	5.172	1.446	1.098	346,0	64,8
Novembre .....	590	558	5.013	1.319	952	304,7	63,3
Décembre .....	584	571	5.021	1.341	990	299,8	60,8
1978 Janvier .....	598	584	5.194	1.344	1.122	314,8	54,5
Février .....	572	527	4.772	1.253	1.009	271,4	52,9
Mars .....	593	593	5.403	1.407	1.225	351,5	64,2
Avril .....	591	r 575	r 5.043	1.374	1.208	351,7	57,6
Mai .....	618	580	5.406	1.412	1.140	319,0	57,7

<sup>1</sup> Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

<sup>2</sup> A partir de juillet 1977, trafic rail seulement, l'exploitation des services d'autobus étant transférée à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.

**V - 1b. — Navigation maritime**

**V - 1c. — Navigation intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics <sup>1</sup>	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonne- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1970 .....	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971 .....	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972 .....	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973 .....	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974 .....	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975 .....	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976 .....	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977 .....	5.689	3.054	2.721	737	919	288	2.090	628	126	8.410	480
1976 1 <sup>er</sup> trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
2 <sup>e</sup> trimestre ..	5.847	3.404	2.027	724	760	304	1.938	434	105	9.013	560
3 <sup>e</sup> trimestre ..	5.751	3.195	2.344	881	816	454	2.112	795	136	8.216	479
4 <sup>e</sup> trimestre ..	5.416	3.510	2.502	792	981	374	1.934	652	151	8.705	508
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	5.574	3.051	2.559	803	915	329	2.070	624	106	8.199	469
2 <sup>e</sup> trimestre ..	5.957	3.171	2.641	774	953	326	2.088	665	139	8.997	504
3 <sup>e</sup> trimestre ..	5.661	3.181	2.734	730	884	281	2.159	668	118	8.193	456
4 <sup>e</sup> trimestre ..	5.556	2.813	2.950	642	923	217	2.043	555	142	8.253	491
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	5.296						2.145			7.968	477
1977 Avril .....	6.006	2.858	2.488	860	765	286	1.892	644	134	8.781	510
Mai .....	5.867	3.039	2.466	781	887	238	2.301	815	133	8.742	480
Juin .....	5.997	3.616	2.970	680	1.207	454	2.072	537	150	9.468	523
Juillet .....	5.980	3.162	2.369	702	935	206	2.002	733	88	6.638	366
Août .....	5.515	3.411	2.295	717	921	273	2.357	653	128	9.243	502
Septembre ...	5.488	2.969	3.539	770	797	363	2.118	618	137	8.697	501
Octobre .....	5.784	2.599	3.028	605	1.401	278	2.074	437	162	8.600	507
Novembre ....	5.120	2.637	2.875	593	694	146	2.016	492	139	8.344	490
Decembre ....	5.763	3.203	2.946	728	674	226	2.039	737	124	7.814	477
1978 Janvier .....	5.360	2.390	2.485	882	668	342	2.235	694	144	7.917	464
Février .....	5.131						2.044			7.275	450
Mars .....	5.397						2.155			8.712	517
Avril .....							1.976				470

<sup>1</sup> Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

**Y - 2. — TOURISME**

Nuits passées par les touristes en Belgique <sup>1</sup>  
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1970 .....	2.236	1.662	92	132	109	87	43
1971 .....	2.288	1.682	100	147	100	99	44
1972 .....	2.263	1.782	90	145	95	95	42
1973 .....	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974 .....	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975 .....	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976 .....	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977 .....	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1975 4 <sup>e</sup> trimestre .....	666	362	46	45	36	43	34
1976 1 <sup>er</sup> trimestre .....	471	223	42	29	33	34	26
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.228	1.577	80	149	120	118	50
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.909	4.674	128	453	164	242	61
4 <sup>e</sup> trimestre .....	679	376	42	43	41	42	33
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	480	232	36	34	29	33	27
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.268	1.602	77	162	114	123	54
3 <sup>e</sup> trimestre .....	5.801	4.631	117	400	147	242	63
4 <sup>e</sup> trimestre .....	702	381	42	48	43	46	39
1976 Décembre .....	641	413	33	37	26	27	22
1977 Janvier .....	423	205	32	27	24	28	25
Février .....	450	217	36	35	28	29	24
Mars .....	567	274	41	39	35	42	32
Avril .....	1.675	1.212	69	59	97	83	37
Mai .....	2.337	1.674	89	188	82	111	55
Juin .....	2.793	1.921	74	238	164	174	69
Juillet .....	8.643	7.014	108	789	160	298	65
Août .....	6.863	5.620	162	305	172	312	61
Septembre .....	1.897	1.260	80	105	110	117	62
Octobre .....	845	409	50	72	67	69	52
Novembre .....	617	319	44	35	37	38	37
Décembre .....	643	415	31	38	25	30	27

<sup>1</sup> Y compris les nuitées de camping.

## Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

### a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Toxtils et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1970 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971 .....	105	107	100	120	120	103	107	122	107	108	104
1972 .....	115	122	100	138	129	113	115	140	126	121	112
1973 .....	129	136	98	160	155	124	135	172	141	138	121
1974 .....	151	157	97	191	185	141	155	205	176	163	127
1975 .....	167	170	98	225	217	165	169	213	204	183	129
1976 .....	192	189	98	264	236	189	195	247	237	211	137
1977 .....	p 204	205	93	302	254	p 203	p 208	p 265	p 257	p 228	p 140
1976 1 <sup>er</sup> trimestre .....	176	165	96	235	212	171	166	220	224	192	127
2 <sup>e</sup> trimestre .....	198	183	100	260	233	189	213	240	242	215	140
3 <sup>e</sup> trimestre .....	185	184	96	262	239	191	173	241	224	206	132
4 <sup>e</sup> trimestre .....	210	223	101	299	258	203	229	285	257	234	147
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 192	180	91	274	230	p 190	p 179	p 240	p 250	p 212	p 131
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 211	201	94	303	252	p 205	p 223	p 265	p 269	p 234	p 144
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 191	201	90	293	257	p 199	p 188	p 253	p 239	p 217	p 133
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 220	239	94	337	275	p 219	p 240	p 302	p 271	p 249	p 151
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 198	193	84	310	240	p 203	p 184	p 246	p 267	p 224	p 134
1977 Mai .....	p 210	198	92	296	243	p 201	p 229	p 261	p 263	p 231	p 142
Juin .....	p 217	207	95	297	253	p 210	p 207	p 279	p 277	p 237	p 145
Juillet .....	p 177	206	91	290	266	p 192	p 189	p 235	p 219	p 207	p 127
Août .....	p 185	194	90	285	251	p 196	p 162	p 250	p 238	p 210	p 129
Septembre .....	p 211	203	90	305	255	p 209	p 213	p 274	p 261	p 234	p 142
Octobre .....	p 208	206	92	324	259	p 209	p 236	p 268	p 255	p 235	p 143
Novembre .....	p 199	216	86	303	249	p 201	p 206	p 261	p 252	p 225	p 136
Décembre .....	p 254	294	105	384	318	p 248	p 279	p 378	p 305	p 287	p 173
1978 Janvier .....	p 186	189	85	307	232	p 194	p 184	p 228	p 248	p 213	p 128
Février .....	p 187	180	80	294	225	p 195	p 148	p 241	p 260	p 211	p 127
Mars .....	p 221	211	88	331	263	p 219	p 221	p 270	p 292	p 247	p 148
Avril .....	p 213	204	85	322	249	p 210	p 228	p 257	p 273	p 237	p 143
Mai .....	p 218	213	87	325	256	p 215	p 215	p 285	p 279	p 243	p 146

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

### Y - 3b. — Ventes à tempérament

#### 1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)			Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)			Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)					
	Total	Financement par		Total	Financement par		Total	Financement par				
		vendeurs	banques		organismes de financement ou particuliers	vendeurs		banques	organismes de financement ou particuliers	vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.448	803	210	435	51,2	12,3	18,6	20,3	21,8	6,5	6,6	8,7
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.485	808	208	469	55,7	13,6	20,3	21,8	20,4	5,8	6,4	8,2
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.473	760	322	391	63,4	14,5	28,1	20,8	23,1	6,0	9,3	7,8
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.597	796	315	486	65,5	14,4	29,2	21,9	20,6	5,2	8,5	6,9

#### 2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)			Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)				
	Total	Financement par		Total	Financement par			
		vendeurs	banques		organismes de financement ou particuliers	vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1974 2 <sup>e</sup> semestre .....	54	38	2	14	343	94	67	182
1975 1 <sup>er</sup> semestre .....	54	38	2	14	373	95	114	164
2 <sup>e</sup> semestre .....	56	40	2	14	383	120	78	185
1976 1 <sup>er</sup> semestre .....	60	43	1	16	436	128	63	245
2 <sup>e</sup> semestre .....	50	35	1	14	543	162	60	321
1977 1 <sup>er</sup> semestre .....	49	33	4	12	691	160	166	365

#### 3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1974 2 <sup>e</sup> semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 <sup>e</sup> semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	898	5	1	1	101	18	9	155	84	7	495	22
2 <sup>e</sup> semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	853	5	1	1	96	16	7	150	67	7	486	17
Crédits accordés (milliards de francs)												
1974 2 <sup>e</sup> semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 <sup>e</sup> semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	21,8	1,7	0,2	0,3	11,2	1,1	0,2	0,3	0,3	1,7	3,7	1,1
2 <sup>e</sup> semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	23,1	2,5	0,2	0,3	12,0	1,0	0,2	0,2	0,3	1,9	3,4	1,1
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1974 2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0
1975 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	7,5	0,9	2,1	44,9	4,4	0,8	1,7	2,2	8,7	21,7	5,1
1976 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	7,9	0,9	1,3	51,4	4,9	1,0	1,3	1,3	7,8	17,2	5,0
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1
1977 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	10,7	0,9	1,2	51,9	4,5	1,0	1,0	1,1	8,3	14,8	4,6

**Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

Opérations de débit

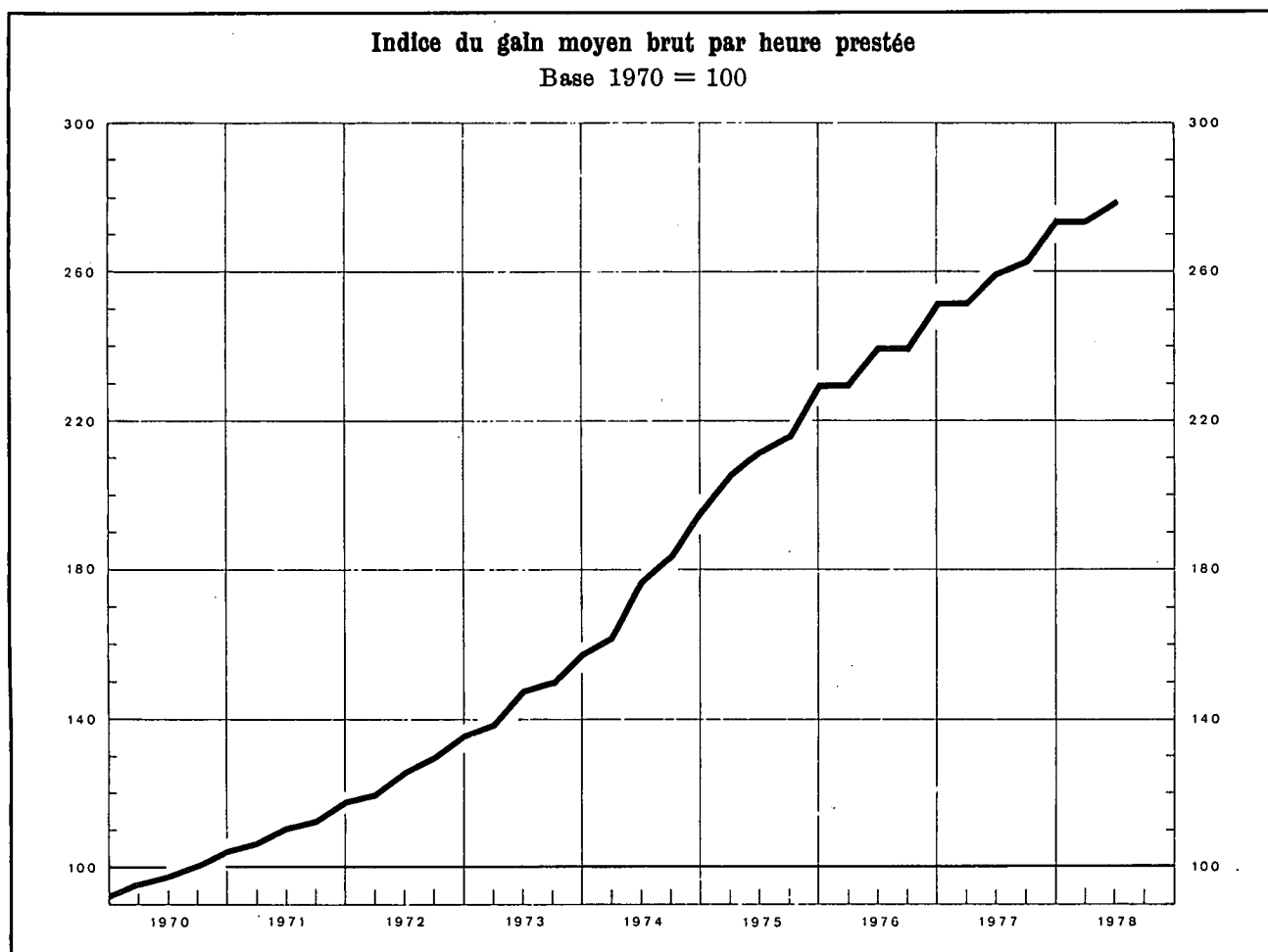
Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1970 .....	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971 .....	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972 .....	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973 .....	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974 .....	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975 .....	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 <sup>2</sup> .....	32	1	<sup>e</sup> 254	10.405	2.933	10.406	<sup>e</sup> 3.187	2.896	398	13.302	<sup>e</sup> 3.585
1977 .....	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	32	3	512	10.291	2.654	10.294	3.166	3.013	395	13.307	3.561
3 <sup>e</sup> trimestre .....	32	3	447	10.066	2.909	10.069	3.356	2.637	400	12.706	3.756
4 <sup>e</sup> trimestre <sup>2</sup> .....	32	2	289	11.439	3.500	11.441	3.789	2.807	427	14.248	4.216
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	32	2	301	11.562	3.689	11.564	3.990	2.722	428	14.286	4.418
2 <sup>e</sup> trimestre .....	31	2	283	12.058	3.721	12.060	4.004	2.691	435	14.751	4.439
3 <sup>e</sup> trimestre .....	30	2	245	11.909	3.838	11.911	4.083	2.409	396	14.320	4.479
4 <sup>e</sup> trimestre .....	30	2	325	14.189	4.192	14.191	4.517	2.676	428	16.867	4.945
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	29	2	309	13.687	4.096	13.689	4.405	2.466	419	16.155	4.824
2 <sup>e</sup> trimestre .....	27	2	283	14.198	4.118	14.200	4.401	2.453	439	16.653	4.840
1977 Juin .....	31	2	355	13.565	4.138	13.567	4.493	2.910	477	16.477	4.970
Juillet .....	31	1	253	10.996	3.869	10.997	4.122	2.360	385	13.357	4.507
Août .....	30	1	231	11.861	3.743	11.862	3.974	2.415	399	14.277	4.373
Septembre .....	30	2	251	12.871	3.902	12.873	4.153	2.452	403	15.325	4.556
Octobre .....	30	2	236	13.213	4.234	13.215	4.470	2.569	412	15.784	4.882
Novembre .....	30	2	421	13.780	4.343	13.782	4.764	2.461	380	16.243	5.144
Décembre .....	30	2	318	15.575	3.998	15.577	4.316	2.998	493	18.575	4.809
1978 Janvier .....	30	2	262	13.635	3.884	13.637	4.146	2.548	405	16.185	4.551
Février .....	30	2	349	12.487	4.058	12.489	4.407	2.256	399	14.745	4.806
Mars .....	29	2	318	14.939	4.345	14.941	4.663	2.594	454	17.535	5.117
Avril .....	29	2	247	12.847	3.556	12.849	3.803	2.243	387	15.092	4.190
Mai .....	29	2	316	15.379	4.648	15.381	4.964	2.576	448	17.957	5.412
Juin .....	27	2	287	14.368	4.149	14.370	4.436	2.539	482	16.909	4.918

<sup>1</sup> Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.  
<sup>2</sup> Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)* — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



#### Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels <sup>3</sup>			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire <sup>2</sup>	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1970 .....	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972 .....	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973 .....	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974 .....	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975 .....	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976 .....	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1977 .....	262	249	263	270	259,9	257,0	235,5	222,6
1976 Juin .....	240	225	237	246	233,3	232,4	215,0	204,2
Septembre .....	240	230	242	246	239,5	237,4	219,9	208,3
Décembre .....	252	235	247	258	244,9	243,3	223,9	212,4
1977 Mars .....	252	241	254	259	252,4	251,0	229,4	217,2
Juin .....	260	247	261	268	258,3	255,2	233,0	220,6
Septembre .....	263	252	265	271	262,2	258,9	237,5	224,3
Décembre .....	274	256	270	282	266,8	263,1	242,1	228,4
1978 Mars .....	p 273	p 258	p 273	282	269,9	266,0	244,3	229,9
Juin .....	p 278	p 264	p 279	p 287	273,7	269,8	247,6	233,2

\* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

<sup>1</sup> Non compris les ouvriers du transport.

<sup>2</sup> Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

<sup>3</sup> Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

**VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE**

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1975 octobre	1976 avril	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre
<i>Industries extractives</i> <sup>1</sup> :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond) .....	204,33	211,79	220,25	235,75	241,31
Préparation du charbon (ouvriers de la surface) .....	160,09	167,81	174,50	183,19	189,37
Total des industries extractives .....	183,57	192,17	199,45	211,15	217,63
<i>Industries manufacturières</i> <sup>2</sup> :					
Cokeries .....	177,29	187,43	194,47	203,68	211,00
Raffinage de pétrole .....	224,19	241,42	255,77	265,45	274,41
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude .....	201,36	213,28	—	—	—
Production et première transformation des métaux .....	177,88	189,34	200,99	210,06	217,57
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	150,56	160,83	168,57	180,13	188,22
Industrie chimique .....	162,95	173,28	180,46	196,55	202,87
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	166,86	178,66	182,82	201,23	191,48
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et du matériel de transport) .....	147,13	154,23	160,02	171,94	174,84
Construction de machines et de matériel mécanique .....	153,05	161,97	167,56	176,79	183,22
Construction électrique et électronique .....	145,37	156,16	160,52	169,32	173,48
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	172,60	185,30	188,41	200,79	203,29
Construction d'autre matériel de transport .....	170,50	174,60	180,13	193,18	194,46
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires .....	135,98	143,41	147,94	158,25	164,09
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac .....	135,71	146,90	153,17	161,69	170,51
Industrie textile .....	123,07	131,64	135,63	144,12	145,47
Industrie du cuir .....	114,78	123,06	130,70	137,57	145,60
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	102,88	110,50	112,74	120,27	122,59
Industrie du bois et du meuble en bois .....	133,64	143,56	147,43	159,90	163,09
Industrie du papier, imprimerie et édition .....	152,29	161,48	167,25	175,92	179,74
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	140,95	148,62	153,67	163,56	170,34
Total des industries manufacturières .....	144,32	154,10	159,68	169,83	174,59
dont : hommes .....	155,79	166,24	172,73	183,37	188,69
femmes .....	111,06	118,92	121,85	130,60	133,39
<i>Bâtiment et génie civil</i> <sup>1</sup> .....	150,55	163,16	172,29	185,49	190,50
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total <sup>2</sup> .....	146,85	157,05	163,28	173,98	178,88

<sup>1</sup> Hommes seulement.

<sup>2</sup> Hommes et femmes.



VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE<sup>1</sup>

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1975 octobre	1976 avril	1976 octobre	1977 avril	1977 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides .....	46.997	48.122	48.203	53.438	52.698
Total des industries extractives .....	44.888	46.312	46.769	51.387	51.808
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries .....	44.204	46.922	47.611	51.523	53.287
Raffinage de pétrole .....	51.512	56.214	57.121	62.819	64.057
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude <sup>2</sup> .....	51.016	54.539	44.816	49.788	51.812
Production et première transformation des métaux .....	44.915	47.122	49.082	52.550	53.621
Industrie des produits minéraux non métalliques .....	37.416	39.820	41.138	43.532	45.739
Industrie chimique .....	41.215	43.564	44.829	48.108	49.809
Production de fibres artificielles et synthétiques .....	49.025	53.287	55.300	59.199	58.871
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) .....	37.187	38.815	40.486	43.192	43.966
Construction de machines et de matériel mécanique .....	38.612	40.019	42.017	43.837	45.231
Construction électrique et électronique .....	38.675	40.779	42.054	44.920	46.384
Construction d'automobiles et pièces détachées .....	41.589	43.469	45.066	48.227	48.619
Construction d'autre matériel de transport .....	40.935	42.990	43.831	46.588	47.818
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	35.499	36.873	38.769	41.697	42.539
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac .....	34.694	36.608	38.285	40.492	42.038
Industrie textile .....	33.318	35.161	36.528	38.346	39.809
Industrie du cuir .....	33.889	36.597	37.854	39.894	39.758
Industrie des chaussures et de l'habillement .....	27.383	28.677	29.918	30.716	32.578
Industrie du bois et du meuble en bois .....	31.700	33.165	35.374	36.564	38.220
Industrie du papier, imprimerie et édition .....	36.583	38.384	40.023	42.266	43.299
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	36.763	38.407	40.404	42.830	44.752
Total des industries manufacturières .....	38.161	40.058	41.470	44.020	45.344
dont : hommes .....	42.270	44.326	45.958	48.741	50.140
femmes .....	24.722	26.098	27.191	29.002	30.087
Bâtiment et génie civil .....	35.935	37.696	39.320	41.715	42.888
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total .....	37.957	39.886	41.422	44.018	45.288

<sup>1</sup> Hommes et femmes.

<sup>2</sup> A partir d'octobre 1976, données relatives au personnel total de la branche.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service de Conjoncture (I.R.E.S.). — Rapport annuel de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Statistiques*

*économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation, XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 5, novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».*

## VII. — INDICES DE PRIX

### 1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1970 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972 .....	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973 .....	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974 .....	233,8	177,5 <sup>4</sup> 205,9 <sup>5</sup>	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975 .....	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976 .....	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1977 .....	281,3	215,2	302,1	274,0	314,5	508,0	225,9	186,8
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	257,6	201,7	274,1	225,1	295,8	461,8	224,4	184,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	267,1	204,7	279,1	225,4	302,8	462,5	248,1	188,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	275,5	201,0	281,7	231,7	303,7	468,4	253,8	182,5
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	295,1	223,0	303,2	276,3	315,1	493,8	246,9	190,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	298,3	225,2	312,7	301,6	317,6	509,8	240,3	185,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	269,3	206,2	296,8	260,8	312,6	511,4	213,6	185,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	262,7	206,3	295,8	257,3	312,7	516,7	202,6	186,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	250,5	219,3	302,4	266,1	318,5	526,8	206,5	189,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	263,2	222,8	300,3	258,2	318,9	521,3	210,2	193,1
1977 Août .....	265,7	203,2	295,1	252,7	313,8	513,4	213,3	186,5
Septembre .....	267,8	202,6	292,5	251,3	310,7	514,4	203,7	182,8
Octobre .....	266,4	200,9	290,4	241,4	312,1	515,3	204,5	184,8
Novembre .....	263,8	204,8	296,1	260,4	311,9	516,6	200,5	185,5
Décembre .....	257,8	213,2	300,8	270,2	314,1	518,3	202,7	188,5
1978 Janvier .....	252,2	217,9	303,2	268,8	318,5	527,1	204,4	189,9
Février .....	249,1	220,0	302,8	268,3	318,0	526,4	205,9	188,7
Mars .....	250,0	219,9	301,1	261,0	318,8	527,0	209,0	188,6
Avril .....	258,0	220,2	299,5	261,4	316,4	522,3	206,5	188,3
Mai .....	263,1	223,1	300,8	259,6	318,9	520,8	211,7	192,9
Juin .....	268,4	225,0	300,7	253,9	321,3	521,0	212,4	198,0
Juillet .....	256,6	223,0	296,3	234,0	323,7	521,5	217,0	200,8
Août .....	257,5	226,2	301,4	236,2	330,2	525,4	222,9	210,1

<sup>1</sup> Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

<sup>2</sup> Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

<sup>3</sup> Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie

<sup>4</sup> Moyenne de janvier à mai 1974.

<sup>5</sup> Moyenne de juin à décembre 1974.

**VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHESES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT <sup>1</sup>**

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidérurgie	Métaux non-ferreux
1970 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972 .....	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973 .....	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974 .....	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975 .....	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976 .....	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1977 .....	167,6	374,3	201,7	208,6	238,8	237,7	612,0	225,3	277,7	221,5	269,2	197,5	166,8	156,9
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	203,6	269,4	148,3	191,9	205,8	213,7	557,4	226,0	208,1	234,0	258,4	195,8	184,9	144,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	192,8	269,2	172,9	192,0	206,5	214,4	558,0	259,1	212,8	234,0	268,4	192,8	183,7	150,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	169,3	288,9	179,3	197,8	224,5	212,1	567,1	262,5	262,7	234,0	279,2	203,4	172,9	136,6
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	174,4	377,1	209,8	203,3	228,4	220,0	599,4	252,6	263,3	234,0	278,1	198,5	166,6	160,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	168,7	428,5	240,9	202,0	232,6	247,8	610,7	239,0	307,1	234,0	275,0	189,8	165,1	153,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	157,2	355,3	180,3	209,8	240,9	239,9	616,0	206,7	278,2	225,3	267,7	198,1	171,0	151,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	170,0	336,5	175,6	219,3	253,3	242,9	622,2	202,6	262,2	192,9	255,7	203,6	164,1	162,9
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	182,5	334,7	195,9	243,7	270,3	283,0	620,7	210,9	282,7	176,9	257,5	202,9	177,5	160,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	189,5	304,3	222,7	252,0	269,6	283,0	613,1	216,0	285,7	176,9	256,8	217,4	186,4	161,2
1977 Août .....	154,2	338,4	178,7	209,8	243,1	239,6	618,8	203,9	275,2	234,0	272,7	196,5	173,0	150,7
Septembre .....	160,3	336,9	165,0	210,7	237,3	239,3	620,4	198,5	272,2	203,0	251,7	212,3	168,5	152,2
Octobre .....	164,6	308,9	165,3	215,4	245,8	241,0	621,0	203,6	259,3	199,7	254,8	208,6	164,3	159,0
Novembre .....	171,8	343,2	174,8	216,8	252,9	242,2	622,3	201,5	250,4	190,5	254,9	204,1	163,1	161,9
Décembre .....	173,5	357,5	186,8	225,7	261,2	245,6	623,3	202,8	276,9	188,3	257,3	198,4	165,0	167,8
1978 Janvier .....	179,4	346,4	188,4	237,4	268,6	281,1	621,8	208,8	274,9	176,9	257,9	200,9	175,2	163,8
Février .....	182,9	341,8	190,5	242,9	268,9	283,0	620,2	210,3	281,3	176,9	257,0	202,0	178,4	159,0
Mars .....	185,2	316,0	208,7	250,8	273,5	285,0	620,2	213,6	291,8	176,9	257,5	206,0	178,9	157,6
Avril .....	190,0	311,9	218,2	249,5	273,0	284,7	613,6	210,7	286,9	176,9	258,0	204,2	179,2	156,7
Mai .....	189,5	308,2	223,1	249,4	267,1	281,6	612,9	218,3	283,6	176,9	255,0	216,5	188,3	160,8
Juin .....	188,9	292,8	226,6	257,0	268,6	282,7	612,9	219,0	286,8	176,9	257,4	231,4	191,9	166,3
Juillet .....	187,9	246,3	222,1	268,4	272,0	284,1	612,9	222,2	295,8	185,4	265,3	228,8	194,5	167,7
Août .....	188,1	251,3	219,7	270,3	272,7	297,9	612,9	229,8	303,2	185,4	271,5	240,9	204,6	177,4

<sup>1</sup> Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des États-Unis.

## VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE <sup>1</sup>

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication			
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis	
1970 .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1	101,1
1972 .....	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6	104,6
1973 .....	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	118,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1	108,1
1974 .....	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8	126,8
1975 .....	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6	135,6
1976 .....	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5	152,2	150,1	140,8	140,8
1977 .....	150,6	156,8	158,7	155,6	149,3	153,6	144,0	173,3	133,1	154,0	137,9	160,7	153,1	151,9	145,3	145,3
1976 2 <sup>e</sup> trimestre ..	146,4	147,6	152,1	143,7	146,3	148,4	147,2	172,3	133,6	146,3	137,2	151,0	152,5	150,4	140,0	140,0
3 <sup>e</sup> trimestre ..	148,3	148,0	150,2	146,0	148,6	151,3	148,4	174,5	134,4	154,2	136,5	151,5	155,1	153,2	141,7	141,7
4 <sup>e</sup> trimestre ..	149,6	156,5	153,6	159,3	148,1	152,1	144,0	173,7	130,8	153,4	138,3	154,7	153,2	151,8	142,5	142,5
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	152,5	160,4	154,5	166,4	150,7	153,6	149,0	176,0	133,9	155,7	139,6	159,2	156,6	154,2	144,9	144,9
2 <sup>e</sup> trimestre ..	152,3	163,3	156,8	169,5	149,9	153,8	145,7	174,2	133,2	154,4	137,9	159,9	154,8	152,6	145,1	145,1
3 <sup>e</sup> trimestre ..	149,6	154,3	161,0	148,6	148,6	153,7	141,6	172,0	132,7	153,7	137,2	161,0	151,6	150,5	145,5	145,5
4 <sup>e</sup> trimestre ..	148,1	149,3	162,4	138,0	148,0	153,1	139,7	171,1	132,7	152,3	136,9	162,9	149,4	150,3	145,6	145,6
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	146,3	145,7	161,2	132,7	146,6	153,0	136,5	166,9	131,4	152,1	137,3	163,6	147,5	147,5	145,5	145,5
2 <sup>e</sup> trimestre ..	147,2	145,9	157,4	136,1	147,7	154,2	138,9	166,9	133,0	152,8	136,3	165,4	149,8	148,2	146,2	146,2
1977 Juillet .....	150,6	158,5	157,5	159,4	148,9	154,0	142,3	172,8	132,6	155,3	137,0	160,1	152,9	150,7	145,2	145,2
Août .....	149,6	156,1	160,9	151,9	148,3	153,6	140,7	171,3	132,7	153,0	137,1	160,1	150,7	150,1	145,5	145,5
Septembre ...	148,5	148,3	164,6	134,6	148,7	153,6	141,8	171,9	132,8	152,6	137,6	162,9	151,1	150,6	145,9	145,9
Octobre .....	148,4	148,4	161,3	137,3	148,6	153,6	141,2	172,3	133,0	153,3	137,7	162,9	150,4	151,0	145,9	145,9
Novembre ....	148,3	150,5	161,6	140,9	147,9	153,0	139,9	170,9	132,3	152,6	136,7	162,9	149,5	150,0	145,5	145,5
Décembre ....	147,5	148,9	164,4	135,8	147,4	152,7	138,2	170,0	132,9	150,8	136,5	162,9	148,2	149,8	145,3	145,3
1978 Janvier .....	146,7	146,4	161,1	133,9	146,9	152,7	137,8	167,9	132,2	152,4	137,1	162,9	148,3	148,2	145,2	145,2
Février .....	145,8	144,6	161,8	130,2	146,3	152,8	135,9	166,5	130,7	151,8	137,3	163,0	147,0	146,9	145,4	145,4
Mars .....	146,4	146,2	160,6	133,9	146,7	153,4	135,8	166,2	131,3	152,0	137,4	164,8	147,3	147,2	145,9	145,9
Avril .....	147,1	146,4	157,9	136,4	147,5	153,9	138,0	166,8	132,4	152,3	137,7	164,8	149,2	147,6	146,3	146,3
Mai .....	147,3	146,6	158,9	136,0	147,6	154,2	138,7	166,8	133,4	152,5	135,6	164,8	149,5	148,5	145,8	145,8
Juin .....	147,3	144,9	155,5	135,8	148,1	154,4	139,8	167,1	133,4	153,4	135,7	166,7	150,7	148,5	146,3	146,3
Juillet .....	147,5	144,5	157,1	133,7	148,4	154,5	140,2	167,0	133,7	153,6	135,7	167,1	151,4	148,8	146,4	146,4

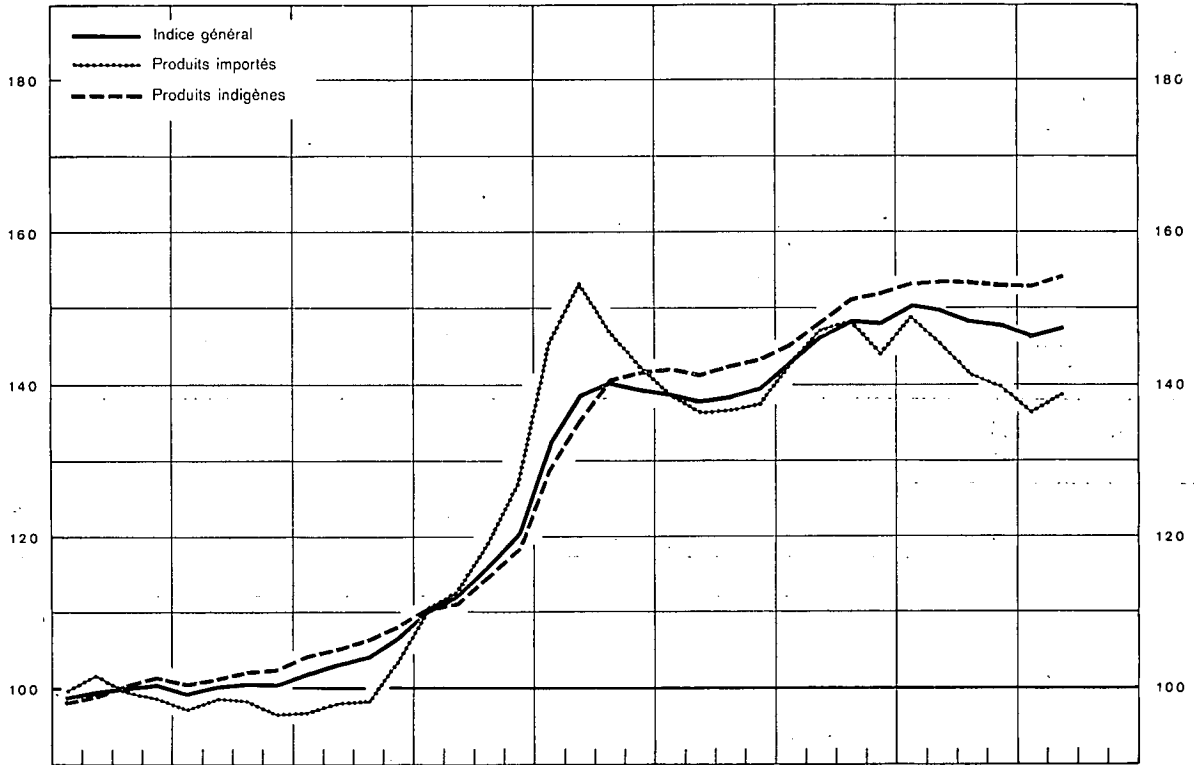
<sup>1</sup> Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

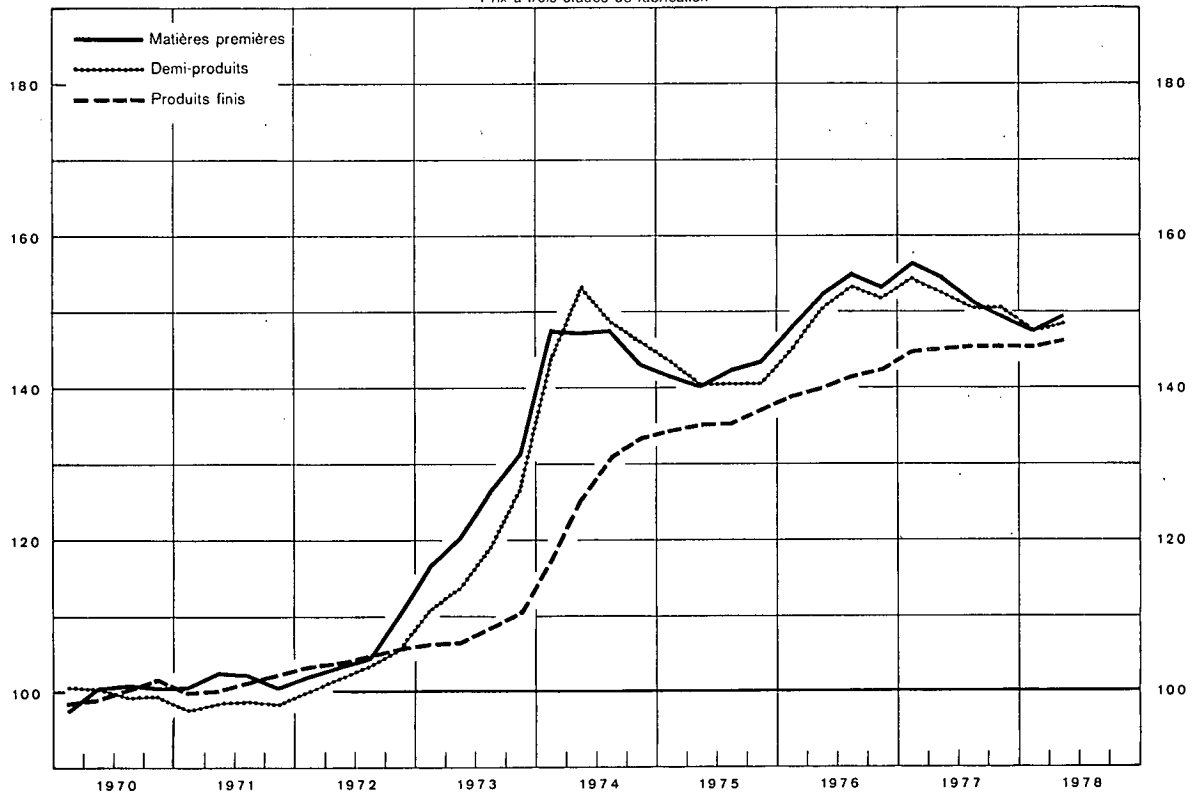
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Prix à trois stades de fabrication

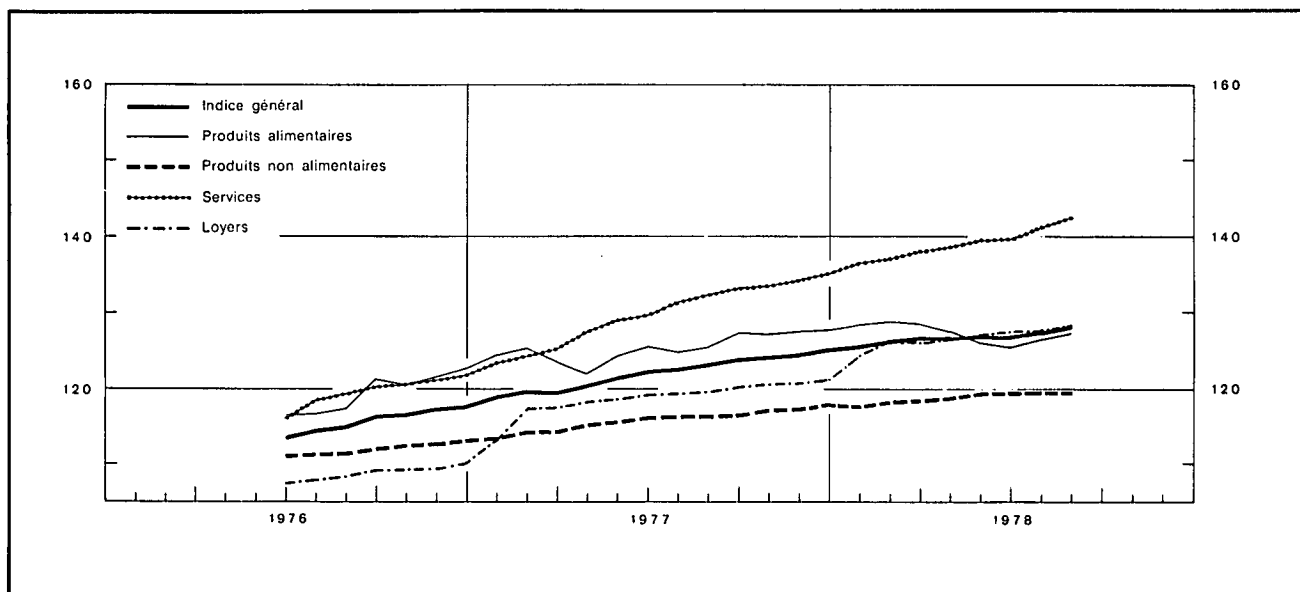


## VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers					
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque février 1972 .....	100,00	41,56	37,01	21,43	—					
De mars 1972 à mai 1976 ...	100,00	30,00	40,00	30,00	—					
Depuis juin 1976 .....	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00					
<b>Base 1971 = 100<sup>1</sup></b>										
1970 .....	95,84	98,13	95,67	92,69	—					
1971 .....	100,00	100,00	100,00	100,00	—					
1972 .....	105,45	106,60	102,80	107,61	—					
1973 .....	112,78	115,15	107,58	117,28	—					
1974 .....	127,08	125,94	122,69	134,02	—					
1975 .....	143,31	140,08	136,55	154,07	—					
1976 5 premiers mois .....	153,16	154,25	142,46	164,41	—					
<b>Base 2<sup>e</sup> semestre 1974 - 1<sup>er</sup> semestre 1975 = 100</b>										
1976 7 derniers mois .....	115,89	119,58	112,15	119,69	108,89					
1977 .....	122,30	125,46	116,00	129,94	118,92					
	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978
1 <sup>er</sup> trimestre .....	119,57	126,32	124,55	128,60	114,05	118,18	124,32	137,19	116,13	125,68
2 <sup>e</sup> trimestre .....	121,51	126,92	123,95	126,34	115,78	119,39	128,84	139,33	118,68	127,06
3 <sup>e</sup> trimestre .....	123,34		125,86		116,57		132,33		119,92	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	124,77		127,47		117,62		134,29		120,96	
Janvier .....	119,01	125,88	124,51	128,37	113,66	117,85	123,38	136,52	113,48	124,44
Février .....	119,91	126,38	125,38	128,85	114,22	118,17	124,28	137,04	117,42	126,45
Mars .....	119,80	126,70	123,77	128,59	114,27	118,51	125,29	138,00	117,49	126,16
Avril .....	120,45	126,80	121,98	127,49	115,25	118,90	127,68	138,67	118,17	126,67
Mai .....	121,66	126,97	124,35	126,03	115,79	119,53	129,01	139,61	118,69	127,06
Juin .....	122,42	126,98	125,51	125,50	116,30	119,75	129,82	139,70	119,19	127,46
Juillet .....	122,79	127,68	124,93	126,52	116,36	119,80	131,55	141,22	119,56	127,74
Août .....	123,18	128,26	125,38	127,19	116,54	119,88	132,22	142,51	119,94	128,22
Septembre .....	124,05		127,27		116,81		133,21		120,26	
Octobre .....	124,31		127,11		117,19		133,62		120,75	
Novembre .....	124,76		127,54		117,62		134,18		120,94	
Décembre .....	125,25		127,77		118,04		135,06		121,20	



<sup>1</sup> Pour passer de ces indices aux indices en base 2<sup>e</sup> semestre 1974 - 1<sup>er</sup> semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme

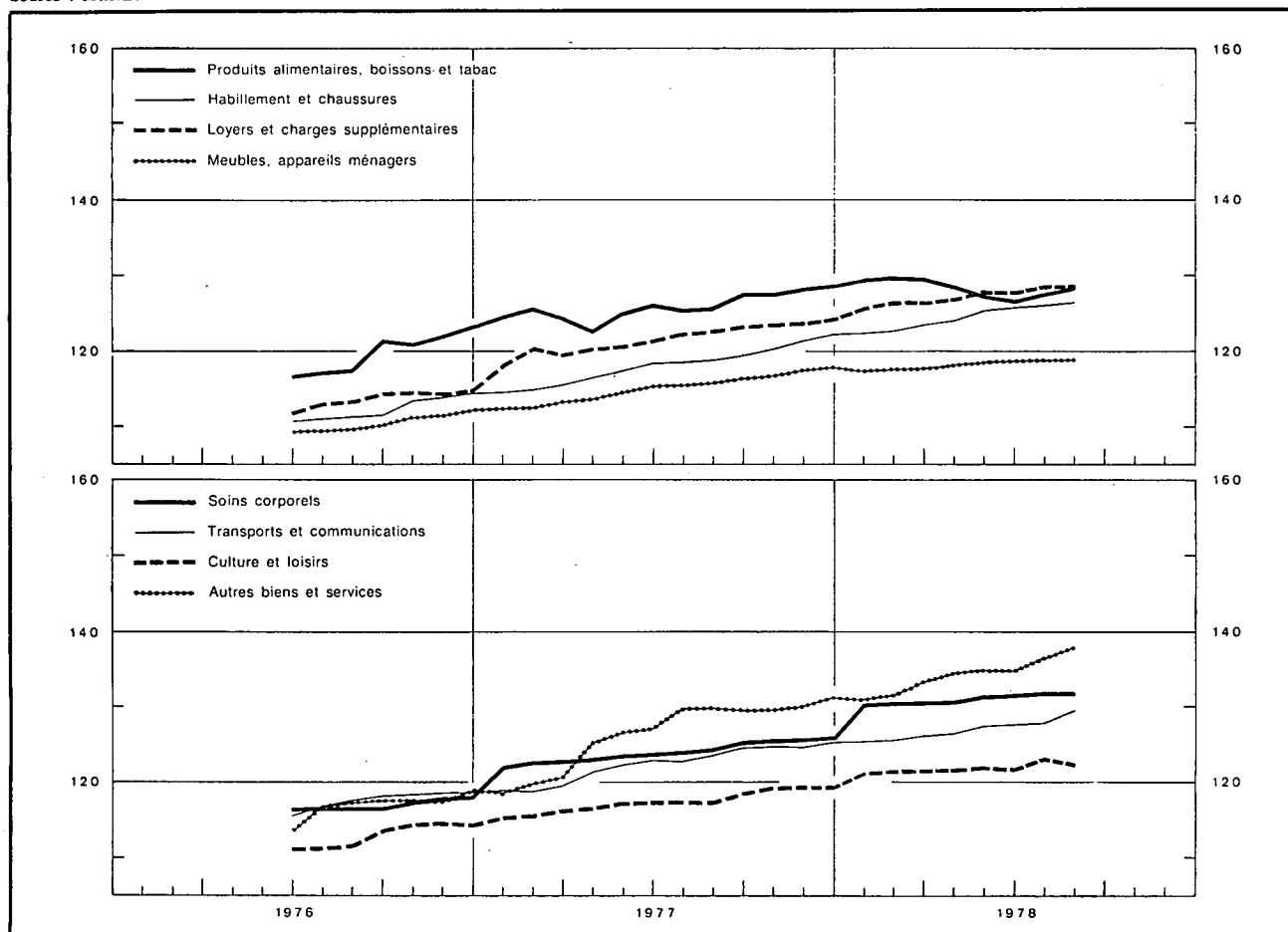
suit : l'indice général à 1,370; les produits alimentaires à 1,848; les produits non alimentaires à 1,804; les services à 1,458.

## VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2<sup>e</sup> semestre 1974 - 1<sup>er</sup> semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général .....	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977 .....	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	115,32	118,69	111,26	113,56	109,79	116,63	117,41	112,30	117,12
4 <sup>e</sup> trimestre .....	117,23	122,06	113,82	114,57	111,57	117,66	118,30	114,49	117,88
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	119,57	125,00	114,97	119,33	112,62	122,50	119,07	115,81	119,70
2 <sup>e</sup> trimestre .....	121,51	124,58	117,39	120,82	114,51	123,48	122,10	117,13	126,25
3 <sup>e</sup> trimestre .....	123,34	126,41	118,79	122,78	115,82	124,53	123,70	117,87	129,82
4 <sup>e</sup> trimestre .....	124,77	128,22	121,23	123,88	117,37	125,88	124,86	119,42	130,27
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	126,32	129,69	122,74	126,23	117,43	130,45	125,62	121,36	131,94
2 <sup>e</sup> trimestre .....	126,92	127,58	125,05	127,63	118,34	131,28	127,12	121,88	134,67
1977 Août .....	123,18	125,95	118,75	122,80	115,87	124,31	123,60	117,38	129,94
Septembre .....	124,05	127,75	119,34	123,17	116,26	125,26	124,61	118,72	129,63
Octobre .....	124,31	127,63	120,27	123,53	116,84	125,76	124,76	119,24	129,66
Novembre .....	124,76	128,27	121,35	123,94	117,44	125,86	124,65	119,53	130,03
Décembre .....	125,25	128,77	122,06	124,18	117,82	126,01	125,18	119,49	131,11
1978 Janvier .....	125,88	129,43	122,14	125,64	117,28	130,26	125,21	121,06	130,99
Février .....	126,38	129,93	122,66	126,54	117,39	130,48	125,59	121,46	131,61
Mars .....	126,70	129,71	123,43	126,52	117,62	130,60	126,07	121,56	133,22
Avril .....	126,80	128,67	124,05	127,03	118,01	130,75	126,36	121,74	134,30
Mai .....	126,97	127,29	125,18	127,92	118,34	131,49	127,34	121,98	134,93
Juin .....	126,98	126,79	125,93	127,93	118,68	131,61	127,66	121,91	134,77
Juillet .....	127,68	127,76	125,99	128,52	118,75	131,87	127,90	123,11	136,43
Août .....	128,26	128,44	126,16	128,58	118,77	131,84	129,46	122,56	137,96

\* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,37.  
Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

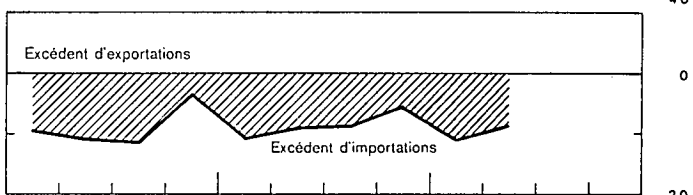
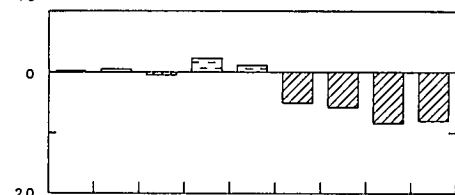
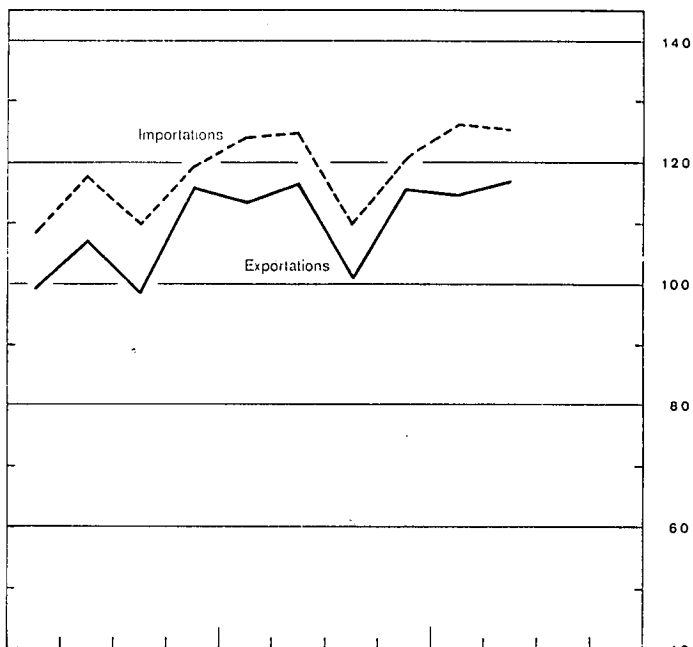
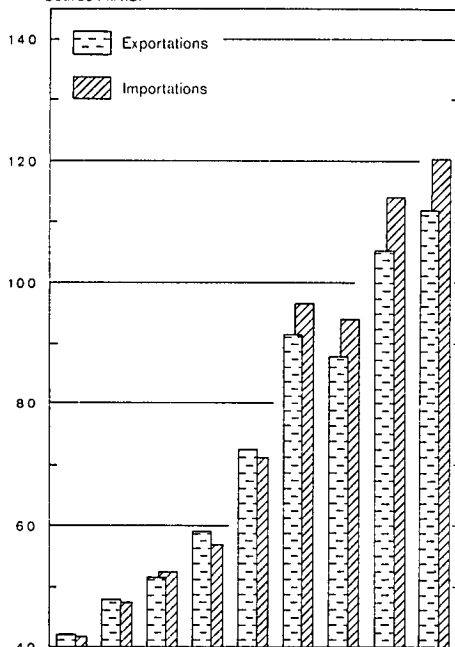
*Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

# VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

## IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

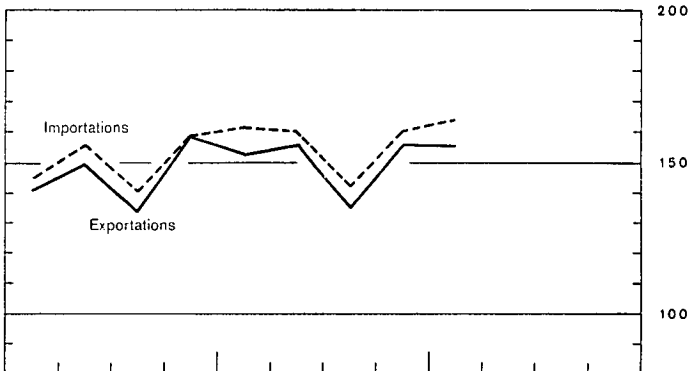
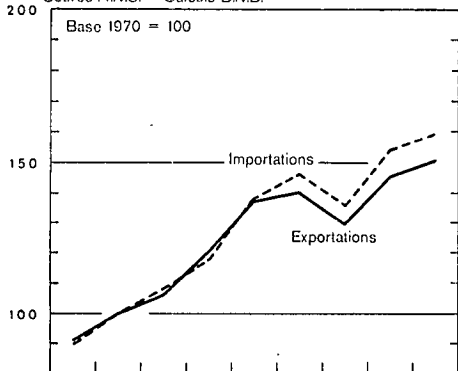
Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.



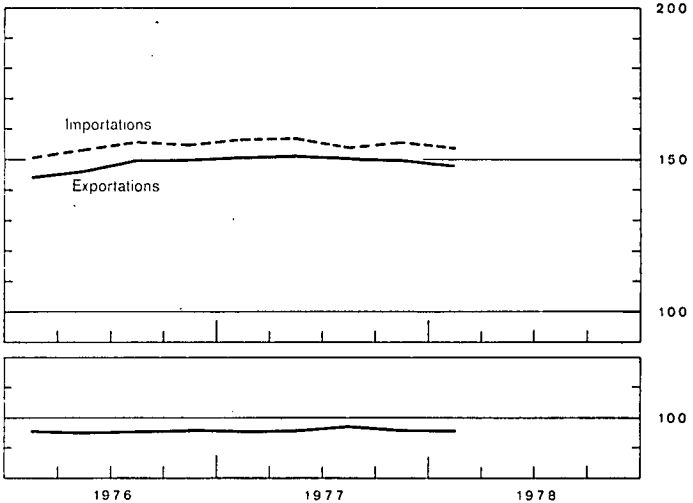
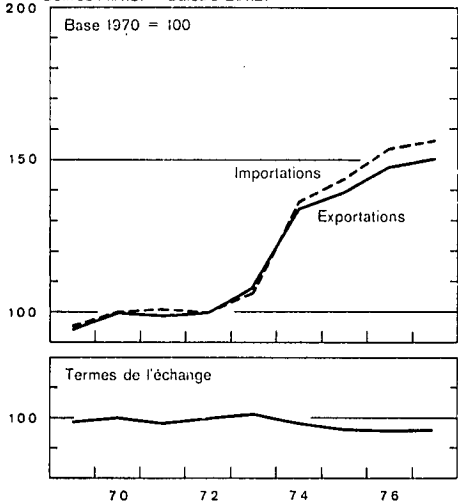
### INDICES DU VOLUME

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

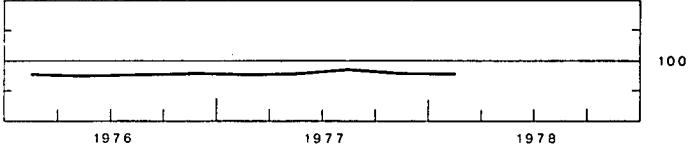
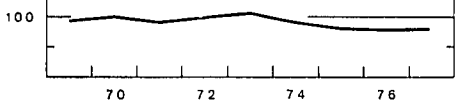


### INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



Termes de l'échange





**VIII. - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL**

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange <sup>1</sup>
1970 .....	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 .....	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972 .....	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973 .....	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974 .....	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975 .....	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976 .....	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977 .....	120,2	112,0	- 8,2	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	118,1	107,5	- 10,6	91	156,4	149,9	153,5	146,8	95,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110,0	98,8	- 11,2	90	141,3	134,8	156,1	150,1	96,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	119,6	116,3	- 3,3	97	159,4	159,0	155,2	150,1	96,7
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	124,4	113,8	- 10,6	91	162,2	152,8	157,1	150,9	96,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	125,3	116,6	- 8,7	93	160,7	156,0	157,3	151,5	96,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110,3	101,7	- 8,6	92	142,9	136,0	154,5	150,6	97,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	121,0	115,9	- 5,1	96	160,5	156,5	156,2	150,3	96,2
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	126,6	115,6	- 11,0	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	125,5	116,9	- 8,6	93					
1977 6 premiers mois .....	124,8	115,1	- 9,7	92	161,5	154,4	157,2	151,2	96,2
7 premiers mois .....	120,4	112,4	- 8,0	93					
8 premiers mois .....	119,7	109,0	- 10,7	91					
9 premiers mois .....	120,0	110,7	- 9,3	92	155,3	148,3	156,3	151,0	96,6
10 premiers mois .....	120,4	111,5	- 8,9	93					
11 premiers mois .....	120,4	111,2	- 9,2	92					
12 mois .....	120,2	112,0	- 8,2	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	123,1	112,9	- 10,2	92					
2 premiers mois .....	123,3	110,7	- 12,6	90					
3 premiers mois .....	126,7	115,6	- 11,1	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
4 premiers mois .....	125,6	115,7	- 9,9	92					
5 premiers mois .....	125,7	115,0	- 10,7	91					
6 premiers mois .....	126,1	116,3	- 9,8	92					

<sup>1</sup> Termes de l'échange =  $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$ .

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

## VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrics métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimiq- ues	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pétro- lière	Indus- trie alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Car- rières	Matér. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1970 .....	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971 .....	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972 .....	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973 .....	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974 .....	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975 .....	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976 .....	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 .....	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (Nouvelle série) .....	33,21	9,88	10,27	15,59	5,33	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	33,75	11,33	10,18	14,87	5,13	5,54	4,39	3,46	4,19	2,52	2,16	1,34	0,66	0,97	0,47	0,42	0,31	0,13	0,30	0,16	4,70	106,98
1976 3 <sup>e</sup> trimestre .....	27,34	10,49	8,67	14,27	5,01	5,38	3,96	6,65	3,91	2,26	1,76	1,19	0,64	0,79	0,39	0,37	0,30	0,15	0,25	0,17	4,30	98,25
1976 4 <sup>e</sup> trimestre .....	35,44	10,97	11,12	15,50	6,09	6,78	5,03	5,69	4,05	2,60	2,54	1,48	0,70	1,00	0,46	0,40	0,38	0,18	0,28	0,17	4,09	116,45
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	33,67	10,21	11,06	15,82	5,67	6,42	5,63	5,12	4,07	2,51	2,23	1,38	0,65	1,31	0,42	0,39	0,35	0,12	0,29	0,19	5,93	112,94
1977 2 <sup>e</sup> trimestre .....	34,08	10,45	10,35	16,33	6,08	6,60	5,54	5,89	4,34	2,63	2,18	1,42	0,72	1,40	0,46	0,44	0,35	0,14	0,37	0,25	5,87	115,87
1977 3 <sup>e</sup> trimestre .....	28,90	8,75	8,84	14,64	4,66	5,64	5,71	6,02	4,50	2,26	1,76	1,22	0,59	1,25	0,41	0,38	0,38	0,07	0,32	0,22	4,64	101,17
1977 4 <sup>e</sup> trimestre .....	35,11	9,82	10,64	15,89	5,08	6,37	6,38	6,43	4,47	2,57	2,35	1,49	0,62	1,37	0,43	0,42	0,39	0,11	0,37	0,21	5,37	115,89
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	33,91	10,44	10,59	16,83	5,27	6,67	7,68	4,29	4,29	2,41	2,10	1,44	0,62	1,29	0,38	0,40	0,43	0,19	0,32	0,22	5,43	115,20
1978 2 <sup>e</sup> trimestre .....	36,60	10,79	10,05	16,74	4,41	6,33	6,54	4,82	4,51	2,53	2,27	1,51	0,65	1,46	0,42	0,48	0,40	0,24	0,44	0,25	5,45	116,89
1977 6 premiers mois .....	34,20	10,33	10,71	16,09	5,88	6,52	5,58	5,50	4,21	2,57	2,19	1,40	0,69	1,36	0,44	0,41	0,35	0,13	0,33	0,22	5,66	114,75
1977 7 premiers mois .....	33,32	10,04	10,37	15,82	5,68	6,31	5,82	5,39	4,15	2,49	2,03	1,35	0,67	1,30	0,43	0,39	0,35	0,12	0,33	0,21	5,51	112,08
1977 8 premiers mois .....	32,10	9,72	9,96	15,49	5,48	6,18	5,46	5,27	4,21	2,46	2,02	1,32	0,65	1,30	0,42	0,40	0,34	0,11	0,32	0,21	5,33	108,76
1977 9 premiers mois .....	32,49	9,87	10,09	15,60	5,47	6,23	5,63	5,69	4,31	2,47	2,04	1,34	0,66	1,32	0,43	0,40	0,36	0,11	0,33	0,22	5,34	110,41
1977 10 premiers mois .....	32,52	9,94	10,22	15,67	5,44	6,30	5,72	5,84	4,31	2,51	2,08	1,36	0,66	1,32	0,43	0,41	0,37	0,11	0,33	0,22	5,59	111,34
1977 11 premiers mois .....	32,44	9,87	10,15	15,60	5,32	6,25	5,85	5,91	4,32	2,50	2,09	1,36	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,55	111,07
1977 12 mois .....	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	33,21	10,12	10,83	16,00	5,28	6,77	4,88	4,64	4,40	2,52	2,06	1,45	0,57	1,28	0,38	0,44	0,45	0,14	0,32	0,19	5,62	111,55
1978 2 premiers mois .....	32,29	9,68	10,18	15,82	4,65	6,10	5,59	3,90	4,11	2,33	1,99	1,35	0,56	1,24	0,36	0,37	0,42	0,16	0,30	0,19	5,17	106,76
1978 3 premiers mois .....	33,91	10,44	10,59	16,83	5,27	6,67	7,68	4,29	4,29	2,41	2,10	1,44	0,62	1,29	0,38	0,40	0,43	0,19	0,32	0,22	5,43	115,20
1978 4 premiers mois .....	34,43	10,60	10,61	16,67	4,77	6,69	7,52	4,28	4,40	2,44	2,16	1,45	0,63	1,30	0,39	0,42	0,43	0,21	0,35	0,23	5,23	115,21
1978 5 premiers mois .....	34,63	10,51	10,31	16,69	4,78	6,57	7,08	4,34	4,40	2,45	2,16	1,45	0,64	1,34	0,39	0,42	0,43	0,21	0,36	0,23	5,32	114,71
1978 6 premiers mois .....	35,35	10,62	10,34	16,83	4,84	6,51	7,12	4,56	4,41	2,47	2,19	1,48	0,64	1,38	0,40	0,44	0,42	0,22	0,38	0,23	5,45	116,27

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.  
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers <sup>1</sup>	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1970 .....	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971 .....	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972 .....	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973 .....	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974 .....	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975 .....	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976 .....	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977 .....	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1976 1 <sup>er</sup> trimestre ..	65,82	20,51	3,25	5,91	4,27	1,19	0,48	1,09	0,33	2,08	0,61	5,90	2,34	4,06	7,11	1,89	4,80	25,35	3,26	4,05	2,32	15,72	12,14	1,19	104,50
2 <sup>e</sup> trimestre ..	75,27	23,99	3,54	5,96	4,83	1,28	0,50	1,21	0,30	2,31	0,53	7,92	4,27	4,01	7,76	2,01	4,85	25,68	3,30	4,60	2,15	15,63	12,65	1,26	114,86
3 <sup>e</sup> trimestre ..	67,51	20,53	2,89	6,36	4,10	1,11	0,40	1,03	0,31	2,00	0,48	10,29	1,56	3,56	6,66	1,79	4,44	24,44	3,10	4,68	1,92	14,74	11,43	1,44	104,82
4 <sup>e</sup> trimestre ..	74,67	23,36	3,08	7,28	4,49	1,43	0,45	1,18	0,35	2,38	0,59	8,88	2,63	4,31	7,26	2,23	4,78	27,91	3,66	5,24	2,33	16,57	13,52	1,34	117,45
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	76,54	22,82	3,38	7,05	5,31	1,36	0,56	1,14	0,33	2,41	0,62	10,51	1,88	4,07	7,77	2,31	5,02	29,54	3,11	5,58	2,27	18,58	13,85	1,25	121,18
2 <sup>e</sup> trimestre ..	78,15	22,57	3,12	7,11	7,10	1,39	0,52	1,25	0,31	2,65	0,53	10,07	2,15	3,87	8,15	2,41	4,95	29,02	3,82	5,70	2,28	17,22	14,44	1,10	122,71
3 <sup>e</sup> trimestre ..	66,21	17,84	2,24	5,44	5,60	1,23	0,40	1,03	0,30	2,19	0,53	11,07	1,69	3,49	6,82	2,00	4,34	26,77	3,86	4,68	2,13	16,10	12,59	1,05	106,62
4 <sup>e</sup> trimestre ..	76,48	23,16	2,73	6,92	6,64	1,41	0,41	1,12	0,29	2,57	0,57	10,11	1,43	4,40	7,40	2,17	5,15	29,15	4,33	5,54	2,46	16,82	14,18	1,15	120,96
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	78,34	22,69	2,94	7,19	7,92	1,42	0,51	1,09	0,29	2,48	0,57	8,47	2,24	4,70	8,42	2,30	5,11	31,12	4,08	4,88	2,59	19,57	14,05	1,22	124,73

<sup>1</sup> Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES \*

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1976				1977				1978
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	162,9	159,0	163,1	165,2	163,4	164,5	165,0	159,3	161,4	160,0
Biens de consommation ...	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	148,4	137,8	137,8	142,1	143,4	147,8	147,4	151,2	150,4	149,9
Biens d'équipement .....	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	136,6	136,8	136,9	136,1	135,1	135,3	136,1	137,5	139,0	134,7
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>101,2</b>	<b>100,1</b>	<b>107,1</b>	<b>136,9</b>	<b>144,4</b>	<b>153,9</b>	<b>156,2</b>	<b>150,8</b>	<b>153,5</b>	<b>156,1</b>	<b>155,2</b>	<b>157,1</b>	<b>157,3</b>	<b>154,5</b>	<b>156,2</b>	<b>154,3</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	137,5	138,6	147,8	153,6	149,0	142,1	139,9	136,1	132,4	133,1
Fabrications métalliques ...	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	152,9	145,7	148,5	144,6	150,2	151,7	153,0	154,9	155,5	155,2
Métaux non ferreux .....	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	100,9	94,2	102,1	110,7	105,9	103,9	106,1	99,2	94,0	90,8
Textiles .....	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	136,3	128,3	128,5	132,9	133,4	135,1	136,2	137,1	136,9	136,4
Produits chimiques .....	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	148,4	151,9	152,7	152,4	151,3	151,6	147,1	146,3	147,4	142,3
Industrie houillère .....	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	180,2	162,4	176,4	137,8	150,2	186,7	187,9	177,3	177,9	170,3
Industrie pétrolière .....	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	303,8	298,4	302,0	313,5	311,9	306,0	310,9	302,6	298,0	290,4
Verres et glaces .....	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	123,9	120,0	120,6	120,9	120,7	120,0	125,1	128,4	125,9	125,1
Produits agricoles .....	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	150,6	147,3	143,8	147,2	146,9	150,9	151,1	152,1	153,4	150,6
Ciments .....	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	170,6	166,4	166,5	165,0	167,6	172,9	169,3	167,0	169,3	171,5
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	156,4	142,9	143,8	149,7	151,3	159,6	154,6	156,4	154,8	158,4
Carrières .....	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	146,2	144,2	142,5	145,0	143,2	146,9	143,4	148,7	149,5	153,9
Céramiques .....	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	197,7	186,2	184,3	193,7	198,3	200,8	199,6	202,1	203,1	194,9
Bois et meubles .....	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	157,7	137,8	141,0	143,9	144,3	150,8	157,5	159,5	162,4	151,5
Peaux, cuirs et chaussures .	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	148,0	128,3	139,9	146,9	144,1	150,2	152,9	148,2	139,4	148,1
Papier et livres .....	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	148,3	148,8	146,5	150,1	149,0	150,1	147,3	147,3	148,2	143,6
Tabacs manufacturés .....	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	149,3	145,2	129,2	140,5	144,3	150,0	150,3	146,7	150,5	151,7
Caoutchouc .....	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	150,9	145,2	147,3	147,4	149,1	149,0	147,5	152,4	153,4	150,7
Industries alimentaires .....	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	147,0	141,7	140,5	144,0	148,5	148,0	149,6	147,8	143,8	139,4
Divers .....	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	197,6	241,7	196,6	193,0	187,9	211,5	230,0	245,8	238,7	250,4	254,8
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>99,6</b>	<b>100,2</b>	<b>108,3</b>	<b>134,7</b>	<b>139,8</b>	<b>147,8</b>	<b>150,5</b>	<b>144,6</b>	<b>146,8</b>	<b>150,1</b>	<b>150,1</b>	<b>150,9</b>	<b>151,5</b>	<b>150,6</b>	<b>150,3</b>	<b>148,5</b>
<b>INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE <sup>1</sup></b>																	
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>98,4</b>	<b>100,1</b>	<b>101,1</b>	<b>98,4</b>	<b>96,8</b>	<b>96,0</b>	<b>96,4</b>	<b>95,9</b>	<b>95,6</b>	<b>96,2</b>	<b>96,7</b>	<b>96,1</b>	<b>96,3</b>	<b>97,5</b>	<b>96,2</b>	<b>96,2</b>

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

\* Voir N.B. au tableau VIII-1.

## VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME \*

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1976				1977				1978
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	143,2	130,0	145,0	129,4	144,2	145,8	144,7	127,7	145,4	146,4
Biens de consommation ...	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	209,4	196,5	199,6	183,2	208,4	216,3	211,2	190,8	210,4	224,7
Biens d'équipement .....	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	147,3	158,3	142,1	146,1	133,6	160,9	162,3	165,3	142,9	160,4	162,3
Ensemble ...	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	154,5	158,8	144,9	156,4	141,3	159,4	162,2	160,7	142,9	160,5	164,7
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	100,9	103,2	108,1	96,1	103,0	100,6	104,4	89,5	104,1	111,0
Fabrications métalliques ...	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	167,5	161,6	173,4	140,3	180,4	172,1	171,9	144,4	173,4	168,8
Métaux non ferreux .....	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	132,7	100,9	125,0	112,3	142,6	136,1	143,5	117,0	134,9	142,4
Textiles .....	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	134,7	140,1	141,8	117,3	149,9	147,0	137,0	116,2	139,9	138,5
Produits chimiques .....	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	212,8	183,6	196,7	189,4	206,5	211,0	219,4	199,7	216,1	240,0
Industrie houillère .....	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	40,9	54,5	49,3	70,1	74,8	44,4	50,5	27,2	39,6	39,5
Industrie pétrolière .....	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	173,3	105,2	102,9	190,8	162,7	149,7	169,5	178,2	193,1	132,2
Verres et glaces .....	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	115,2	100,9	114,1	101,5	127,1	119,2	118,0	98,6	123,6	118,1
Produits agricoles .....	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	162,9	163,4	152,9	147,4	181,7	170,1	173,6	148,7	167,1	180,2
Ciments .....	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	151,3	56,5	110,8	120,8	121,9	130,5	174,0	158,0	151,9	153,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	127,6	118,3	141,6	122,4	126,7	118,9	139,1	118,9	134,0	124,3
Carrières .....	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	123,2	107,2	138,5	111,4	135,0	117,3	133,6	116,4	122,8	102,3
Céramiques .....	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	146,3	115,8	143,7	112,5	126,9	124,0	151,5	135,8	166,4	143,8
Bois et meubles .....	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	165,0	173,8	184,3	146,7	207,9	177,6	169,3	135,6	177,8	173,9
Peaux, cuirs et chaussures .	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	104,5	112,6	113,6	105,7	112,4	104,8	114,6	94,0	103,5	98,4
Papier et livres .....	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	151,8	146,2	155,0	135,8	157,2	151,0	161,1	138,7	156,9	152,9
Tabacs manufacturés .....	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	193,0	181,9	186,3	166,0	207,1	180,4	185,0	201,0	205,1	220,8
Caoutchouc .....	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	231,4	230,8	220,9	179,1	230,8	231,7	245,7	209,9	246,3	223,3
Industries alimentaires .....	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	201,4	169,0	202,8	185,3	185,6	184,8	197,1	205,6	211,8	209,7
Divers .....	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	124,4	127,2	135,5	123,8	148,0	131,5	133,5	108,5	118,9	119,3
Ensemble ...	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	146,1	151,2	140,9	149,9	134,8	159,0	152,8	156,0	136,0	156,5	155,7

\* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,75	25,13	- 1,62	19,15	21,39	+ 2,24	20,16	18,80	- 1,36
1976 2 <sup>e</sup> trimestre	26,55	25,45	- 1,10	19,85	23,60	+ 3,75	20,56	18,23	- 2,33
3 <sup>e</sup> trimestre	24,23	23,72	- 0,51	16,29	19,67	+ 3,38	18,02	16,62	- 1,40
4 <sup>e</sup> trimestre	27,16	25,44	- 1,72	18,91	23,51	+ 4,60	21,89	20,45	- 1,44
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	27,19	25,34	- 1,85	20,48	23,00	+ 2,52	22,28	19,34	- 2,94
2 <sup>e</sup> trimestre	26,86	26,07	- 0,79	19,63	22,63	+ 3,00	21,03	19,71	- 1,32
3 <sup>e</sup> trimestre	23,95	23,26	- 0,69	16,30	17,88	+ 1,58	15,64	17,01	+ 1,37
4 <sup>e</sup> trimestre	28,99	25,86	- 3,13	20,18	22,07	+ 1,89	21,70	19,15	- 2,55
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	28,73	26,16	- 2,57	20,35	22,26	+ 1,91	20,21	18,24	- 1,97
2 <sup>e</sup> trimestre	29,53	26,84	- 2,69	21,59	22,82	+ 1,23	20,64	19,93	- 0,71
1977 6 premiers mois	27,02	25,71	- 1,31	20,06	22,81	+ 2,75	21,65	19,53	- 2,12
7 premiers mois	26,07	25,07	- 1,00	19,29	22,21	+ 2,92	20,37	18,76	- 1,61
8 premiers mois	25,82	24,51	- 1,31	18,77	21,14	+ 2,37	20,27	18,39	- 1,88
9 premiers mois	26,00	24,89	- 1,11	18,80	21,17	+ 2,37	19,65	18,69	- 0,96
10 premiers mois	26,52	25,01	- 1,51	18,99	21,39	+ 2,40	19,71	18,78	- 0,93
11 premiers mois	26,65	24,94	- 1,71	19,07	21,26	+ 2,19	20,07	18,73	- 1,34
12 mois	26,75	25,13	- 1,62	19,15	21,39	+ 2,24	20,16	18,80	- 1,36
1978 1 <sup>er</sup> mois	26,90	25,28	- 1,62	18,88	21,50	+ 2,62	17,34	17,12	- 0,22
2 premiers mois	27,53	23,92	- 3,61	19,35	20,85	+ 1,50	17,68	17,14	- 0,54
3 premiers mois	28,73	26,16	- 2,57	20,35	22,26	+ 1,91	20,21	18,24	- 1,97
4 premiers mois	28,68	26,32	- 2,36	20,56	22,24	+ 1,68	20,12	18,45	- 1,67
5 premiers mois	28,69	26,15	- 2,54	20,61	22,28	+ 1,67	20,15	18,78	- 1,37
6 premiers mois	29,13	26,50	- 2,63	20,97	22,54	+ 1,57	20,42	19,08	- 1,34
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.	importations	exportations	balance commero.
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	77,15	77,73	+ 0,58
1977	4,78	4,90	+ 0,12	9,36	7,67	- 1,69	81,20	79,77	- 1,43
1976 2 <sup>e</sup> trimestre	4,28	5,06	+ 0,78	8,26	6,11	- 2,15	80,58	79,95	- 0,63
3 <sup>e</sup> trimestre	4,51	4,50	- 0,01	6,86	6,03	- 0,83	70,44	72,54	+ 2,10
4 <sup>e</sup> trimestre	4,50	5,78	+ 1,28	7,98	7,80	- 0,18	81,45	84,99	+ 3,54
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	4,91	5,89	+ 0,98	8,65	7,23	- 1,42	84,40	82,64	- 1,76
2 <sup>e</sup> trimestre	4,97	4,83	- 0,14	10,26	7,91	- 2,35	83,79	83,03	- 0,76
3 <sup>e</sup> trimestre	4,61	3,97	- 0,64	9,19	7,01	- 2,18	70,73	70,79	+ 0,06
4 <sup>e</sup> trimestre	4,61	4,92	+ 0,31	9,34	8,52	- 0,82	85,89	82,62	- 3,27
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	5,10	5,18	+ 0,08	10,68	8,72	- 1,96	86,15	82,45	- 3,70
2 <sup>e</sup> trimestre	4,89	5,12	+ 0,23	10,91	8,52	- 2,39	88,83	84,74	- 4,09
1977 6 premiers mois	4,94	5,36	+ 0,42	9,46	7,57	- 1,89	84,10	82,83	- 1,27
7 premiers mois	4,86	5,17	+ 0,31	9,30	7,46	- 1,84	80,36	80,44	- 0,08
8 premiers mois	4,85	4,86	+ 0,01	9,37	7,12	- 2,25	80,09	77,78	- 2,31
9 premiers mois	4,83	4,90	+ 0,07	9,37	7,38	- 1,99	79,64	78,82	- 0,82
10 premiers mois	4,86	4,90	+ 0,04	9,30	7,47	- 1,83	80,38	79,37	- 1,01
11 premiers mois	4,81	4,85	+ 0,04	9,50	7,56	- 1,94	81,09	79,19	- 1,90
12 mois	4,78	4,90	+ 0,12	9,36	7,67	- 1,69	81,20	79,77	- 1,43
1978 1 <sup>er</sup> mois	4,83	4,56	- 0,27	11,07	8,10	- 2,97	80,00	78,89	- 1,11
2 premiers mois	4,81	4,63	- 0,18	10,26	7,90	- 2,36	80,70	76,42	- 4,28
3 premiers mois	5,10	5,18	+ 0,08	10,68	8,72	- 1,96	86,15	82,45	- 3,70
4 premiers mois	5,02	5,12	+ 0,10	10,51	8,70	- 1,81	85,93	82,69	- 3,24
5 premiers mois	4,96	5,07	+ 0,11	10,76	8,59	- 2,17	86,26	82,61	- 3,65
6 premiers mois	5,00	5,15	+ 0,15	10,80	8,62	- 2,18	87,49	83,60	- 3,89

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

## VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. <sup>1</sup>		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1970 .....	4,15	2,90	- 1,25	0,48	0,35	- 0,13	2,22	0,80	- 1,42
1971 .....	3,34	3,44	+ 0,10	0,57	0,31	- 0,26	2,35	0,81	- 1,54
1972 .....	3,20	3,61	+ 0,41	0,71	0,40	- 0,31	2,78	1,07	- 1,71
1973 .....	4,03	4,07	+ 0,04	0,87	0,65	- 0,22	3,23	1,49	- 1,74
1974 .....	6,29	5,13	- 1,16	1,11	0,71	- 0,40	7,84	2,21	- 5,63
1975 .....	5,97	3,60	- 2,37	1,29	0,47	- 0,82	7,11	3,40	- 3,71
1976 .....	6,98	3,75	- 3,23	1,79	0,57	- 1,22	8,51	4,16	- 4,35
1977 .....	7,25	4,69	- 2,56	1,93	0,50	- 1,43	10,14	5,49	- 4,65
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	7,25	3,66	- 3,59	1,83	0,59	- 1,24	8,13	4,15	- 3,98
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,71	3,47	- 3,24	1,82	0,66	- 1,16	10,58	3,90	- 6,68
4 <sup>e</sup> trimestre .....	7,54	4,35	- 3,19	1,84	0,50	- 1,34	9,10	5,21	- 3,89
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	7,35	4,35	- 3,00	1,83	0,47	- 1,36	10,71	5,10	- 5,61
2 <sup>e</sup> trimestre .....	8,34	4,89	- 3,45	2,24	0,56	- 1,68	9,48	5,82	- 3,66
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,32	4,72	- 1,60	1,77	0,47	- 1,30	10,05	5,18	- 4,87
4 <sup>e</sup> trimestre .....	6,99	4,81	- 2,18	1,86	0,50	- 1,36	10,32	5,88	- 4,44
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,95	5,02	- 1,93	2,02	0,99	- 1,03	8,49	5,83	- 2,66
2 <sup>e</sup> trimestre .....	7,10	4,63	- 2,47	2,41	0,71	- 1,70	8,60	5,64	- 2,96
1977 6 premiers mois .....	7,84	4,62	- 3,22	2,04	0,52	- 1,52	10,09	5,46	- 4,63
7 premiers mois .....	7,53	4,59	- 2,94	1,96	0,51	- 1,45	9,87	5,39	- 4,48
8 premiers mois .....	7,42	4,48	- 2,94	1,95	0,48	- 1,47	9,97	5,36	- 4,61
9 premiers mois .....	7,34	4,65	- 2,69	1,95	0,50	- 1,45	10,08	5,37	- 4,71
10 premiers mois .....	7,39	4,77	- 2,62	1,93	0,51	- 1,42	10,04	5,43	- 4,61
11 premiers mois .....	7,28	4,70	- 2,58	1,92	0,51	- 1,41	10,05	5,46	- 4,59
12 mois .....	7,25	4,69	- 2,56	1,93	0,50	- 1,43	10,14	5,49	- 4,65
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	6,97	5,09	- 1,88	1,76	0,61	- 1,15	7,74	6,67	- 1,07
2 premiers mois .....	6,70	4,73	- 1,97	1,93	0,51	- 1,42	8,06	5,45	- 2,61
3 premiers mois .....	6,95	5,02	- 1,93	2,02	0,99	- 1,03	8,49	5,83	- 2,66
4 premiers mois .....	6,67	4,82	- 1,85	2,22	0,66	- 1,56	8,41	5,76	- 2,65
5 premiers mois .....	6,91	4,75	- 2,16	2,19	0,66	- 1,53	8,62	5,57	- 3,05
6 premiers mois .....	7,03	4,82	- 2,21	2,21	0,69	- 1,52	8,54	5,74	- 2,80
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1970 .....	39,61	43,46	+ 3,85	6,93	3,85	- 3,08	0,79	0,81	+ 0,02
1971 .....	44,91	46,56	+ 1,65	6,30	4,08	- 2,22	0,96	0,79	- 0,17
1972 .....	49,08	53,33	+ 4,25	6,63	4,58	- 2,05	1,08	1,05	- 0,03
1973 .....	61,33	64,79	+ 3,46	8,58	5,66	- 2,92	1,42	1,73	+ 0,31
1974 .....	79,61	79,57	- 0,04	15,03	8,63	- 6,40	2,03	2,86	+ 0,83
1975 .....	79,45	75,62	- 3,83	12,71	8,89	- 3,82	2,04	2,78	+ 0,74
1976 .....	95,58	92,42	- 3,16	16,29	9,54	- 6,75	2,09	2,73	+ 0,64
1977 .....	100,08	96,61	- 3,47	17,77	12,01	- 5,76	2,28	2,44	+ 0,16
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	99,47	94,36	- 5,11	16,36	9,73	- 6,63	2,21	2,67	+ 0,46
3 <sup>e</sup> trimestre .....	88,82	86,40	- 2,42	19,17	8,83	-10,34	1,96	2,72	+ 0,76
4 <sup>e</sup> trimestre .....	100,57	101,61	+ 1,04	17,09	10,95	- 6,14	1,92	2,96	+ 1,04
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	103,28	99,31	- 3,97	18,90	11,02	- 7,88	2,04	2,58	+ 0,54
2 <sup>e</sup> trimestre .....	104,96	100,70	- 4,26	17,78	12,19	- 5,59	2,53	2,69	+ 0,16
3 <sup>e</sup> trimestre .....	90,58	86,93	- 3,65	17,35	11,65	- 5,70	2,28	2,26	- 0,02
4 <sup>e</sup> trimestre .....	101,59	99,51	- 2,08	17,05	13,18	- 3,87	2,26	2,21	- 0,05
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	100,64	94,04	- 6,60	16,57	14,32	- 2,25	2,42	2,60	+ 0,18
2 <sup>e</sup> trimestre .....	108,90	100,74	- 8,16	16,26	11,05	- 5,21	2,24	2,96	+ 0,72
1977 6 premiers mois .....	104,11	100,01	- 4,10	18,34	11,60	- 6,74	2,28	2,63	+ 0,35
7 premiers mois .....	99,98	97,44	- 2,54	17,89	11,52	- 6,37	2,29	2,58	+ 0,29
8 premiers mois .....	98,90	94,20	- 4,70	18,03	11,46	- 6,57	2,27	2,53	+ 0,26
9 premiers mois .....	99,61	95,65	- 3,96	18,01	11,62	- 6,39	2,28	2,51	+ 0,23
10 premiers mois .....	99,21	96,36	- 2,85	17,82	11,77	- 6,05	2,25	2,48	+ 0,23
11 premiers mois .....	99,89	96,02	- 3,87	17,67	11,87	- 5,80	2,28	2,40	+ 0,12
12 mois .....	100,08	96,61	- 3,47	17,77	12,01	- 5,76	2,28	2,44	+ 0,16
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	99,57	95,29	- 4,28	16,01	12,85	- 3,16	2,59	2,39	- 0,20
2 premiers mois .....	99,76	91,86	- 7,90	16,07	11,73	- 4,34	2,32	2,23	- 0,09
3 premiers mois .....	100,64	94,04	- 6,60	16,57	14,32	- 2,25	2,42	2,60	+ 0,18
4 premiers mois .....	105,40	98,75	- 6,65	16,16	12,74	- 3,42	2,31	2,72	+ 0,41
5 premiers mois .....	105,91	98,61	- 7,30	16,32	12,48	- 3,84	2,36	2,67	+ 0,31
6 premiers mois .....	107,28	99,85	- 7,43	16,41	12,69	- 3,72	2,33	2,78	+ 0,45

<sup>1</sup> Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

# IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977		
							Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	- 15,3	- 76,1	1.054,7	1.135,6	- 80,9
1.12 Travail à façon .....	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	+ 21,4	41,8	10,9	+ 30,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	+ 21,5	10,8	—	+ 10,8
1.14 Or non monétaire .....	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	+ 1,0	- 3,2	6,6	10,8	- 3,7
1.2 Frets <sup>2</sup> .....	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	+ 7,9	62,0	49,8	+ 12,2
1.3 Assur. pour le transport de marchandises <sup>2</sup> ...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,4	1,3	2,0	- 0,7
1.4 Autres frais de transport .....	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	+ 0,1	24,9	23,6	+ 1,3
1.5 Déplacements à l'étranger .....	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	- 20,1	- 22,7	41,8	67,9	- 26,1
1.6 Revenus d'investissements .....	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	+ 23,3	172,7	152,8	+ 19,9
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs <sup>3</sup> .....	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	+ 17,0	32,5	9,8	+ 22,7
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	+ 5,9	15,5	9,7	+ 5,8
1.82 Autres .....	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	+ 12,0	109,0	92,1	+ 16,9
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 49,3</b>	<b>+ 60,0</b>	<b>+ 57,1</b>	<b>+ 50,4</b>	<b>+ 46,4</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>1.573,6</b>	<b>1.564,5</b>	<b>+ 9,1</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	+ 2,1	+ 1,5	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	- 6,4	15,5	21,7	- 6,2
2.2 Transferts publics .....	- 10,1	- 10,3	- 14,5	- 15,2	- 18,5	- 12,6	28,0	44,3	- 16,3
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 8,0</b>	<b>- 8,8</b>	<b>- 12,1</b>	<b>- 14,6</b>	<b>- 21,5</b>	<b>- 19,0</b>	<b>43,5</b>	<b>66,0</b>	<b>- 22,5</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat <sup>4</sup> :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 1,2	—	0,6	- 0,6
3.112 Autres opérations .....	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	3,8	1,7	+ 2,1
3.12 Avoirs .....	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	- 3,3	- 2,1	...	1,7	- 1,7
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 11,0</b>	<b>- 10,7</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 3,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,0</b>	<b>- 0,2</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>5</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,2	1,7	2,3	- 0,6
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	- 1,7	+ 8,9	4,3	0,6	+ 3,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	- 36,1	- 12,9	—	18,1	- 18,1
4.312 Investissements directs .....	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	- 5,5	- 11,3	6,9	19,5	- 12,6
4.313 Immeubles .....	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	- 3,0	- 2,2	2,2	6,1	- 3,9
4.314 Autres (chiffres nets) .....	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	- 3,2	- 17,8	—	17,2	- 17,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) .....	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	+ 0,6	5,0	—	+ 5,0
4.322 Investissements directs .....	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	+ 30,6	43,8	5,0	+ 38,8
4.323 Immeubles .....	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 2,5	7,0	1,3	+ 5,7
4.324 Autres (chiffres nets) .....	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	+ 4,3	+ 9,6	2,7	—	+ 2,7
<b>Total 4 ...</b>	<b>- 9,3</b>	<b>- 20,2</b>	<b>- 13,1</b>	<b>- 5,1</b>	<b>- 6,8</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>73,6</b>	<b>70,1</b>	<b>+ 3,5</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 6,8</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>+ 11,2</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>11,4</b>	<b>—</b>	<b>+ 11,4</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 20,4</b>	<b>+ 19,8</b>	<b>+ 34,3</b>	<b>+ 30,5</b>	<b>+ 25,1</b>	<b>- 2,8</b>	<b>1.705,9</b>	<b>1.704,6</b>	<b>+ 1,3</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	+ 2,6	—	—	+ 9,2
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	+ 3,6	—	—	- 3,7
6.212 Monnaies étrangères <sup>6</sup> .....	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	+ 14,2	—	—	- 1,9
6.22 Organismes divers .....	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	—	—	...
6.23 B.N.B. <sup>6</sup> .....	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	- 22,7	—	—	- 2,3
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....</i>	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris, en 1971, les dépenses de matériel militaire.

<sup>4</sup> Y compris le Fonds des Routes.

<sup>5</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>6</sup> Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.



**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**

Soldes trimestriels  
(milliards de francs)

	1976			1977				1978 p	
	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup>	-14,2	-24,8	-13,4	-16,8	-20,3	-28,3	-15,5	-28,1	-28,1
1.12 Travail à façon .....	+ 6,1	+ 6,0	+ 5,6	+ 7,0	+ 7,8	+ 6,9	+ 9,2	+ 8,9	+11,7
1.13 Opérations d'arbitrage .....	+ 5,7	+ 3,3	+ 9,4	+ 0,8	+ 2,9	+ 5,2	+ 1,9	+ 5,7	+ 0,6
1.14 Or non monétaire .....	- 1,2	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 1,7	- 0,6	- 0,9	- 0,8	+ 1,5
1.2. Frets <sup>2</sup> .....	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,4	+ 3,4	+ 2,6	+ 3,4	+ 2,8	+ 3,8	+ 4,3
1.3 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	- 0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2
1.4 Autres frais de transport .....	- 0,2	- 0,2	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,7	- 0,6	+ 0,4	- 0,7
1.5 Déplacements à l'étranger .....	- 5,8	- 9,1	- 3,5	- 3,8	- 7,3	-12,1	- 2,9	- 5,7	- 6,7
1.6 Revenus d'investissements .....	+ 5,8	+ 5,3	+ 7,3	+ 4,8	+ 3,5	+ 6,3	+ 5,3	+ 8,1	+ 3,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 4,4	+ 4,7	+ 3,3	+ 5,4	+ 5,7	+ 5,6	+ 6,0	+ 5,9	+ 6,1
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,3
1.82 Autres .....	+ 2,6	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,2	+ 4,1	+ 5,7	+ 2,9	+ 4,5	+ 3,8
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 6,6</b>	<b>- 7,5</b>	<b>+16,8</b>	<b>+ 6,2</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 5,9</b>	<b>+ 9,4</b>	<b>+ 4,0</b>	<b>- 3,3</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés .....	- 1,8	- 1,3	- 1,5	- 1,2	- 1,6	- 1,7	- 1,7	- 1,6	- 1,7
2.2 Transferts publics .....	- 3,6	- 2,6	- 3,0	- 1,8	- 4,2	- 5,7	- 4,6	- 5,0	- 3,2
<b>Total 2 ...</b>	<b>- 5,4</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 4,5</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 5,8</b>	<b>- 7,4</b>	<b>- 6,3</b>	<b>- 6,6</b>	<b>- 4,9</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat <sup>3</sup> :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels .....	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2
3.112 Autres opérations .....	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 4,3	- 1,6
3.12 Avoirs .....	- 0,2	- 0,6	- 1,2	- 0,5	- 0,1	- 0,9	- 0,2	- 0,8	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>- 1,8</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	- 0,3	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	+ 3,9	+ 0,1	+ 3,8	+ 3,0	...	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières .....	+ 3,4	- 1,8	- 4,0	- 2,0	- 6,0	- 4,1	- 6,0	- 4,1	- 2,9
4.312 Investissements directs .....	- 3,0	- 0,9	- 3,5	- 0,8	- 7,1	+ 0,6	- 5,3	- 0,2	- 4,6
4.313 Immeubles .....	- 0,6	- 0,8	- 0,2	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,9	- 1,4	- 1,5
4.314 Autres .....	- 3,6	- 8,7	- 3,2	- 2,2	- 3,9	- 4,6	- 6,5	- 2,1	- 4,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3	...	+ 2,2	+ 1,1	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,3
4.322 Investissements directs .....	+ 3,7	+ 5,7	+15,3	+ 8,4	+13,0	+ 8,7	+ 8,7	+ 7,6	+ 7,5
4.323 Immeubles .....	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,8	+ 2,5	+ 1,3	+ 0,7
4.324 Autres .....	+ 3,4	- 1,6	+ 4,1	+ 5,8	- 3,6	+ 1,0	- 0,5	+ 4,6	- 5,5
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 7,6</b>	<b>- 6,9</b>	<b>+12,9</b>	<b>+13,0</b>	<b>- 4,8</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>- 6,9</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>-10,2</b>
<b>5. Erreurs et omissions .....</b>	<b>...</b>	<b>+ 7,0</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>- 3,7</b>	<b>+ 6,9</b>	<b>- 3,8</b>	<b>+12,0</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>+ 1,1</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 8,5</b>	<b>-12,3</b>	<b>+25,6</b>	<b>+12,5</b>	<b>- 4,2</b>	<b>-15,1</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>+ 8,3</b>	<b>-19,1</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monét. de créances commerc. sur l'étranger .	- 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,5	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,8	- 1,9
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 9,0	+20,0	-13,1	- 0,3	-17,0	-11,8	+25,4	-10,1	- 4,8
6.212 Monnaies étrangères <sup>5</sup> .	- 9,7	+ 2,5	+ 6,8	+ 8,3	- 1,1	-11,9	+ 2,8	+ 1,0	-12,0
6.22 Organismes divers .....	+ 0,4	- 0,5	+ 0,8	+ 1,2	- 1,6	- 0,2	+ 0,6	+ 1,2	- 1,5
6.23 B.N.B. <sup>5</sup> .....	+27,5	-35,1	+30,3	+ 2,4	+13,0	+ 3,5	-21,2	+13,4	+ 1,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes.

<sup>4</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>5</sup> Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

**IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**  
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés  
 (milliards de francs)

	1978			1978			1977	1978 p
	1er trimestre p			2e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	6 premiers mois	
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	256,1	284,2	-28,1	261,0	309,1	-28,1	-37,1 <sup>6</sup>	-56,2 <sup>7</sup>
1.12 Travail à façon .....	11,4	2,5	+ 8,9	14,6	2,9	+11,7	+14,8	+20,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	5,7	—	+ 5,7	0,6	—	+ 0,6	+ 3,7	+ 6,3
1.14 Or non monétaire .....	2,4	3,2	- 0,8	11,5	10,0	+ 1,5	- 2,2	+ 0,7
1.2 Frets <sup>2</sup> .....	15,9	12,1	+ 3,8	17,1	12,8	+ 4,3	+ 6,0	+ 8,1
1.3 Assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup>	0,4	0,6	- 0,2	0,3	0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4
1.4 Autres frais de transport .....	5,8	5,4	+ 0,4	5,9	6,6	- 0,7	+ 1,2	- 0,3
1.5 Déplacements à l'étranger .....	8,2	13,9	- 5,7	12,4	19,1	- 6,7	-11,1	-12,4
1.6 Revenus d'investissements .....	48,7	40,6	+ 8,1	54,6	51,5	+ 3,1	+ 8,3	+11,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	8,4	2,5	+ 5,9	8,8	2,7	+ 6,1	+11,1	+12,0
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	3,9	2,4	+ 1,5	3,9	2,6	+ 1,3	+ 2,9	+ 2,8
1.82 Autres .....	26,7	22,2	+ 4,5	26,5	22,7	+ 3,8	+ 8,3	+ 8,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>393,6</b>	<b>389,6</b>	<b>+ 4,0</b>	<b>437,2</b>	<b>440,5</b>	<b>- 3,3</b>	<b>+ 5,6</b>	<b>+ 0,7</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	4,2	5,8	- 1,6	4,4	6,1	- 1,7	- 2,8	- 3,3
2.2 Transferts publics .....	6,0	11,0	- 5,0	6,4	9,6	- 3,2	- 6,0	- 8,2
<b>Total 2 ...</b>	<b>10,2</b>	<b>16,8</b>	<b>- 6,6</b>	<b>10,8</b>	<b>15,7</b>	<b>- 4,9</b>	<b>- 8,8</b>	<b>-11,5</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat <sup>3</sup> :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	—	0,1	- 0,1	—	0,2	- 0,2	- 0,4	- 0,3
3.112 Autres opérations .....	5,1	0,8	+ 4,3	0,3	1,9	- 1,6	+ 1,1	+ 2,7
3.12 Avoirs .....	...	0,8	- 0,8	...	...	...	- 0,6	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>5,1</b>	<b>1,7</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>0,3</b>	<b>2,1</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 1,6</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>4</sup> et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	0,3	0,1	+ 0,2	...	0,4	- 0,4	+ 0,1	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	0,4	0,2	+ 0,2	0,4	...	+ 0,4	+ 3,0	+ 0,6
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	4,1	- 4,1	—	2,9	- 2,9	- 8,0	- 7,0
4.312 Investissements directs .....	2,1	2,3	- 0,2	...	4,6	- 4,6	- 7,9	- 4,8
4.313 Immeubles .....	0,6	2,0	- 1,4	0,6	2,1	- 1,5	- 1,1	- 2,9
4.314 Autres (chiffres nets) .....	—	2,1	- 2,1	—	4,2	- 4,2	- 6,1	- 6,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,6	—	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3	+ 2,2	+ 0,9
4.322 Investissements directs .....	8,2	0,6	+ 7,6	8,2	0,7	+ 7,5	+21,4	+15,1
4.323 Immeubles .....	1,7	0,4	+ 1,3	1,3	0,6	+ 0,7	+ 2,4	+ 2,0
4.324 Autres (chiffres nets) .....	4,6	—	+ 4,6	—	5,5	- 5,5	+ 2,2	- 0,9
<b>Total 4 ...</b>	<b>18,5</b>	<b>11,8</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>10,8</b>	<b>21,0</b>	<b>-10,2</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>- 3,5</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>0,8</b>	<b>—</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>1,1</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>+ 1,9</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>428,2</b>	<b>419,9</b>	<b>+ 8,3</b>	<b>460,2</b>	<b>479,3</b>	<b>-19,1</b>	<b>+ 8,3</b>	<b>-10,8</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	—	—	+ 2,8	—	—	- 1,9	+ 3,4	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois ...	—	—	-10,1	—	—	- 4,8	-17,3	-14,9
6.212 Monnaies étrangères <sup>5</sup> .....	—	—	+ 1,0	—	—	-12,0	+ 7,2	-11,0
6.22 Organismes divers .....	—	—	+ 1,2	—	—	- 1,5	- 0,4	- 0,3
6.23 B.N.B. <sup>5</sup> .....	—	—	+13,4	—	—	+ 1,1	+15,4	+14,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations .....	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

<sup>3</sup> Y compris le Fonds des Routes.

<sup>4</sup> Autres que les organismes principalement monétaires.

<sup>5</sup> Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

<sup>6</sup> Exportations = 537,7; importations = 574,8.

<sup>7</sup> Exportations = 537,1; importations = 598,8.

**IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES  
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES  
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME \***

(milliards de francs)

	1974	1975	1976	1977	1977			1978 p	
					2e tri- mestre	3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre	2e tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements) .....	+50,4	+46,4	+ 6,7	+ 9,1	- 0,6	- 5,9	+ 9,4	+ 4,0	- 3,3
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements) .....	-14,6	-21,5	-19,0	- 22,5	- 5,8	- 7,4	- 6,3	- 6,6	- 4,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements .....	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,2	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	+ 3,4	- 1,8
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises .....	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,0	- 1,6	- 0,4	- 0,8	- 0,3	- 1,1	- 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises <sup>1</sup> et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements .....	- 5,1	- 6,8	+ 8,2	+ 3,5	- 4,8	+ 2,2	- 6,9	+ 6,7	-10,2
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères .....	-21,7	-57,0	-23,0	- 19,4	+ 7,9	- 3,2	-10,7	- 2,4	+ 2,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme .....	-13,9	- 3,2	-15,8	- 82,0	+ 1,9	- 5,2	-72,2	+15,2	+11,9
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères .....	+14,1	+52,5	+14,6	+ 29,6	+ 5,4	+ 1,0	+17,0	+ 4,7	+ 1,6
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme .....	+12,5	- 5,0	+24,0	+ 87,8	+ 6,4	+ 9,5	+62,0	-12,5	- 0,3
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges .....	-10,7	- 4,8	-11,7	- 17,9	- 5,8	+ 0,8	-14,2	+ 0,8	- 2,2
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant .....	+ 6,5	+10,1	+ 4,1	+ 6,1	+15,8	+ 4,0	-18,4	+16,5	+ 8,7
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme .....	-10,0	+ 9,8	- 9,6	- 8,5	- 7,4	- 3,2	+ 5,8	- 2,9	- 1,2
6. Position de change <sup>2</sup> des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant <sup>3</sup> .....	- 7,9	- 6,9	- 8,0	- 7,9	- 6,7	+ 8,0	- 7,9	- 0,6	+ 8,4
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme .....	+12,4	- 1,2	+ 1,4	+ 2,7	- 0,9	- 1,1	+ 4,4	+ 0,2	-10,4
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements .....	+ 3,7	+11,2	+ 4,4	+ 11,4	+ 6,9	- 3,8	+12,0	+ 0,8	+ 1,1
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents .....	+ 1,5	- 0,9	+ 1,2	+ 1,2	- 5,1	+ 6,9	- 0,9	- 1,6	- 0,4
<b>Total 1 à 7 ...</b>	<b>+13,4</b>	<b>+18,8</b>	<b>-24,6</b>	<b>- 8,6</b>	<b>+ 6,9</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>-27,3</b>	<b>+24,6</b>	<b>- 0,6</b>
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or .....	...	...	...	+ 0,4	...	...	+ 0,2	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. <sup>4</sup> .....	- 1,3	+ 5,1	+ 1,2	- 0,9	+ 1,4	- 1,8	- 0,8	- 1,6	- 2,5
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. ....	- 3,5	...	...	- 23,9	...	...	-23,9	+23,6	...
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant <sup>5</sup> .....	+17,7	+13,9	-26,2	+ 15,9	+ 5,1	+ 5,3	- 3,9	+ 2,9	+ 2,3
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme .....	+15,3	+ 1,2	+12,0	...	...	...	...	...	...
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant <sup>6</sup> .....	- 0,5	- 0,6	+ 0,4	- 0,1	+ 0,4	- 1,9	+ 1,1	- 0,3	- 0,4
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	-14,3	- 0,8	-12,0	...	...	...	...	...	...

\* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

<sup>1</sup> Autre que les organismes principalement monétaires.

<sup>2</sup> Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

<sup>3</sup> Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

<sup>4</sup> Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

<sup>5</sup> Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

<sup>6</sup> Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

**IX - 5. — EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L.**

Paiements, transactions et variations des créances ou des dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger

(milliards de francs)

	Paiements d'exportations et d'importations (y compris certaines opérations à crédit) recensés dans la balance des paiements de l'U.F.B.L. 1			Paiements d'exportations et d'importations à l'exclusion des opérations à crédit			Estimation des transactions d'exportations et d'importations			Variations 2 des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	A l'exportation	A l'importation	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) - (4)	(11) = (8) - (5)	(12) = (9) - (6)
1970 .....	466,6	442,7	+ 23,9	458,7	442,7	+ 16,0	464,6	439,6	+ 25,0	+ 5,9	+ 3,1	+ 9,0
1971 .....	502,0	481,2	+ 20,8	498,7	481,9	+ 16,8	492,9	479,0	+ 13,9	- 5,8	+ 2,9	- 2,9
1972 .....	561,8	532,5	+ 29,3	555,0	532,7	+ 22,3	571,6	532,7	+ 38,9	+ 16,6	...	+ 16,6
1973 .....	700,6	673,2	+ 27,4	696,3	672,0	+ 24,3	717,0	686,2	+ 30,8	+ 20,7	- 14,2	+ 6,5
1974 .....	933,0	921,7	+ 11,3	920,7	921,5	- 0,8	939,8	939,1	+ 0,7	+ 19,1	- 17,6	+ 1,5
1975 .....	872,5	887,8	- 15,3	868,9	888,2	- 19,3	858,7	889,7	- 31,0	- 10,2	- 1,5	- 11,7
1976 .....	992,7	1.068,8	- 76,1	983,9	1.068,2	- 84,3	1.007,1	1.072,5	- 65,4	+ 23,2	- 4,3	+ 18,9
1977 .....	1.054,7	1.135,6	- 80,9	1.039,4	1.135,4	- 96,0	1.041,2	1.144,2	- 103,0	+ 1,8	- 8,8	- 7,0
1975 4 <sup>e</sup> trimestre .....	226,8	237,2	- 10,4	220,5	237,0	- 16,5	229,6	236,8	- 7,2	+ 9,1	+ 0,2	+ 9,3
1976 1 <sup>er</sup> trimestre .....	237,0	260,7	- 23,7	232,8	260,2	- 27,4	243,1	257,5	- 14,4	+ 10,3	+ 2,7	+ 13,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	246,3	260,5	- 14,2	247,3	260,7	- 13,4	254,7	275,1	- 20,4	+ 7,4	- 14,4	- 7,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	244,1	268,9	- 24,8	239,8	269,1	- 29,3	234,4	263,4	- 29,0	- 5,4	+ 5,7	+ 0,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	265,3	278,7	- 13,4	264,0	278,2	- 14,2	274,9	276,5	- 1,6	+ 10,9	+ 1,7	+ 12,6
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	263,2	280,0	- 16,8	261,8	280,0	- 18,2	271,6	289,4	- 17,8	+ 9,8	- 9,4	+ 0,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	274,5	294,8	- 20,3	268,2	295,2	- 27,0	270,5	298,6	- 28,1	+ 2,3	- 3,4	- 1,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	245,8	274,1	- 28,3	248,2	274,1	- 25,9	236,2	274,0	- 37,8	- 12,0	+ 0,1	- 11,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	271,2	286,7	- 15,5	261,2	286,1	- 24,9	262,9	282,2	- 19,3	+ 1,7	+ 3,9	+ 5,6

1 Cf. tableaux IX-1 à 3, rubrique 1.11.

2 Signe + : augmentation de créances nettes ou diminution de dettes nettes.  
Signe - : diminution de créances nettes ou augmentation de dettes nettes.

## IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS <sup>1</sup>

(en pourcentage du total)

	Franc belge	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Couronne danoise	Total des monnaies des pays de la C.E.E.	Dollar des Etats-Unis	Autres monnaies
<b>Paiements d'importations</b>										
1970 .....	23,8	18,3	9,4	6,0	8,1	3,1	0,1	68,8	21,5	9,7
1971 .....	25,1	18,9	10,1	6,5	7,7	2,9	0,3	71,5	20,6	7,9
1972 .....	27,1	18,6	11,9	6,6	7,4	3,0	0,3	74,9	18,3	6,8
1973 .....	26,0	19,6	12,1	7,0	7,1	2,5	0,3	74,6	18,8	6,6
1974 .....	25,1	20,1	11,0	7,8	5,8	2,2	0,1	72,1	21,0	6,9
1975 .....	25,3	19,7	11,5	8,0	6,0	2,3	0,2	73,0	20,8	6,2
1976 .....	25,9	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	69,8	25,1	5,1
1977 .....	26,8	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,2	26,2	4,6
1975 9 premiers mois .....	25,5	19,9	11,8	7,9	6,2	2,2	0,3	73,8	19,9	6,3
1976 3 premiers mois .....	24,6	18,7	9,9	9,1	6,5	1,9	0,4	71,1	23,5	5,4
6 premiers mois .....	25,1	18,3	10,4	8,6	5,7	1,9	0,4	70,4	24,4	5,2
9 premiers mois .....	25,3	18,4	10,2	8,4	5,1	1,9	0,3	69,6	25,2	5,2
1977 3 premiers mois .....	26,8	18,2	10,0	8,5	3,8	1,8	0,3	69,4	26,1	4,5
6 premiers mois .....	27,0	17,8	9,9	8,6	3,7	1,8	0,3	69,1	26,3	4,6
9 premiers mois .....	26,9	18,0	9,9	8,3	3,6	1,9	0,4	69,0	26,5	4,5
1978 3 premiers mois .....	28,8	19,0	10,6	9,2	4,5	1,9	0,4	74,4	20,7	4,9
<b>Recettes d'exportations</b>										
1970 .....	45,7	17,7	7,7	6,7	2,6	0,7	...	81,1	14,9	4,0
1971 .....	46,2	17,7	8,5	6,7	2,3	0,7	...	82,1	14,5	3,4
1972 .....	46,0	18,1	10,3	6,9	2,3	1,2	0,1	84,9	11,9	3,2
1973 .....	48,9	17,4	11,3	6,7	2,0	1,1	0,2	87,6	9,7	2,7
1974 .....	52,1	16,4	10,5	6,7	2,2	1,0	0,3	89,2	8,2	2,6
1975 .....	50,4	16,3	10,9	6,5	2,5	1,0	0,1	87,7	10,0	2,3
1976 .....	47,4	17,4	11,1	6,6	1,8	1,1	0,2	85,6	12,0	2,4
1977 .....	45,1	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	82,8	14,6	2,6
1975 9 premiers mois .....	50,5	16,3	10,9	6,5	2,6	0,9	0,2	87,9	9,8	2,3
1976 3 premiers mois .....	48,4	17,5	11,5	6,5	1,9	1,2	0,2	87,2	10,7	2,1
6 premiers mois .....	48,2	17,4	11,1	6,5	1,9	1,3	...	86,4	11,5	2,1
9 premiers mois .....	47,6	17,7	11,3	6,5	1,9	1,2	0,2	86,4	11,4	2,2
1977 3 premiers mois .....	46,5	16,2	10,8	6,8	2,2	1,4	0,1	84,0	13,5	2,5
6 premiers mois .....	46,1	16,0	10,7	6,8	2,1	1,5	0,2	83,4	14,0	2,6
9 premiers mois .....	45,3	16,3	10,9	6,7	2,0	1,5	0,2	82,9	14,4	2,7
1978 3 premiers mois .....	45,9	16,7	11,7	7,3	2,2	1,1	0,3	85,2	12,0	2,8

<sup>1</sup> Il s'agit uniquement des règlements d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIIIe année, vol. II, no 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes moné-

taires » de la partie « Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIIIe année, vol. I, no 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIIIe année, tome I, no 6 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIIIe année, tome II, no 3 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1977 ».

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS D'INTERVENTION

**APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES**

à la date du 31 août 1978

	100 francs belges		1 mark allemand		1 florin des Pays-Bas		1 couronne danoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges) .....	—	—	15,07125	15,7650	14,18	14,8325	5,5535	5,8090	5,8110	6,0785
Deutsche Bundesbank (en marks allemands) .....	6,343	6,635	—	—	0,91995	0,96225	0,36030	0,37685	0,37700	0,39435
Nederlandsche Bank (en flo- rins) .....	6,7420	7,0520	1,03925	1,0870	—	—	0,382925	0,40055	0,400675	0,419125
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises) .....	17,2145	18,0065	2,65345	2,77555	2,49655	2,6114	—	—	1,0231	1,07015
Norges Bank (en couronnes norvégiennes) .....	16,4518	17,2089	2,5359	2,65261	2,38592	2,49573	0,934441	0,977448	—	—

X - 2a. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire
1970 .....	49,65	13,62	—	8,98	118,95	7,92	47,60	13,73	9,58	11,52	71,27	6,62	192,10	6,95	11,90	174,01	100,03 <sup>1</sup>
1971 <sup>3</sup> .....	49,65	13,66 <sup>2</sup> 14,21 <sup>4</sup>	—	9,00	120,00	7,97	49,04	13,80 <sup>2</sup> 13,99 <sup>4</sup>	9,62	11,54 <sup>3</sup> 12,15 <sup>4</sup>	71,38	6,63	191,99 <sup>2</sup> 199,07 <sup>4</sup>	6,97	11,89	174,50	100,01
1971 <sup>5</sup> .....	46,92	14,07	—	8,49	116,64	7,67	46,61	13,95	9,36	11,83	68,21	6,45	194,00	6,84	11,30	172,52	93,79
1971 <sup>6</sup> .....	45,19	13,81	—	8,64	115,24	7,61	45,20	13,83	9,27	11,57	68,67	6,38	191,03	6,74	10,93	167,08	90,22
1972 .....	44,01	13,80	—	8,73	114,62 <sup>7</sup> 105,88 <sup>8</sup>	7,55	44,44	13,71	9,26	11,53	68,51	6,34	190,51	6,68	10,63	163,58	88,03
1973 <sup>9</sup> .....	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,33	6,69	10,57	164,90	88,10
1973 <sup>10</sup> .....	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69
1973 <sup>11</sup> .....	38,05	14,23 <sup>12</sup> 15,17 <sup>13</sup>	—	8,76	93,72	6,53	38,03	13,75 <sup>14</sup> 14,48 <sup>15</sup>	8,87	12,37	66,36	6,46	194,99 <sup>16</sup> 205,99 <sup>17</sup>	6,74 <sup>18</sup> 7,11 <sup>19</sup>	10,15	160,66	76,10
1974 .....	38,95	15,06	13,39	8,68 <sup>20</sup> 8,07 <sup>21</sup>	91,09	5,99	39,84	14,49	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91
1975 .....	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,24	73,61
1976 .....	38,60	15,34 <sup>22</sup> 15,31 <sup>23</sup>	13,04	8,76 <sup>24</sup> 7,93 <sup>25</sup>	69,85	4,67	39,17	14,61	8,89 <sup>22</sup> 8,76 <sup>23</sup>	15,45	65,76 <sup>26</sup> 56,91 <sup>27</sup>	6,42 <sup>22</sup> 6,25 <sup>23</sup>	215,39	7,10 <sup>22</sup> 7,00 <sup>23</sup>	10,01	128,71	78,49 <sup>28</sup> 44,25 <sup>29</sup>
1977 .....	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,71 <sup>30</sup> 8,21 <sup>31</sup> 7,31 <sup>32</sup>	14,95	52,88 <sup>33</sup> 42,00 <sup>33</sup>	6,24 <sup>30</sup> 5,98 <sup>31</sup> 5,76 <sup>32</sup>	216,99	6,98 <sup>30</sup> 6,81 <sup>31</sup> 6,47 <sup>32</sup>	9,64 <sup>35</sup> 8,67 <sup>36</sup>	114,34 <sup>37</sup> 90,69 <sup>38</sup>	41,84

<sup>1</sup> Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

<sup>2</sup> Moyenne du 1er janvier au 4 mai 1971.

<sup>3</sup> Moyenne du 1er janvier au 13 août 1971.

<sup>4</sup> Moyenne du 11 mai au 13 août 1971. Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai.

<sup>5</sup> Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

<sup>6</sup> Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

<sup>7</sup> Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.

<sup>8</sup> Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972. Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin.

<sup>9</sup> Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

<sup>10</sup> Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.

<sup>11</sup> Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 13 mars.

<sup>12</sup> Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

<sup>13</sup> Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

<sup>14</sup> Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

<sup>15</sup> Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

<sup>16</sup> Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

<sup>17</sup> Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.

<sup>18</sup> Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

<sup>19</sup> Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

<sup>20</sup> Moyenne du 1er au 18 janvier 1974.

<sup>21</sup> Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 20 janvier.

<sup>22</sup> Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.

<sup>23</sup> Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

<sup>24</sup> Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.

<sup>25</sup> Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.

<sup>26</sup> Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.

<sup>27</sup> Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.

<sup>28</sup> Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.

<sup>29</sup> Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.

<sup>30</sup> Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.

<sup>31</sup> Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.

<sup>32</sup> Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.

<sup>33</sup> Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.

<sup>34</sup> Moyenne du 16 juillet au 31 décembre 1977.

<sup>35</sup> Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.

<sup>36</sup> Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.

<sup>37</sup> Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

<sup>38</sup> Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.

X - 2b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre
1976 2 <sup>e</sup> trim.	39,27	15,35	13,14	8,35	70,95	4,57	40,14	14,47	8,89	15,75	58,12	6,47	214,56	7,13	10,14	130,11	45,07
3 <sup>e</sup> trim.	39,03	15,42	13,43	7,96	68,98	4,65	39,94	14,63	8,86	15,75	57,42	6,43	217,25	7,09	10,06	125,38	44,88
4 <sup>e</sup> trim.	36,89	15,36 <sup>1</sup> 15,31 <sup>2</sup>	12,58	7,40	61,02	4,28	37,18	14,66	8,81 <sup>1</sup> 8,76 <sup>2</sup>	15,09	54,10	6,40 <sup>1</sup> 6,25 <sup>2</sup>	215,80	7,05 <sup>1</sup> 7,00 <sup>2</sup>	9,63	117,71	42,64
1977 1 <sup>er</sup> trim.	36,75	15,35	12,90	7,39	62,99	4,16	35,68	14,69	8,71	14,58	53,45	6,24	216,07	6,98	9,65	114,34 <sup>3</sup> 94,86 <sup>4</sup>	42,50
2 <sup>e</sup> trim.	36,16	15,32	13,15	7,30	62,17	4,08	34,36	14,65	8,72 <sup>5</sup> 8,27 <sup>6</sup>	14,41	52,41	6,26 <sup>5</sup> 6,01 <sup>6</sup>	215,44	6,98 <sup>5</sup> 6,85 <sup>6</sup>	9,17 <sup>7</sup> 8,89 <sup>8</sup>	93,63	42,01
3 <sup>e</sup> trim.	35,64	15,43	13,40	7,29	61,88	4,04	33,32	14,54	8,13 <sup>9</sup> 7,38 <sup>10</sup>	14,87	51,52 <sup>11</sup> 41,98 <sup>12</sup>	5,94 <sup>9</sup> 5,80 <sup>10</sup>	217,23	6,74 <sup>9</sup> 6,53 <sup>10</sup>	8,73	90,93	41,58
4 <sup>e</sup> trim.	34,81	15,65	14,11	7,20	63,14	3,97	31,59	14,54	7,28	15,95	42,02	5,74	219,21	6,45	8,40	86,07	41,26
1978 1 <sup>er</sup> trim.	32,27	15,55	13,59	6,79	62,22	3,74	29,01	14,51	6,96	16,72	40,14	5,68	216,32	6,38 <sup>17</sup> 5,96 <sup>18</sup>	8,19 <sup>17</sup> 7,59 <sup>18</sup>	80,15	39,41
2 <sup>e</sup> trim.	32,47	15,63	14,75	7,05	59,58	3,77	28,84	14,60	7,03	16,96	40,51	5,75	217,34	6,01	7,65	76,88 <sup>21</sup> 72,04 <sup>22</sup>	39,79
1977 Août ...	35,57	15,37	13,35	7,27	61,91	4,03	33,11	14,53	8,09 <sup>13</sup> 7,36 <sup>14</sup>	14,78	42,05	5,92 <sup>13</sup> 5,78 <sup>14</sup>	216,48	6,74 <sup>13</sup> 6,54 <sup>14</sup>	8,78	91,90	41,49
Sept. ...	35,81	15,41	13,42	7,28	62,43	4,06	33,37	14,54	7,38	15,07	42,36	5,80	216,40	6,53	8,58	88,55	41,58
Oct. ....	35,42	15,55	13,91	7,29	62,71	4,02	32,25	14,55	7,39	15,55	42,17	5,80	218,07	6,46	8,54	87,36	41,53
Nov. ...	35,22	15,71	14,41	7,26	64,03	4,01	31,76	14,56	7,34	16,03	42,51	5,75	220,42	6,46	8,43	86,76	41,64
Déc. ...	33,80	15,70	14,03	7,05	62,71	3,86	30,78	14,51	7,12	16,28	41,40	5,69	219,18	6,44	8,21	84,11	40,65
1978 Janv. ...	32,84	15,51	13,64	6,96	63,50	3,77	29,83	14,47	7,04	16,52	40,73	5,69	216,17	6,38	8,18	81,88	39,88
Févr. .	32,30	15,56	13,46	6,68	62,66	3,76	29,02	14,51	6,96	16,97	40,07	5,69	216,60	6,37 <sup>15</sup> 5,97 <sup>16</sup>	8,21 <sup>15</sup> 7,57 <sup>16</sup>	80,56	39,39
Mars ...	31,66	15,57	13,68	6,72	60,44	3,70	28,16	14,56	6,88	16,69	39,59	5,66	216,21	5,94	7,60	77,95	38,93
Avril	31,78	15,59	14,36	6,94	58,86	3,71	27,85	14,60	6,92	16,73	39,70	5,67	216,60	5,93	7,60	76,86	39,15
Mai ...	32,88	15,60	14,55	7,07	59,74	3,78	29,43	14,59	7,07	16,75	40,55	5,77	217,05	6,04	7,69	77,00 <sup>19</sup> 72,52 <sup>20</sup>	39,96
Juin ..	32,69	15,69	15,27	7,14	60,05	3,81	29,16	14,63	7,09	17,35	41,19	5,80	218,24	6,05	7,64	71,67	40,18
Juillet .	32,37	15,76	16,22	7,29	61,31	3,82	28,79	14,60	7,13	17,96	41,72	5,78	218,77	6,00	7,71	71,24	40,47
Août ...	31,50	15,74	16,68	7,23	61,03	3,76	27,64	14,53	7,09	18,82	42,06	5,72	218,31	5,98	7,66	69,65	40,01

1 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 1976.

2 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

3 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 23 février.

4 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 31 mars 1977.

5 Cours du 1<sup>er</sup> avril 1977.

6 Moyenne du 4 avril au 30 juin 1977.

7 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 4 avril 1977.

8 Moyenne du 5 avril au 30 juin 1977.

9 Moyenne du 1<sup>er</sup> juillet au 26 août 1977.

10 Moyenne du 29 août au 30 septembre 1977.

11 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 8 juillet 1977.

12 Moyenne du 11 juillet au 30 septembre 1977.

13 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 28 août 1977.

14 Moyenne du 29 au 31 août 1977.

15 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 10 février 1978.

16 Moyenne du 18 au 28 février 1978.

17 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 10 février 1978.

18 Moyenne du 18 février au 31 mars 1978.

19 Moyenne du 1<sup>er</sup> au 5 mai 1978.

20 Moyenne du 8 au 31 mai 1978.

21 Moyenne du 1<sup>er</sup> avril au 5 mai 1978.

22 Moyenne du 5 mai au 30 juin 1978.



**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)
1970 .....	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 <sup>2</sup> .....	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 <sup>3</sup> .....	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 <sup>4</sup> .....	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972 .....	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 <sup>5</sup> .....	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 <sup>6</sup> .....	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 <sup>7</sup> .....	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974 .....	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975 .....	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976 .....	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977 .....	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	39,27	40,17	40,30	+ 4,75	+ 4,41
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39,03	40,05	40,17	+ 8,75	+ 6,46
4 <sup>e</sup> trimestre .....	36,89	37,28	37,37	+ 8,58	+ 7,63
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	36,75	36,82	36,90	+ 2,93	+ 2,82
2 <sup>e</sup> trimestre .....	36,16	36,19	36,26	+ 1,46	+ 1,47
3 <sup>e</sup> trimestre .....	35,64	35,72	35,76	+ 0,23	+ 0,22
4 <sup>e</sup> trimestre .....	34,81	34,84	34,87	+ 0,65	+ 0,13
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	32,27	32,27	32,36	+ 0,18	+ 0,07
2 <sup>e</sup> trimestre .....	32,47	32,55	32,59	- 2,23	- 2,20
1977 Août .....	35,57	35,66	35,71	- 0,02	- 0,01
Septembre .....	35,81	35,81	35,81	- 0,28	- 0,29
Octobre .....	35,42	35,37	35,41	- 0,90	- 0,90
Novembre .....	35,22	35,23	35,27	- 0,15	- 0,06
Décembre .....	33,80	33,93	34,01	+ 2,95	+ 1,35
1978 Janvier .....	32,84	32,84	32,93	+ 1,19	+ 0,95
Février .....	32,30	32,29	32,35	+ 0,13	+ 0,01
Mars .....	31,66	31,65	31,74	- 0,85	- 0,79
Avril .....	31,78	31,81	31,88	- 1,79	- 1,76
Mai .....	32,88	32,96	33,04	- 2,09	- 2,06
Juin .....	32,69	32,81	32,86	- 2,72	- 2,71
Juillet .....	32,37	32,79	32,86	- 2,55	- 2,52
Août .....	31,50	32,40	32,50	- 0,29	- 1,23

1 Formule =  $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 18 août 1971.

3 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 17 au 20 août.

4 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971. Les cotations ont été suspendues le 20 décembre.

5 Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 9 février 1973.

6 Moyenne du 14 février au 1<sup>er</sup> mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 18 février.

7 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

## X - 4. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

	Franc belge		Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	
	Indices B.N.B. pondéré par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1971 .....	99,57	99,69	100,3	96,8	103,6	102,4	98,4	100,0	98,8	101,0	99,7	104,4	99,2	99,3
1972 .....	103,48	103,96	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973 .....	105,04	106,28	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974 .....	106,39	107,17	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975 .....	108,13	108,93	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976 .....	110,47	110,68	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1977 .....	116,82	117,30	111,9	86,7	143,1	128,1	98,5	63,0	58,6	121,5	105,9	161,5	113,7	116,6
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	109,39	109,96	106,0	88,1	130,6	114,9	106,4	66,7	61,7	113,7	108,0	157,9	113,6	115,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	110,60	110,89	106,7	87,7	132,4	118,4	101,1	65,0	63,4	115,7	108,4	158,7	113,7	115,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	115,42	116,08	111,0	88,0	139,1	116,9	98,4	60,4	61,1	120,8	113,4	160,5	117,3	119,9
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	115,07	116,13	111,1	88,0	140,0	120,3	98,5	62,7	59,4	121,2	112,8	155,4	116,6	119,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	116,31	117,37	111,9	87,4	141,4	124,9	98,5	62,5	58,8	122,0	108,8	154,9	114,2	118,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	117,01	118,14	112,4	86,8	144,0	129,0	99,0	62,7	58,6	121,5	104,4	161,5	113,1	116,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	117,34	118,47	112,3	84,7	146,9	138,1	98,1	64,2	57,6	121,4	97,6	174,1	111,1	112,7
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	121,21	122,55	116,0	81,9	152,6	141,0	95,9	66,3	56,7	125,2	98,0	190,8	114,1	111,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	<i>p</i> 120,38	<i>p</i> 121,67	114,4	80,7	151,3	152,0	98,8	62,4	56,2	124,4	98,1	188,1	115,0	107,7
1977 Août .....	117,23	118,40	112,7	86,9	143,4	128,7	99,0	62,9	58,7	121,7	106,6	160,9	113,4	117,2
Septembre .....	117,08	118,13	112,3	87,3	143,7	129,0	98,8	63,3	58,9	121,5	98,2	164,0	111,9	114,0
Octobre .....	116,90	118,00	111,9	86,0	144,9	134,5	98,9	63,4	58,3	121,1	98,4	168,6	111,6	112,4
Novembre .....	116,54	117,62	111,4	84,8	146,0	139,5	98,0	64,5	57,8	120,7	97,5	173,0	110,2	111,7
Décembre .....	118,61	119,87	113,5	83,2	149,8	140,3	97,3	64,8	56,8	122,5	97,0	180,7	111,4	114,0
1978 Janvier .....	119,95	121,36	115,0	82,4	150,1	139,3	97,6	66,9	56,4	123,8	97,6	187,0	112,8	114,5
Février .....	121,52	122,80	116,3	82,2	153,1	139,4	94,2	66,9	57,0	125,3	98,1	195,3	114,3	111,5
Mars .....	122,23	123,69	116,7	81,2	154,6	144,3	95,8	65,0	56,6	126,4	98,2	190,1	115,1	109,0
Avril .....	<i>p</i> 121,60	<i>p</i> 123,10	115,7	80,5	153,2	150,8	98,5	62,6	56,1	125,6	98,1	188,9	115,1	107,8
Mai .....	<i>p</i> 120,02	<i>p</i> 121,36	114,1	81,6	150,6	148,7	98,8	62,4	56,2	124,0	98,1	185,1	115,1	108,0
Juin .....	<i>p</i> 119,47	<i>p</i> 120,83	113,3	80,0	150,1	156,5	99,2	62,2	56,2	123,6	98,0	190,2	114,8	107,4
Juillet .....	<i>p</i> 118,61	<i>p</i> 120,06	112,3	77,9	149,4	166,5	100,7	63,0	56,0	122,2	97,9	195,0	113,4	105,5
Août .....	<i>p</i> 119,53	<i>p</i> 121,11												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Lille année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge ».*

**XI. — FINANCES PUBLIQUES <sup>1</sup>**  
**1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE**  
**RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES <sup>2</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1970 .....	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971 .....	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972 .....	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973 .....	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974 .....	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974 .....	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 .....	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8
1976 6 premiers mois .....	287,3	387,5	- 100,2	4,1	39,3	- 35,2	- 135,4
9 premiers mois .....	454,9	552,9	- 98,0	6,0	63,9	- 57,9	- 155,9
12 mois .....	657,1	711,4	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977 3 premiers mois .....	146,4	237,6	- 91,2	2,2	25,4	- 23,2	- 114,4
6 premiers mois .....	327,0	452,5	- 125,5	4,3	47,8	- 43,5	- 169,0
7 premiers mois .....	419,8	521,5	- 101,7	5,0	55,7	- 50,7	- 152,4
8 premiers mois .....	473,4	569,9	- 96,5	5,7	62,4	- 56,7	- 153,2
9 premiers mois .....	523,5	633,1	- 109,6	6,5	71,1	- 64,6	- 174,2
10 premiers mois .....	608,6	704,3	- 95,7	7,2	79,5	- 72,3	- 168,0
11 premiers mois .....	658,0	757,6	- 99,6	7,8	85,5	- 77,7	- 177,3
12 mois .....	747,8	822,9	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	68,9	96,8	- 27,9	0,8	9,2	- 8,4	- 36,3
2 premiers mois .....	124,5	195,1	- 70,6	1,6	15,8	- 14,2	- 84,8
3 premiers mois .....	181,3	281,4	- 100,1	2,4	25,4	- 23,0	- 123,1
4 premiers mois .....	265,7	361,0	- 95,3	3,1	33,2	- 30,1	- 125,4
5 premiers mois .....	329,2	449,0	- 119,8	3,8	39,8	- 36,0	- 155,8
6 premiers mois .....	400,7	538,3	- 137,6	4,8	50,2	- 45,4	- 183,0
7 premiers mois .....	506,9	624,1	- 117,2	5,6	60,4	- 54,8	- 172,0

<sup>1</sup> Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

<sup>2</sup> Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

<sup>3</sup> Depuis 1973 les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

## XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie (2)	Amortissements de la dette 2 (3)	Résultat de caisse (4) = (1) + (2) + (3)	Placements spéciaux 3 (5)	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (18)]	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4 (7)	Variations de la dette flottante 5					Total (18) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B. (8)	Portefeuille des institutions financières (9)	Comptes de chèques postaux des particuliers (10)	En monnaies étrangères (11)	Divers 6 (12)	
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976													
6 premiers mois	-135,4	+ 5,3	- 22,0	-152,1	...	-152,1	+ 99,7	+ 16,4	+ 28,1	+ 8,2	...	- 0,3	+ 52,4
9 premiers mois	-155,9	+ 6,2	- 34,9	-184,6	...	-184,6	+115,1	+ 16,4	+ 47,2	+ 6,0	...	- 0,1	+ 69,5
12 mois	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9
1977													
3 premiers mois	-114,4	+ 8,8	- 10,3	-115,9	...	-115,9	+ 42,0	...	+ 69,7	+ 4,2	...	...	+ 73,9
6 premiers mois	-169,0	+ 10,9	- 22,4	-180,5	...	-180,5	+ 90,4	...	+ 75,5	+ 6,8	...	+ 7,8	+ 90,1
7 premiers mois	-152,4	+ 9,8	- 25,9	-168,5	...	-168,5	+ 90,8	+ 4,6	+ 69,2	+ 10,1	...	- 6,2	+ 77,7
8 premiers mois	-153,2	+ 5,5	- 30,3	-178,0	...	-178,0	+ 90,8	+ 11,0	+ 75,3	+ 6,6	...	- 5,7	+ 87,2
9 premiers mois	-174,2	+ 6,1	- 35,3	-203,4	...	-203,4	+151,4	+ 8,7	+ 51,3	+ 4,1	...	- 12,1	+ 52,0
10 premiers mois	-168,0	+ 4,2	- 39,4	-203,2	...	-203,2	+179,0	- 14,4	+ 38,8	+ 11,9	...	- 12,1	+ 24,2
11 premiers mois	-177,3	+ 0,9	- 43,7	-220,1	...	-220,1	+178,7	+ 12,1	+ 36,5	+ 4,9	...	- 12,1	+ 41,4
12 mois	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2
1978													
1 <sup>er</sup> mois	- 36,3	+ 3,2	- 6,9	- 40,0	...	- 40,0	+ 2,0	- 3,1					+ 38,0
2 premiers mois	- 84,8	+ 4,2	- 10,0	- 90,6	...	- 90,6	+ 58,7	...	- 2,8	+ 33,5	+ 10,4	...	+ 31,9
3 premiers mois	-123,1	+ 5,2	- 14,6	-132,5	...	-132,5	+ 66,1	...	- 2,2	+ 27,7	+ 6,4	...	+ 66,4
4 premiers mois	-125,4	+ 10,5	- 17,8	-132,7	...	-132,7	+ 66,1	...	+ 5,7	+ 55,1	+ 5,8	...	+ 66,4
5 premiers mois	-155,8	+ 5,7	- 21,8	-171,9	...	-171,9	+115,3	...	+ 10,0	+ 46,0	+ 10,8	...	+ 66,6
6 premiers mois	-183,0	+ 10,3	- 27,4	-200,1	...	-200,1	+114,3	...	+ 14,6	+ 35,6	+ 6,6	...	+ 56,6
7 premiers mois	-172,0	+ 9,2	- 31,3	-194,1	...	-194,1	+114,3	...	+ 19,6	+ 57,5	+ 9,1	...	+ 85,8
									- 1,5	+ 76,0	+ 5,7	...	+ 79,8

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie de F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

## XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1970 .....	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971 .....	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972 .....	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973 .....	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974 .....	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

### Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974 .....	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975 .....	- 113,8	+ 4,5	- 109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+ 109,9	- 0,6
1976 6 premiers mois .....	- 135,4	+ 4,5	- 130,9	+ 79,1	- 1,9	+ 53,7	+ 130,9	...
9 premiers mois .....	- 155,9	+ 4,7	- 151,2	+ 82,6	- 2,6	+ 71,0	+ 151,0	+ 0,2
12 mois .....	- 131,6	- 1,5	- 133,1	+ 82,3	- 4,3	+ 55,1	+ 133,1	...
1977 3 premiers mois .....	- 114,4	+ 7,6	- 106,8	+ 32,9	- 1,0	+ 74,5	+ 106,4	+ 0,4
6 premiers mois .....	- 169,0	+ 7,8	- 161,2	+ 71,3	- 0,4	+ 90,0	+ 160,9	+ 0,3
7 premiers mois .....	- 152,4	+ 7,2	- 145,2	+ 67,8	- 6,6	+ 83,9	+ 145,1	+ 0,1
8 premiers mois .....	- 153,2	+ 3,0	- 150,2	+ 63,4	- 5,5	+ 91,8	+ 149,7	+ 0,5
9 premiers mois .....	- 174,2	+ 2,7	- 171,5	+ 119,9	- 6,1	+ 56,9	+ 170,7	+ 0,8
10 premiers mois .....	- 168,0	...	- 168,0	+ 144,2	- 6,8	+ 30,3	+ 167,7	+ 0,3
11 premiers mois .....	- 177,3	- 3,4	- 180,7	+ 139,8	- 6,7	+ 47,1	+ 180,2	+ 0,5
12 mois .....	- 161,7	- 5,7	- 167,4	+ 134,7	- 6,7	+ 39,5	+ 167,5	- 0,1
1978 1 <sup>er</sup> mois .....	- 36,3	+ 3,7	- 32,6	- 5,4	...	+ 37,2	+ 31,8	+ 0,8
2 premiers mois .....	- 84,8	+ 4,4	- 80,4	+ 48,5	+ 0,1	+ 31,1	+ 79,7	+ 0,7
3 premiers mois .....	- 123,1	+ 5,0	- 118,1	+ 51,6	- 0,2	+ 63,6	+ 115,0	+ 3,1
4 premiers mois .....	- 125,4	+ 9,6	- 115,8	+ 49,1	- 0,2	+ 64,1	+ 113,0	+ 2,8
5 premiers mois .....	- 155,8	+ 3,6	- 152,2	+ 95,7	- 0,2	+ 54,2	+ 149,7	+ 2,5
6 premiers mois .....	- 183,0	+ 7,5	- 175,5	+ 89,9	- 0,2	+ 84,6	+ 174,3	+ 1,2
7 premiers mois .....	- 172,0	+ 5,8	- 166,2	+ 86,6	- 0,2	+ 78,5	+ 164,9	+ 1,3

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

6 Voir note 6 de la série précédente.

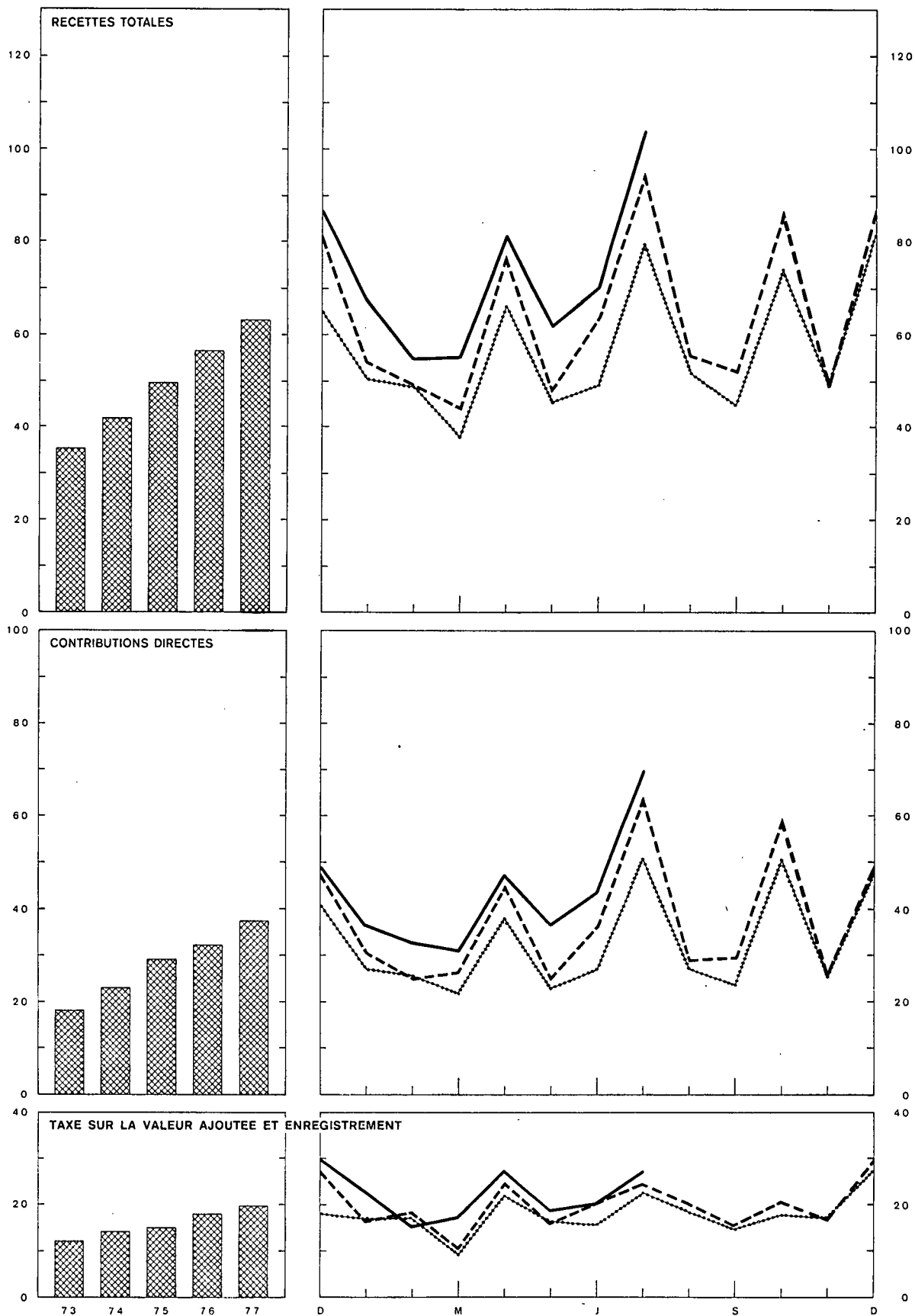
7 Voir note 7 de la série précédente.

# XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois

----- 1976      - - - - - 1977      ——— 1978



## XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales <sup>3</sup>					Recettes en capital <sup>4</sup>	Total des recettes fiscales
	Contributions directes <sup>2</sup>	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972 .....	178,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973 .....	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974 .....	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975 .....	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1976 .....	388,0	68,7	215,2	671,9	91,7	7,2	679,1
1977 .....	448,2	72,1	236,7	757,0	104,0	7,9	764,9
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	88,1	16,6	54,5	159,2	18,7	1,6	160,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	101,6	17,1	55,6	174,3	27,9	1,8	176,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	123,5	17,6	62,2	203,3	43,6	1,9	205,2
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	82,7	17,5	45,9	146,1	2,5	2,0	148,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	107,2	18,6	61,7	187,5	23,9	1,9	189,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	122,7	17,4	61,2	201,3	29,9	2,1	203,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	135,6	18,6	67,8	222,1	47,7	1,9	224,0
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	101,1	18,3	56,3	175,7	1,6	2,3	178,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127,5	18,2	66,7	212,4	212,4	2,0	214,4
1977 Juillet .....	63,9	5,6	24,8	94,3	28,0	0,7	95,0
Août .....	29,1	5,5	20,6	55,2	0,4	0,7	55,9
Septembre .....	29,7	6,3	15,8	51,8	1,5	0,7	52,5
Octobre .....	59,6	5,6	20,9	86,1	26,8	0,7	86,8
Novembre .....	26,7	5,8	17,1	49,6	0,5	0,6	50,2
Décembre .....	49,3	7,1	29,9	86,3	20,4	0,7	87,0
1978 Janvier .....	36,7	6,8	23,1	66,6	0,9	0,8	67,4
Février .....	33,1	5,6	15,6	54,3	...	0,7	55,0
Mars .....	31,3	5,9	17,5	54,7	0,7	0,8	55,5
Avril .....	47,5	5,8	27,7	81,0	22,0	0,6	81,6
Mai .....	36,3	6,5	18,9	61,7	0,3	0,6	62,3
Juin .....	43,7	5,9	20,1	69,7	1,8	0,8	70,5
Juillet .....	69,9	6,1	27,5	103,5	29,2	0,8	104,3

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés.

<sup>3</sup> Il est à noter que certaines de ces recettes fiscales étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds

Spécial des Communes et aux Communautés Européennes. Les recettes ne comprennent pas les droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

<sup>4</sup> Droits de succession.

## XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1977 <sup>2</sup>		1977 : Juillet <sup>2</sup>		1978 : Juillet	
	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations
<b>A. Recettes courantes :</b>						
I. Contributions directes .....						
précompte immobilier .....	448,2	499,9	63,9	73,0	69,9	74,6
précompte mobilier .....	1,4	1,4	0,1	0,1	0,2	0,2
versements anticipés .....	34,7	33,7	4,3	4,2	5,1	4,6
impôts de sociétés (rôles) .....	104,0	120,4	28,0	35,0	29,2	33,3
impôts de personnes physiques (rôles) .....	3,8	6,0	- 0,1	...	- 0,5	- 0,6
précompte professionnel .....	40,3	46,0	2,0	2,4	2,7	1,8
divers .....	252,9	281,3	28,8	30,4	32,3	34,4
divers .....	11,1	11,1	0,8	0,9	0,9	0,9
II. Douanes et accises .....	72,1	71,0	5,6	5,6	6,1	5,8
III. T.V.A. et enregistrement .....	236,7	242,0	24,8	23,9	27,5	30,5
<b>B. Recettes en capital .....</b>	<b>7,9</b>	<b>7,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>
<b>Total ...</b>	<b>764,9</b>	<b>820,7</b>	<b>95,0</b>	<b>103,2</b>	<b>104,3</b>	<b>111,8</b>
Différence par rapport aux évaluations ...	- 55,8		- 8,2		- 7,5	

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> Y compris les recettes affectées qui à partir de 1978 sont réintégrées dans le budget (cf. note <sup>3</sup> du tableau XI-4).

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 8, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII<sup>e</sup> an-

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

née, vol. II, n<sup>o</sup> 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, n<sup>o</sup> 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

**XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE**  
**XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1974**

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes  (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers							Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements	
		Entreprises privées et particuliers	Orga- nismes publiques d'exploita- tion	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Etranger		Orga- nismes princi- pale- ment moné- taires	Fonds des Rentés	Cais- ses d'épar- gne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assura- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médi- aires financiers publiques de crédit	(12)	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)			
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers  (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	0,5	—	—	—	6,3	146,3	—	7,0	10,0	0,8	171,0		
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	16,8	—	—	—	—	252,2	—	0,7	4,7	...	274,4		
		Obligations .....	49,8	...	...	...	...	8,3	—	14,4	...	...	101,6		
		Autres emprunts à plus d'un an .....	—	0,2	...	...	1,0	—	—	303,8	75,2	286,0	...	666,2	
		Divers .....	...	5,2	8,3	—	67,4	...	...	—	1,0	26,7	...	108,6	
		(Actions et parts) .....	(428,0)	(3,8)	(0,6)	—	(0,2)	(—)	(2,9)	(—)	(1,3)	(7,4)	(—)	(444,1)	
<b>Total ...</b>		66,6	5,9	8,3	...	68,4	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,8	0,8	1.321,7	
Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation  (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	—	...	...	0,3	0,7	—	1,0	1,5	...	3,4		
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,3	...	...	...	...	0,4	0,6	...	7,4	...	8,8		
		Certificats à un an au plus .....	...	...	...	...	...	4,0	...	...	...	...	4,0		
		Obligations accessibles à tout placeur .....	26,6	2,3	...	0,2	0,3	0,7	15,6	1,4	14,9	8,6	1,4	72,0	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	0,2	...	0,6	7,0	...	8,2	6,4	6,1	31,4	
		Autres emprunts à plus d'un an .....	...	...	...	...	...	2,7	...	...	0,8	0,2	38,4	42,2	
Divers .....	17,4	...	7,4	0,5	...	4,7	...	...	...	...	3,9	34,0			
(Actions et parts) .....	(1,0)	...	(21,8)	(11,9)	(—)	(—)	(0,3)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(37,7)		
<b>Total ...</b>		44,3	2,3	7,4	0,9	0,3	9,5	27,9	1,4	24,9	15,2	54,9	6,7	195,8	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor)  (3)	Fonds de tiers .....	4,9	0,7	—	2,1	...	6,7	65,0	...	...	0,2	17,2	96,8	
		Certificats à un an au plus .....	—	0,8	...	...	...	6,8	13,5	9,1	11,7	14,8	...	56,8	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	204,3	3,6	...	2,5	7,9	3,1	201,0	5,2	80,9	74,9	30,9	...	614,3
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	0,2	...	...	...	2,6	66,6	...	9,7	1,6	...	82,4	
		Divers .....	...	0,9	...	...	4,9	1,2	8,5	...	9,5	1,3	0,4	...	26,7
		<b>Total ...</b>		209,2	6,2	—	4,7	12,8	20,3	354,6	14,3	111,8	77,9	48,1	17,2
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)  (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	38,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	24,9	...	...	13,3	...	124,7	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	50,6	0,2	...	0,5	0,2	0,3	30,2	3,9	19,5	14,4	4,9	29,9	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	7,0	...	16,9	1,5	4,1	0,4	
		Autres emprunts à plus d'un an .....	...	7,5	...	...	...	...	...	...	15,3	...	146,5	...	169,3
Divers .....	3,6	1,1	6,5	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	11,6		
<b>Total ...</b>		54,2	8,9	6,5	0,5	0,2	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	169,1	0,4	374,4	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale  (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,4	
		Certificats à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,2
		Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	...	0,7	...	0,1	2,0	...	47,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	79,3	
		Réserves de sécurité sociale .....	37,3	...	...	...	...	10,2	...	...	...	...	...	...	47,5
Divers .....	52,4	...	2,6	...	...	0,3	6,0	...	0,1	4,2	...	13,8	79,3		
<b>Total ...</b>		89,7	...	2,6	...	0,4	10,5	6,7	...	0,2	6,3	0,4	13,8	130,6	
Secteurs nationaux non financiers	Etranger  (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	...	...	...	...	1,3	53,0	...	5,4	10,1	0,2	70,0	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	101,4	...	...	...	...	101,4	
		Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires <sup>1</sup> .....	...	...	...	...	...	...	593,4	...	...	...	...	593,4	
		Obligations .....	14,8	...	...	0,1	0,1	...	53,7	...	1,7	5,4	...	75,9	
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	...	...	14,8	...	...	...	24,9	...	...	...	...	...	39,7
Divers .....	...	4,3	11,8	...	1,6	...	4,8	...	0,5	...	...	...	23,0		
(Actions et parts) .....	...	(0,2)	(0,5)	...	...	...	(—)	(6,4)	(—)	(1,4)	(—)	(—)	(8,6)		
<b>Total ...</b>		14,8	4,3	26,6	0,1	1,8	1,3	831,5	...	7,6	5,4	10,1	0,2	903,6	



DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	(7)													
Organismes principalement monétaires	Monnaie	504,4	5,0	1,1	30,4	1,9	—	...	7,4	1,8	0,8	...	552,9	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	3,9	5,6	0,7	2,5	—	0,6	...	13,3
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	695,0	—	—	—	—	—	...	695,0
	Autres dépôts en devises à un an au plus	17,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	17,5
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	169,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	169,5
	Autres dépôts à un an au plus	181,9	0,8	—	...	0,1	—	—	—	5,4	...	1,0	...	189,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	113,5	...	—	—	...	...	113,5
	Dépôts à plus d'un an	23,2	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	...	23,2
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	48,4	—	—	...	...	—	—	—	...	0,2	...	...	48,7
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	—	14,7	...	3,9	0,3	2,0	75,5	96,9
(Actions et parts)	(23,8)	—	(0,2)	—	—	—	(2,6)	(—)	(0,4)	(0,6)	—	—	(27,6)	
Total ...	945,2	5,8	1,5	30,4	2,0	699,0	133,8	0,7	19,3	2,3	4,4	75,5	1.919,8	
Fonds des Rentes	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	...	—	...	—	...	...	...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	18,1	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,4	3,2	
Total ...	—	—	2,8	0,3	—	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	0,4	21,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Monnaie	18,0	0,4	...	0,2	3,7	...	...	—	...	3,7	0,8	0,2	27,0
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	...	...	...	—	...	...	...	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	334,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	334,1	
	Autres dépôts à un an au plus	32,8	2,0	0,4	0,7	4,2	1,8	—	—	8,7	1,2	...	51,9	
	Dépôts à plus d'un an	50,8	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50,8	
	Bons de caisse à un an au plus	20,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	20,5	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	85,0	...	—	...	...	...	1,3	—	0,3	0,9	...	87,4	
	Réserves mathématiques	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3	
Divers	11,1	...	0,2	6,0	...	...	0,1	...	...	...	0,2	17,0	34,6	
(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	(—)	(1,4)	(0,3)	—	(5,3)		
Total ...	553,6	2,4	0,6	6,9	7,9	1,8	1,4	...	0,3	13,3	2,2	17,3	607,7	
Organisme d'assurance et acc. du travail, fonds de pension	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
	Réserves de sécurité sociale	64,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64,1	
	Réserves mathématiques	259,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	259,5	
	Divers	29,9	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	32,6	
	(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(2,9)	
Total ...	353,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2	356,2	
Intermédiaires financiers publics de crédit	Monnaie	5,2	...	—	0,3	...	...	—	...	0,2	...	...	5,7	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	2,1	...	...	0,6	...	0,1	2,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	8,8	0,1	1,4	10,6	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	38,3	...	—	...	...	...	—	—	...	...	...	38,3	
	Autres dépôts à un an au plus	11,7	4,0	—	15,8	11,5	0,9	3,5	—	...	2,6	0,6	51,2	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	38,5	...	...	...	...	...	—	—	...	0,5	0,4	39,4	
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	1,5	1,6	—	...	0,6	...	3,7	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	223,2	0,5	...	0,6	7,0	...	33,5	1,6	26,6	25,5	6,4	...	324,9
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	3,4	5,0	12,9	—	27,2	21,3	3,3	5,0	78,1
	Divers	7,7	...	19,8	...	...	1,2	...	—	0,2	...	0,4	22,8	52,1
(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,4)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,7)	
Total ...	324,5	4,6	19,8	16,8	22,0	10,7	51,9	1,6	63,4	50,1	13,1	28,4	606,8	
Secteurs indéterminés et ajustements		—	9,8	...	...	5,7	—	66,7	1,4	19,2	10,5	5,8	—	119,1
	(12)													
(13) = (1) + (12)	Total des créances	2.655,6	50,2	76,5	60,5	121,6	759,7	1.954,9	23,4	630,5	327,9	610,6	163,0	7.434,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises privées et particulières (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
Entreprises privées et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....		0,8	—			5,6	155,9	—	10,6		15,9	0,8	189,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	19,7						309,1	—	2,1		6,3	...	337,3	
	Obligations .....	57,9		...	...	...	9,9	...	—	22,4		...	...	123,0	
	Autres emprunts à plus d'un an .....		0,3		...	1,0		...	—	340,5	83,1	311,2	...	736,2	
	Divers .....		7,0	8,6		79,0	...	...	—	0,6	31,3	0,1	...	126,5	
(Actions et parts) .....	(468,5)	(4,0)	(0,9)		(0,1)	(...)	(3,1)	(—)	(1,9)	(8,1)	(...)	(...)	(...)	(486,7)	
	Total ...	77,7	8,1	8,6	...	80,0	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	0,8	1.512,4	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...		—	...	...	0,3	0,5	—	0,9		1,9	...	3,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	0,3		...	...	...	0,9	0,7	—	2,0	...	14,0	...	17,8	
	Certificats à un an au plus .....	...		...	...	...	...	5,6	—	...	...	...	...	5,6	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	26,5	2,5	...	0,2	0,3	0,6	15,5	1,8	14,7	8,8	1,7	...	72,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	0,2	...	0,5	12,1	...	8,7	6,7	5,5	2,7	36,5	
Autres emprunts à plus d'un an .....				...	...	3,8	...	—	0,6	0,2	43,7	...	48,3		
Divers .....	28,4	...	7,6	0,4		5,1	...	—	...	...	...	5,9	47,4		
(Actions et parts) .....	(1,1)		(23,7)	(14,0)	(...)		(0,4)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,9)	(0,9)	(...)	(41,8)	
	Total ...	55,2	2,6	7,6	0,8	0,4	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	8,6	231,8	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers .....	5,5	0,6	—	4,6	...	2,6	70,1	...	...	...	...	28,3	111,8	
	Certificats à un an au plus .....	—		—	0,3	...	6,7	14,2	6,0	28,2	...	14,6	...	70,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	223,2	5,1	—	3,0	7,6	2,3	238,0	10,0	100,2	81,7	36,7	...	707,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	0,2	—	...	...	1,9	64,0	...	10,9	1,5	1,0	...	79,6	
	Divers .....		1,4	—		3,0	1,1	4,3	...	10,2	3,3	0,5	...	23,8	
	Total ...	228,7	7,4	—	7,9	10,7	14,6	390,6	16,0	149,5	86,5	52,8	28,4	993,0	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	0,7	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	...	—	...	0,7	—	—	—	—	...	0,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	...	—	...	29,2	—	—	—	24,7	...	53,9	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	51,1	0,2	...	0,5	0,2	0,3	30,9	4,4	19,9	14,6	5,2	...	127,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	7,8	...	17,5	1,7	4,6	0,4	32,0	
Autres emprunts à plus d'un an .....		9,2							19,7	...	168,8	...	197,7		
Divers .....	4,2	1,0	7,0	...	...	...	...	—	...	...	0,4	...	12,6		
	Total ...	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	0,4	424,1	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Certificats à un an au plus .....	—	...	...	...	...	...	1,0	...	...	0,7	0,5	...	2,2	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,4	...	1,3	...	...	1,9	0,4	...	4,1	
Réserves de sécurité sociale .....	39,3	—	—	—	—	—	—	10,6	—	—	—	—	—	49,8	
Divers .....	60,5	...	3,5	...	...	...	0,2	6,3	—	...	3,4	...	12,8	86,8	
	Total ...	99,8	...	3,5	...	0,4	10,8	8,7	...	...	6,0	0,9	12,8	143,0	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	—	0,6	...	...	—	...	...	0,6	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	...	—	0,7	58,3	—	4,8	—	9,0	3,1	75,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	...	—	—	141,8	—	...	—	...	...	141,8	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	687,9	—	—	—	—	—	—	687,9
	Obligations .....	15,8	...	...	0,1	0,1	—	39,5	...	2,5	6,0	...	...	64,0	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	—	—	15,6	—	—	—	26,3	—	—	—	—	—	—	41,9	
Divers .....	—	5,3	12,8	—	—	—	5,2	—	0,6	—	—	—	—	25,6	
(Actions et parts) .....		(0,2)	(0,5)				(—)	(7,0)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(9,2)	
	Total	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	0,7	959,6	...	7,8	6,0	9,1	3,1	1.037,7	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

(13) (1) à (12)	Secteurs indéterminés et ajustements (12)	Intermédiaires financiers												
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie .....	584,6	5,9	1,4	34,8	2,5	—	—	9,0	1,5	0,7	...	640,3	
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	2,7	5,9	2,8	2,1	—	1,2	14,7	
	Autres engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	797,4	—	—	—	—	—	797,4	
	Autres dépôts en devises à un an au plus .....	23,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23,0	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	220,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	220,4	
	Autres dépôts à un an au plus .....	173,7	0,1	—	...	0,2	—	—	—	8,3	...	0,7	183,0	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	—	—	—	—	115,4	...	0,1	—	...	115,4	
	Dépôts à plus d'un an .....	30,7	...	—	...	...	—	0,7	—	...	...	...	31,5	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	57,6	—	—	...	...	—	0,1	—	...	0,4	...	58,2	
	Divers .....	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	76,3	
(Actions et parts) .....	(24,7)	...	(0,2)	...	...	...	(2,2)	(—)	(0,6)	(0,8)	...	(28,5)		
<b>Total ...</b>	<b>1.090,2</b>	<b>6,0</b>	<b>1,7</b>	<b>34,8</b>	<b>2,7</b>	<b>800,1</b>	<b>122,1</b>	<b>2,8</b>	<b>19,6</b>	<b>1,9</b>	<b>2,7</b>	<b>76,3</b>	<b>2.160,9</b>	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	0,1	...	...	—	...	0,1	0,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	2,9	—	—	—	—	2,9	
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	...	—	...	9,1	—	10,2	—	0,8	20,1	
	Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	0,5	3,3	
	<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>—</b>	<b>0,1</b>	<b>12,0</b>	<b>—</b>	<b>10,2</b>	<b>—</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>	<b>26,6</b>
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie .....	23,0	0,3	...	0,4	4,9	...	...	...	7,4	1,5	0,1	37,7	
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	...	...	—	...	...	...	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	...	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	...	0,2	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	402,6	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	402,6	
	Autres dépôts à un an au plus .....	32,1	2,1	0,4	1,2	5,8	4,9	—	0,1	13,0	0,8	...	60,3	
	Dépôts à plus d'un an .....	56,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	56,1	
	Bons de caisse à un an au plus .....	23,7	...	—	...	...	...	0,5	—	...	...	...	24,2	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	101,9	...	—	...	...	...	2,6	—	0,8	0,9	0,1	106,4	
	Réserves mathématiques .....	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4	
	Divers .....	14,6	...	0,2	7,2	...	...	0,1	...	...	...	0,2	41,2	
(Actions et parts) .....	(3,1)	...	...	...	...	...	...	(—)	(2,3)	(0,3)	...	(5,7)		
<b>Total ...</b>	<b>655,5</b>	<b>2,4</b>	<b>0,6</b>	<b>8,8</b>	<b>10,6</b>	<b>4,9</b>	<b>3,5</b>	<b>...</b>	<b>0,9</b>	<b>21,3</b>	<b>2,6</b>	<b>19,0</b>	<b>730,2</b>	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
	Réserves de sécurité sociale .....	71,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,7	
	Réserves mathématiques .....	282,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	282,3	
	Divers .....	35,1	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	2,3	37,8	
	(Actions et parts) .....	(2,9)	...	...	...	...	...	...	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(3,0)	
<b>Total ...</b>	<b>389,1</b>	<b>...</b>	<b>0,4</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2,3</b>	<b>391,8</b>	
Intermédiaires financiers publiques de crédit (11)	Monnaie .....	6,0	...	—	0,1	...	...	0,1	...	0,2	...	...	6,5	
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	3,2	0,1	...	1,6	...	...	5,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,2	—	10,4	0,2	2,1	12,9	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	55,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	55,5	
	Autres dépôts à un an au plus .....	14,1	4,9	—	14,9	9,8	0,7	5,8	—	0,1	1,4	1,0	52,7	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur .....	44,6	...	...	...	...	...	1,6	...	...	1,5	0,6	48,4	
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	4,0	...	...	...	0,6	4,6	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur .....	251,1	0,5	...	0,9	6,2	...	31,8	1,8	32,5	24,6	8,2	357,6	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	3,2	4,1	13,5	—	38,0	19,2	3,7	88,4	
	Divers .....	8,1	...	23,5	...	...	3,2	...	—	0,2	...	0,4	25,9	
(Actions et parts) .....	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,8)	
<b>Total ...</b>	<b>379,5</b>	<b>5,4</b>	<b>23,5</b>	<b>15,9</b>	<b>19,3</b>	<b>11,2</b>	<b>57,1</b>	<b>1,8</b>	<b>82,7</b>	<b>47,2</b>	<b>16,6</b>	<b>32,8</b>	<b>692,9</b>	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			13,0	...	...	8,2	...	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	—	127,5
	<b>Total des créances</b> .....	<b>3.046,7</b>	<b>60,5</b>	<b>84,2</b>	<b>68,7</b>	<b>134,4</b>	<b>859,5</b>	<b>2.195,8</b>	<b>28,7</b>	<b>752,5</b>	<b>358,6</b>	<b>697,2</b>	<b>185,1</b>	<b>8.471,9</b>

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

1 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes (18) = (1) à (12)
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit		
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	.....	+ 0,4	—	.....	.....	— 0,7	+ 9,6	—	+ 3,5	.....	+ 5,8	— 0,1	+ 18,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	.....	.....	.....	.....	.....	+ 56,9	—	+ 1,4	.....	+ 1,6	.....	.....	+ 62,9
	Obligations	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,2 <sup>1</sup>	+ 1,6	—	+ 8,0	+ 3,7	.....	.....	+ 23,6
	Autres emprunts à plus d'un an	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 36,8	+ 7,9	+ 25,3	.....	+ 70,0
	Divers	.....	+ 1,8	+ 0,3	.....	+ 11,6	+ 36,6	.....	.....	— 0,4	+ 4,6	.....	.....	+ 54,5
(Actions et parts)	.....	(+ 0,3)	(+ 0,3)	.....	.....	(— 0,6) <sup>2</sup>	(+ 0,2)	(—)	(+ 0,7)	(+ 0,8)	(...)	(...)	(...)	(+ 19,4)
	Total ...	+ 11,1	+ 2,2	+ 0,3	.....	+ 11,6	+ 38,1	+ 68,0	—	+ 49,3	+ 16,2	+ 32,7	— 0,1	+ 229,4
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,1	—	— 0,1	.....	+ 0,4	.....	.....	+ 0,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4	+ 0,2	—	+ 2,0	.....	+ 6,6	.....	+ 9,1
	Certificats à un an au plus	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,6	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,6
	Obligations accessibles à tout placeur	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	— 0,2	— 0,1	+ 0,4	— 0,2	+ 0,2	+ 0,3	.....	+ 0,6
	Obligations non accessibles à tout placeur	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,1	+ 5,0	.....	+ 0,5	+ 0,3	— 0,6	— 0,1	+ 5,0
Autres emprunts à plus d'un an	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,1	.....	.....	— 0,3	.....	+ 5,2	.....	+ 6,0	
Divers	.....	.....	+ 0,2	— 0,1	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,0	+ 13,4
(Actions et parts)	.....	(...)	(+ 1,8)	(+ 2,1)	(...)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 4,1)
	Total ...	+ 10,9	+ 0,2	+ 0,2	— 0,1	.....	+ 1,6	+ 6,5	+ 0,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 11,9	+ 1,9	+ 35,9
Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers	.....	— 0,1	.....	+ 2,4	.....	— 4,1	+ 5,1	.....	.....	.....	— 0,2	+ 11,2	+ 14,9
	Certificats à un an au plus	.....	— 0,7	.....	+ 0,3	— 0,1	+ 1,8	+ 0,7	— 3,1	+ 16,5	.....	— 0,2	.....	+ 15,2
	Obligations accessibles à tout placeur	.....	+ 1,6	.....	+ 0,5	— 0,3	— 0,8	+ 36,9	+ 4,8	+ 19,3	+ 6,8	+ 5,7	.....	+ 93,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,7	— 2,5	.....	+ 1,2	— 0,1	— 0,7	.....	— 2,9
	Divers	.....	+ 0,5	.....	.....	— 1,8	— 0,1	— 4,2	.....	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,1	.....	— 2,8
	Total ...	+ 19,5	+ 1,2	.....	+ 3,2	— 2,1	— 3,8	+ 36,0	+ 1,7	+ 37,7	+ 8,6	+ 4,7	+ 11,1	+ 117,8
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,3	.....	.....	.....	+ 11,3	.....	+ 15,7
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,5	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	.....	+ 2,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	.....	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,4	.....	+ 2,1
Autres emprunts à plus d'un an	.....	+ 1,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,4	.....	+ 22,3	.....	+ 28,4	
Divers	.....	+ 0,5	— 0,1	+ 0,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	+ 1,0	
	Total ...	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,5	.....	.....	+ 5,9	+ 0,5	+ 5,4	+ 0,3	+ 34,5	.....	+ 49,7	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Certificats à un an au plus	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	.....	.....	+ 0,7	+ 0,1	.....	+ 1,8
	Obligations accessibles à tout placeur	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations non accessibles à tout placeur	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7	.....	.....	— 0,2	+ 0,4	.....	+ 0,8
Réserves de sécurité sociale	+ 1,9	.....	.....	.....	.....	+ 0,4 <sup>2</sup>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3
Divers	+ 8,1	.....	+ 1,0	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	— 0,1	— 0,8	.....	— 1,0	+ 7,5	
	Total ...	+ 10,1	.....	+ 1,0	.....	.....	+ 0,4	+ 1,9	.....	— 0,1	— 0,3	+ 0,5	— 1,0	+ 12,4
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,5	+ 5,2	.....	— 0,7	.....	— 1,0	+ 2,9	+ 5,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 40,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 40,3
	Autres emprunts à un an au plus envers des organismes principalement monétaires <sup>3</sup>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 89,6	.....	.....	.....	.....	.....	+ 89,6
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 2,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,5
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	— 19,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	— 19,2
	Obligations	+ 26,7 <sup>4</sup>	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	+ 0,6	.....	.....	+ 13,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	.....	.....	+ 2,7	.....	.....	.....	.....	+ 1,5	.....	.....	.....	— 1,9	+ 2,3
	Divers	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,0	.....	+ 0,1	.....	+ 0,3	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	+ 4,3
(Actions et parts)	(+ 9,4) <sup>4</sup>	(...)	(...)	.....	.....	(—)	(...)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(+ 9,4)	
	Total ...	+ 11,8	+ 1,0	+ 3,8	.....	+ 0,1	— 0,5	+ 123,2	.....	+ 0,2	+ 0,6	— 1,0	+ 1,0	+ 140,1

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie .....	+80,2	+ 0,9	+ 0,3	+ 4,4	+ 0,5	.....	.....	+ 1,5	- 0,3	- 0,1	.....	+ 87,4	
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	.....	—	.....	.....	+ 1,2	+ 0,3	+ 2,1	- 0,3	+ 1,4	
	Autres engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+102,4	
	Autres dépôts en devises à un an au plus .....	+ 5,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,5	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	+50,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 50,9	
	Autres dépôts à un an au plus .....	- 8,2	- 0,7	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 6,2	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,9	
	Dépôts à plus d'un an .....	+ 7,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 8,3	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	+ 9,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 9,5	
	Divers .....	(+ 0,9)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	
(Actions et parts) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 19,9		
Total ...	+145,1	+ 0,2	+ 0,3	+ 4,4	+ 0,6	+101,2	-11,7	+ 2,1	+ 0,3	- 0,4	- 1,7	+ 0,8	+241,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	.....	—	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	+ 0,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	.....	—	.....	+ 2,9	.....	.....	.....	.....	+ 2,9	
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	- 0,3	—	- 0,1	- 1,7	.....	+ 5,1	.....	- 1,0	+ 2,0	
	Divers .....	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	
	Total ...	—	—	.....	- 0,2	—	.....	+ 1,2	—	+ 5,1	—	- 1,0	+ 0,2	+ 5,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie .....	+ 5,1	- 0,1	.....	+ 0,2	+ 1,2	.....	.....	.....	+ 3,7	+ 0,6	- 0,1	+ 10,7	
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	+68,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 68,5	
	Autres dépôts à un an au plus .....	- 0,7	.....	.....	+ 0,5	+ 1,6	+ 3,1	.....	.....	.....	+ 4,3	- 0,4	+ 8,4	
	Dépôts à plus d'un an .....	+ 5,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,3	
	Bons de caisse à un an au plus .....	+ 3,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,7	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an .....	+17,0	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4	.....	+ 0,5	.....	+ 0,1	+ 19,0	
	Réserves mathématiques .....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	
Divers .....	+ 3,5	.....	.....	+ 1,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,8		
(Actions et parts) .....	(- 0,5)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(+ 0,9)	(...)	.....	+ 0,4		
Total ...	+102,0	.....	.....	+ 1,9	+ 2,7	+ 3,1	+ 2,0	.....	+ 0,5	+ 8,1	+ 0,4	+ 1,8	+122,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	
	Réserves de sécurité sociale .....	+ 7,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,6	
	Réserves mathématiques .....	+22,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 22,8	
	Divers .....	+ 5,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	+ 5,2	
	(Actions et parts) .....	(+ 0,1)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(...)	(...)	(-)	+ 0,1	
Total ...	+35,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	+ 0,1	+ 35,6	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie .....	+ 0,9	.....	—	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7	
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	.....	—	.....	+ 1,1	+ 0,1	.....	+ 1,0	.....	- 0,1	- 0,1	+ 2,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 1,6	+ 0,1	+ 0,7	.....	+ 2,3	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	+17,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 17,3	
	Autres dépôts à un an au plus .....	+ 2,4	+ 0,9	.....	- 1,0	- 1,7	- 0,1	+ 2,3	.....	.....	- 1,2	+ 0,5	+ 1,5	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur .....	+ 6,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,6	.....	.....	+ 1,1	+ 0,2	+ 9,0	
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	- 1,5	+ 2,5	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur .....	+27,9	.....	.....	+ 0,3	- 0,8	.....	- 1,7	+ 0,2	+ 5,9	- 0,8	+ 1,8	.....	+ 32,7
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	- 0,2	.....	- 0,9	+ 0,6	+10,8	- 2,0	+ 0,4	+ 1,7	+ 10,3
	Divers .....	+ 0,4	.....	+ 3,7	.....	.....	.....	+ 2,0	.....	.....	.....	.....	+ 3,2	
(Actions et parts) .....	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	+ 0,1	
Total ...	+55,0	+ 0,8	+ 3,7	- 0,9	- 2,7	+ 0,6	+ 5,2	+ 0,2	+19,3	- 2,9	+ 3,5	+ 4,4	+ 86,2	
Sociétés indétachées et ajustements (12)	.....	.....	+ 3,1	.....	.....	+ 2,5	- 1,9	+ 2,6	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,2	+ 2,1	—	+ 11,5
	Total des créances .....	+402,1	+10,3	+ 9,8	+ 8,3	+12,7	+138,8	+240,9	+ 5,3	+122,0	+30,8	+86,6	+20,2	+1087,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

1 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1.

2 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

3 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

4 Cf. rubrique 4.811 du tableau IX-1.

**XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1974**

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	66,6	5,9	8,3	...	68,4	149,2	6,3	406,8	—	326,9	130,9	300,8	1.165,4	0,8	1.321,7
2. Organismes publics d'exploitation	44,3	2,3	7,4	0,9	0,3	55,2	9,5	27,9	1,4	24,9	15,2	54,9	124,3	6,7	195,8
3. Etat (Trésor) .....	209,2	6,2	—	4,7	12,8	232,9	20,3	354,6	14,3	111,8	77,9	48,1	606,7	17,2	877,1
4. Secteur public non compris ailleurs	54,2	8,9	6,5	0,5	0,2	70,3	0,3	62,7	3,9	51,7	16,0	169,1	303,4	0,4	374,4
5. Sécurité sociale .....	89,7	...	2,6	...	0,4	92,7	10,5	6,7	...	0,2	6,3	0,4	13,6	13,8	130,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	464,0	23,3	24,8	6,1	82,1	600,3	46,9	858,7	19,6	515,5	246,3	573,3	2.213,4	38,9	2.899,6
7. Etranger .....	14,8	4,3	26,6	0,1	1,8	47,6	1,3	831,5	...	7,6	5,4	10,1	854,6	0,2	903,6
8. Organismes principalement monétaires .....	945,2	5,8	1,5	30,4	2,0	984,9	699,0	133,8	0,7	19,3	2,3	4,4	160,5	75,5	1.919,8
9. Fonds des Rentes .....	—	—	2,8	0,3	—	3,1	0,1	10,8	—	5,1	—	1,8	17,7	0,4	21,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	553,6	2,4	0,6	6,9	7,9	571,4	1,8	1,4	...	0,3	13,3	2,2	17,2	17,3	607,7
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	353,5	...	0,4	...	...	353,9	...	...	...	...	...	...	...	2,2	356,2
12. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	324,5	4,6	19,8	16,8	22,0	387,7	10,7	51,9	1,6	63,4	50,1	13,1	180,1	28,4	606,8
13. Total des intermédiaires financiers	2.176,8	12,8	25,1	54,4	31,9	2.301,0	711,6	197,9	2,3	88,1	65,7	21,5	375,5	123,8	3.511,8
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	9,8	...	...	5,7	15,5	...	66,7	1,4	19,2	10,5	5,8	103,6	—	119,1
15. Total des créances .....	2.655,6	50,2	76,5	60,5	121,6	2.964,4	759,7	1.954,9	23,4	630,5	327,9	610,6	3.547,3	163,0	7.434,3
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.333,9	- 145,6	- 800,6	- 313,9	- 9,0	+ 64,8	- 143,9	+ 35,1	+ 2,1	+ 22,8	- 28,3	+ 3,8	+ 35,4	+ 43,8	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

**XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1975**

 Totaux sectoriels  
 (milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	77,7	8,1	8,6	...	80,0	174,4	5,6	474,9	—	376,2	147,1	333,5	1.331,7	0,8	1.512,4
2. Organismes publics d'exploitation	55,2	2,6	7,6	0,8	0,4	66,6	11,1	34,4	1,8	26,9	15,7	66,8	145,6	8,6	231,8
3. Etat (Trésor) .....	228,7	7,4	—	7,9	10,7	254,7	14,6	390,6	16,0	149,5	86,5	52,8	695,4	28,4	993,0
4. Secteur public non compris ailleurs	55,3	10,4	7,0	0,5	0,2	73,4	0,3	68,6	4,4	57,1	16,3	203,6	350,0	0,4	424,1
5. Sécurité sociale .....	99,8	...	3,5	...	0,4	103,7	10,8	8,7	...	...	6,0	0,9	15,6	12,8	143,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	516,7	28,5	26,7	9,2	91,7	672,8	42,4	977,2	22,2	609,7	271,6	657,6	2.538,3	51,0	3.304,3
7. Etranger .....	15,8	5,3	28,4	0,1	1,8	51,4	0,7	959,6	...	7,8	6,0	9,1	982,5	3,1	1.037,7
8. Organismes principalement moné- taires .....	1.090,2	6,0	1,7	34,8	2,7	1.135,4	800,1	122,1	2,8	19,6	1,9	2,7	149,1	76,3	2.160,9
9. Fonds des Rentes .....	—	—	2,8	...	—	2,8	0,1	12,0	—	10,2	—	0,8	23,0	0,6	26,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	655,5	2,4	0,6	8,8	10,6	677,9	4,9	3,5	...	0,9	21,3	2,6	28,3	19,0	730,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	389,1	...	0,4	...	...	389,5	...	...	...	...	...	...	...	2,3	391,8
12. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	379,5	5,4	23,5	15,9	19,3	443,6	11,2	57,1	1,8	82,7	47,2	16,6	205,4	32,8	692,9
13. Total des intermédiaires financiers	2.514,3	13,8	29,0	59,5	32,6	2.649,2	816,3	194,7	4,6	113,4	70,4	22,7	405,8	131,0	4.002,4
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	13,0	...	...	8,2	21,2	.....	64,3	1,9	21,6	10,7	7,8	106,3	—	127,5
15. Total des créances .....	3.046,7	60,5	84,2	68,7	134,4	3.394,5	859,5	2.195,8	28,7	752,5	358,6	697,2	4.032,8	185,1	8.471,9
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.534,3	- 171,3	- 908,8	- 355,4	- 8,6	+ 90,2	- 178,2	+ 34,9	+ 2,1	+ 22,3	- 33,2	+ 4,3	+ 30,4	+ 57,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

## XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1975

Totaux sectoriels  
(milliards de francs)

	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 11,1	+ 2,2	+ 0,3	...	+ 11,6	+ 25,2	+ 38,1	+ 68,0	—	+ 49,3	+ 16,2	+ 32,7	+ 166,2	- 0,1	+ 229,4
2. Organismes publics d'exploitation	+ 10,9	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	...	+ 11,2	+ 1,6	+ 6,5	+ 0,4	+ 1,9	+ 0,5	+ 11,9	+ 21,2	+ 1,9	+ 35,9
3. Etat (Trésor) .....	+ 19,5	+ 1,2	—	+ 3,2	- 2,1	+ 21,8	- 3,8	+ 36,0	+ 1,7	+ 37,7	+ 8,6	+ 4,7	+ 88,7	+ 11,1	+ 117,8
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,5	...	...	+ 3,0	...	+ 5,9	+ 0,5	+ 5,4	+ 0,3	+ 34,5	+ 46,6	...	+ 49,7
5. Sécurité sociale .....	+ 10,1	...	+ 1,0	...	...	+ 11,1	+ 0,4	+ 1,9	...	- 0,1	- 0,3	+ 0,5	+ 2,0	- 1,0	+ 12,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	+ 52,6	+ 5,1	+ 2,0	+ 3,1	+ 9,5	+ 72,3	+ 36,3	+ 118,3	+ 2,6	+ 94,2	+ 25,3	+ 84,3	+ 324,7	+ 11,9	+ 445,2
7. Etranger .....	+ 11,8	+ 1,0	+ 3,8	...	+ 0,1	+ 16,7	- 0,5	+ 123,2	...	+ 0,2	+ 0,6	- 1,0	+ 123,0	+ 1,0	+ 140,1
8. Organismes principalement monétaires .....	+ 145,1	+ 0,2	+ 0,3	+ 4,4	+ 0,6	+ 150,6	+ 101,2	- 11,7	+ 2,1	+ 0,3	- 0,4	- 1,7	- 11,4	+ 0,8	+ 241,2
9. Fonds des Rentes .....	—	—	...	- 0,2	—	- 0,2	...	+ 1,2	—	+ 5,1	—	- 1,0	+ 5,3	+ 0,2	+ 5,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	+ 102,0	...	...	+ 1,9	+ 2,7	+ 106,6	+ 3,1	+ 2,0	...	+ 0,5	+ 8,1	+ 0,4	+ 11,0	+ 1,8	+ 122,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 35,6	...	...	...	...	+ 35,6	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1	+ 0,1	+ 35,6
12. Intermédiaires financiers publics de crédit .....	+ 55,0	+ 0,8	+ 3,7	- 0,9	- 2,7	+ 55,9	+ 0,6	+ 5,2	+ 0,2	+ 19,3	- 2,9	+ 3,5	+ 25,3	+ 4,4	+ 86,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 337,7	+ 1,0	+ 4,0	+ 5,2	+ 0,6	+ 348,5	+ 104,9	- 3,3	+ 2,3	+ 25,1	+ 4,8	+ 1,2	+ 30,1	+ 7,3	+ 490,8
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	+ 3,1	...	...	+ 2,5	+ 5,6	- 1,9	+ 2,6	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,2	+ 2,1	+ 7,8	—	+ 11,5
15. Total des créances .....	+ 402,1	+ 10,3	+ 9,8	+ 8,3	+ 12,7	+ 443,2	+ 138,8	+ 240,9	+ 5,3	+ 122,0	+ 30,8	+ 86,6	+ 485,6	+ 20,2	+ 1.087,7
16. Solde des créances et des dettes ...	+ 172,7	- 25,6	- 108,0	- 41,4	+ 0,3	- 2,0	- 1,4	- 0,3	...	- 0,5	- 4,8	+ 0,4	- 5,2	+ 8,7	—

Nota : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII<sup>e</sup> année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII<sup>e</sup> année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX<sup>e</sup> année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI<sup>e</sup> année, tome I, no 1, janvier 1976, LII<sup>e</sup> année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.



### XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

#### 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total  (5) = (1) à (4) = (6)	Avoirs extérieurs nets  (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9		Divers 12  (14)
		En francs belges					Etat 3  (7)	Autres pouvoirs publics 4  (8)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations 8  (11)	Fonds des Rentes 10  (12)	Autres inter- médiaires financiers 11  (13)	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)	En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)					Financés par les organismes princi- palement monétaires 6  (9)	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes princi- palement monétaires 7  (10)				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) = (6)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1969 .....	353,7	159,8	31,8	14,7	560,0	93,6	243,2	18,9	195,9	206,5	10,8	5,4	28,1	— 35,9
1970 .....	378,2	178,5	39,9	11,4	608,0	104,7	247,3	26,0	218,0	231,2	15,2	5,4	37,0	— 45,6
1971 (ancienne série) .....	416,1	208,4	52,4	9,7	686,6	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	— 49,0
1971 (nouvelle série) 13 .....	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	4,4	41,7	— 44,7
1972 .....	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	8,5	38,6	— 51,8
1973 .....	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	9,6	32,4	— 53,3
1974 .....	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	10,1	44,3	— 45,1
1975 .....	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	9,2	57,1	— 47,4
1976 Juin .....	692,1	437,0	100,1	28,7	1.257,9	136,4	458,5	76,7	515,4	527,9	42,6	17,7	64,7	— 54,1
Septembre .....	661,2	470,7	102,7	30,0	1.264,6	115,5	455,4	73,7	543,5	549,8	42,9	40,0	66,4	— 72,8
Décembre .....	684,1	488,4	103,3	31,4	1.307,2	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	13,9	62,6	— 53,9
1977 Mars .....	689,5	498,2	118,6	37,1	1.343,4	147,9	475,9	81,7	558,3	576,9	48,7	19,1	70,8	— 59,0
Juin .....	732,2	499,7	123,7	30,7	1.386,3	147,1	490,2	91,1	592,0	607,7	50,2	26,1	70,3	— 80,7
Septembre .....	722,7	510,9	131,4	28,8	1.393,8	118,0	507,0	90,1	606,2	618,1	55,8	3,6	81,8	— 68,7
Décembre .....	748,9	528,7	135,3	35,8	1.448,7	122,8	482,9	99,8	654,0	670,3	57,3	10,6	p 91,5	p— 70,2
1978 Mars .....	752,0	555,5	139,3	32,3	1.479,1	p128,5	p528,1	p 99,4	638,2	653,2	p 60,0	5,9	p 94,2	p— 75,2
Juin .....	795,2	547,3	147,4	31,4	1.521,3	p109,1	p539,9	p 83,8	p 669,0	p 691,0	p 62,8	42,5	p 89,6	p— 75,4

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, décembre 1949; XXX<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1955; XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1958; XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 8, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1970; LIII<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONÉTAIRES ET DES BANQUES DE DÉPÔTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3
2. F.M.I. — Participation .....	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	28,7	29,5	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5
— Droits de tirage spéciaux .....	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	27,4	19,9	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1
— Autres .....	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4	0,5	0,7
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation .....	1,9	5,8	16,5	16,9	12,0	11,9	14,9	15,0	13,7	5,9	12,0	13,9	20,0	8,8	10,5
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	79,3	64,5	84,1	94,2	99,9	105,5	101,2	108,2	110,7
b) en francs belges .....	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	144,4	168,3	196,8	222,6	232,2	256,1	238,3	217,2	235,2	238,4	252,0	257,2	258,1	250,4	249,8
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5	2,5	2,3	2,2	2,6	2,4	2,8	2,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	2,3	1,7	0,1	...	5,2	0,2	...	...	4,8
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :															
a) à un an au plus .....	13,2	4,9	1,1	0,5	5,1	4,2	20,6	20,6	20,6	20,6	20,5	29,3	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	2,3	1,9	2,0	2,2	2,7	3,0	3,3	3,3	3,2	3,8	3,8	3,8	3,8	4,3	4,3
— autres .....	34,0	34,0	34,0	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,1	38,1	38,1	38,1	37,9	37,9	37,9
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	1,5	4,5	6,3	7,9	5,2	...	5,1	7,4	5,4	1,2	3,4	4,1	7,7	2,5	3,1
b) effets commerciaux .....	3,2	4,8	10,6	15,2	14,9	10,3	19,8	24,3	26,2	11,4	19,2	20,8	32,0	17,4	10,7
c) avances .....	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5	0,4	...	0,2	0,4	...	0,4	...	0,4	...	0,1
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	2,5	...	...	2,9	4,8	24,5	3,6	13,0	14,8	...	10,2	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	0,9	0,9	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac. ....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	55,9	41,9	28,3	37,8	24,2	23,3	18,7	21,9	12,1	13,9	14,6	15,8	15,2	24,8	59,7
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>256,2</b>	<b>262,7</b>	<b>284,4</b>	<b>331,0</b>	<b>325,6</b>	<b>340,8</b>	<b>356,5</b>	<b>365,2</b>	<b>349,7</b>	<b>345,3</b>	<b>376,7</b>	<b>374,2</b>	<b>406,9</b>	<b>379,4</b>	<b>412,7</b>

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIIIe année, vol. II, no 3, septembre 1968).

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	...	...	...	...	19,0	...	...	...	...	23,4	...	...
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	1,0	3,5	1,7	2,3	3,0	3,6	3,3	3,4	3,3	3,3	3,2	4,8	3,7	3,9	4,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	1,3	3,8	2,0	3,5	3,4	3,7	3,4	22,5	3,4	3,4	3,3	4,9	27,2	4,0	4,5
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	5,0	5,4	5,8	7,0	7,2	7,2	8,4	7,4	7,7	8,1	8,7	7,4	8,0	8,2	10,6
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,1
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	183,2	196,4	216,8	231,5	248,9	281,2	299,7	292,0	299,5	293,9	321,5	316,3	327,4	320,5	348,9
— monnaie scripturale <sup>5</sup> .....	0,4	0,6	0,6	0,5	0,3	0,9	1,0	0,4	1,2	0,7	0,7	0,9	0,5	0,5	0,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics <sup>6</sup> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét. ....	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	4,0	11,8	5,7	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	65,1	55,5	46,4	54,3	44,2	47,1	43,9	42,8	37,2	39,1	42,5	44,5	43,3	46,2	47,1
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>256,2</b>	<b>262,7</b>	<b>284,4</b>	<b>331,0</b>	<b>325,6</b>	<b>340,8</b>	<b>356,5</b>	<b>365,2</b>	<b>349,7</b>	<b>345,3</b>	<b>376,7</b>	<b>374,2</b>	<b>406,9</b>	<b>379,4</b>	<b>412,7</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.  
<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>5</sup> A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

<sup>6</sup> A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

## a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-77	30-9-77	31-10-77	30-11-77	31-12-77	31-1-78	28-2-78	31-3-78	30-4-78	31-5-78	30-6-78	31-7-78	31-8-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>													
1. Or .....	72,1	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3	72,3
2. F.M.I. — Participation .....	29,0	27,7	27,7	27,3	26,7	26,7	26,7	24,7	21,7	21,6	21,0	20,4	19,7
— Prêts .....	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,3	1,3
— Droits de tirage spéciaux .....	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	20,1
— Autres .....	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
3. Accords internationaux .....	0,5	0,5	0,4	0,7	0,4	0,2	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,5
4. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	4,9	4,9	3,3	3,3	3,3
6. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation .....	7,8	13,9	15,2	11,5	20,0	13,2	14,8	8,8	11,2	16,8	10,5	p 14,5	p 17,6
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	103,8	105,5	105,8	104,1	101,2	102,8	104,7	108,2	111,4	111,8	110,7	92,4	86,5
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	250,7	257,2	258,7	253,2	258,1	252,7	256,5	250,4	253,0	259,3	249,8	p234,7	p231,0
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>													
1. Pièces et billets .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	2,3	2,6	2,7	2,5	2,4	2,6	2,6	2,8	2,7	2,7	2,6	2,4	2,5
c) sur les banques de-dépôts .....	5,9	0,2	...	...	...	4,0	0,1	...	0,2	...	4,8	...	1,4
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>													
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :													
a) à un an au plus .....	31,6	29,3	6,2	32,7	37,0	33,9	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2
— autres .....	38,1	38,1	38,1	38,1	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9	37,9
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :													
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :													
a) acceptations bancaires .....	1,4	4,1	6,4	3,5	7,7	6,5	4,6	2,5	3,9	4,1	3,1	3,6	11,5
b) effets commerciaux .....	15,0	20,8	25,5	23,9	32,0	22,7	20,9	17,4	22,4	18,9	10,7	p 17,6	p 31,2
c) avances .....	0,4	...	...	...	0,4	0,3	...	...	...	...	0,1	...	0,4
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	12,5	...	10,2	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	0,1	...	...	2,3	0,2	0,1	...	...	0,6	...	2,3
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	15,4	15,8	16,5	17,5	15,2	15,9	16,3	24,8	22,1	30,3	59,7	57,6	48,4
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>367,0</b>	<b>374,2</b>	<b>372,8</b>	<b>377,5</b>	<b>406,9</b>	<b>385,3</b>	<b>382,6</b>	<b>379,4</b>	<b>385,7</b>	<b>396,6</b>	<b>412,7</b>	<b>397,3</b>	<b>410,0</b>

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

## a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-77	30-9-77	31-10-77	30-11-77	31-12-77	31-1-78	28-2-78	31-3-78	30-4-78	31-5-78	30-6-78	31-7-78	31-8-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>													
1. Envers le F.M.I. ....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	5,6	23,4	13,5	5,3	...	...	...	...	...	16,3
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	3,8	4,8	4,1	4,2	3,7	3,6	3,6	3,9	4,1	5,0	4,4	4,8	5,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	3,9	4,9	4,2	9,9	27,2	17,2	9,0	4,0	4,2	5,1	4,5	4,9	21,7
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>													
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	7,8	7,4	8,2	8,1	8,0	8,7	8,6	8,2	9,0	9,2	10,6	p 10,6	p 10,6
2. Autres :													
a) envers la B.N.B. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,2	0,1	0,1	0,5	...	0,3	...	0,1	0,1	0,1	p ...	p ...
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :													
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	310,9	316,3	315,0	313,6	327,4	315,1	317,5	320,5	326,9	333,9	348,9	p338,7	p334,2
— monnaie scripturale <sup>5</sup> .....	0,7	0,9	0,9	0,5	0,5	0,6	1,0	0,5	0,5	1,3	0,7	0,5	0,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics <sup>6</sup> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	43,7	44,5	44,4	45,3	43,3	43,7	46,2	46,2	45,0	47,0	47,1	p 42,6	p 43,0
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>367,0</b>	<b>374,2</b>	<b>372,8</b>	<b>377,5</b>	<b>406,9</b>	<b>385,3</b>	<b>382,6</b>	<b>379,4</b>	<b>385,7</b>	<b>396,6</b>	<b>412,7</b>	<b>397,3</b>	<b>410,0</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.  
<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.  
<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.  
<sup>5</sup> A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.  
<sup>6</sup> A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif<sup>1</sup> — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	...	0,5	0,3	1,5	...	0,4	0,9	1,5	...
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	3,5	3,2	...	...	0,4	0,8	...	0,5	0,3	1,5	...	0,4	0,9	1,5	...
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	1,0	0,3	0,8	1,4	1,4	0,1	0,7	0,4
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8
b) sur les organismes publics .....	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8	1,4	0,2	8,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,5	0,1	0,5	...	...	2,2	3,3	1,4	...	1,7	0,7	0,6	0,2	...
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	55,4	55,9	64,4	64,0	65,0	70,1	78,7	75,9	77,5	81,8	83,9	81,2	80,3	88,0	p 89,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	6,9	7,1	7,6	8,1	8,3	8,7	9,3	10,1	10,0	10,1	10,4	10,5	10,3	p 10,1	p 10,6
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>3</sup> :															
a) à un an au plus .....	10,6	12,4	16,5	19,5	21,8	25,7	23,1	18,8	28,3	22,8	26,2	25,3	35,7	36,4	19,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises <sup>4</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	0,9	0,1	0,2	...	0,7	3,0	...	0,3	1,4	1,5	...	1,8	1,4	0,3	...
b) effets commerciaux .....	0,7	0,2	0,2	...	1,9	3,6	...	0,9	1,7	1,7	...	1,2	1,7	0,7	...
c) avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	p 0,3	p 0,4
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	2,9	0,4	...	0,1	...	0,6	0,1	...	...	...	...	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>5</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,2	0,3	0,6	...	...	0,1	...	0,9	...	...	...	...	0,2	0,4	...
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
<b>D. Autres</b> .....	1,5	8,8 <sup>6</sup>	7,3	11,1	14,0	18,1	23,3	24,1	23,1	15,8	13,6	20,1	19,7	p 16,7	p 26,4
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	80,6	89,0 <sup>6</sup>	101,2	104,7	114,0	131,8	138,2	138,6	145,7	136,6	138,4	143,7	152,6	155,5	156,4

<sup>1</sup> O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

<sup>2</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

<sup>3</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>4</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>5</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>6</sup> A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,6 et pour le total de l'actif à 84,8.

b) Organismes publics monétaires — Passif<sup>1</sup> — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	1,3	0,5	...	0,2	...	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	1,3	0,5	...	0,2	...	...	...	0,5	...	...	0,1	0,6	...	0,5	...
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,4	0,5	0,7	0,3	0,4	1,2	0,7	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,7
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	2,1	2,5	2,5	2,3	2,2	2,7	2,5	2,8	2,6
b) envers les organismes publics .....	0,7	0,3	0,8	0,5	1,2	1,0	1,0	1,8	1,1	0,1	0,7	0,8	1,3	0,1	8,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	7,2	8,5	6,2	1,3	3,9	6,5	2,2	5,0	6,2	7,0	1,9	4,2	6,4	5,2	1,4
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	7,5	8,1	8,5	9,1	9,5	10,1	10,8	11,1	11,3	11,2	11,5	11,5	11,7	11,6	11,9
— monnaie scripturale .....	50,1	51,5	63,2	65,7	67,5	75,0	81,6	77,8	81,1	85,6	91,6	86,0	85,8	p89,2	p84,0
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	12,3	19,6 <sup>5</sup>	21,8	27,6	31,5	35,9	39,8	39,4	43,1	29,8	29,9	37,4	44,5	p45,3	p47,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	1,1	...	...	...	...	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>D. Autres</b> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	<b>80,6</b>	<b>89,0<sup>5</sup></b>	<b>101,2</b>	<b>104,7</b>	<b>114,0</b>	<b>131,8</b>	<b>138,2</b>	<b>138,6</b>	<b>145,7</b>	<b>136,6</b>	<b>138,4</b>	<b>143,7</b>	<b>152,6</b>	<b>155,5</b>	<b>156,4</b>

<sup>1</sup> O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.B.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

<sup>3</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

<sup>4</sup> Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

<sup>5</sup> A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 84,8.

## c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-8-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-8-78	80-6-78
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>															
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Accords internationaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Obligations .....	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	37,1	35,4	35,5	36,1	31,0	31,3	34,5	p 35,1	p 36,8
7. Acceptations en francs belges représent. d'exportation .....	12,6	13,9	11,8	11,1	17,0	17,2	15,0	17,5	16,6	21,3	19,1	16,3	19,3	21,3	22,9
8. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	198,1	235,3	297,0	391,4	489,5	596,1	618,8	647,5	656,7	693,2	714,6	759,3	803,8	821,1	872,2
b) en francs belges .....	20,8	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	51,9	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8	82,6	75,0	82,7
Total des créances sur l'étranger ...	246,1	296,3	367,8	486,0	598,8	702,7	722,8	761,8	773,8	815,2	829,5	877,7	940,2	p 952,5	p 1.014,6
<b>B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	5,0	5,3	5,7	6,9	7,0	7,1	8,3	7,2	7,6	8,0	8,6	7,3	7,9	8,1	10,2
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2	0,5	...	0,1
b) sur les organismes publics .....	7,1	8,5	6,2	1,3	4,0	6,5	2,2	5,1	6,2	9,1	1,9	4,2	6,4	5,1	1,4
c) sur les banques de dépôts .....	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	106,0	118,7	132,8	135,5	160,7	147,9	154,2	165,9	169,7	p 166,3
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :															
a) à un an au plus .....	28,0	17,8	9,4	10,0	8,4	10,0	27,4	28,5	28,7	42,1	40,1	37,1	11,6	29,7	26,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	73,7	106,1	140,0	173,8	194,3	226,3	252,7	251,2	247,0	255,5	268,2	286,2	282,6	p 301,9	p 315,5
— autres .....	33,8	29,7	32,5	31,1	32,6	30,0	28,2	27,5	24,9	23,9	25,2	20,9	19,4	p 19,2	p 19,2
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :															
a) à un an au plus .....	3,1	2,3	3,2	4,7	9,8	11,6	10,8	11,2	12,7	11,2	10,3	10,5	9,1	p 8,8	p 8,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	9,3	12,3	15,5	24,7	29,1	29,8	29,2	29,4	31,8	32,9	38,3	37,8	36,8	p 35,1	p 35,2
— autres .....	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,6	13,3	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	p 18,4	p 19,6
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	6,3	8,6	9,1	5,9	7,9	10,9	16,5	17,0	11,9	16,5	16,2	12,2	9,9	14,8	16,4
b) effets commerciaux .....	91,6	93,5	106,2	116,0	116,3	128,6	134,3	135,7	136,2	146,8	147,7	142,0	148,6	p 153,3	p 158,9
c) avances .....	113,7	139,9	172,3	219,4	252,3	309,5	339,8	357,7	371,7	379,2	405,1	424,0	452,2	p 449,0	p 479,7
d) autres créances à un an au plus .....	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	3,0	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	p 3,8	p 1,4
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	6,7	8,9	11,5	12,2	14,7	14,7	14,7	14,5	15,4	15,1	15,1	21,5	15,9	p 15,7	p 20,7
— autres .....	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	24,0	23,8	22,8	25,1	30,6	30,9	39,5	p 39,8	p 40,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	6,4	4,4	5,6	9,2	10,8	9,0	12,9	14,9	10,2	6,0	11,3	6,3	0,4	—	—
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>4</sup> :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	0,8	0,6	1,9	0,2	0,7	2,1	1,7	0,4	0,4	0,2	...	...	...	...	...
— autres .....	3,6	4,4	2,9	4,1	4,7	10,3	10,0	10,3	13,6	9,5	9,8	10,0	8,8	p 8,4	p 8,5
b) à plus d'un an :															
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur .....	27,3	31,8	31,6	31,5	37,4	37,2	39,7	40,9	39,9	49,5	51,3	57,9	68,9	p 70,9	p 70,5
— autres .....	6,0	4,6	5,2	8,2	9,9	10,5	12,5	12,6	12,3	11,6	13,0	15,0	15,1	p 15,2	p 14,2
D. Autres .....	68,6	84,0	87,6	99,5	129,9	133,5	140,3	140,2	139,1	144,9	143,2	139,9	157,6	p 154,1	p 156,2
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>776,3</b>	<b>915,0</b>	<b>1.097,1</b>	<b>1.377,0</b>	<b>1.616,7</b>	<b>1.833,6</b>	<b>1.962,4</b>	<b>2.039,9</b>	<b>2.064,0</b>	<b>2.184,7</b>	<b>2.232,4</b>	<b>2.314,1</b>	<b>2.415,9</b>	<b>2.473,5</b>	<b>2.583,3</b>

<sup>1</sup> Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 8, septembre 1968).

<sup>2</sup> Y compris les organismes de sécurité sociale.

<sup>3</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédits.



## c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-3-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-3-78	80-6-78
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>															
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	633,9	648,1	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	50,2	64,0	80,1	118,6	169,6	162,5	173,2	173,6	179,9	183,7	193,6	214,8	207,2	206,1	219,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	286,7	331,0	413,3	552,9	695,5	796,4	821,3	841,0	860,5	903,8	931,0	1.011,7	1.049,2	1.071,4	1.150,8
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>															
1. Pièces et billets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	2,3	1,7	0,1	...	5,2	0,2	...	...	4,8
b) envers les organismes publics .....	...	0,5	0,1	0,5	...	0,1	2,2	3,3	1,4	2,2	1,8	0,7	0,6	0,2	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4
— autres .....	27,6	44,7	58,6	91,1	105,5	105,9	118,6	132,7	135,4	160,6	147,8	154,1	165,6	169,4	165,9
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>2</sup> et particuliers :															
— monnaie fiduciaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale .....	124,5	144,0	173,3	185,9	195,1	236,3	258,9	241,2	248,1	268,6	278,1	271,6	278,6	p 284,9	p 301,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	...	...	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,4	p 0,6	p 0,6
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers <sup>3</sup> :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	241,3	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7	298,1	306,4	316,4
— autres dépôts .....	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	195,7	224,7	234,5	239,5	227,1	230,3	230,6	249,1	230,9
— à plus d'un an :															
— dépôts .....	14,4	22,0	26,9	27,2	23,3	31,5	32,6	31,7	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5
— bons de caisse et obligations .....	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	67,5	71,0	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	11,4	9,7	9,2	11,7	17,5	23,0	28,7	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	2,5	...	0,7	0,7	...	...	...	...	...	2,7	...	—	—
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres <sup>4</sup> .....	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	0,4	...	4,0	0,5	4,4	1,4	1,7	1,0	p 4,5
<b>D. Autres</b> .....	106,5	123,9	128,7	147,0	168,8	175,1	192,6	216,3	191,1	194,6	209,7	200,1	219,3	218,3	p 228,1
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	<b>776,3</b>	<b>915,0</b>	<b>1.097,1</b>	<b>1.377,0</b>	<b>1.616,7</b>	<b>1.833,6</b>	<b>1.962,4</b>	<b>2.039,9</b>	<b>2.064,0</b>	<b>2.184,7</b>	<b>2.232,4</b>	<b>2.314,1</b>	<b>2.415,9</b>	<b>2.473,5</b>	<b>2.583,3</b>

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.<sup>2</sup> Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.<sup>3</sup> Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.<sup>4</sup> Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-70	81-12-71	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	80-6-76	80-9-76	81-12-76	81-3-77	80-6-77	80-9-77	81-12-77	81-3-78	80-6-78	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des or- ganismes principalement monétaires » dont laquelle la rubrique est comprise.
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																
1. Or .....	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	72,1	72,1	72,1	72,3	72,3	72,3	
2. F.M.I. — Participation .....	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	28,7	29,5	29,9	29,5	30,1	27,7	26,7	24,7	21,0	
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,2	1,5	1,5	1,5	1,5	
— Droits de tirage spéciaux .....	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	27,4	19,9	19,3	19,3	19,8	19,8	19,8	19,8	20,1	
— Autres .....	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	
3. Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	0,4	0,7	0,5	0,4	0,6	0,7	
4. F.E.C.O.M. ....	—	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
5. C.E.E. : concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	
6. Obligations .....	14,6	24,8	31,9	48,1	53,7	39,6	37,1	35,4	35,5	36,1	31,0	31,3	34,5	p 35,1	p 36,8	
7. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation .....	18,0	22,9	28,3	28,0	29,4	29,9	29,9	33,0	30,6	28,7	31,1	30,6	40,2	31,5	33,4	
8. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	237,1	270,3	349,4	467,3	573,1	703,3	698,1	712,0	740,8	787,4	814,5	864,8	905,0	929,3	982,9	
b) en francs belges .....	21,0	22,3	27,1	35,4	38,6	49,8	51,9	61,4	65,0	64,6	64,8	70,8	82,6	75,0	82,7	
Total des créances sur l'étranger ...	394,0	467,8	564,1	708,6	831,4	959,6	961,1	979,5	1.009,3	1.055,1	1.081,5	1.135,3	1.199,2	p1.204,4	p1.264,4	(6)
<b>B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :</b>																
1. Pièces et billets .....	5,3	5,7	6,1	7,3	7,6	7,6	8,8	8,7	8,3	9,3	10,4	9,2	8,4	9,3	11,0	(1)
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,1	0,1	0,7	0,1	...	0,2	...	0,9	0,9	
b) sur les organismes publics .....	7,8	8,8	7,0	1,8	5,2	7,5	5,3	9,4	9,8	11,5	4,8	7,6	10,2	8,1	12,8	
c) sur les banques de dépôts .....	27,6	45,2	59,6	93,7	105,7	106,0	123,2	137,8	137,0	160,7	154,8	155,1	166,5	p 169,9	p 171,1	
<b>C. Créances sur les autres secteurs nationaux :</b>																
1. Sur l'Etat <sup>1</sup> :																
a) à un an au plus .....	96,6	78,6	74,9	74,5	78,5	84,3	126,7	125,0	126,8	144,5	144,5	147,6	128,9	154,7	p 152,5	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	82,9	115,1	149,6	184,1	205,3	238,0	265,3	264,6	260,2	269,4	282,4	300,5	296,7	p 316,3	p 330,4	(7)
— autres .....	67,8	63,7	66,5	71,3	70,9	68,3	66,5	65,8	63,0	62,0	63,3	59,0	57,3	p 57,1	p 57,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics <sup>2</sup> :																
a) à un an au plus .....	13,7	14,7	19,7	24,2	31,6	37,3	33,9	30,0	41,0	34,0	36,5	35,8	44,8	p 45,2	p 28,2	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	9,9	13,3	16,6	25,8	30,2	30,9	30,3	30,5	32,9	34,0	39,4	38,9	37,9	p 36,2	p 36,3	(8)
— autres .....	2,4	2,8	3,4	6,6	7,6	9,1	12,6	13,3	12,5	13,9	15,4	15,7	17,4	p 18,4	p 19,6	(8)
3. Sur les entreprises <sup>3</sup> et particuliers :																
a) acceptations bancaires .....	8,7	13,2	15,6	13,8	13,8	13,9	21,6	24,7	18,7	19,2	19,6	18,1	19,0	17,6	19,5	(9)
b) effets commerciaux .....	95,5	98,5	117,0	131,2	133,1	142,5	154,1	160,9	164,1	159,9	166,9	164,0	182,3	p 171,5	p 169,6	(9)
c) avances .....	113,9	140,2	172,5	219,7	252,8	309,9	339,8	357,9	372,1	379,2	405,5	424,0	452,6	p 449,0	p 479,8	(9)
d) autres créances à un an au plus .....	2,0	0,1	0,1	0,1	4,1	4,5	3,0	3,8	9,1	7,7	3,7	2,6	1,2	p 3,8	p 1,4	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	7,2	9,4	12,4	13,1	15,6	15,6	15,6	15,3	16,3	16,0	16,0	22,2	16,6	p 16,4	p 21,5	(11)
— autres .....	6,0	7,4	12,0	12,6	15,3	23,0	24,0	23,8	22,8	25,1	30,6	30,9	39,5	p 39,8	p 40,0	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes <sup>4</sup> : à un an au plus .....	6,4	4,4	11,0	9,6	10,8	12,0	17,7	40,0	13,9	19,0	26,1	6,3	10,6	—	—	(12)
5. Sur les autres intermédiaires financiers <sup>5</sup> :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur .....	0,8	0,5	1,9	0,2	0,7	2,1	1,7	0,4	0,4	0,2	...	...	...	...	...	(13)
— autres .....	3,8	4,8	3,5	4,1	4,7	10,4	10,9	12,1	13,6	9,7	10,0	10,0	9,0	p 8,9	p 9,1	(13)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur .....	27,5	32,1	31,9	31,8	37,7	37,5	40,0	41,2	40,2	49,8	51,6	58,2	69,2	p 71,1	p 70,7	(13)
— autres .....	6,1	4,7	5,3	8,3	10,0	10,6	12,6	12,7	12,4	11,7	13,1	15,0	15,1	p 15,2	p 14,2	(13)
D. Autres .....	126,0	134,7	123,2	148,4	168,1	174,9	182,3	186,2	174,3	174,6	171,4	175,8	192,5	p 195,5	p 242,3	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	1.113,1	1.266,7	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	2.975,4	3.008,4	3.152,4	

1 Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 8, septembre 1968).

2 Y compris les organismes de sécurité sociale.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur celui-ci sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

5 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

6 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 130,5 et pour le total de l'actif à 1.262,5.

## d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	30-6-76	30-9-76	31-12-76	31-3-77	30-6-77	30-9-77	31-12-77	31-3-78	30-6-78	
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																
1. Envers le F.M.I. ....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	...	...	...	...	19,0	...	...	...	...	23,4	...	...	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	236,5	267,0	333,2	434,3	525,9	637,5	648,1	667,4	680,6	720,1	737,4	796,9	842,0	865,3	931,4	
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	52,5	68,0	81,8	121,1	172,6	162,5	176,5	177,5	183,2	187,0	196,9	220,2	210,9	210,5	223,8	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	289,3	335,3	415,3	556,6	698,9	800,1	824,7	864,0	863,9	907,2	934,4	1.017,2	1.076,4	1.075,9	1.155,3	(6)
<b>B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :</b>																
1. Pièces et billets .....	5,4	5,9	6,5	7,3	7,6	8,4	9,1	7,9	8,1	8,7	9,2	7,9	8,4	8,7	11,3	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,9	2,1	0,2	...	4,4	4,2	2,6	2,3	7,4	2,9	2,5	2,8	7,4	
b) envers les organismes publics .....	0,7	0,8	0,9	1,0	1,2	1,1	3,2	5,1	2,5	2,3	2,5	1,5	1,9	0,3	9,6	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire .....	—	—	7,7	21,3	14,7	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	
— autres .....	36,0	54,2	65,9	93,0	110,3	113,1	120,9	137,8	142,3	167,7	149,7	158,5	172,5	174,6	167,4	
<b>C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :</b>																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises <sup>2</sup> et particuliers :																
— monnaie fiduciaire .....	190,7	204,5	225,3	240,6	258,4	291,3	310,5	303,1	310,8	305,1	333,0	327,8	339,1	332,1	360,8	(1)
— monnaie scripturale <sup>3</sup> .....	175,0	196,1	237,1	252,1	262,9	312,2	341,5	319,4	330,4	354,9	370,4	358,5	364,9	<i>p</i> 374,6	<i>p</i> 386,5	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics <sup>4</sup>	12,3	19,6	21,8	27,7	31,7	36,0	39,9	39,5	43,2	30,1	30,0	37,6	44,9	<i>p</i> 45,9	<i>p</i> 47,6	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers <sup>5</sup> :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires .....	74,3	96,1	131,7	156,6	169,5	220,4	241,3	246,0	253,9	258,7	272,6	280,7	298,1	306,4	316,4	(2)
— autres dépôts .....	104,2	112,3	116,1	159,8	188,5	182,3	195,7	224,7	234,5	239,5	227,1	230,3	230,6	249,1	230,9	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts .....	14,4	22,0	26,9	27,0	23,3	31,5	32,6	31,7	28,9	30,5	29,2	30,5	31,0	28,5	29,5	(3)
— bons de caisse et obligations .....	25,5	30,4	35,8	41,8	48,7	58,2	67,5	71,0	74,3	88,0	94,4	100,8	104,4	110,8	117,9	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	11,4	9,7	9,2	11,9	17,5	23,0	28,7	30,0	31,4	37,1	30,7	28,8	35,8	32,3	31,4	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes <sup>6</sup> .....	1,1	...	2,5	...	0,7	2,8	...	...	...	...	...	2,7	...	—	—	(12)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire .....	—	—	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire .....	—	—	4,0	11,8	5,7	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	(13)
— autres <sup>7</sup> .....	1,2	0,4	...	0,3	3,1	3,4	0,4	...	4,0	0,5	4,4	1,4	1,7	1,0	<i>p</i> 4,5	(13)
<b>D. Autres</b> .....	171,6	179,4 <sup>8</sup>	175,1	201,3	213,0	222,2	236,5	259,1	228,3	233,7	252,2	244,6	262,6	264,8	<i>p</i> 275,2	(14)
<b>TOTAL DU PASSIF</b> ...	1.113,1	1.266,7 <sup>8</sup>	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.457,1	2.543,7	2.559,4	2.666,6	2.747,5	2.832,0	2.975,4	3.008,4	3.152,4	

1 Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

4 A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

5 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers celui-ci sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

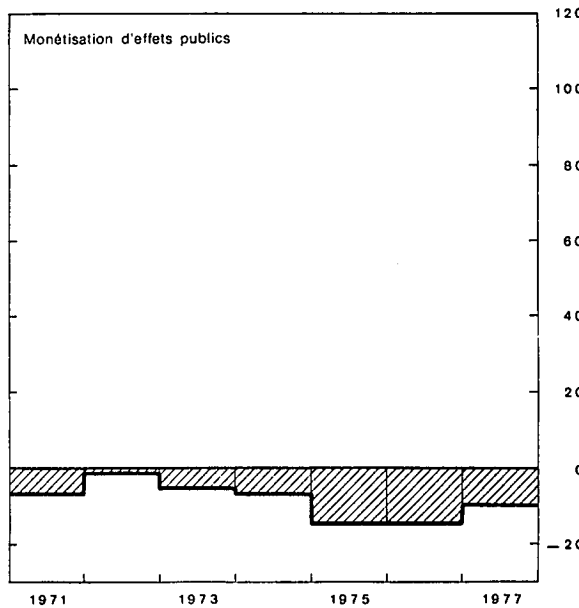
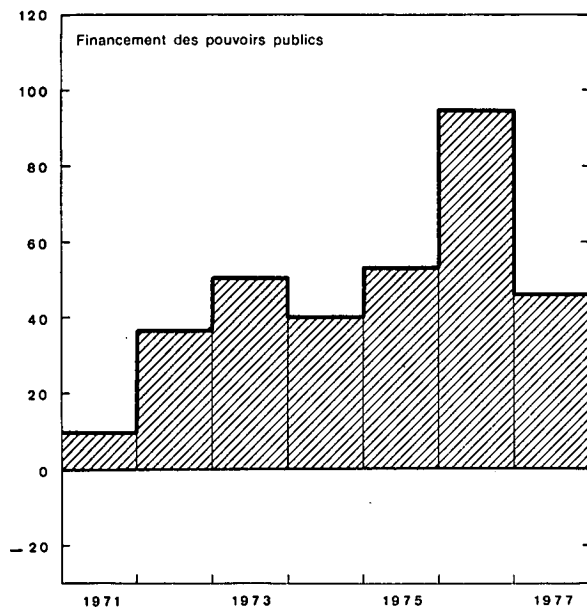
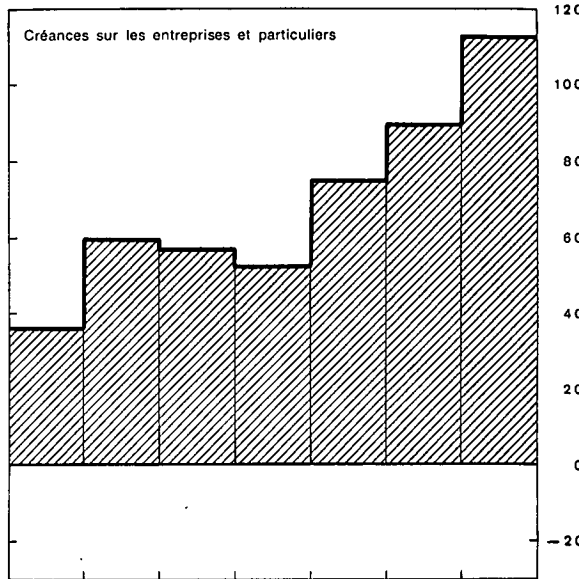
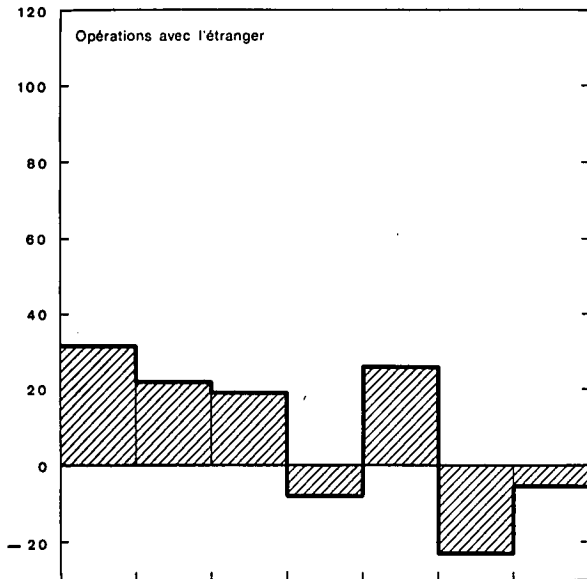
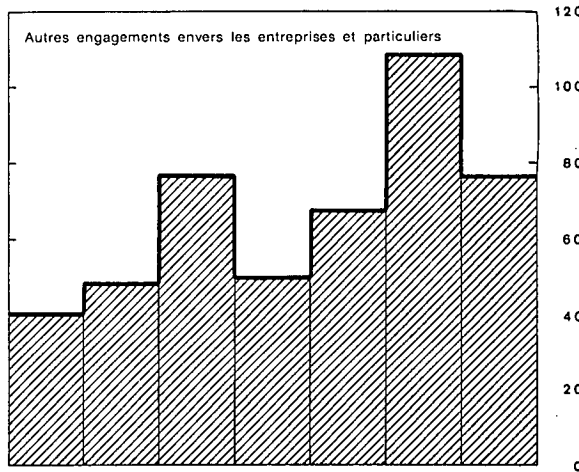
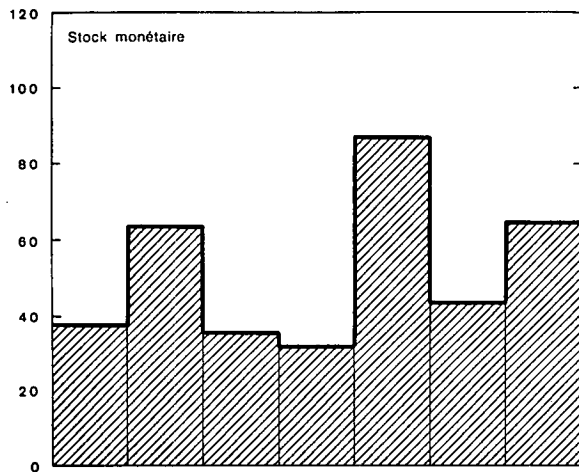
7 Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

8 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 15,4 et pour le total du passif à 1.262,5.

Colonne du tableau XIII-1  
« Bilans intégrés des or-  
ganismes principalement  
monétaires » dans laquelle  
la rubrique est comprise.

**XIII - 8. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE  
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRE**

(variations en milliards de francs)



1971

1973

1975

1977

1971

1973

1975

1977

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de créances commerciales sur l'étranger	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1970 .....	+24,5	+18,7	+ 8,1	- 3,3	+ 48,0	+13,5	+ 24,7	+ 4,6	- 4,8	- 2,6	+ 4,3	+ 6,5	+ 0,3	- 0,8	+ 8,6	- 6,3
1971 .....	+37,9	+30,0	+12,4	- 1,7	+ 78,6	+32,1	+ 35,0	+ 1,5	+ 3,0	- 1,2	+ 2,3	+ 4,7	- 1,2	- 2,8	+ 4,7	+ 0,5
1972 .....	+64,2 <sup>10</sup>	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2 <sup>10</sup>	+22,6	+ 52,2	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+29,8	+ 8,8	- 1,7	- 1,4	- 3,0	- 3,7 <sup>10</sup>
1973 .....	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+19,7 <sup>11</sup>	+ 56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+34,9 <sup>12</sup>	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 <sup>13</sup>
1974 .....	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 <sup>14</sup>	+ 42,1	+ 9,7	- 5,9	- 8,1	+27,8	+12,9	- 6,3	- 1,1	+12,4	+ 8,2 <sup>15</sup>
1975 .....	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+43,0	+ 9,0	-15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
1976 .....	+43,8	+85,6	+13,6	+ 8,4	+151,4	-23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+85,1	+10,2	-15,6	+ 0,9	+ 5,6	- 2,6
1977 .....	+64,8	+40,3	+32,0	+ 4,4	+141,5	- 5,9	+101,9	+10,2	- 9,2	- 2,8	+41,0	+14,8	-21,0	+ 0,8	+29,6	-17,9
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+57,6	+10,4	+ 3,6	- 3,0	+ 68,6	+ 3,6	+ 23,7	...	+ 0,7	+ 4,8	+36,0	+ 2,3	- 3,6	- 0,2	+ 4,2	- 2,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	-30,9	+33,7	+ 2,6	+ 1,3	+ 6,7	-15,4	+ 21,7	+ 0,5	- 0,8	+ 6,8	+12,8	- 2,7	- 3,1	...	+ 1,2	-13,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+22,9	+17,7	+ 0,6	+ 1,4	+ 42,6	+17,5	+ 18,7	+ 5,5	- 0,8	- 7,3	-17,4	+13,0	- 4,6	+ 4,2	- 3,8	+17,6
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 5,4	+ 9,8	+15,3	+ 5,7	+ 36,2	+ 1,6	+ 8,5	+ 0,7	- 0,9	- 5,1	+41,7	- 2,8	- 2,8	- 6,6	+ 8,4	- 6,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+42,7	+ 1,6	+ 5,0	- 6,4	+ 42,9	- 0,6	+ 30,9	+ 1,7	- 2,5	+ 2,8	+26,6	+ 7,4	- 2,7	...	- 0,8	-19,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 9,5	+11,2	+ 7,7	- 1,9	+ 7,5	-15,1	+ 10,2	+ 6,1	- 5,2	+ 3,9	-12,0	- 0,4	- 2,7	...	+11,4	+11,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+26,2	+17,7	+ 4,0	+ 7,0	+ 54,9	+ 8,2	+ 52,3	+ 1,7	- 0,6	- 4,5	-15,3	+10,6	-12,9	+ 7,5	+10,7	- 2,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 3,1	+26,8	+ 3,9	- 3,5	+ 30,3	p- 8,6	- 17,1	p+ 2,9	- 2,8	+ 1,3	p+62,1	p- 2,4	p- 0,1	p- 7,8	p+ 2,9	p- 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+43,2	- 8,2	+ 8,2	- 0,9	+ 42,3	p-16,6	p+ 37,8	p+ 2,9	+ 1,9	- 6,9	p+49,2	p-15,6	p- 4,9	p+ 5,5	p- 4,6	p- 6,4

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

- Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.
- Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
- Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
- Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
- Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
- Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et financés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et financés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
- Y compris le Fonds des Rentes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.
- Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
- Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

- A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.
- A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.
- A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.
- A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (8,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,8 milliard).
- Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
- Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

### XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics 6	Total général (10) = (8) + (9)
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total (8) = (7) + (8)		
	Billets et pièces du Trésor 2 (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire 3 (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique 4 (4)	Auprès des organismes publics 5 (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) + (5) + (6) (7)			
1969	7,0	183,0	185,3	0,4	44,5	109,4	154,3	339,6	14,1	353,7
1970	7,5	188,2	190,8	0,4	50,1	124,5	175,0	365,8	12,4	378,2
1971 (ancienne série)	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	15,4	416,1
1971 (nouvelle série) 7	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	75,0	236,3	312,2	604,3	36,0	640,3
1976 Mars	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	634,5
Juin	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	692,1
Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2
Décembre	11,3	307,2	310,5	1,1	81,1	248,1	330,3	640,8	43,3	684,1
1977 Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	689,5
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Juillet	11,5	323,0	325,6	0,4	93,1	269,7	363,2	688,8	33,5	722,3
Août	11,5	318,6	321,4	0,6	89,0	268,7	358,3	679,7	23,1	702,8
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Octobre	11,5	323,3	325,2	0,9	93,4	262,2	356,5	681,7	22,4	704,1
Novembre	11,6	321,7	323,7	0,4	86,5	266,9	353,8	677,5	29,5	707,0
Décembre	11,7	335,4	339,2	0,5	85,8	278,6	364,9	704,1	44,8	748,9
1978 Janvier	11,6	323,8	325,6	0,6	92,5	273,0	366,1	691,7	40,4	732,1
Février	11,6	326,1	328,5	1,0	92,8	268,5	362,3	690,8	43,0	733,8
Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	p 89,2	284,8	p 374,5	p 706,0	p 46,0	752,0
Avril	11,6	335,9	338,0	0,5	p 94,6	279,0	p 374,1	p 712,1	p 33,7	745,8
Mai	11,8	343,1	345,1	1,3	p 91,2	288,7	p 381,2	p 726,3	p 46,8	773,1
Juin	11,9	359,5	361,0	p 0,7	p 84,0	p 301,8	p 386,5	p 747,5	p 47,7	795,2

1 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.  
2 Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.  
3 Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

4 Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.  
5 O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.  
6 Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.  
7 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

### XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particulières					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire 2	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1969 .....	183,4	152,6	7,5	160,1	343,5	14,1	3,4	17,5	361,0
1970 .....	188,4	173,4	11,4	184,8	373,2	12,4	4,2	16,6	389,8
1971 (anc. série) .....	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	15,4	3,9	19,3	428,3
(nouv. série) 3 .....	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972 .....	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973 .....	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974 .....	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975 .....	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976 Mars .....	282,5	309,2	35,8	345,0	627,5	34,1	6,6	40,7	668,2
Juin .....	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,0	47,9	728,7
Septembre .....	299,0	314,0	40,8	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699,6
Décembre .....	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 Mars .....	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730,8
Juin .....	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,1	9,2	39,3	778,6
Septembre .....	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768,3
Décembre .....	333,7	360,9	47,4	408,3	742,0	44,9	4,5	49,4	791,4
1978 Mars .....	327,1	371,2	50,1	421,3	748,4	46,0	6,0	52,0	800,4
Juin .....	355,8	383,3	58,3	441,6	797,4	47,6	16,2	63,8	861,2

1 Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Colonne (8) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

3 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

**XIII - 5a. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Variations							Variations			
	B.N.B. 2	Autres organismes principalement monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger (soldes courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] 6	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 7		
				B.N.B. 3	Autres organismes principalement monétaires	Total	Etat	Autres 4					(9)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)
1970 .....	143,1	- 38,3	104,8	+11,4	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2		
1971 .....	164,5	- 32,0	132,5	+17,5	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4		
1972 .....	194,3	- 45,6	148,7	+26,4	-13,6	+12,8	-10,5	- 0,1	+ 0,8	+22,6	+ 7,8	+20,5		
1973 .....	219,1	- 67,2	151,9	+35,5	-21,4	+14,1	- 4,6	...	- 1,0	+19,7	+19,2	+33,3		
1974 .....	228,9	- 96,4	132,5	+ 8,1	-26,4	-18,3	- 3,7	...	- 5,9	- 8,7	+42,9	+24,6		
1975 .....	252,4	- 92,9	159,5	+18,5	+ 3,5	+22,0	- 3,6	...	- 0,7	+26,3	+ 2,3	+24,4		
1976 .....	231,8	- 86,3	145,5	-22,7	+ 4,7	-18,0	+ 8,2	...	- 2,7	-23,5	+12,6	- 5,4		
1977 .....	231,0	-108,2	122,8	- 2,3	-18,8	-21,1	- 6,0	...	- 9,2	- 5,9	+13,2	- 7,9		
1976 2 <sup>e</sup> trimestre ..	234,8	- 98,5	136,3	+27,5	-21,4	+ 6,1	+ 1,8	...	+ 0,7	+ 3,6	+ 3,1	+ 9,2		
3 <sup>e</sup> trimestre ..	194,7	- 79,2	115,5	-35,1	+16,9	-18,2	- 2,0	...	- 0,8	-15,4	+ 5,1	-13,1		
4 <sup>e</sup> trimestre ..	231,8	- 86,3	145,5	+30,3	- 5,2	+25,1	+ 8,4	...	- 0,8	+17,5	- 0,3	+24,8		
1977 1 <sup>er</sup> trimestre ..	235,0	- 87,1	147,9	+ 2,4	- 0,4	+ 2,0	+ 1,3	...	- 0,9	+ 1,6	+ 9,6	+11,6		
2 <sup>e</sup> trimestre ..	248,7	-101,6	147,1	+13,0	-13,8	- 0,8	+ 2,3	...	- 2,5	- 0,6	- 5,9	- 6,7		
3 <sup>e</sup> trimestre ..	252,3	-134,3	118,0	+ 3,5	-31,8	-28,3	- 8,0	...	- 5,2	-15,1	+ 7,9	-20,4		
4 <sup>e</sup> trimestre ..	231,0	-108,2	122,8	-21,2	+27,2	+ 6,0	- 1,6	...	- 0,6	+ 8,2	+ 1,6	+ 7,6		
1978 1 <sup>er</sup> trimestre ..	246,4	p-117,9	p128,5	+13,4	p-12,6	p+ 0,8	+12,1	...	- 2,7	p- 8,6	p+ 4,7	p+ 5,5		
2 <sup>e</sup> trimestre ..	245,3	p-136,2	p109,1	+ 1,1	p-14,2	p-13,1	+ 1,6	...	+ 1,9	p-16,6				

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.  
 2 Cf. tableau XIII-5b, colonne (8), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.  
 3 Cf. tableau XIII-5b, colonne (11), et notamment la note 5, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.  
 4 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.  
 5 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

6 Cette différence est égale à :  
 - variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].  
 - moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2<sup>e</sup> trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].  
 7 Cf. tableaux IX-1, 2 et 8, rubrique 6.2.



### XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

	Montants à fin de période						Variations, après ajustement statistique <sup>5</sup>				
	Réserves de change						Accep-tations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Accep-tations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements <sup>6</sup>
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. <sup>2</sup>	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.G.O.M.	Monnaies étrangères au comptant <sup>3</sup>	Francs belges au comptant <sup>4</sup>	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	
1970	73,5	29,8	—	39,0	- 1,1	141,2	1,9	143,1	+19,3	- 7,9	+11,4
1971	77,2	50,3	—	35,0	- 3,8	158,7	5,8	164,5	+13,6	+ 3,9	+17,5
1972	75,4	52,0	—	52,4	- 2,0	177,8	16,5	194,3	+15,7	+10,7	+26,4
1973	71,8	54,5	3,5	75,9	- 3,5	202,2	16,9	219,1	+36,0	+ 0,4	+36,4
1974	71,8	53,3	...	95,1	- 3,4	216,8	12,0	228,8	+12,4	- 4,9	+ 7,5
1975	71,8	58,7	...	113,7	- 3,7	240,5	11,9	252,4	+18,4	- 0,2	+18,2
1976	71,8	58,9	...	90,8	- 3,4	218,1	13,7	231,8	-24,6	+ 1,9	-22,7
1977	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1976 1 <sup>er</sup> trimestre	71,8	61,9	- 33,1	93,7	- 4,4	189,9	17,8	207,7	-51,4	+ 6,0	-45,4
2 <sup>e</sup> trimestre	71,8	65,8	...	85,8	- 3,4	220,0	14,9	234,9	+30,5	- 3,0	+27,5
3 <sup>e</sup> trimestre	71,8	59,1	- 19,0	71,0	- 3,2	179,7	15,0	194,7	-35,2	+ 0,1	-35,1
4 <sup>e</sup> trimestre	71,8	58,9	...	90,7	- 3,3	218,1	13,7	231,8	+31,5	- 1,2	+30,3
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	72,1	59,3	...	101,1	- 3,4	229,1	5,9	235,0	+10,2	- 7,8	+ 2,4
2 <sup>e</sup> trimestre	72,1	60,8	...	107,1	- 3,3	236,7	12,0	248,7	+ 6,9	+ 6,1	+13,0
3 <sup>e</sup> trimestre	72,1	58,7	...	112,5	- 4,9	238,4	13,9	252,3	+ 1,6	+ 1,9	+ 3,5
4 <sup>e</sup> trimestre	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	-27,3	+ 6,1	-21,2
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	72,3	55,7	...	113,6	- 4,0	237,6	8,8	246,4	+24,6	-11,2	+13,4
2 <sup>e</sup> trimestre	72,3	52,3	...	114,7	- 4,5	234,8	p 10,5	p 245,3	- 0,6	+ 1,7	+ 1,1
1977 Août	72,1	60,0	...	110,8	- 3,9	239,0	7,8	246,8	+ 1,0	- 8,2	- 7,2
Septembre	72,1	58,7	...	112,5	- 4,9	238,4	13,9	252,3	- 0,6	+ 6,1	+ 5,5
Octobre	72,1	58,7	...	112,7	- 4,2	239,3	15,2	254,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 2,5
Novembre	72,1	58,3	- 5,6	111,3	- 4,3	231,8	11,5	243,3	- 6,5	- 3,7	-10,2
Décembre	72,3	57,7	- 23,4	108,1	- 3,8	210,9	20,0	230,9	-22,0	+ 8,5	-13,5
1978 Janvier	72,3	57,7	- 13,5	109,5	- 3,7	222,3	13,2	235,5	+10,0	- 6,8	+ 3,2
Février	72,3	57,7	- 5,3	111,7	- 3,7	232,7	14,8	247,5	+ 8,9	+ 1,6	+10,5
Mars	72,3	55,7	...	113,6	- 4,0	237,6	8,8	246,4	+ 5,7	- 6,0	- 0,3
Avril	72,3	52,7	...	116,8	- 4,2	237,6	11,2	248,8	+ 1,5	+ 2,4	+ 3,9
Mai	72,3	52,9	...	117,3	- 5,1	237,4	16,8	254,2	- 0,8	+ 5,6	- 4,8
Juin	72,3	52,3	...	114,7	- 4,5	234,8	10,5	245,3	- 1,3	- 6,3	- 7,6
Juillet	72,3	51,5	...	96,4	- 4,9	215,3	p 14,5	p 229,8	-14,8	p+ 3,9	p-10,9
Août	72,3	50,9	- 16,3	90,2	-21,7	175,4	p 17,6	p 193,0	-23,9	p+ 3,1	p-20,8

<sup>1</sup> Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand Duché de Luxembourg.

<sup>2</sup> Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. assure le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

<sup>4</sup> Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportations) et les engagements envers l'étranger, en

particulier envers les banques centrales.

<sup>5</sup> Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) d'un changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969); b) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1970, 1971 et 1972. c) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge en 1971, de la réévaluation du franc suisse en 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et d) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères.

Compte tenu, de plus, depuis 1976 d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

<sup>6</sup> Cf. tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 6.23.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Destination économique apparente**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (10) + (11)
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Financement spécifique de paiement de délais de l'exportation (7)			Crédits de caisses 4			
								Autres (8)	Autres (9)		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1969 .....	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970 .....	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971 .....	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 <sup>5</sup> .....	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973 .....	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974 .....	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975 .....	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976 Mars .....	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	150,4	3,6	233,8	736,8
Juin .....	49,4	55,7	58,8	29,5	333,8	527,2	75,6	153,2	5,2	234,0	761,2
Septembre .....	49,6	58,6	64,1	35,7	341,0	549,0	79,0	153,9	7,6	240,5	789,5
Décembre .....	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	79,9	156,1	10,8	246,8	814,0
1977 Mars .....	50,7	65,4	78,2	30,2	351,6	576,1	80,4	164,5	9,9	254,8	830,9
Juin .....	50,2	73,9	81,6	27,2	374,0	606,9	86,7	179,6	10,1	276,4	883,3
Septembre .....	47,8	79,2	83,8	26,5	380,6	617,9	83,9	180,5	8,8	273,2	891,1
Décembre <sup>5</sup> .....	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	94,8	187,8	13,7	296,3	965,5
1978 Mars .....	49,6	88,9	90,3	26,1	397,7	652,6	94,0	189,3	13,2	296,5	949,1

<sup>1</sup> Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>2</sup> Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>3</sup> Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

<sup>4</sup> Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

<sup>5</sup> Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Forme et localisation**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7)+(11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5)+(6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

**A. Crédits aux entreprises et particuliers**

1969	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972 <sup>3</sup>	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1
Juin	27,3	160,1	339,8	527,2	10,9	26,1	37,0	16,4	134,0	339,8	490,2	0,3
Septembre	29,5	161,8	357,7	549,0	12,5	26,2	38,7	17,0	135,6	357,7	510,3	0,1
Décembre	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 Mars	25,0	171,9	379,2	576,1	8,5	25,1	33,6	16,5	146,8	379,2	542,5	0,1
Juin	24,6	177,2	405,1	606,9	8,5	29,5	38,0	16,1	147,7	405,1	568,9	0,1
Septembre	24,4	169,5	424,0	617,9	12,1	27,7	39,8	12,3	141,8	424,0	578,1	0,1
Décembre <sup>3</sup>	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 Mars	24,3	179,3	449,0	652,6	9,4	26,1	35,5	14,9	153,2	449,0	617,1	0,2

**B. Crédits à l'étranger**

1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972 <sup>3</sup>	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	154,1	233,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	154,1	196,6	0,8
Juin	29,7	47,7	156,6	234,0	14,1	19,4	33,5	15,6	28,3	156,6	200,5	0,6
Septembre	31,7	51,5	157,3	240,5	14,0	20,5	34,5	17,7	31,0	157,3	206,0	0,5
Décembre	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 Mars	29,1	56,7	169,0	254,8	7,7	20,9	28,6	21,4	35,8	169,0	226,2	0,2
Juin	31,2	62,1	183,1	276,4	11,9	23,8	35,7	19,3	38,3	183,1	240,7	1,8
Septembre	28,8	60,4	184,0	273,2	12,4	30,8	43,2	16,4	29,6	184,0	230,0	1,2
Décembre <sup>3</sup>	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	11,0	31,5	42,5	21,4	41,1	191,5	254,0	3,5

**C. Total**

1969	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972 <sup>3</sup>	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	474,4	736,8	30,7	52,9	83,6	30,1	148,7	474,4	653,2	0,9
Juin	57,0	207,8	496,4	761,2	25,0	45,5	70,5	32,0	162,3	496,4	690,7	0,9
Septembre	61,2	213,3	515,0	789,5	26,5	46,7	73,2	34,7	166,6	515,0	716,3	0,6
Décembre	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 Mars	54,1	228,6	548,2	830,9	16,2	46,0	62,2	37,9	182,6	548,2	768,7	0,3
Juin	55,8	239,3	588,2	883,3	20,4	53,3	73,7	35,4	186,0	588,2	809,6	1,9
Septembre	53,2	229,9	608,0	891,1	24,5	58,5	83,0	28,7	171,4	608,0	808,1	1,3
Décembre <sup>3</sup>	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 Mars	56,7	251,9	640,5	949,1	20,4	57,6	78,0	36,3	194,3	640,5	871,1	3,7

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER  
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1)+(2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4)+(5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7)+(8)+(9)	
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>											
1969 .....	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970 .....	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971 .....	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972 <sup>1</sup> .....	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973 .....	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974 .....	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975 .....	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976 Mars .....	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8
Juin .....	0,8	...	0,8	5,1	16,7	21,8	5,1	17,5	...	22,6	2,3
Septembre .....	0,4	0,3	0,7	7,4	20,7	28,1	7,4	21,1	0,3	28,8	3,0
Décembre .....	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 Mars .....	0,9	...	0,9	1,2	9,5	10,7	1,2	10,4	...	11,6	1,0
Juin .....	0,5	0,3	0,8	3,4	18,3	21,7	3,4	18,8	0,3	22,5	0,5
Septembre .....	0,2	...	0,2	4,1	18,8	22,9	4,1	19,0	...	23,1	1,9
Décembre <sup>1</sup> .....	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 Mars .....	0,6	...	0,6	2,5	15,9	18,4	2,5	16,5	...	19,0	1,0
<b>B. Crédits à l'étranger</b>											
1969 .....	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970 .....	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971 .....	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972 <sup>1</sup> .....	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973 .....	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 .....	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 .....	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 Mars .....	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...
Juin .....	...	...	...	9,2	5,7	14,9	9,2	5,7	...	14,9	...
Septembre .....	...	...	...	10,0	5,0	15,0	10,0	5,0	...	15,0	...
Décembre .....	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977 Mars .....	...	...	...	3,4	2,6	6,0	3,4	2,6	...	6,0	...
Juin .....	...	...	...	6,6	5,4	12,0	6,6	5,4	...	12,0	...
Septembre .....	...	...	...	7,3	6,6	13,9	7,3	6,6	...	13,9	...
Décembre <sup>1</sup> .....	...	...	...	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	...	20,0	...
1978 Mars .....	...	...	...	5,5	3,2	8,7	5,5	3,2	...	8,7	...
<b>C. Total</b>											
1969 .....	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970 .....	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971 .....	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972 <sup>1</sup> .....	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973 .....	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974 .....	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975 .....	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976 Mars .....	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8
Juin .....	0,8	...	0,8	14,3	22,4	36,7	14,3	23,2	...	37,5	2,3
Septembre .....	0,4	0,3	0,7	17,4	25,7	43,1	17,4	26,1	0,3	43,8	3,0
Décembre .....	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 Mars .....	0,9	...	0,9	4,6	12,1	16,7	4,6	13,0	...	17,6	1,0
Juin .....	0,5	0,3	0,8	10,0	23,7	33,7	10,0	24,2	0,3	34,5	0,5
Septembre .....	0,2	...	0,2	11,4	25,4	36,8	11,4	25,6	...	37,0	1,9
Décembre <sup>1</sup> .....	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 Mars .....	0,6	...	0,6	8,0	19,1	27,1	8,0	19,7	...	27,7	1,0

<sup>1</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

<sup>2</sup> Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI<sup>e</sup> année, tome I, n<sup>o</sup> 1, janvier 1970.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires <sup>1</sup>				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires <sup>2</sup> (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>												
1969 .....	10,2	97,8	98,5	206,5	2,9	8,2	11,1	7,3	89,6	98,5	195,4	0,5
1970 .....	14,2	103,2	113,8	231,2	5,5	7,9	13,4	8,7	95,3	113,8	217,8	0,2
1971 .....	20,7	105,4	140,2	266,3	7,5	7,0	14,5	13,2	98,4	140,2	251,8	0,1
1972 <sup>3</sup> .....	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973 .....	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974 .....	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975 .....	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976 Mars .....	26,3	157,7	320,3	504,3	6,0	14,2	20,2	20,3	143,5	320,3	484,1	2,9
Juin .....	27,3	160,9	339,7	527,9	5,8	9,3	15,1	21,5	151,6	339,7	512,8	2,6
Septembre ...	29,5	162,3	358,0	549,8	4,8	4,6	9,4	24,7	157,7	358,0	540,4	3,1
Décembre ...	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 Mars .....	25,0	172,7	379,2	576,9	5,8	13,9	19,7	19,2	158,8	379,2	557,2	1,1
Juin .....	24,6	177,7	405,4	607,7	5,1	11,2	16,3	19,5	166,5	405,4	591,4	0,6
Septembre ...	24,4	169,7	424,0	618,1	6,2	7,7	13,9	18,2	162,0	424,0	604,2	2,0
Décembre <sup>3</sup> ..	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 Mars .....	24,3	179,9	449,0	653,2	6,7	9,5	16,2	17,6	170,4	449,0	637,0	1,2
<b>B. Crédits à l'étranger</b>												
1969 .....	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970 .....	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971 .....	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972 <sup>3</sup> .....	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973 .....	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974 .....	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975 .....	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976 Mars .....	34,5	45,2	154,1	233,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	154,1	214,4	0,8
Juin .....	29,7	47,7	156,6	234,0	4,9	13,7	18,6	24,8	34,0	156,6	215,4	0,6
Septembre ...	31,7	51,5	157,3	240,5	4,0	15,5	19,5	27,7	36,0	157,3	221,0	0,5
Décembre ...	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 Mars .....	29,1	56,7	169,0	254,8	4,0	17,1	21,1	25,1	39,6	169,0	233,7	0,2
Juin .....	31,2	62,1	183,1	276,4	5,3	18,4	23,7	25,9	43,7	183,1	252,7	1,8
Septembre ...	28,8	60,4	184,0	273,2	4,7	24,2	28,9	24,1	36,2	184,0	244,3	1,2
Décembre <sup>3</sup> ..	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 Mars .....	32,4	72,6	191,5	296,5	5,1	27,1	32,2	27,3	45,5	191,5	264,3	3,5
<b>C. Total</b>												
1969 .....	29,3	113,7	116,6	259,6	6,0	14,1	20,1	23,3	99,6	116,6	239,5	0,5
1970 .....	37,2	123,4	156,9	317,5	11,8	15,5	27,3	25,4	107,9	156,9	290,2	0,5
1971 .....	45,5	128,0	198,5	372,0	11,3	14,0	25,3	34,2	114,0	198,5	346,7	0,6
1972 <sup>3</sup> .....	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973 .....	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974 .....	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975 .....	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976 Mars .....	60,8	202,9	474,4	738,1	12,9	26,7	39,6	47,9	176,2	474,4	698,5	3,7
Juin .....	57,0	208,6	496,3	761,9	10,7	23,0	33,7	46,3	185,6	496,3	728,2	3,2
Septembre ...	61,2	213,8	515,3	790,3	8,8	20,1	28,9	52,4	193,7	515,3	761,4	3,6
Décembre ...	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 Mars .....	54,1	229,4	548,2	831,7	9,8	31,0	40,8	44,3	198,4	548,2	790,9	1,3
Juin .....	55,8	239,8	588,5	884,1	10,4	29,6	40,0	45,4	210,2	588,5	844,1	2,4
Septembre ...	53,2	230,1	608,0	891,3	10,9	31,9	42,8	42,3	198,2	608,0	848,5	3,2
Décembre <sup>3</sup> ..	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 Mars .....	56,7	252,5	640,5	949,7	11,8	36,6	48,4	44,9	215,9	640,5	901,3	4,7

<sup>1</sup> Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

<sup>2</sup> Il s'agit d'effets commerciaux.

<sup>3</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubrique	1969 81 décembre	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1973 81 décembre	1974 81 décembre	1975 81 décembre	1976 81 décembre	1977 81 décembre
<b>ACTIF</b>									
Encaisse en or .....	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3
Fonds Monétaire International :									
Participation .....	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5
Droits de tirage spéciaux .....	...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8
Total des éléments de couverture <sup>1</sup> ...	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1	121,0	120,3
Monnaies étrangères .....	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0	101,2
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Avance au F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme .....	—	—	—	—	3,5	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...	...
Effets de commerce .....	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3	59,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,1	0,2	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1	7,8
Banques .....	...	...	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,1
Entreprises et particuliers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets publics :									
Effets publics belges .....	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	3,2	20,6	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Monnaies divisionnaires et d'appoint ....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B .....	...	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4
Créance consolidée sur l'Etat .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux .....	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6	0,4
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972 .....	—	—	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir .....	0,9	1,2	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9	2,2
Fonds publics .....	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5	6,1
Immeubles, matériel et mobilier .....	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8	9,1
Comptes transitoires .....	0,8	0,8	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,8	1,2
	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9
<b>PASSIF</b>									
Billets en circulation .....	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2	335,4
Comptes courants et divers :									
Trésor public { compte ordinaire ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...	...
de conjoncture ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,3	0,3	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques en Belgique .....	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6	0,5
Entreprises et particuliers .....	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,9
Valeurs à payer .....	3,1	2,6	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1	2,0
Accords internationaux .....	0,4	0,7	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2	...	...
Accords d'aide financière .....	...	...	...	...	...	...	...	2,5	2,4
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4
Total des engagements à vue ...	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0	314,6	342,6
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire <sup>2</sup> :									
Belgique .....	—	—	—	11,8	33,6	20,7	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg .....	—	—	—	—	0,9	0,3	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer .....	51,8	48,7	35,8	21,1	26,5	11,1	12,1	...	...
Caisse de Pensions du Personnel .....	2,9	3,1	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7	9,1
Comptes transitoires .....	2,6	2,9	3,0	3,8	5,0	7,0	9,9	10,5	14,5
Capital .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire .....	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2
Réserve extraordinaire .....	0,5	0,5	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3	2,7
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1
Bénéfice net à répartir .....	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,3	0,7
	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,9	340,8	349,7	406,9

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

<sup>1</sup> Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts

de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

<sup>2</sup> Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

### XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1977 6 juin	1978 5 juin	1977 4 juillet	1978 10 juillet	1977 8 août	1978 7 août	1977 5 septembre	1978 4 septembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	72,1	72,3	72,1	72,3	72,1	72,3	72,1	72,3
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Participation .....	30,4	21,1	30,1	21,0	29,6	20,4	29,0	19,7
Prêts .....	1,2	1,5	1,2	1,5	1,2	1,3	1,4	1,3
Droits de tirage spéciaux .....	19,8	20,1	19,8	20,1	19,8	20,1	19,8	20,1
Monnaies étrangères .....	98,8	110,7	100,7	100,7	103,7	92,7	104,4	86,5
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	0,5	0,7	0,5	0,7	0,6	0,7	0,7	0,6
Avance au F.M.I. ....	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	...	...	...	...	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	4,9	6,5	3,3	6,5	3,3	6,5	3,3
Débiteurs pour change et or, à terme ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets de commerce .....	27,1	39,7	34,7	29,4	36,3	44,4	25,8	60,0
Avances sur nantissement .....	22,7	...	26,1	5,2	0,2	4,1	3,5	5,0
<b>Effets publics <sup>1</sup> :</b>								
Effets publics belges .....	20,6	37,0	20,6	37,0	28,7	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes <sup>2</sup>	—	19,2	—	41,1	...	34,6	1,8	33,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2,2	2,7	2,2	2,6	2,4	2,4	2,3	2,5
Créance consolidée sur l'Etat .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux .....	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972 .....	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics .....	6,1	6,5	6,1	6,5	6,1	6,5	6,1	6,5
Immeubles, matériel et mobilier .....	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	8,6	10,0	8,6	10,0	8,6	10,0	8,6	10,0
Divers .....	3,1	5,3	3,8	9,6	3,9	10,1	4,0	5,6
<b>Compte d'ordre :</b>	370,1	401,9	383,4	411,3	370,1	410,3	373,5	414,1
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education na- tionale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement) .....	13,7	16,0	12,9	15,1	12,1	14,2	11,4	13,6
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	324,8	349,3	335,8	362,3	322,9	350,5	324,2	348,7
<b>Comptes courants :</b>								
Trésor public : compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,4	1,6	0,8	0,8	0,8	1,4	0,8	1,4
Comptes courants divers et valeurs à payer .....	1,7	2,3	2,4	2,1	1,3	2,7	2,7	2,7
<b>Accords internationaux :</b>								
Accords d'aide financière .....	2,2	2,7	2,2	2,6	2,4	2,4	2,4	2,5
Autres accords .....	0,2	0,3	0,3	0,6	0,3	0,3	0,4	0,4
<b>Fonds Monétaire International :</b>								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette .....	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	...	...	...	...	10,2	...	16,3
<b>Réserve monétaire :</b>								
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Caisse de Pensions du Personnel .....	8,6	10,0	8,6	10,0	8,6	10,0	8,5	10,0
Divers .....	15,8	19,0	17,0	16,2	17,5	16,0	18,2	15,3
Capital .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement .....	5,7	6,1	5,7	6,1	5,7	6,1	5,7	6,1
<b>Compte d'ordre :</b>	370,1	401,9	383,4	411,3	370,1	410,3	373,5	414,1
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement) .....	13,7	16,0	12,9	15,1	12,1	14,2	11,4	13,6

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

<sup>1</sup> Le montant maximum du portefeuille d'effets publics est fixé actuellement à 38 milliards 250 millions de francs, dont 37 milliards pour les effets publics belges et 1 milliard 250 millions pour les effets publics luxembourgeois. (Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).

<sup>2</sup> Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. Le montant cumulé maximum du concours octroyé sous ces deux formes est actuellement fixé à 30 milliards. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

### XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global <sup>1</sup>	Avoirs des particuliers <sup>2</sup>	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)					
(fin de période)	(milliards de francs)								
1970 .....	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971 .....	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972 .....	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973 .....	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974 .....	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975 .....	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976 .....	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977 .....	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.110	162,6	74,3	287,4	500,5	284,4	500,5	1.572,8	95
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.114	151,9	74,2	265,8	478,5	267,8	478,5	1.490,6	95
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.112	167,8	78,1	292,5	526,3	288,6	526,3	1.633,7	96
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.110	197,8	77,9	294,0	568,1	278,3	568,1	1.708,7	96
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.108	219,5	79,9	318,1	574,6	322,8	574,6	1.790,1	94
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.112	191,2	78,1	292,0	527,3	302,7	527,3	1.649,4	95
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.112	202,4	79,5	318,0	587,2	312,9	587,2	1.805,3	96
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.111	197,8	79,9	315,9	619,4	312,8	619,4	1.867,6	96
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.106	216,2	84,6	339,7	616,0	335,8	616,0	1.907,5	96
1977 Juillet .....	1.108	205,7	79,1	315,3	543,9	316,3	543,9	1.719,4	95
Août .....	1.110	189,2	77,3	272,3	510,6	285,8	510,6	1.579,4	95
Septembre .....	1.112	178,6	78,0	288,5	527,4	306,1	527,4	1.649,3	95
Octobre .....	1.112	192,3	79,5	335,0	612,9	278,5	612,9	1.839,3	96
Novembre .....	1.113	214,7	78,3	286,5	543,0	322,2	543,0	1.694,7	96
Décembre .....	1.112	200,2	80,7	332,6	605,6	338,0	605,6	1.881,8	96
1978 Janvier .....	1.112	184,0	77,3	317,3	609,5	311,8	609,5	1.848,1	96
Février .....	1.111	183,9	81,7	325,7	656,1	284,1	656,1	1.922,1	96
Mars .....	1.109	225,4	80,7	304,7	592,7	342,6	592,7	1.832,6	96
Avril .....	1.107	201,3	81,8	297,8	541,6	236,2	541,6	1.617,1	96
Mai .....	1.106	261,3	90,7	381,3	711,1	453,0	711,1	2.256,6	96
Juin .....	1.106	185,9	81,2	339,9	595,4	318,2	595,4	1.848,9	95
Juillet .....	1.106	222,3	81,7	354,7	635,0	374,6	635,0	1.999,3	96

<sup>1</sup> Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

<sup>2</sup> Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-B).

<sup>3</sup> Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.



### XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

**Actif**

Rubriques	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 31 mai	1978 31 mai	1977 30 juin	1978 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	25,5	10,6	11,0	11,7	11,3	11,8	11,8	14,3
Prêts au jour le jour .....	26,9	21,5	27,2	32,4	43,4	36,0	18,4	21,5
Banquiers .....	336,0	393,9	473,3	592,9	488,2	603,3	513,1	662,3
Maison-mère, succursales et filiales .....	143,4	162,1	161,5	197,3	171,3	177,4	168,2	181,5
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	26,7	29,3	31,5	36,0	39,8	40,5	38,4	47,6
Portefeuille-effets .....	183,1	209,5	250,8	216,7	266,8	235,7	268,0	260,3
a) Effets publics .....	32,0	40,0	65,3	20,8	67,0	30,8	64,6	37,3
b) Effets commerciaux * .....	151,1	169,5	185,5	195,9	199,8	204,9	203,4	223,0
Reports et avances sur titres .....	1,4	1,8	3,5	5,4	5,8	6,4	5,9	5,1
Débiteurs par acceptations .....	52,2	56,3	54,9	61,9	54,5	58,7	55,8	57,5
Débiteurs divers .....	358,0	461,0	533,7	645,5	586,0	676,4	589,1	680,1
Valeurs mobilières .....	386,0	412,2	433,7	521,7	465,0	559,8	480,5	564,1
a) Fonds publics belges .....	320,4	356,2	382,1	470,0	417,5	506,3	433,1	509,5
b) Autres titres d'emprunt .....	64,8	54,8	50,6	50,8	46,5	52,7	46,4	53,8
c) Actions et parts de sociétés .....	0,6	1,0	0,9	0,8	0,9	0,7	0,9	0,7
d) Autres valeurs mobilières .....	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Valeurs de la réserve légale .....	1,5	1,5	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9
Participations .....	12,6	12,6	12,5	14,3	12,9	13,8	13,1	13,9
a) Filiales .....	5,0	4,9	4,7	5,4	4,7	5,3	4,8	5,3
b) Autres participations .....	7,6	7,7	7,8	8,9	8,2	8,5	8,3	8,6
Frais de constitution et de premier établissement .....	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,7	0,5	0,7
Immeubles .....	11,2	14,0	16,7	19,8	18,3	20,8	18,6	20,9
Participations dans les filiales immobilières .....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier .....	1,6	2,1	2,5	2,8	2,7	3,2	2,7	3,3
Divers .....	49,6	44,1	48,3	54,9	42,6	46,8	46,3	48,2
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>1.616,7</b>	<b>1.833,6</b>	<b>2.064,0</b>	<b>2.416,5</b>	<b>2.211,7</b>	<b>2.493,9</b>	<b>2.233,0</b>	<b>2.584,0</b>
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit .....	42,9	40,6	60,3	80,3	58,3	74,1	59,7	66,6
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit .....	2,3	1,6	3,1	2,1	1,2	1,8	1,3	1,6

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

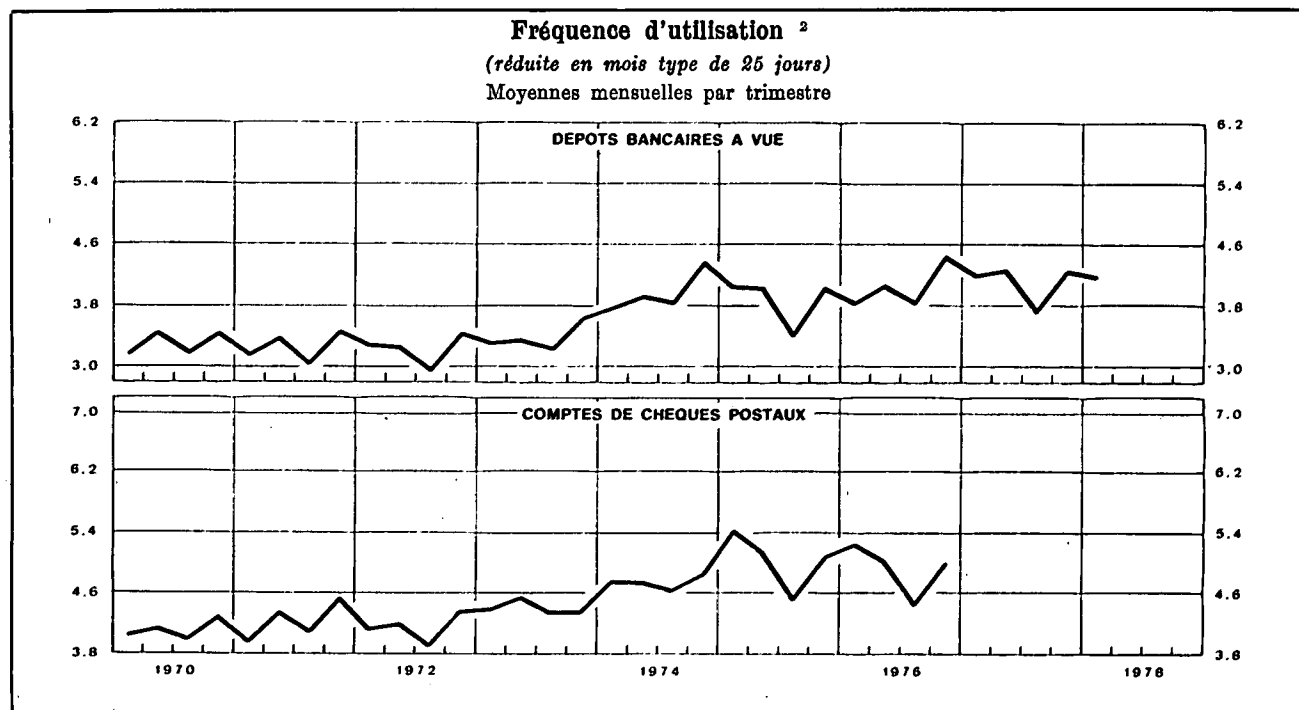
**Passif**

Rubriques	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 31 mai	1978 31 mai	1977 30 juin	1978 30 juin
<b>Exigible :</b>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	2,4	2,4	2,9	2,9	11,6	2,6	9,1	7,3
a) Créanciers garantis par des privilèges .....	1,9	2,1	2,4	2,5	2,0	2,1	1,9	1,9
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	0,5	0,3	0,5	0,4	9,6	0,5	7,2	5,4
Emprunts au jour le jour .....	43,9	36,7	40,0	38,0	26,6	57,3	33,5	59,8
a) Couverts par des sûretés réelles .....	8,5	4,7	8,7	7,7	2,4	4,7	6,5	8,0
b) Non couverts par des sûretés réelles .....	35,4	32,0	31,3	30,3	24,2	52,6	27,0	51,8
Banquiers .....	599,5	673,0	731,8	910,1	795,5	930,1	806,1	963,5
Maison-mère, succursales et filiales .....	86,7	99,5	101,7	130,0	112,7	123,5	110,3	137,8
Acceptations .....	52,2	56,3	54,9	61,9	54,6	58,7	55,8	57,5
Autres valeurs à payer à court terme .....	9,3	13,8	14,4	20,6	24,0	18,4	16,8	29,4
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	6,3	2,7	3,0	4,8	3,4	4,2	3,5	4,0
Dépôts et comptes courants .....	665,8	783,0	916,0	1.004,0	965,7	1.040,5	972,1	1.056,8
a) A vue .....	221,2	268,7	292,1	330,3	326,5	347,6	327,9	356,4
b) A un mois au plus .....	74,3	77,4	111,0	111,7	117,5	114,6	114,8	109,8
c) A plus d'un mois .....	169,0	177,0	221,3	220,3	212,6	224,5	215,5	229,6
d) A plus d'un an .....	13,9	17,7	15,2	17,3	16,6	18,1	16,6	18,9
e) A plus de deux ans .....	14,9	17,7	18,2	20,7	19,3	18,9	19,7	19,5
f) Carnets de dépôts .....	170,5	221,8	255,6	300,2	265,8	313,0	274,4	318,7
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	2,0	2,7	2,6	3,5	7,4	3,8	3,2	3,9
Obligations et bons de caisse .....	47,2	54,8	70,3	100,6	87,0	110,7	90,4	112,6
Montants à libérer sur titres et participations .....	1,7	1,7	1,5	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5
Divers .....	49,9	50,9	63,5	70,6	62,1	72,8	65,5	78,9
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>1.564,9</b>	<b>1.774,8</b>	<b>2.000,0</b>	<b>2.345,0</b>	<b>2.144,6</b>	<b>2.420,3</b>	<b>2.164,6</b>	<b>2.509,1</b>
<b>Exigible spécial :</b>								
Passifs subordonnés .....	3,6	8,4	9,0	6,5	7,1	7,4	7,1	7,5
<b>Non exigible :</b>								
Capital .....	27,2	28,1	31,0	37,0	34,4	37,5	34,7	37,6
Fonds indisponible par prime d'émission .....	5,7	3,2	3,1	4,6	3,7	4,6	3,5	4,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	1,5	1,5	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,9
Réserve disponible .....	12,2	12,0	13,3	15,4	14,0	16,0	15,2	16,9
Autres réserves .....	— <sup>2</sup>	4,8	5,1	5,1	5,1	5,0	5,1	5,1
Provisions .....	1,6	0,8	0,8	1,1	1,0	1,3	1,0	1,3
<b>Total du non exigible ...</b>	<b>48,2</b>	<b>50,4</b>	<b>55,0</b>	<b>65,0</b>	<b>60,0</b>	<b>66,2</b>	<b>61,3</b>	<b>67,4</b>
<b>Total du passif ...</b>	<b>1.616,7</b>	<b>1.833,6</b>	<b>2.064,0</b>	<b>2.416,5</b>	<b>2.211,7</b>	<b>2.493,9</b>	<b>2.233,0</b>	<b>2.584,0</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

<sup>2</sup> Au 31 décembre 1974, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs à l'O.C.P. <sup>4</sup>	Total	brute		avoirs à l'O.C.P. <sup>4</sup>
				dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	
(milliards de francs)						
1970 .....	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971 .....	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972 .....	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973 .....	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974 .....	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975 .....	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976 .....	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977 .....	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	.....
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	843,1	470,8	1.313,9	4,04	4,09	5,04
3 <sup>e</sup> trimestre .....	813,7	420,5	1.234,2	3,99	3,88	4,49
4 <sup>e</sup> trimestre .....	905,5	460,4	1.365,9	4,54	4,48	5,00
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	896,0	517,4	1.413,4	4,26	4,20	.....
2 <sup>e</sup> trimestre .....	990,5	554,9	1.545,4	4,23	4,29	.....
3 <sup>e</sup> trimestre .....	873,6	454,5	1.328,1	3,86	3,76	.....
4 <sup>e</sup> trimestre .....	986,2	509,2	1.495,4	4,34	4,23	.....
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	976,1	551,6	1.527,7	4,18	4,18	.....
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.031,6	557,9	1.589,5	4,13	4,13	.....
1977 Juillet .....	873,9	468,4	1.342,3	3,69	3,69	.....
Août .....	863,1	435,9	1.299,0	3,89	3,74	.....
Septembre .....	883,6	459,3	1.342,9	4,00	3,85	.....
Octobre .....	930,4	500,8	1.431,2	4,23	4,07	.....
Novembre .....	924,4	519,0	1.443,4	3,96	4,12	.....
Décembre .....	1.103,8	507,7	1.611,5	4,84	4,65	.....
1978 Janvier .....	966,3	523,7	1.490,0	4,09	4,09	.....
Février .....	957,6	619,5	1.577,1	3,98	4,14	.....
Mars .....	1.004,4	511,7	1.516,1	4,48	4,30	.....
Avril .....	953,2	462,5	1.415,7	3,91	3,91	.....
Mai .....	1.033,6	686,4	1.720,0	4,16	4,34	.....
Juin .....	1.064,9	524,9	1.589,8	4,31	4,15	.....
Juillet .....	1.128,4	543,1	1.671,5	4,46	4,46	.....

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 1, janvier 1965, p. 21; XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, n<sup>o</sup> 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prête d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1969 .....	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...	
1970 .....	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...	
1971 .....	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...	
1972 .....	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5	
1973 .....	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...	
1974 .....	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...	
1975 Septembre .....	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9	
Décembre .....	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,8	2,9	
1976 Mars .....	18,6	6,0	6,6	...	...	21,6	...	5,9	
Juin .....	17,0	6,0	9,6	0,6	...	24,8	...	4,8	
Septembre .....	15,6	6,0	31,9	...	...	23,3	2,1	24,5	
Décembre .....	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6	
1977 Janvier .....	14,3	6,0	8,4	...	...	18,6	...	6,7	
Février .....	13,9	6,0	6,2	...	...	20,9	1,8	...	
Mars .....	14,0	6,0	16,4	...	...	19,8	...	13,1	
Avril .....	13,4	6,0	10,4	...	...	21,9	...	4,3	
Mai .....	14,3	6,0	28,8	...	...	22,0	8,4	15,0	
Juin .....	12,7	6,0	22,0	...	...	22,5	...	14,8	
Juillet .....	12,7	—	11,1	...	1,9	21,7	...	...	...
Août .....	13,3	—	10,0	...	...	19,1	...	...	...
Septembre .....	13,4	—	3,4	...	3,8	17,0	...	...	...
Octobre .....	13,5	—	...	...	14,6	12,1	...	12,5	...
Novembre .....	13,4	—	0,6	...	...	10,4	...	...	...
Décembre .....	17,5	—	2,8	...	...	7,0	...	7,4	2,8

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

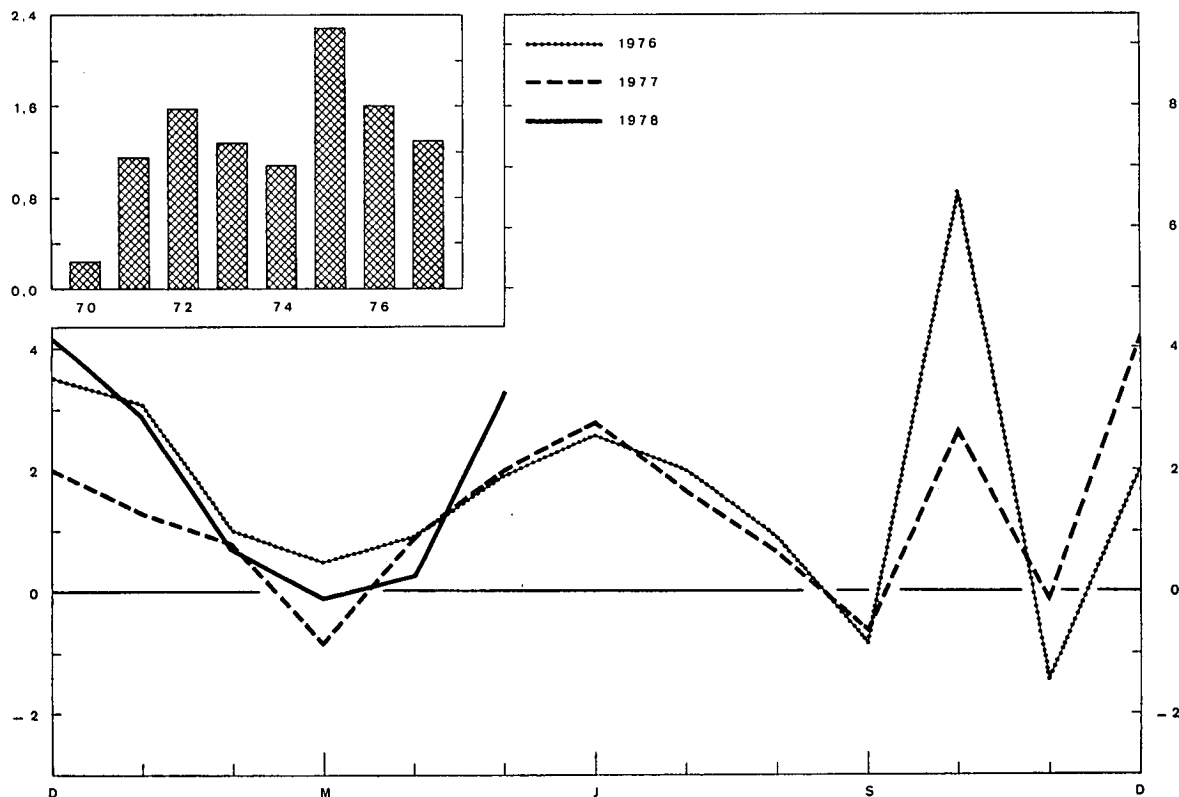
Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts <sup>1</sup> : excédents ou déficits des versements sur les remboursements

(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts <sup>1</sup>			Solde <sup>4</sup>	Bons d'épargne <sup>2</sup>	Total
	Versements <sup>3</sup>	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	à fin de période		(6) = (4) + (5)
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1976 1 <sup>er</sup> trimestre	69,3	64,7	4,6	292,1	42,3	334,4
2 <sup>e</sup> trimestre	76,3	70,9	5,4	297,5	45,2	342,7
3 <sup>e</sup> trimestre	69,4	67,3	2,1	299,6	47,2	346,8
4 <sup>e</sup> trimestre	87,4	80,2	7,2	319,5	49,5	369,0
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	86,3	85,0	1,3	320,8	54,5	375,3
2 <sup>e</sup> trimestre	96,3	90,6	5,7	326,5	58,1	384,6
3 <sup>e</sup> trimestre	89,4	87,6	1,8	328,3	62,6	390,9
4 <sup>e</sup> trimestre	99,3	92,5	6,8	348,9	65,4	414,3
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	108,2	104,8	3,4	352,3	70,2	422,5
1977 Mai	31,0	29,0	2,0	323,7	56,5	380,2
Juin	36,3	33,5	2,8	326,5	58,1	384,6
Juillet	30,4	28,7	1,7	328,2	59,2	387,4
Août	28,5	27,8	0,7	328,9	60,7	389,6
Septembre	30,5	31,1	- 0,6	328,3	62,6	390,9
Octobre	34,8	32,1	2,7	331,0	64,2	395,2
Novembre	29,5	29,6	- 0,1	330,9	64,9	395,8
Décembre	35,0	30,8	4,2	348,9	65,4	414,3
1978 Janvier	37,7	34,9	2,8	351,7	66,6	418,3
Février	33,4	32,7	0,7	352,4	67,9	420,3
Mars	37,1	37,2	- 0,1	352,3	70,3	422,6
Avril	34,3	34,3	...	352,3	72,1	424,4
Mai	40,9	37,6	3,3	355,6	73,2	428,8

<sup>1</sup> Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

<sup>2</sup> Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

<sup>3</sup> Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

<sup>4</sup> Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1977, les intérêts capitalisés s'élèvent à 13,8 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
<b>ACTIF</b>									
Disponible <sup>1</sup> .....	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique .....	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9
Avances à l'industrie .....	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7
Crédit agricole .....	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation .....	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels .....	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4
Acceptations bancaires .....	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes .....	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8
Prêts au jour le jour .....	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6
Total ...	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat .....	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3
Prêts hypothécaires .....	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8
Crédit agricole .....	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales .....	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire) .....	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2
Total ...	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts .....	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7
Valeurs échues du portefeuille .....	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7
Réserve monétaire à la B.N.B. ....	—	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—	—
Divers .....	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1
Total de l'actif ...	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5
<b>PASSIF</b>									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne <sup>2</sup> :									
Particuliers .....	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7
Etablissements publics et autres .....	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1
Total ...	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8
Dépôts en comptes courants <sup>2</sup> .....	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7
Fonds de développement des universités libres	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .....	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4
Divers .....	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7
Total du passif ...	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

<sup>2</sup> Y compris les intérêts capitalisés.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite**

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
<b>ACTIF</b>									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat .....	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers .....	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5
<b>PASSIF</b>									
Fonds des Rentes <sup>1</sup> .....	14,0	13,9	} 23,3 <sup>3</sup>	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0
Réserves mathématiques <sup>2</sup> .....	9,8	10,3		1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Fonds de réserve .....	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Total ...	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2

<sup>1</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1965, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

<sup>2</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargement pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

<sup>3</sup> A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie**

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.
<b>ACTIF</b>									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat .....	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat .....	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement .....	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Total ...	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4
<b>PASSIF</b>									
Réserves mathématiques et provisions <sup>1</sup> .....	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2
Fonds de réserve et de répartition .....	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8
Total ...	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0

<sup>1</sup> Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1965.

**XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE**

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<b>ACTIF</b>									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat .....	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8	50,1	59,6
2. garantis par banques et organismes financiers .	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2	52,7
3. dont le risque est à charge de l'Institution .....	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3	66,9	66,7
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) .....	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3	0,2	0,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux .....	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4	5,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme .....	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7	9,0
Crédits gérés pour compte de l'Etat <sup>1</sup> .....	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3	13,0	14,9
Placements divers à court terme .....	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1	16,2	41,4
Divers .....	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1	7,4	9,2
Total de l'actif ...	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3

**PASSIF**

Obligations .....	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6	163,5
Bons de caisse .....	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4	28,3	32,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères) .....	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7	26,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall .....	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4
Divers .....	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9	22,2	22,9
Total du passif ...	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3

<sup>1</sup> Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficulté, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.



## XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

## Actif

Rubriques	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1977 31 mai	1978 31 mai	1977 30 juin	1978 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux .....	3,0	1,5	1,7	2,3	1,4	1,6	1,5	1,8
Prêts au jour le jour .....	0,4	1,0	1,3	1,2	0,6	1,6	0,5	0,6
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers .....	7,7	11,9	10,7	8,2	9,7	6,2	9,0	7,5
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,7	1,8	2,1	2,3	2,2	2,5	2,8	3,4
Effets de commerce et factures .....	3,6	2,1	3,4	4,0	3,5	3,9	3,6	4,3
Débiteurs par acceptations .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	16,5	21,0	30,9	38,3	34,9	41,1	35,7	41,6
Portefeuille-titres et participations .....	103,0	131,7	151,0	172,3	156,8	183,5	162,2	186,2
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus .....	(1,8)	(1,6)	(1,9)	(0,6)	(1,3)	(1,1)	(1,6)	(1,7)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 <sup>er</sup> , 4 <sup>o</sup> , des dispositions coordon- nées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge .....	(37,2)	(48,9)	(58,1)	(66,7)	(59,9)	(75,7)	(63,2)	(75,3)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées .....	(51,3)	(61,8)	(70,2)	(82,9)	(74,0)	(84,3)	(75,8)	(86,9)
c) Obligations de sociétés belges .....	(8,0)	(13,2)	(14,4)	(15,5)	(15,0)	(16,1)	(15,0)	(16,0)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(2,4)	(3,1)	(3,3)	(3,8)	(3,5)	(3,9)	(3,5)	(3,9)
e) Autres valeurs .....	(2,3)	(3,1)	(3,1)	(2,8)	(3,1)	(2,4)	(3,1)	(2,4)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires .....	127,3	143,4	166,7	186,2	172,6	196,7	175,3	200,4
Actionnaires ou sociétaires .....	1,9	2,4	3,1	3,4	3,2	3,4	3,3	3,5
Débiteurs divers .....	0,9	1,4	2,0	2,9	2,4	3,0	2,4	3,4
Divers .....	1,0	1,1	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Total du disponible et réalisable ...	267,0	319,3	373,5	421,7	387,9	444,1	396,9	453,2
Frais d'établissement et autres immobilisations incorpo- relles .....	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,1	—
Immeubles et terrains .....	3,3	3,0	3,5	4,0	3,6	4,1	3,7	4,2
Leasing immobilier .....	0,3	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0
Matériel et mobilier .....	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Leasing mobilier .....	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Total de l'immobilisé ...	4,1	4,5	5,1	5,6	5,3	5,8	5,3	5,9
Comptes transitoires <sup>1</sup> .....	6,3	8,3	9,7	12,0	10,2	11,8	9,0	10,3
Total de l'actif ...	277,4	332,1	388,3	439,3	403,4	461,7	411,2	469,4
dont : affectés par privilège à la garantie du rembour- sement des fonds d'épargne visés à l'article 1 <sup>er</sup> des dispositions coordonnées .....	256,9	306,9	359,8	405,9	372,6	427,4	381,6	435,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements .....	253,4	302,6	354,5	399,7	366,6	420,5	375,4	426,7

<sup>1</sup> Y compris les comptes de résultats.

## XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

### Passif

Rubriques	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1977 31 mai	1978 31 mai	1977 30 juin	1978 30 juin
<b>Fonds d'épargne :</b>								
Visés à l'article 1 <sup>er</sup> des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais <sup>1</sup> :								
a) n'excédant pas deux ans .....		219,8	255,7	282,0	255,8	292,3	260,9	296,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans ...		20,5	24,6	28,3	26,6	29,9	27,0	30,0
c) de cinq ans ou plus .....		61,1	71,9	85,3	78,3	90,5	79,8	91,1
Visés à l'article 23, § 5, de l'arrêté royal n° 11 du 18 avril 1967 .....	0,3	0,1	—	—	—	—	—	—
<b>Total des fonds d'épargne ...</b>	<b>251,8</b>	<b>301,5</b>	<b>352,2</b>	<b>395,6</b>	<b>360,7</b>	<b>412,7</b>	<b>367,7</b>	<b>417,2</b>
Réserves techniques .....	1,1	1,2	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de reconstitution .....	2,5	2,8	3,1	3,4	3,2	3,5	3,2	3,6
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	0,4	0,5	0,6	0,8	0,2	0,2	0,3	0,4
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	—	—	—	—	—	—	—	0,3
b) auprès de la Banque Nationale .....	—	—	—	—	0,1	0,1	—	0,6
c) auprès d'autres intermédiaires financiers .....	0,1	0,2	0,7	1,1	0,8	1,1	1,2	1,4
Acceptations en circulation .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Réescompteurs .....	—	—	—	0,4	—	—	—	—
Mobilisation d'Actifs .....	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Autres engagements à un mois maximum .....	0,5	0,9	1,1	1,4	0,7	0,6	0,7	0,7
Créditeurs divers .....	1,1	1,2	1,0	1,3	1,6	1,8	1,4	2,0
Provisions pour charges .....	0,5	1,2	2,5	3,3	2,6	3,4	2,6	3,4
Divers .....	1,0	1,1	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>259,5</b>	<b>311,0</b>	<b>363,0</b>	<b>409,1</b>	<b>371,6</b>	<b>425,2</b>	<b>378,9</b>	<b>431,4</b>
<b>Fonds propres :</b>								
a) capital .....	5,6	6,5	7,6	8,0	7,7	8,2	7,8	8,2
b) réserve légale .....	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
c) autres réserves .....	6,2	6,6	7,1	7,8	7,7	8,7	7,7	8,8
Comptes de redressements d'actifs .....	0,4	0,8	1,2	1,9	1,2	1,9	1,2	1,9
Comptes transitoires <sup>2</sup> .....	5,2	6,7	8,8	11,8	14,5	17,0	14,9	18,5
<b>Total du passif ...</b>	<b>277,4</b>	<b>332,1</b>	<b>388,3</b>	<b>439,3</b>	<b>403,4</b>	<b>461,7</b>	<b>411,2</b>	<b>469,4</b>

<sup>1</sup> Au 31 décembre 1974 :

Dépôts inférieurs à 2 ans .....	155,6
Dépôts à 2 ans et plus .....	31,8
Obligations et bons de caisse .....	64,1

<sup>2</sup> Y compris les comptes de résultats.

## XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)						
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers			Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs	(12)	(13)		(14)
		(1)	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires									
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)				
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7			
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5			
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8			
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2			
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1			
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6			
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3			
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	235,1			
1976 1 <sup>er</sup> trimestre	18,4	8,8	1,3	3,3	13,4	0,2	13,0	13,2	18,6	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4			
2 <sup>e</sup> trimestre	18,6	11,4	1,7	3,1	16,2	0,2	14,0	14,2	20,6	253,7	27,4	9,3	31,2	49,8			
3 <sup>e</sup> trimestre	20,6	11,9	1,8	2,3	16,0	0,4	13,8	14,2	22,4	264,3	27,3	7,1	33,0	61,4			
4 <sup>e</sup> trimestre	22,4	10,1	1,2	3,1	14,4	0,6	16,0	16,6	20,2	272,0	25,1	8,8	30,2	53,7			
1977 1 <sup>er</sup> trimestre	20,2	8,8	2,3	3,5	14,6	0,3	14,2	14,5	20,3	276,0	25,7	10,7	31,8	72,8			
2 <sup>e</sup> trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2			
3 <sup>e</sup> trimestre	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8			
4 <sup>e</sup> trimestre	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	26,1	11,0	28,4	68,3			
1978 1 <sup>er</sup> trimestre	20,4	10,9	1,6	5,5	18,0	0,6	16,7	17,3	21,1	311,4	27,6	11,0	30,3	86,2			
1977 Mai	21,7	1,9	0,8	1,1	3,8	0,1	4,4	4,5	21,0	287,0	23,4	6,9	26,5	26,0			
Juin	21,0	3,0	0,7	1,1	4,8	0,1	5,1	5,2	20,6	290,6	25,7	6,6	28,0	20,6			
Juillet	20,6	2,0	0,7	1,2	3,9	...	4,4	4,4	20,1	290,0	25,2	7,0	33,7	33,9			
Août	20,1	1,9	0,7	1,1	3,7	0,1	3,9	4,0	19,8	294,2	25,3	8,0	31,2	19,6			
Septembre	19,8	2,5	0,6	1,3	4,4	0,2	4,4	4,6	19,6	297,1	27,6	7,2	31,0	18,3			
Octobre	19,6	3,0	0,7	1,6	5,3	0,8	4,2	5,0	19,9	296,3	27,7	6,7	33,0	22,3			
Novembre	19,9	4,0	0,5	2,5	7,0	1,2	5,0	6,2	20,7	299,4	25,8	12,7	26,5	22,3			
Décembre	20,7	3,7	0,6	1,3	5,6	0,4	5,5	5,9	20,4	303,0	26,1	13,6	25,8	23,7			
1978 Janvier	20,4	3,6	0,5	0,8	4,9	0,1	4,1	4,2	21,1	303,1	25,6	10,7	31,0	38,6			
Février	21,1	3,6	0,6	3,7	7,9	0,2	7,3	7,5	21,5	307,1	25,6	11,2	30,8	22,7			
Mars	21,5	3,7	0,5	1,0	5,2	0,3	5,3	5,6	21,1	311,4	27,6	11,1	29,2	24,9			
Avril	21,1	2,5	0,7	0,8	4,0	0,2	2,7	2,9	22,2	311,5	27,7	8,8	31,4	32,7			
Mai	22,2	2,7	0,4	0,9	4,0	0,2	3,9	4,1	22,1	314,4	28,1	11,9	30,7	26,3			

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<b>ACTIF</b>									
Immeubles .....	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1	21,7
Prêts hypothécaires .....	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8	42,4
Prêts sur polices .....	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2	4,8
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges .....	8,4	8,2	} 21,6	23,3	24,5	26,7	28,8	31,4	33,3
Titres des organismes parastataux de crédit .....	8,1	8,2							
Titres des autres organismes parastataux .....	2,5	2,5							
Titres des provinces et communes .....	2,3	1,9							
Valeurs étrangères .....	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7	5,5
Obligations de sociétés belges .....	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6	27,1
Actions de sociétés belges .....	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4	9,3
Total des valeurs mobilières ...	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1	75,2
<b>PASSIF</b>									
Cautionnements déposés .....	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	...
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5	145,9

Sociétés étrangères

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<b>ACTIF</b>									
Immeubles .....	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2	2,8
Prêts hypothécaires .....	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4	8,7
Prêts sur polices .....	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges .....	5,0	5,0	} 8,4	8,9	9,2	9,3	9,9	10,4	9,2
Titres des organismes parastataux de crédit .....	1,5	1,5							
Titres des autres organismes parastataux .....	1,0	1,1							
Titres des provinces et communes .....	0,5	0,4							
Valeurs étrangères .....	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges .....	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8	2,5
Actions de sociétés belges .....	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	1,4
Total des valeurs mobilières ...	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8	14,1
<b>PASSIF</b>									
Cautionnements déposés .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	...
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2	25,8

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la OGER de*

*Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

## XV. — ACTIFS FINANCIERS

### XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES<sup>1</sup> ET PARTICULIERS

*(variations en milliards de francs)*

Période	Détenus par les pouvoirs publics <sup>2</sup>						Détenus par les entreprises et particuliers <sup>6</sup>	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale <sup>3</sup>	Autres actifs à un an au plus <sup>4</sup>			Actifs à plus d'un an <sup>4</sup>	Total (6) = (1) + (4) + (5)		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux <sup>5</sup>	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1970 .....	- 0,9	+ 3,3	...	+ 3,3	+ 0,5	+ 2,9	+ 160,6	+ 163,5
1971 .....	+ 2,7	+ 3,0	...	+ 3,0	+ 2,0	+ 7,7	+ 208,0	+ 215,7
1972 .....	+ 1,3	+ 3,8	...	+ 3,8	+ 1,6	+ 6,7	+ 279,8	+ 286,5
1973 .....	+ 5,8	+ 7,1	...	+ 7,1	+ 2,6	+ 15,5	+ 285,7	+ 301,2
1974 .....	+ 5,6	+ 1,5	- 0,2	+ 1,3	+ 2,3	+ 9,2	+ 300,0	+ 309,2
1975 .....	+ 5,4	- 0,9	+ 0,3	- 0,6	- 0,7	+ 4,1	p+ 381,8	p+ 385,9
1976 .....	+ 8,8	- 1,5	- 0,3	- 1,8	+ 1,7	+ 8,7	p+ 468,2	p+ 476,9
1977 .....	- 1,0	+ 4,5	+ 0,2	+ 4,7	...	+ 3,7	p+ 473,4	p+ 477,1
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,2	- 6,4	...	- 6,4	- 0,2	+ 0,6	p+ 136,4	p+ 137,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 2,1	- 3,9	- 0,1	- 4,0	+ 1,6	- 4,5	p+ 78,9	p+ 74,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,6	+ 2,3	- 0,1	+ 2,2	- 0,1	+ 6,7	p+ 113,8	p+ 120,5
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 13,5	+ 14,5	+ 0,3	+ 14,8	- 0,1	+ 1,2	p+ 145,3	p+ 146,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 2,4	+ 0,8	- 0,1	+ 0,7	- 0,1	+ 3,0	p+ 144,1	p+ 147,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,2	- 13,3	+ 0,2	- 13,1	+ 0,1	- 8,8	p+ 79,0	p+ 70,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 5,9	+ 2,5	- 0,2	+ 2,3	+ 0,1	+ 8,3	p+ 105,0	p+ 113,3
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 2,6	+ 14,0	- 0,1	+ 13,9	+ 0,1	+ 16,6	p+ 134,7	p+ 151,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 11,8	- 11,4	...	- 11,4	...	+ 0,4	p+ 170,9	p+ 171,3

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

<sup>3</sup> Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

<sup>4</sup> Durés à l'origine.

<sup>5</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>6</sup> Voir tableau XV-2.

**XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS**

*(variations en milliards de francs)*

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs <sup>8</sup>	Total général (9) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires <sup>2</sup> (1)	Autres actifs à un an au plus <sup>3 4</sup> (2)	Actifs à plus d'un an <sup>3 5</sup> (3)	Total (4) = (1) + (3)	A un an au plus <sup>3</sup> (Dépôts) <sup>6</sup> (5)	A plus d'un an <sup>3</sup> (Valeurs mobilières) <sup>7</sup> (6)	Total (7) = (5) + (6)		
1970 .....	+ 29,7	+ 45,6	+ 56,0	+131,3	+ 3,3	+ 14,4	+ 17,7	+ 11,6	+160,6
1971 .....	+ 35,8	+ 78,1	+ 68,4	+182,3	- 2,8	+ 21,6	+ 18,8	+ 6,9	+208,0
1972 .....	+ 64,7	+103,6	+ 62,0	+230,3	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 18,4	+279,8
1973 .....	+ 31,9	+139,3	+ 81,3	+252,5	+ 5,5	+ 25,4	+ 30,9	+ 2,3	+285,7
1974 .....	+ 34,4	+141,3	+ 96,7	+272,4	+ 13,1	+ 15,0	+ 28,1	- 0,5	+300,0
1975 .....	+ 91,9	+126,1	p+112,8	p+330,8	+ 8,0	+ 31,8	+ 39,8	p+ 11,2	p+381,8
1976 .....	+ 37,2	+198,5	p+151,8	p+387,5	+ 12,0	+ 13,8	+ 25,8	p+ 54,9	p+468,2
1977 .....	+ 72,9	+112,4	p+228,4	p+413,7	+ 19,0	+ 17,1	+ 36,1	p+ 23,6	p+473,4
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 53,3	+ 21,8	p+ 44,7	p+119,8	+ 0,3	- 3,2	- 2,9	p+ 19,5	p+136,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 27,0	+ 49,7	p+ 29,1	p+ 51,8	+ 6,5	+ 1,9	+ 8,4	p+ 18,7	p+ 78,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 15,3	+ 69,9	p+ 38,7	p+123,9	+ 0,8	+ 4,3	+ 5,1	p- 15,2	p+113,8
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 24,8	+ 22,0	p+ 78,6	p+125,4	+ 4,6	+ 2,3	+ 6,9	p+ 13,0	p+145,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 45,4	+ 3,8	p+ 68,7	p+117,9	+ 1,7	+ 6,3	+ 8,0	p+ 18,2	p+144,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 14,5	+ 23,2	p+ 56,6	p+ 65,3	- 0,3	+ 4,2	+ 3,9	p+ 9,8	p+ 79,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 17,2	+ 63,4	p+ 24,5	p+105,1	+ 13,0	+ 4,3	+ 17,3	p- 17,4	p+105,0
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 6,4	+ 65,7	p+ 61,9	p+134,0	- 10,8	+ 4,4	- 6,4	p+ 7,1	p+134,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 49,0	+ 3,1	p+ 56,0	p+108,1	+ 6,6	+ 3,2	+ 9,8	p+ 53,0	p+170,9

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

<sup>3</sup> Durée à l'origine.

<sup>4</sup> Voir tableau XV-3a, colonne (8).

<sup>5</sup> Voir tableau XV-4, colonne (4).

<sup>6</sup> Voir tableau XV-3a, colonne (11).

<sup>7</sup> Voir tableau XV-4, colonne (7).

<sup>8</sup> Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS <sup>2</sup>**

*(variations en milliards de francs)*

Période	En francs belges							En monnaies étrangères			Total général (12) = (8) + (11)	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux <sup>3 4</sup>						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger (7)	Total (8) = (5) + (7)	Auprès des intermédiaires financiers nationaux <sup>3 6</sup>	A l'étranger (10)		Total (11) = (9) + (10)
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires <sup>5</sup> (6)						
1970 .....	+ 7,5	+ 25,4	+ 11,3	+ 0,7	+ 44,9	+ 19,7	+ 0,7	+ 45,6	- 3,3	+ 6,6	+ 3,3	+ 48,9
1971 .....	+ 54,2	+ 13,0	+ 10,5	+ 0,5	+ 78,2	+ 27,0	- 0,1	+ 78,1	- 1,7	- 1,1	- 2,8	+ 75,3
1972 .....	+ 88,0	+ 3,9	+ 4,9	+ 1,4	+ 98,2	+ 37,7	+ 5,4	+103,6	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,4
1973 .....	+ 70,2	+ 48,8	+ 7,6	+ 0,5	+127,1	+ 65,2	+ 12,2	+139,3	+ 2,7	+ 2,8	+ 5,5	+144,8
1974 .....	+ 51,2	+ 42,3	+ 7,0	+ 0,4	+100,9	+ 45,7	+ 40,4	+141,3	+ 5,6	+ 7,5	+ 13,1	+154,4
1975 .....	+136,7	- 3,0	+ 9,7	+ 1,8	+145,2	+ 42,2	- 19,1	+126,1	+ 5,5	+ 2,5	+ 8,0	+134,1
1976 .....	+106,0	+ 69,4	+ 4,6	- 4,2	+175,8	+ 87,8	+ 22,7	+198,5	+ 8,4	+ 3,6	+ 12,0	+210,5
1977 .....	+102,9	- 0,8	+ 5,0	+ 1,1	+108,2	+ 39,1	+ 4,2	+112,4	+ 4,4	+ 14,6	+ 19,0	+131,4
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 13,2	+ 3,5	- 1,5	+ 1,9	+ 17,1	+ 10,7	+ 4,7	+ 21,8	- 2,9	+ 3,2	+ 0,3	+ 22,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 12,0	+ 32,5	- 0,7	- 0,1	+ 43,7	+ 34,6	+ 6,0	+ 49,7	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,5	+ 56,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 47,9	+ 16,4	+ 2,5	- 4,8	+ 62,0	+ 18,6	+ 7,9	+ 69,9	+ 1,3	- 0,5	+ 0,8	+ 70,7
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 2,4	+ 14,4	- 2,4	+ 2,8	+ 17,2	+ 9,0	+ 4,8	+ 22,0	+ 5,7	- 1,1	+ 4,6	+ 26,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 23,7	- 17,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 7,8	+ 1,6	- 4,0	+ 3,8	+ 6,4	+ 8,1	+ 1,7	+ 5,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 15,1	+ 2,7	+ 3,2	- 0,5	+ 20,5	+ 12,5	+ 2,7	+ 23,2	- 1,9	+ 1,6	- 0,3	+ 22,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 61,7	- 0,2	+ 3,2	- 2,0	+ 62,7	+ 16,0	+ 0,7	+ 63,4	+ 7,0	+ 6,0	+ 13,0	+ 76,4
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 17,7	+ 32,3	+ 0,7	+ 4,2	+ 54,9	+ 26,8	+ 10,8	+ 65,7	- 3,5	- 7,3	- 10,8	+ 54,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 16,7	- 17,5	+ 7,2	- 0,7	+ 5,7	- 1,1	- 2,6	+ 3,1	- 0,9	+ 7,5	+ 6,6	+ 9,7

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

<sup>5</sup> Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

<sup>6</sup> Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS <sup>2</sup>  
AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX <sup>3</sup>**

*(milliards de francs)*

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme et à préavis	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires <sup>4</sup>		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)
1969 .....	270,8	110,6	18,8	2,5	402,7	156,8	14,7	417,4
1970 .....	278,3	136,0	30,1	3,2	447,6	176,5	11,4	459,0
1971 .....	332,5	149,0	40,6	3,7	525,8	203,5	9,7	535,5
1972 .....	420,5	152,9	45,5	5,1	624,0	241,2	9,2	633,2
1973 .....	490,7	201,7	53,1	5,6	751,1	306,4	11,9	763,0
1974 .....	541,9	244,0	60,1	6,0	852,0	352,1	17,5	869,5
1975 .....	678,6	241,0	69,8	7,8	997,2	394,3	23,0	1.020,2
1976 Mars .....	711,5	258,0	74,1	6,6	1.050,2	418,2	31,7	1.081,9
Juin .....	724,7	261,5	72,6	8,5	1.067,3	428,9	28,8	1.096,1
Septembre .....	736,7	294,0	71,9	8,4	1.111,0	463,5	30,1	1.141,1
Décembre .....	784,6	310,4	74,4	3,6	1.173,0	482,1	31,4	1.204,4
1977 Mars .....	787,0	324,8	72,0	6,4	1.190,2	491,1	37,1	1.227,3
Juin .....	810,7	307,1	73,0	7,2	1.198,0	492,7	30,7	1.228,7
Septembre .....	825,8	309,8	76,2	6,7	1.218,5	505,2	28,8	1.247,3
Décembre .....	887,5	309,6	79,4	4,7	1.281,2	521,2	35,8	1.317,0
1978 Mars .....	905,2	341,9	80,1	8,9	1.336,1	548,0	32,3	1.368,4
Juin .....	921,9	324,4	87,3	8,2	1.341,8	546,9	31,4	1.373,2

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>4</sup> Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.



**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS A PLUS D'UN AN <sup>2</sup>**

*(variations en milliards de francs)*

Période	En francs belges				En monnaies étrangères <sup>3</sup>			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions <sup>4</sup> (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1970 .....	+ 47,5	+ 7,5	+ 1,0	+ 56,0	.....	.....	+14,4	+ 70,4
1971 .....	+ 53,8	+11,2	+ 3,4	+ 68,4	.....	.....	+21,6	+ 90,0
1972 .....	+ 52,9	+ 8,0	+ 1,1	+ 62,0	.....	.....	+33,3	+ 95,3
1973 .....	+ 75,5	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,3	+ 7,1	+18,3	+25,4	+106,7
1974 .....	+ 91,2	- 1,1	+ 6,6	+ 96,7	+13,0	+ 2,0	+15,0	+111,7
1975 .....	p+ 95,5	+12,8	+ 4,5	p+112,8	+22,4	+ 9,4	+31,8	p+144,6
1976 .....	p+146,5	+ 3,1	+ 2,2	p+151,8	+13,2	+ 0,6	+13,8	p+165,6
1977 .....	p+211,3	+ 7,1	+10,0	p+228,4	+18,1	- 1,0	+17,1	p+245,5
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	p+ 43,3	+ 0,2	+ 1,2	p+ 44,7	- 1,9	- 1,3	- 3,2	p+ 41,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p+ 28,3	+ 0,3	+ 0,5	p+ 29,1	+ 2,7	- 0,8	+ 1,9	p+ 31,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p+ 37,4	+ 0,6	+ 0,7	p+ 38,7	+ 3,1	+ 1,2	+ 4,3	p+ 43,0
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p+ 72,3	+ 2,7	+ 3,6	p+ 78,6	+ 2,4	- 0,1	+ 2,3	p+ 80,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p+ 63,9	- 0,1	+ 4,9	p+ 68,7	+ 6,9	- 0,6	+ 6,3	p+ 75,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p+ 53,3	+ 3,3	...	p+ 56,6	+ 4,7	- 0,5	+ 4,2	p+ 60,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p+ 21,8	+ 1,2	+ 1,5	p+ 24,5	+ 4,1	+ 0,2	+ 4,3	p+ 28,8
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p+ 63,4	- 1,6	+ 0,1	p+ 61,9	+ 3,7	+ 0,7	+ 4,4	p+ 66,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p+ 44,7	+ 1,6	+ 9,7	p+ 56,0	+ 2,7	+ 0,5	+ 3,2	p+ 59,2

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Durée à l'origine.

<sup>3</sup> Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

<sup>4</sup> Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

**XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX <sup>2</sup>**

*(variations en milliards de francs)*

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	
1970 .....	+ 4,7	+ 6,0	+ 31,5	+ 8,1	+ 19,1	+ 22,2	+ 10,1	+ 5,8	+ 0,6	+ 71,4	+ 36,7	+108,1
1971 .....	+ 13,8	+ 1,9	+ 44,1	+ 12,4	+ 34,1	+ 22,6	+ 18,3	+ 6,2	+ 1,2	+112,2	+ 42,4	+154,6
1972 .....	+ 19,5	+ 11,9	+ 66,2	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,5	+ 2,7	+162,5	+ 32,3	+194,8
1973 .....	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,7	+ 6,1	+ 40,9	+ 30,9	+ 24,9	+ 8,0	+ 1,1	+162,3	+ 46,1	+208,4
1974 .....	+ 16,8	+ 2,8	+ 60,0	+ 3,2	+ 39,9	+ 38,0	+ 20,8	+ 9,5	+ 2,6	+140,3	+ 53,3	+193,6
1975 .....	+ 33,1	+ 8,3	+ 87,7	+ 16,8	+ 76,4	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+242,6	+ 65,9	+308,5
1976 .....	+ 16,8	+ 7,2	+107,2	+ 14,1	+ 54,2	+ 46,9	+ 35,8	+ 13,7	+ 3,8	+221,2	+ 78,5	+299,7
1977 .....	+ 26,9	+ 4,3	+ 77,0	+ 31,8	+ 51,8	<i>p</i> + 85,7	+ 25,7	+ 18,2	<i>p</i> + 3,9	+185,7	<i>p</i> +139,6	<i>p</i> +325,3
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 23,7	+ 4,7	+ 29,2	+ 3,3	+ 1,5	+ 13,9	+ 8,3	+ 4,5	+ 1,0	+ 67,4	+ 22,7	+ 90,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 8,4	- 3,0	+ 18,6	+ 2,8	+ 7,2	+ 11,9	+ 3,6	+ 3,1	+ 1,1	+ 18,0	+ 18,9	+ 36,9
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,3	+ 3,1	+ 26,6	+ 2,1	+ 26,2	+ 8,8	+ 15,3	+ 4,1	+ 0,8	+ 78,5	+ 15,8	+ 94,3
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 5,8	+ 3,8	+ 37,7	+ 15,3	+ 15,5	<i>p</i> + 37,3	- 3,5	+ 5,9	<i>p</i> + 1,0	+ 47,7	<i>p</i> + 59,5	<i>p</i> +107,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 26,1	+ 5,7	+ 4,4	+ 5,1	+ 1,8	<i>p</i> + 20,0	+ 8,9	+ 4,7	<i>p</i> + 1,0	+ 46,9	<i>p</i> + 30,8	<i>p</i> + 77,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,0	- 4,8	+ 3,9	+ 7,7	+ 4,9	<i>p</i> + 23,0	+ 4,0	+ 5,1	<i>p</i> + 1,0	+ 4,0	<i>p</i> + 36,8	<i>p</i> + 40,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 10,6	- 0,4	+ 31,0	+ 3,7	+ 29,6	<i>p</i> + 5,4	+ 16,3	+ 2,5	<i>p</i> + 0,9	+ 87,1	<i>p</i> + 12,5	<i>p</i> + 99,6
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 6,5	+ 3,7	+ 29,7	+ 3,9	+ 25,1	<i>p</i> + 13,2	+ 5,7	+ 3,8	<i>p</i> + 1,0	+ 57,7	<i>p</i> + 21,9	<i>p</i> + 79,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 28,6	- 5,8	+ 16,0	+ 8,0	+ 6,5	<i>p</i> + 12,1	+ 8,5	+ 3,7	<i>p</i> + 1,1	+ 53,8	<i>p</i> + 24,9	<i>p</i> + 78,7

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS**  
**ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX <sup>2</sup>**

*(milliards de francs)*

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1969 .....	176,6	50,9	280,0	31,8	184,8	190,0	68,6	46,2	5,3	760,9	273,3	1.034,2
1970 .....	181,3	56,9	311,5	39,9	203,9	212,2	78,7	52,0	5,9	832,3	310,0	1.142,3
1971 .....	195,1	58,8	355,6	52,3	238,0	234,8	97,0	58,2	7,1	944,5	352,4	1.296,9
1972 .....	214,6	70,7	421,8	62,5	276,8	249,7	123,1	62,7	9,8	1.107,0	384,7	1.491,7
1973 .....	228,9	72,2	502,5	68,6	317,7	280,6	148,0	70,7	10,9	1.269,3	430,8	1.700,1
1974 .....	245,7	75,0	562,5	71,8	357,6	318,6	168,8	80,2	13,5	1.409,6	484,1	1.893,7
1975 .....	278,8	83,3	650,2	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.652,2	550,0	2.202,2
1976 Mars .....	273,0	85,7	683,0	94,5	453,3	365,9	214,5	94,4	16,3	1.709,5	571,1	2.280,6
Juin .....	296,7	90,4	712,2	97,8	454,8	379,8	222,8	98,9	17,3	1.776,9	593,8	2.370,7
Septembre .....	288,3	87,4	730,8	100,6	462,0	391,7	226,4	102,0	18,4	1.794,9	612,7	2.407,6
Décembre .....	295,6	90,5	757,4	102,7	488,2	400,5	241,7	106,1	19,2	1.873,4	628,5	2.501,9
1977 Mars .....	289,8	94,3	795,1	118,0	503,7	p 437,8	238,2	112,0	p 20,2	1.921,1	p 688,0	p 2.609,1
Juin .....	315,9	100,0	799,5	123,1	505,5	p 457,8	247,1	116,7	p 21,2	1.968,0	p 718,8	p 2.686,8
Septembre .....	311,9	95,2	803,4	130,8	510,4	p 480,8	251,1	121,8	p 22,2	1.972,0	p 755,6	p 2.727,6
Décembre .....	322,5	94,8	834,4	134,5	540,0	p 486,2	267,4	124,3	p 23,1	2.059,1	p 768,1	p 2.827,2
1978 Mars .....	316,0	98,5	864,1	138,4	565,1	p 499,4	273,1	128,1	p 24,1	2.116,8	p 790,0	p 2.906,8
Juin .....	344,6	92,7	880,1	146,4	571,6	p 511,5	281,6	131,8	p 25,2	2.170,6	p 814,9	p 2.985,5

<sup>1</sup> Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

<sup>2</sup> Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS  
DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS**

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> <sup>1</sup> :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> <sup>2</sup> :								
Caisses d'épargne .....	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques .....	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit .....	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités .....	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois <sup>3</sup> ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> <sup>2 4</sup> :								
Organismes de pensions .....	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles .....	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie .....	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses .....	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires .....	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers) .....	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public .....	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i> .....	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

<sup>1</sup> Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

<sup>2</sup> Accroissement de l'année.

<sup>3</sup> Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

<sup>4</sup> A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur <sup>2</sup>					Titres non accessibles à tout placeur <sup>4</sup>			Total émissions nettes à plus d'un an (0) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements <sup>3</sup> (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	— 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	— 2,9	62,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
	p 1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	—	3,6	— 3,6	65,8
	p 1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	—	5,4	— 5,4	66,3
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	— 4,4	—	— 4,4	4,9	3,4	1,5	— 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	— 3,8	—	— 3,8	8,6	7,3	1,3	— 2,5
	1974	—	5,0	— 5,0	—	— 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
	p 1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6
	p 1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	— 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	— 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
	p 1975	—	1,1	— 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6
	p 1976	—	2,1	— 2,1	33,1	31,0	11,4	5,2	6,2	37,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	— 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	3,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
	p 1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3
	p 1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	— 0,4	40,1
5: Organismes paraétatiques d'exploitation	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7
	p 1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0
	p 1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,3	3,8	2,5	18,4
<b>Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge</b>	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2
	p 1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3
	p 1976	196,0	87,3	108,7	61,2	169,9	28,6	16,7	11,9	181,8

<sup>1</sup> Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1969 : — 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : — 11,4; en 1972 : — 0,4; en 1973 : — 8,7; en 1974 : 3,5; en 1975 : 16,0; et en 1976 : 59,0 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976 : « Intermédiaires financières publiques » : — 2,3, 8,9, 8,7, 1,0, 0,7, 0,6, 7,0 et — 4,9 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 2,4, 5,0, 4,9, 8,7, 8,7, 4,5, 4,7 et 1,9 milliards.

<sup>1</sup> Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC <sup>1</sup>

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis <sup>2</sup> (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission <sup>3</sup>	Rendement pour le porteur <sup>4</sup>		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 <sup>5</sup>	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 <sup>5</sup>	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
						175.100				
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40.000	10,02	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7.000	10,11	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14.000	10,26	—	10,24
						196.000				
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56.000	10,00	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5.000	9,96	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16.500	9,96	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16.500 <sup>6</sup>	9,75	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2.000	9,93	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4.000	9,93	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50.300	9,81	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6.000	9,70	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61.500	9,47	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28.500	9,02	—	9,02
	Décembre	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18.000	9,01	—	8,98
						270.300				
1978	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63.000	9,24	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33.000	9,00	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63.000	8,50	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23.000	8,65	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59.000	8,95	—	8,93

<sup>1</sup> Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

<sup>2</sup> Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

<sup>3</sup> Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

<sup>4</sup> Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

<sup>5</sup> Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

<sup>6</sup> Dont 16.000 millions de francs rétrocedés aux Intercommunales Autoroutières.

## XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

### XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes reprises de la République du Zaïre 3	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Mars	715,3	16,4	96,2	72,6	900,5	3,7	...	3,7	904,2	106,6	1.010,8	0,3	1.011,1
Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7
Septembre	751,4	14,7	134,2	75,4	975,7	3,1	...	3,1	978,8	98,2	1.077,0	0,2	1.077,2
Décembre	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977 Mars	786,8	12,0	187,6	81,0	1.067,4	2,9	...	2,9	1.070,3	95,4	1.165,7	0,1	1.165,8
Juin	826,3	13,4	199,2	83,6	1.122,5	2,7	...	2,7	1.125,2	94,3	1.219,5	0,1	1.219,6
Juillet	823,2	6,4	190,5	86,9	1.107,0	2,7	...	2,7	1.109,7	93,8	1.203,5	0,1	1.203,6
Août	819,4	7,5	203,4	83,4	1.113,7	2,6	...	2,6	1.116,3	93,2	1.209,5	0,1	1.209,6
Septembre	876,6	6,9	172,3	80,9	1.136,7	2,6	...	2,6	1.139,3	92,5	1.231,8	0,2	1.232,0
Octobre	873,1	6,2	137,4	88,7	1.105,4	2,6	...	2,6	1.108,0	120,3	1.228,3	0,2	1.228,5
Novembre	869,2	6,3	161,8	81,7	1.119,0	2,6	...	2,6	1.121,6	119,8	1.241,4	0,1	1.241,5
Décembre	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978 Janvier	859,6	6,3	183,5	90,3	1.139,7	2,6	...	2,6	1.142,3	118,9	1.261,2	0,1	1.261,3
Février	914,0	6,4	181,4	86,3	1.188,1	2,6	...	2,6	1.190,7	118,3	1.309,0	0,1	1.309,1
Mars	909,7	6,2	218,3	85,7	1.219,9	2,6	...	2,6	1.222,5	125,8	1.348,3	0,1	1.348,4
Avril	907,3	6,2	216,0	90,6	1.220,1	2,5	...	2,5	1.222,6	125,8	1.348,4	0,1	1.348,5
Mai	954,4	6,2	220,1	86,5	1.267,2	2,4	...	2,4	1.269,6	125,2	1.394,8	0,1	1.394,9
Juin	949,6	6,2	246,9	88,9	1.291,6	2,4	...	2,4	1.294,0	124,2	1.418,2	0,1	1.418,3
Juillet	946,8	6,2	244,9	85,6	1.283,5	2,3	...	2,3	1.285,8	123,6	1.409,4	0,1	1.409,5

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

### XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (9) - (4) à (7)	(9)	(10) = (8) - (9)	
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 <sup>8</sup>	+ 33,8	...	+ 33,8
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 <sup>9</sup>	+ 63,7	...	+ 63,7
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 <sup>10</sup>	+ 51,1	...	+ 51,1
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3
1976	+ 130,1	- 0,2	+ 129,9	- 3,2	...	...	...	+ 133,1	...	+ 133,1
1977	+ 170,1	- 0,1	+ 170,0	+ 2,6	...	...	...	+ 167,4	...	+ 167,4
1977 7 premiers mois	+ 145,0	- 0,1	+ 144,9	- 0,3	...	...	...	+ 145,2	...	+ 145,2
1978 7 premiers mois	+ 180,8	...	+ 180,8	+ 14,6	...	...	...	+ 166,2	...	+ 166,2

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans les chiffres de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 La colonne (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

9 B.I.R.D.

10 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN  
DU SECTEUR PUBLIC**

**a) Ventilation par débiteurs**

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

**Titres accessibles à tout placeur <sup>1</sup>**

1969 .....	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970 .....	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971 .....	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972 .....	498,2	58,0	—	101,4 <sup>5</sup>	315,1	972,7 <sup>5</sup>	—
1973 .....	560,5	63,7	—	120,9 <sup>5</sup>	352,6	1.097,7 <sup>5</sup>	—
1974 .....	611,1	71,2	—	124,4 <sup>5</sup>	406,4	1.213,1 <sup>5</sup>	—
1975 .....	705,4	72,1	—	126,9 <sup>5</sup>	460,5	1.364,9 <sup>5</sup>	—
1976 ..... p	788,7	88,0	—	139,0 <sup>5</sup>	516,6	1.532,3 <sup>5</sup>	—

**Titres non accessibles à tout placeur**

1969 .....	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970 .....	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971 .....	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972 .....	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973 .....	76,1	27,3	3,2	23,4	59,8	189,8	—
1974 .....	80,1	30,9	3,2	27,6	63,1	204,9	—
1975 .....	77,8	35,9	5,7	29,6	75,3	224,3	—
1976 ..... p	72,6	38,5	11,2	31,9	81,8	236,0	—

**Total**

1969 .....	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970 .....	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971 .....	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972 .....	576,3	84,2	3,9	122,8 <sup>5</sup>	370,9	1.158,1 <sup>5</sup>	—
1973 .....	636,6	91,0	3,2	144,3 <sup>5</sup>	412,4	1.287,5 <sup>5</sup>	—
1974 .....	691,2	102,1	3,2	152,0 <sup>5</sup>	469,5	1.418,0 <sup>5</sup>	—
1975 .....	783,2	108,0	5,7	156,5 <sup>5</sup>	535,8	1.589,2 <sup>5</sup>	—
1976 ..... p	861,3	126,5	11,2	170,9 <sup>5</sup>	598,4	1.768,3 <sup>5</sup>	—

<sup>1</sup> Sont considérées comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.U.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>2</sup> Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

<sup>3</sup> Y compris les bons de caisse à un an au plus.

<sup>4</sup> Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

<sup>5</sup> Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.



## XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

### b) Ventilation par détenteurs

*(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)*

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs <sup>2</sup>	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires <sup>3</sup>	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

#### Titres accessibles à tout placeur<sup>1</sup>

1969	346,2	4,4	3,0	8,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	384,4	4,7	2,9	8,9	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	427,1	5,1	2,6	11,2	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 <sup>4</sup>	470,4	6,2	2,7	12,7	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 <sup>4</sup>	519,3	6,6	3,0	14,7	254,0	15,7	129,3	113,1	42,0	1.097,7
1974 <sup>4</sup>	577,1	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,9	44,0	1.213,1
1975 <sup>4</sup>	641,1	8,4	4,5	14,4	322,6	17,9	172,3	131,2	52,5	1.364,9
1976 <sup>4</sup> p	750,2	8,2	5,9	13,4	347,7	14,9	203,1	136,7	52,2	1.632,3

#### Titres non accessibles à tout placeur

1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,8	32,8	11,6	189,8
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,6	204,9
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	92,6	—	70,1	31,7	15,5	224,3
1976 p	11,4	0,3	0,2	3,1	91,8	—	83,9	29,7	15,6	236,0

#### Total

1969	352,0	4,7	3,2	10,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	393,8	5,1	3,2	11,3	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	436,3	5,4	2,9	14,0	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 <sup>4</sup>	479,4	6,5	2,9	15,5	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 <sup>4</sup>	527,7	6,8	3,2	17,9	335,6	15,7	181,1	145,9	53,6	1.287,5
1974 <sup>4</sup>	585,8	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,8	59,6	1.418,0
1975 <sup>4</sup>	651,3	8,7	4,7	18,1	415,2	17,9	242,4	162,9	68,0	1.589,2
1976 <sup>4</sup> p	761,6	8,5	6,1	16,5	439,5	14,9	287,0	166,4	67,8	1.768,3

<sup>1</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

<sup>2</sup> A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

<sup>3</sup> A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

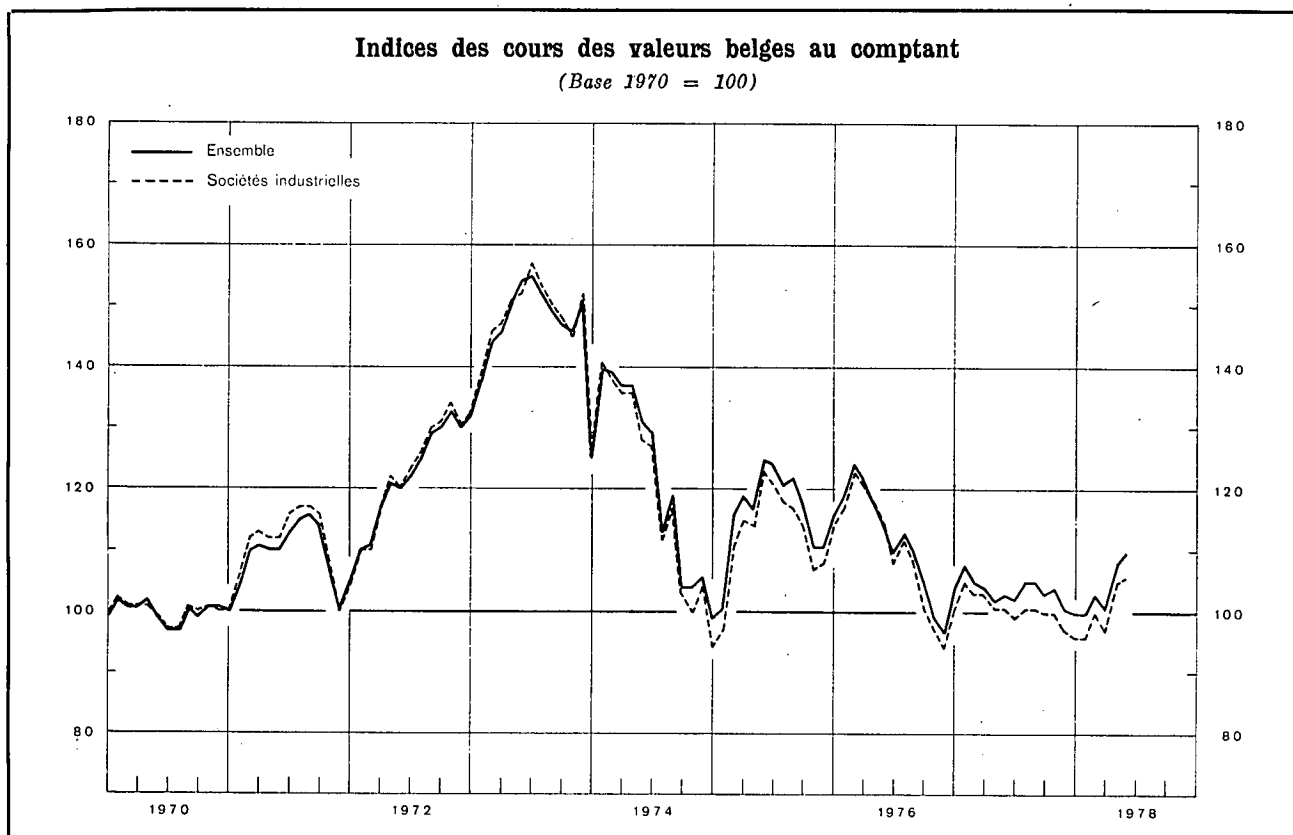
<sup>4</sup> Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL<sup>e</sup> année, vol. I,

n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 8, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

## XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

### 1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1		Indices des cours 2						Taux de rendement 3			
			Au comptant				A terme	Ensemble	Sociétés industrielles			
			Ensemble		Sociétés industrielles							
(Base 1970 = 100)						en p.c.						
1970 .....	112		100	100	100				4,9		5,2	
1971 .....	169		110	111	103				5,2		5,9	
1972 .....	199		123	124	118				4,1		3,9	
1973 .....	276		147	148	144				3,8		3,7	
1974 .....	185		121	119	125				5,3		5,4	
1975 .....	205		117	113	123				5,8 <sup>4</sup>		5,8 <sup>4</sup>	
1976 .....	230		111	110	116				5,5		4,9	
1977 .....	166		103	100	99				5,9		5,4	
			1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978
Janvier .....	197	127	108	99	105	96	110	89	5,4	6,3	4,7	6,1
Février .....	179	123	105	103	103	100	105	88	5,5	6,3	4,7	6,2
Mars .....	168	132	104	101	103	97	103	88	5,5	6,2	4,9	6,1
Avril .....	213	199	102	108	101	105	101	95	5,5	5,8	4,9	5,6
Mai .....	189	201	103	110	101	106	102	99	5,8	6,0	4,9	5,8
Juin .....	153	153	102		99		101		6,0	6,2	5,5	6,1
Juillet .....	151		105		101		103		6,0	6,0	5,6	5,8
Août .....	131		105		101		101		6,1	5,8	5,7	5,5
Septembre .....	160		103		100		96		6,1		5,7	
Octobre .....	154		104		100		95		6,1		5,8	
Novembre .....	168		101		97		92		6,3		6,0	
Décembre .....	138		99		96		90		6,3		6,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Nouvelle série.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>**

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

**Banques <sup>4</sup>**

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2

**Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>**

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,1	3,8

**Industries des fabrications métalliques**

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3

**Métallurgie du fer**

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2

**Industrie textile**

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
<b>Industrie alimentaire</b>									
1966 .....	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967 .....	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968 .....	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969 .....	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970 .....	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971 .....	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972 .....	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973 .....	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
<b>Industrie chimique</b>									
1966 .....	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967 .....	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968 .....	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969 .....	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970 .....	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971 .....	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972 .....	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973 .....	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
<b>Electricité</b>									
1966 .....	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967 .....	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968 .....	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969 .....	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970 .....	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971 .....	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972 .....	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973 .....	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
<b>Industrie du charbon</b>									
1966 .....	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967 .....	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968 .....	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969 .....	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970 .....	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971 .....	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972 .....	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973 .....	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
<b>Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6</sup></b>									
1966 .....	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967 .....	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968 .....	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969 .....	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970 .....	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971 .....	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972 .....	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973 .....	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,2	10,4

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**  
(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Portes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>7</sup>**

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3

**C. — Total général <sup>6 7</sup>**

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,0	10,7

<sup>1</sup> Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

<sup>7</sup> Après déduction des doubles emplois.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1</sup>**  
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Portes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>**

1970 12 mois	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 12 mois	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973 1 <sup>er</sup> mois	193	3,8	2,6	0,6	0,2	0,2	0,6
2 premiers mois	441	16,7	14,4	3,8	0,4	1,6	1,3
3 premiers mois	1.987	45,1	35,5	8,7	0,9	4,1	2,1
4 premiers mois	5.340	119,7	76,1	20,2	3,0	8,7	2,8
5 premiers mois	10.743	267,0	145,5	39,0	7,1	17,5	3,6
6 premiers mois	14.214	365,4	210,1	54,5	9,0	25,5	4,3
7 premiers mois	15.031	380,2	217,5	56,2	9,6	26,2	5,2
8 premiers mois	15.307	391,1	232,3	57,2	9,7	26,7	5,7
9 premiers mois	15.782	395,3	236,7	58,0	10,0	26,9	6,4
10 premiers mois	16.328	405,0	245,8	59,6	10,3	27,6	7,0
11 premiers mois	16.701	410,2	250,7	60,7	10,4	27,9	7,7
12 mois	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7

Notes : voir page suivante.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

1970 12 mois .....	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 12 mois .....	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 3 premiers mois .....	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois .....	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
9 premiers mois .....	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
12 mois .....	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973 1 <sup>er</sup> mois .....	6	1,4	0,3	0,1	...	0,1	...
2 premiers mois .....	8	1,4	0,3	0,1	...	0,1	0,2
3 premiers mois .....	19	1,7	0,5	0,2	...	0,1	0,2
4 premiers mois .....	35	2,2	1,0	0,2	0,1	0,1	0,2
5 premiers mois .....	79	21,9	12,2	2,9	0,1	2,0	0,3
6 premiers mois .....	152	37,0	27,3	4,9	0,2	3,4	0,3
7 premiers mois .....	176	39,6	29,3	5,0	0,3	3,5	0,3
8 premiers mois .....	179	40,1	29,6	5,0	0,3	3,5	0,3
9 premiers mois .....	182	40,2	29,7	5,0	0,3	3,5	0,3
10 premiers mois .....	195	41,5	30,3	5,1	0,3	3,6	0,4
11 premiers mois .....	200	41,8	30,9	5,1	0,4	3,6	0,4
12 mois .....	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4

**C. — Total général <sup>4</sup>**

1970 12 mois .....	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 12 mois .....	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 3 premiers mois .....	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
6 premiers mois .....	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
9 premiers mois .....	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
12 mois .....	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973 1 <sup>er</sup> mois .....	199	5,2	2,9	0,7	0,2	0,3	0,6
2 premiers mois .....	449	18,1	14,7	3,9	0,4	1,7	1,5
3 premiers mois .....	2.006	46,8	36,0	8,9	0,9	4,2	2,3
4 premiers mois .....	5.375	121,9	77,1	20,4	3,1	8,8	3,0
5 premiers mois .....	10.822	288,9	157,7	41,9	7,2	19,5	3,9
6 premiers mois .....	14.366	402,4	237,4	59,4	9,2	28,9	4,6
7 premiers mois .....	15.207	419,8	246,8	61,2	9,9	29,7	5,5
8 premiers mois .....	15.486	431,2	261,9	62,2	10,0	30,2	6,0
9 premiers mois .....	15.964	435,5	266,4	63,0	10,3	30,4	6,7
10 premiers mois .....	16.523	446,5	276,1	64,7	10,6	31,2	7,4
11 premiers mois .....	16.901	452,0	281,6	65,8	10,8	31,5	8,1
12 mois .....	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1

<sup>1</sup> Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

**XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	18,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	p 36,6	39,1
1974	49,5	p 22,3	p 13,3	p 3,9	p 9,4	p 9,6	p 19,0	p 41,3	p 45,0

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	...	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	...	0,1	- 0,1	...	- 0,1	p 0,2	0,2
1974	0,6	p 0,2	p ...	p 0,1	p - 0,1	p ...	p - 0,1	p 0,1	p 0,1

**C. — Total général**

1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	p 36,8	39,3
1974	50,1	p 22,5	p 13,3	p 4,0	p 9,3	p 9,6	p 18,9	p 41,4	p 45,1

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note <sup>2</sup> ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

**XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

(Chiffres mensuels <sup>2</sup>)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>).  
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)	(7)	(8)=(6)+(7)	
1974 .....	49,5	19,5	p 9,3	p 28,8	0,6	0,2	p ...	p 0,2
1975 .....	39,6	17,7	p 24,7	p 42,4	...	...	...	...
1976 3 premiers mois ... p	9,9	4,7	0,4	5,1	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	20,9	9,6	2,4	12,0	1,2	...	...	...
9 premiers mois ... p	29,6	13,6	4,5	18,1	1,2	...	...	...
12 mois ..... p	50,1	21,2	11,8	33,0	1,2	...	...	...
1977 3 premiers mois ... p	14,7	6,5	1,2	7,7	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	35,8	18,2	1,3	19,5	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	53,7	32,8	2,6	35,4	...	...	...	...
12 mois ..... p	91,9	50,5	8,4	58,9	...	...	...	...
1978 3 premiers mois ... p	11,8	6,7	3,7	10,4	...	...	...	...
1977 Mars ..... p	7,2	3,1	1,1	4,2	...	...	...	...
Avril ..... p	2,6	1,0	...	1,0	...	...	...	...
Mai ..... p	12,3	7,2	0,1	7,3	...	...	...	...
Juin ..... p	6,2	3,5	...	3,5	...	...	...	...
Juillet ..... p	7,0	5,5	...	5,5	...	...	...	...
Août ..... p	6,1	6,7	...	6,7	...	...	...	...
Septembre ..... p	4,8	2,4	1,3	3,7	...	...	...	...
Octobre ..... p	5,8	3,9	0,6	4,5	...	...	...	...
Novembre ..... p	4,5	1,7	...	1,7	...	...	...	...
Décembre ..... p	27,9	12,1	5,2	17,3	...	...	...	...
1978 Janvier ..... p	3,6	2,9	2,0	4,9	...	...	...	...
Février ..... p	2,1	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Mars ..... p	6,1	2,5	1,7	4,2	...	...	...	...

<sup>1</sup> Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.L., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4).



**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES <sup>1</sup> ET PARTICULIERS  
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine <sup>2</sup>  
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation <sup>4</sup> (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total 3 (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1970 .....	2,8	...	243,6	246,4	170,7	62,6	112,4	90,9	0,7	437,3	683,7	29,1
1971 .....	3,7	...	279,4	283,1	184,4	71,0	120,8	100,6	1,0	477,8	760,9	38,1
1972 <sup>5</sup> .....	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973 .....	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974 .....	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975 .....	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976 .....	1,7	0,4	614,5	616,6	313,2	129,0	233,3	220,0	1,8	897,3	1.513,9	69,6
1977 .....	1,6	0,3	725,7	727,6	347,8	153,8	262,8	247,3	1,6	1.013,3	1.740,9	86,0
1976 Mars .....	1,7	0,4	544,7	546,8	288,7	114,7	207,3	190,8	1,8	803,3	1.350,1	73,7
Juin .....	1,2	0,4	569,0	570,6	295,4	120,3	215,5	200,4	1,8	833,4	1.404,0	69,1
Septembre .	1,2	0,4	591,1	592,7	301,3	124,8	223,4	207,5	1,8	858,3	1.451,5	68,3
Décembre ..	1,7	0,4	614,5	616,6	313,2	129,0	233,3	220,0	1,8	897,3	1.513,9	69,6
1977 Mars .....	1,3	0,4	623,9	625,6	318,0	135,1	240,9	225,3	1,4	920,7	1.546,3	70,2
Juin .....	1,3	0,4	656,3	658,0	327,1	142,5	248,0	233,7	1,1	952,4	1.610,4	75,7
Septembre .	0,6	0,3	672,9	673,8	335,8	149,1	255,8	241,4	1,2	983,3	1.657,1	81,8
Décembre p	1,6	0,3	725,7	727,6	347,8	153,8	262,8	247,3	1,6	1.013,3	1.740,9	86,0
1978 Mars ... p	1,1	0,3	711,8	713,2	357,7	159,7	268,0	254,1	1,2	1.040,7	1.753,9	89,9

<sup>1</sup> Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

<sup>2</sup> Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

<sup>3</sup> Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

<sup>4</sup> Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

<sup>5</sup> Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs <sup>1</sup>
1970 .....	4,9
1971 .....	5,6
1972 .....	7,4
1973 .....	10,1
1974 .....	10,4
1975 .....	9,7
1976 .....	14,7
1977 .....	16,2
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	15,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	14,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	14,3
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	14,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	15,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	16,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	18,3
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	18,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	19,3

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1980*.

1970. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII<sup>e</sup> année, tome I, n° 1, janvier 1976 et LIII<sup>e</sup> année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

**XVII - 8. — CREDITS <sup>1</sup> D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL <sup>2</sup> AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire <sup>3</sup> est un résident belge**

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(milliards de francs)

	Encours ouverts		Encours utilisés	
	31 déc. 1976	31 déc. 1977	31 déc. 1976	31 déc. 1977
<b>Agriculture et commerce de gros des produits agricoles .....</b>	14,1	17,5	12,3	13,8
<b>Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries .....</b>	10,6	9,5	5,1	5,4
<b>Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :</b>				
Alimentation, boissons et tabac .....	99,5	116,3	56,0	62,0
Textile, habillement et cuir .....	66,0	72,1	38,6	40,9
Industrie chimique <sup>4</sup> .....	144,1	153,7	71,5	75,7
Métallurgie de base .....	138,1	149,6	91,9	101,0
Fabrications métalliques .....	230,6	254,0	118,6	132,5
Produits minéraux non métalliques et bois .....	66,1	71,9	41,0	46,1
Papier, carton et imprimerie .....	30,6	31,1	18,3	19,7
Pétrole .....	59,6	62,6	25,9	29,1
Diamant et orfèvrerie .....	19,7	26,0	13,5	18,1
Autres .....	1,4	1,5	0,9	1,1
<b>Construction et affaires immobilières. travaux de génie civil .....</b>	74,6	84,9	42,7	49,1
<b>Production et distribution d'énergie et d'eau .....</b>	31,8	31,9	20,9	21,3
<b>Autres services :</b>				
Commerce de gros non spécialisé .....	38,4	41,2	19,2	19,5
Commerce de détail .....	43,2	50,2	24,1	29,1
Transports, entrepôts et communications .....	55,2	65,9	40,0	43,5
Services financiers <sup>5</sup> .....	68,7	77,9	33,1	36,0
Autres services aux entreprises <sup>6</sup> .....	28,4	29,6	17,7	18,6
Autres services aux particuliers <sup>7</sup> .....	49,5	69,9	39,0	50,1
<b>Total ...</b>	<b>1.270,2</b>	<b>1.417,3</b>	<b>730,3</b>	<b>812,6</b>

<sup>1</sup> Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

<sup>2</sup> Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

<sup>3</sup> Est considéré comme tel, l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises

et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

<sup>4</sup> Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

<sup>5</sup> Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

<sup>6</sup> Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

<sup>7</sup> Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire <sup>1</sup> est un non-résident**

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(milliards de francs)

	Encours ouverts		Encours utilisés	
	31 déc. 1976	31 déc. 1977	31 déc. 1976	31 déc. 1977
<b>Communauté Economique Européenne</b> .....	95,8	120,2	53,3	65,0
Royaume-Uni .....	21,7	32,4	14,5	19,7
République Fédérale d'Allemagne .....	20,4	30,5	9,7	15,7
France .....	18,1	21,2	7,1	7,9
Pays-Bas .....	17,2	18,3	8,6	8,3
Italie .....	7,5	6,6	6,8	5,3
Luxembourg .....	5,3	5,0	2,7	2,8
Danemark .....	3,9	4,8	2,9	3,9
Irlande .....	1,7	1,4	1,0	1,4
<b>Autres pays d'Europe</b> .....	53,4	64,3	36,4	48,1
dont : Espagne .....	12,8	14,2	11,3	13,0
Suisse .....	12,6	13,6	3,6	5,9
Norvège .....	10,8	9,5	8,6	7,5
Suède .....	9,7	15,3	7,2	12,6
<b>Etats-Unis et Canada</b> .....	22,2	22,1	9,7	6,9
<b>Pays exportateurs de pétrole</b> .....	17,0	26,3	9,5	17,3
<b>Autres pays de l'Hémisphère occidental</b> .....	46,7	53,2	37,7	41,7
dont : Brésil .....	23,3	26,2	20,3	22,8
Mexique .....	10,3	11,6	8,2	9,5
<b>Autres pays d'Afrique</b> .....	28,4	33,6	19,4	22,1
dont : Afrique du Sud .....	8,7	7,2	7,3	6,0
République du Zaïre .....	7,5	6,9	4,4	5,3
<b>Australie et Nouvelle Zélande</b> .....	4,6	7,7	3,5	3,7
<b>Autres pays d'Asie</b> .....	5,8	9,1	3,1	5,3
<b>Total ...</b>	<b>273,9</b>	<b>336,5</b>	<b>172,6</b>	<b>210,3</b>

<sup>1</sup> Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur des non-résidents et remises à l'escompte par un

résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non dans le présent tableau.  
*Note* : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR \*

(milliards de francs)

Moyennes journalières <sup>1</sup>	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes <sup>2</sup> (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes <sup>3</sup> (7)	
1970 .....	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971 .....	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972 .....	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973 .....	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974 .....	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975 .....	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976 .....	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977 .....	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	7,7	0,3	3,9	4,5	0,2	6,5	0,7	11,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,9	0,1	3,2	4,1	3,6	1,8	0,7	10,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	6,3	1,3	3,6	4,9	0,6	4,2	1,5	11,2
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	7,3	0,8	3,5	4,5	0,2	5,5	1,4	11,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,8	0,2	3,6	4,4	3,3	1,8	1,1	10,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	6,6	0,4	3,4	4,9	0,1	4,0	1,4	10,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	7,4	2,5	4,0	5,2	1,0	6,3	1,4	13,9
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	7,4	1,7	3,6	5,3	...	6,0	1,4	12,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	6,9	1,6	3,7	5,1	0,3	5,2	1,6	12,2
1977 Août .....	5,9	...	3,6	4,8	0,2	3,2	1,3	9,5
Septembre .....	6,6	0,9	3,2	5,3	0,1	3,6	1,7	10,7
Octobre .....	4,8	4,3	2,9	6,0	...	4,3	1,7	12,0
Novembre .....	11,4	3,3	3,3	3,9	...	12,5	1,6	18,0
Décembre .....	6,3	...	5,6	5,8	2,8	2,5	0,8	11,9
1978 Janvier .....	5,6	0,1	3,7	5,9	...	1,9	1,6	9,4
Février .....	9,3	2,9	3,9	4,2	...	10,5	1,4	16,1
Mars .....	7,4	2,2	3,4	5,8	...	6,2	1,0	13,0
Avril .....	6,5	3,3	3,1	5,7	0,2	5,1	1,9	12,9
Mai .....	7,5	1,4	4,2	4,5	0,4	6,5	1,7	13,1
Juin .....	6,8	...	3,9	5,1	0,2	4,2	1,2	10,7
Juillet .....	8,1	...	4,8	4,8	...	5,5	2,6	12,9
Août .....	5,6	0,1	2,8	5,0	0,1	1,8	1,6	8,5

\* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'exécédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

<sup>1</sup> Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

<sup>2</sup> Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique et divers prêteurs « hors Protocole ».

<sup>3</sup> Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I. et le Crédit Communal de Belgique.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX  
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES <sup>1</sup>.**

*(milliards de francs).*

Moyennes des encours à fin de mois <sup>2</sup>	Portefeuille logé				Total  (5) = (1) + (4)
	dans les banques de dépôts	à l'I.R.G. <sup>3</sup>	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger	à la B.N.B. <sup>4</sup>	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1970 .....	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971 .....	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972 .....	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973 .....	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974 .....	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975 .....	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976 .....	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977 .....	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1976 2 <sup>o</sup> trimestre .....	178,1	5,7	37,0	33,4	254,2
3 <sup>o</sup> trimestre .....	188,8	1,5	29,5	43,6	263,4
4 <sup>o</sup> trimestre .....	192,8	2,4	29,5	43,3	268,0
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	196,2	7,2	35,1	28,3	266,8
2 <sup>o</sup> trimestre .....	210,4	2,5	37,6	25,7	276,2
3 <sup>o</sup> trimestre .....	203,0	3,7	38,0	32,3	277,0
4 <sup>o</sup> trimestre .....	193,8	6,3	41,4	42,4	283,9
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	209,6	5,0	42,8	39,7	297,1
2 <sup>o</sup> trimestre .....	214,2	6,6	45,9	33,2	299,9

<sup>1</sup> Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinancières d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

<sup>2</sup> Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

<sup>3</sup> Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

<sup>4</sup> Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES  
EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte										Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (7)
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)			Encours imputés			Marges disponibles (6) = (2) - (5)			
					Effets visés 2 (3)	Effets non visés rées- comptés 3 (4)	Total (5) = (3) + (4)				
		Sous- plafond A 4 (2a)	Sous- plafond B 4 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b) (2a, b)				Sous- plafond A 4 (3)	Sous- plafond B 4 (4)	Total (5) = (3) + (4)	
1969 .....	12,00	44,0			29,7	4,2	33,9	10,1			—
1970 .....	9,00	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971 .....	9,00	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972 .....	8,00	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973 .....	5,50	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
(milliards de francs)											
1974 .....	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 .....	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Mars .....	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Juin .....	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Septembre .....	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Décembre .....	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Mars .....	5,25	—	—	59,9	—	—	29,5	—	—	30,4	29,8
Juin .....	5,25	—	—	59,8	—	—	35,7	—	—	24,1	30,3
Août .....	5,25	—	—	59,5	—	—	27,7	—	—	31,8	30,3
Septembre .....	5,25	—	—	59,5	—	—	36,4	—	—	23,1	31,9
Octobre .....	5,25	—	—	59,5	—	—	43,3	—	—	16,2	31,9
Novembre .....	*	—	—	64,1	—	—	42,2	—	—	21,9	31,9
Décembre .....		—	—	64,1 <sup>5</sup>	—	—	50,9 <sup>5</sup>	—	—	13,2 <sup>5</sup>	31,9
1978 Janvier .....		—	—	64,1	—	—	36,1	—	—	28,0	31,9
Février .....		—	—	64,1	—	—	39,7	—	—	24,4	31,9
Mars .....		—	—	66,6	—	—	33,7	—	—	32,9	33,1
Avril .....		—	—	66,6 <sup>6</sup>	—	—	42,9 <sup>6</sup>	—	—	23,7 <sup>6</sup>	33,1
Mai .....		—	—	66,6	—	—	44,2	—	—	22,4	33,1
Juin .....		—	—	67,8	—	—	31,1	—	—	36,7	33,6
Juillet .....		—	—	67,8	—	—	42,2	—	—	25,6	33,6
Août .....		—	—	67,8	—	—	48,5	—	—	19,3	33,6

\* Depuis la réforme du système des plafonds de réescompte introduite au début du mois de novembre 1977, les éléments suivants sont pris en considération pour la détermination des plafonds : a) dépôts en carnets ordinaires, b) autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an, c) marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers et d) encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers : i) à court terme, ii) à long terme. A chacun de ces éléments, sont appliqués des pourcentages différents : ils sont actuellement de 1,3 pour a), 2,5 pour b), 3,3 pour c), 5,3 pour d, i) et 0,6 pour d, ii).

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :  
a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);  
b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;  
c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptés auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du

**Références bibliographiques :** *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XVIIIe année, vol. I, no 5, mai 1959 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXVe année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVIIe année, vol. I, nos 8 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIe année, tome I, no 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de

23 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Credit-export » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 30 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1er avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafonds A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

<sup>5</sup> Situation au 30 décembre 1977.

<sup>6</sup> Situation au 27 avril 1978.

visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIXe année, tome I, no 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le même, tome I, no 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, no 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LIIe année, tome I, no 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LIIe année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LIIe année, tome II, no 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

## XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

### 1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur		
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées 1 ou certifiées 2 représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours 3	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours 3	Autres effets publics 4
Taux en vigueur au 31-12-1969 ...	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50
1970 22 octobre .....	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00
10 décembre .....	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50
1971 25 mars .....	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50
23 septembre .....	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00
1972 6 janvier .....	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50
9 février .....	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00
2 mars .....	4,00	5,00		5,00	
29 novembre .....	4,50	5,50		5,50	
21 décembre .....	5,00	6,00		6,00	
1973 10 mai .....	5,50	7,00		7,00	
5 juillet .....	6,00	7,50		7,50	
2 août .....	6,50	8,00		8,00	
4 octobre .....	7,00	8,50		8,50	
29 novembre .....	7,75	8,50		8,50	
1974 1 <sup>er</sup> février .....	8,75	9,50		9,50	
8 juillet .....	8,75	9,50		9,50	
1975 30 janvier .....	8,25	9,00		9,00	
13 mars .....	7,50	8,00		8,00	
24 avril .....	7,00	7,50		7,50	
29 mai .....		6,50		6,50	
21 août .....		6,00		6,00	
1976 18 mars .....		7,00		7,00	
23 juillet .....		8,00		8,00	
13 août .....		9,00		9,00	
1 <sup>er</sup> octobre .....		9,00		12,50	
20 octobre .....		9,00		12,00	
18 novembre .....		9,00		11,00	
9 décembre .....		9,00		10,00	
1977 6 janvier .....		8,00		8,00	
17 février .....		7,00		7,00	
5 mai .....		6,50		6,50	
23 juin .....		6,00		6,00	
2 décembre .....		7,00		7,00	
14 décembre .....		9,00		9,00	
1978 5 janvier .....		8,50		8,50	
19 janvier .....		7,50		7,50	
2 février .....		6,50		6,50	
16 mars .....		6,00		6,00	
30 mars .....		5,50		5,50	
27 juillet .....		6,00		6,00	

<sup>1</sup> Le visa a été supprimé le 1<sup>er</sup> avril 1974.

<sup>2</sup> La procédure de certification a débuté le 1<sup>er</sup> juin 1970.

<sup>3</sup> Quotité maximum : 95 p.c.

<sup>4</sup> Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

<sup>5</sup> Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 10 juin 1970, et

du 23 juillet au 19 décembre 1970, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-8).

<sup>6</sup> Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE  
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE  
DE LA BANQUE NATIONALE  
DE BELGIQUE <sup>1</sup>**

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1974 ...	9,50	10,25	1974 Juillet .....	9,05
1975 10 janvier .....	9,50	10,00	Août .....	9,11
13 janvier .....	9,50	9,75	Septembre .....	9,14
30 janvier .....	9,00	9,25	Octobre .....	9,07
27 février .....	8,25	9,25	Novembre .....	9,12
13 mars .....	7,50	8,25	Décembre .....	9,18
1 <sup>er</sup> avril .....	—	8,25	1975 Janvier .....	8,66
15 avril .....	—	8,00	Février .....	8,26
25 avril .....	—	7,75	Mars .....	7,54
16 mai .....	—	7,50	Avril .....	7,01
29 mai .....	—	7,00	Mai .....	6,51
17 juin .....	—	6,75	Juin .....	6,50
9 juillet .....	—	7,00	Juillet .....	6,50
21 août .....	—	6,50	Août .....	6,00
1976 30 janvier .....	—	7,50	Septembre .....	5,64
11 février .....	—	8,00	Octobre .....	6,00
12 février .....	8,00	8,00	Novembre .....	6,00
19 février .....	7,50	8,00	Décembre .....	5,73
21 février .....	7,00	7,50	1976 Janvier .....	6,01
15 mars .....	8,00	8,00	Février .....	6,05
17 mars .....	9,00	9,00	Mars .....	7,80
19 mars .....	9,00	10,00	Avril .....	7,67
21 avril .....	9,00	9,00	Mai .....	7,19
19 mai .....	8,00	8,00	Juin .....	7,09
14 juin .....	7,00	8,00	Juillet .....	7,77
17 juin .....	—	8,00	Août .....	10,16
23 juillet .....	9,50	9,50	Septembre .....	10,42
30 juillet .....	10,00	10,00	Octobre .....	11,02
13 août .....	11,00	11,50	Novembre .....	9,77
27 août .....	11,00	13,00	Décembre .....	9,06
6 septembre .....	11,50	13,50	1977 Janvier .....	8,00
1 <sup>er</sup> octobre .....	11,50	15,00	Février .....	7,00
20 octobre .....	12,00	14,00	Mars .....	7,00
26 octobre .....	12,00	13,00	Avril .....	7,03
2 novembre .....	11,00	12,00	Mai .....	6,51
18 novembre .....	10,50	12,00	Juin .....	6,03
9 décembre .....	10,00	11,00	Juillet .....	6,00
17 décembre .....	10,00	10,50	Août .....	6,01
20 décembre .....	—	10,50	Septembre .....	6,01
1977 6 janvier .....	—	8,50	Octobre .....	5,75
17 février .....	—	7,25	Novembre .....	6,00
5 mai .....	—	6,75	Décembre .....	7,73
23 juin .....	—	6,25	1978 Janvier .....	7,27
2 décembre .....	—	7,25	Février .....	6,46
14 décembre .....	—	9,25	Mars .....	5,51
1978 5 janvier .....	—	8,75	Avril .....	5,50
19 janvier .....	—	7,75	Mai .....	5,50
2 février .....	—	6,75	Juin .....	5,50
16 mars .....	—	6,25	Juillet .....	5,69
30 mars .....	—	5,75	Août .....	5,95
27 juillet .....	—	6,25		

<sup>1</sup> Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents

taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.



## XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1969 .....	7,40	—	—	1969 .....	8,50	8,75	8,75
1970 .....	6,00 <sup>4</sup>	—	—	1970 .....	6,50	6,75	7,00
1971 Septembre 24 .....	4,90 <sup>4</sup>	—	—	1971 Septembre 24 .....	4,10	4,50	4,70
1971 .....	4,45 <sup>4</sup>	—	—	1971 .....	5,65	5,65	5,65
1972 Mars 14 .....	3,20 <sup>4</sup>	—	—	1972 Mars 27 .....	2,95	3,20	3,40
1972 .....	4,90 <sup>4</sup>	—	—	1972 .....	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6 .....	4,70 <sup>4</sup>	—	—	1973 Janvier 15 .....	5,90	5,90	5,90
1973 .....	7,65	—	—	Avril 9 .....	4,90	5,20	5,40
1974 .....	8,65	10,00	—	1973 .....	9,50	9,50	9,50
1975 .....	5,25	—	5,75	1974 Juillet 8 .....	13,75	13,75	13,75
1976 Février 13 .....	5,90	8,10	—	1974 .....	10,00	10,50	10,90
Mars 5 .....	6,90	6,75	—	1975 .....	*	5,70	5,80
Mars .....	6,90	9,10	6,70	1976 Février 12 .....	*	8,10	8,10
Juin .....	6,90	6,90	6,70	Mars 4 .....	7,00	7,00	7,00
Septembre .....	8,90	11,75	8,75	Mars .....	*	11,25	*
Octobre 4 .....	8,90	13,50	—	Juin .....	8,25	8,60	8,80
Décembre .....	8,90	—	8,75	Septembre .....	13,40	13,40	13,10
1977 Mars .....	6,75	—	6,75	Octobre 15 .....	15,55	*	15,00
Avril .....	6,75	—	6,75	Décembre .....	9,60	9,65	9,65
Mai .....	6,25	—	6,25	1977 Janvier .....	7,90	8,00	8,00
Juin .....	5,75	—	5,75	Février .....	6,70	6,80	6,90
Juillet .....	5,75	—	5,75	Mars .....	6,50	6,80	7,00
Août .....	5,75	—	5,75	Avril .....	6,50	6,60	6,80
Septembre .....	5,75	—	5,75	Mai .....	6,40	6,60	6,70
Octobre .....	5,55	—	5,55	Juin .....	6,00	6,25	6,35
Novembre .....	5,55	—	5,55	Juillet .....	6,00	6,25	6,35
Décembre .....	8,75	—	8,75	Août .....	5,65	5,80	5,85
1978 Janvier .....	7,25	—	7,25	Septembre .....	5,70	5,80	5,90
Février .....	6,25	—	6,25	Octobre .....	5,60	5,70	5,80
Mars .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	Novembre 15 .....	6,50	6,75	6,75
Avril .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	Novembre .....	5,40	5,70	5,90
Mai .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	Décembre .....	9,50	9,50	9,50
Juin .....	5,25 <sup>5</sup>	—	5,25	1978 Janvier .....	7,30	7,30	7,50
Juillet .....	5,75 <sup>5</sup>	—	5,75	Février .....	6,40	6,50	6,60
Août .....	5,75 <sup>5</sup>	—	5,75	Mars .....	5,15	5,35	5,60
				Avril .....	5,15	5,30	5,60
				Mai .....	5,15	5,30	5,50
				Juin .....	5,10	5,30	5,60
				Juillet .....	5,60	5,90	6,10
				Août .....	6,40	6,60	6,80

<sup>1</sup> Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

<sup>2</sup> Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-8).

<sup>3</sup> Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

<sup>4</sup> Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

<sup>5</sup> Taux pour les opérations de 31 à 120 jours.

\* Pas d'opérations.

**XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT  
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE  
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Période	Moyennes <sup>1</sup>	Certificats de trésorerie à très court terme <sup>2</sup>			Certificats du Fonds des Rentes <sup>3</sup> (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication <sup>6</sup>		
		1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois
		(fin de période)								
1970 .....	6,25									
1971 .....	3,70									
1972 .....	2,48									
1973 .....	4,81									
1974 .....	9,25									
1975 .....	4,63									
1976 .....	8,38									
1977 .....	5,58									
1976 2 <sup>e</sup> trimestre .....	7,10									
3 <sup>e</sup> trimestre .....	10,41									
4 <sup>e</sup> trimestre .....	10,15									
1977 1 <sup>er</sup> trimestre .....	6,07									
2 <sup>e</sup> trimestre .....	5,97									
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4,75									
4 <sup>e</sup> trimestre .....	5,04									
1978 1 <sup>er</sup> trimestre .....	5,32									
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3,89									
1977 Août .....	4,91									
Septembre .....	4,88									
Octobre .....	4,75									
Novembre .....	3,42									
Décembre .....	7,16									
1978 Janvier .....	7,56									
Février .....	4,12									
Mars .....	4,64									
Avril .....	4,04									
Mai .....	3,63									
Juin .....	4,06									
Juillet .....	3,85									
Août .....	5,06									
1969 .....		7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970 .....		6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971 .....		4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972 .....		3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973 .....		7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974 .....		10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 10 déc.	*	*	*
1975 .....		5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 déc.	6,75	*	*
1976 .....		10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 sept.	*	*	*
1977 .....		8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	14 déc.	10,75	*	10,50
1976 2 <sup>e</sup> trim.		8,50	8,75	9,00	9,50	9,80	1977 8 mars	8,00	8,25	8,50
3 <sup>e</sup> trim.		13,00	13,00	13,00	13,25	10,91	14 juin	7,65	7,75	8,00
4 <sup>e</sup> trim.		10,00	10,00	10,00	10,50	12,69	13 sept.	6,75	7,00	7,25
1977 1 <sup>er</sup> trim.		6,75	7,00	7,25	7,75	8,35	11 oct.	6,75	*	*
2 <sup>e</sup> trim.		6,25	6,50	6,75	7,00	7,51	8 nov.	6,75	*	*
3 <sup>e</sup> trim.		5,75	6,00	6,25	6,25	6,62	13 déc.	7,75	*	*
4 <sup>e</sup> trim.		8,75	9,00	9,25	9,50	7,06	1978 10 janv.	9,00	*	*
1978 1 <sup>er</sup> trim.		5,25	5,50	5,75	6,50	7,69	14 févr.	7,25	*	7,75
2 <sup>e</sup> trim.		5,25	5,50	5,75	6,00	5,84	14 mars	7,25	7,50	7,75
1977 Août ...		5,75	6,00	6,25	6,25	6,42	11 avril	6,00	*	6,75
Sept. ...		5,75	6,00	6,25	6,25	6,25	9 mai	6,00	6,25	*
Oct. ...		5,75	6,00	6,25	6,25	6,25	13 juin	6,25	*	*
Nov. ...		5,50	5,75	6,00	6,25	6,25	11 juill.	6,50	*	*
Déc. ...		8,75	9,00	9,25	9,50	8,80	8 août	*	*	*
1978 Janv. .		7,60	7,65	7,75	8,00	8,32	12 sept.	7,40	7,55	7,70
Févr. .		6,50	6,50	6,75	7,00	7,00				
Mars .		5,25	5,50	5,75	6,50	6,84				
Avril .		5,25	5,40	5,60	5,75	5,81				
Mai ...		5,25	5,40	5,60	5,75	5,75				
Juin ..		5,25	5,50	5,75	6,00	5,95				
Juillet ..		5,90	6,15	6,35	6,25	6,25				
Août ...		6,75	6,90	7,00	7,10	7,12				

<sup>1</sup> Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

<sup>2</sup> Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

<sup>3</sup> Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains parastatiques d'exploitation. Les taux indiqués

étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

<sup>4</sup> Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

<sup>5</sup> Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

<sup>6</sup> Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES <sup>1</sup>**

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis <sup>2</sup>	terme <sup>2</sup>			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1973 .....	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février .....	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril .....	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai .....	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 <sup>er</sup> juillet .....	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre .....	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre .....	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février .....	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février .....	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars .....	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 <sup>er</sup> avril .....	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai .....	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin .....	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre .....	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier .....	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril .....	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août .....	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre .....	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier .....	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 <sup>er</sup> mars .....	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin .....	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet .....	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre .....	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril .....	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25

<sup>1</sup> Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

<sup>2</sup> Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES  
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 <sup>re</sup> tranche <sup>1</sup>		2 <sup>e</sup> tranche <sup>2</sup>	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>	Taux d'intérêt	Prime de fidélité <sup>3</sup>
Taux en vigueur au 31-12-1973 .....	4,00	0,75	3,00	0,75
1974 1 <sup>er</sup> janvier .....	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février .....	4,50	0,75	3,50	0,75
1 <sup>er</sup> juin .....	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre <sup>4</sup> .....	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 <sup>er</sup> janvier .....	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars .....	4,75	1,25	3,75	1,25
1 <sup>er</sup> mai .....	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin .....	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre .....	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 <sup>er</sup> janvier .....	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril .....	3,75	1,25	2,75	1,25

<sup>1</sup> Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

<sup>2</sup> Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

<sup>3</sup> La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

<sup>4</sup> Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES <sup>1</sup>**

Emprunts émis après le 1<sup>er</sup> décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1970 .....	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971 .....	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972 .....	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973 .....	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974 .....	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975 .....	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976 .....	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977 .....	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1976 Avril .....	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Juillet .....	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Octobre .....	9,31	9,25	9,11	9,36	11,99	9,24
1977 Janvier .....	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
Avril .....	9,14	9,04	9,06	9,21	10,82	9,11
Juillet .....	8,77	8,52	8,61	8,98	10,13	8,72
Septembre .....	8,88	8,59	8,68	8,89	10,08	8,75
Octobre .....	8,65	8,42	8,42	8,75	9,56	8,53
Novembre .....	8,59	8,42	8,39	8,80	9,63	8,52
Décembre .....	8,66	8,43	8,42	8,79	9,97	8,54
1978 Janvier .....	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
Février .....	8,79	8,63	8,71	8,90	9,69	8,75
Mars .....	8,66	8,51	8,54	8,72	9,50	8,60
Avril .....	8,29	8,22	8,30	8,58	9,26	8,33
Mai .....	8,19	8,19	8,25	8,46	9,08	8,27
Juin .....	8,24	8,22	8,22	8,46	9,23	8,26
Juillet .....	8,33	8,23	8,22	8,45	9,16	8,29
Août .....	8,40	8,22	8,25	8,51	9,34	8,33
Septembre .....	8,64	8,47	8,45	8,78	9,59	8,56

<sup>1</sup> Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source.  
Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS  
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel <sup>1</sup>
Taux en vigueur au 31-12-1969 .....	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre .	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars .....	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin .....	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 <sup>er</sup> septembre .	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février .....	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai .....	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre .	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février .....	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars .....	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril .....	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin .....	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ....	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril .....	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin .....	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août .....	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre .	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril .....	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50

<sup>1</sup> Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

**Références bibliographiques :** *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE \*

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1975 .		3,50		6,00		8,00		11,25		9,00		4,50		9,00		3,00
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars .....							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril .....							23	10,50								
Mai .....							21	11,50								
Juin .....											1	4,50			8	2,00
Juin .....											18	5,00				
Juillet .....					22	9,50										
Août .....											2	5,50				
Août .....											16	6,50				
Août .....											20	7,00				
Septembre .					23	10,50	10	13,00								
Octobre ...							7	15,00	4	18,00						
Novembre ..			22	5,25			19	14,75			29	6,00	22	9,00		
Décembre ..							17	14,50					22	8,50		
Décembre ..							24	14,25								
1977 Janvier ...							7	14,00			7	5,00				
Janvier ...							21	13,25								
Janvier ...							28	12,25								
Février ...							3	12,00					1	8,00		
Mars .....							10	11,00								
Mars .....							18	10,50								
Mars .....							31	9,50								
Avril .....							7	9,25								
Avril .....							15	9,00			18	4,50				
Avril .....							22	8,75								
Avril .....							29	8,25								
Mai .....							13	8,00			6	3,50	9	7,50		
Juin .....									13	16,00						
Juillet ...															15	1,50
Août .....							5	7,50								
Août .....			31	5,75	31	9,50	12	7,00	29	14,50						
Septembre .							9	6,50								
Septembre							16	6,00								
Octobre ...							7	5,50								
Octobre ...			26	6,00			14	5,00								
Novembre ..							25	7,00			11	4,50				
Décembre ..	16	3,00														
1978 Janvier ...			9	6,50			6	6,50								
Février ...																
Mars .....													9	8,00		
Avril .....							11	7,50			17	4,00	4	8,50		
Mai .....			11	7,00			5	8,75								
Mai .....							12	9,00								
Juin .....							8	10,00								
Juillet ...			3	7,25								26	4,50	26	9,00	
Août .....			21	7,75												
Septembre			22	8,00					4	13,50	26	5,50 <sup>6</sup>	12	9,50		

\* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au r'escompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au r'escompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 6,00 p.c.

**XX - 2. — BANQUE DE FRANCE**

(millions de francs français)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 7 juillet	1978 6 juillet	1978 4 août	1977 10 août
<b>ACTIF</b>								
Or et créances sur l'étranger .....	42.896	100.098	92.854	110.255	105.948	120.008	103.850	122.558
Or .....	35.230	63.168	63.661	78.842	73.125	83.619	73.125	83.619
Disponibilités à vue à l'étranger .....		31.898	20.176	20.600	22.401	28.245	20.631	31.564
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes <sup>1 2</sup> .....		7.324	4.856	8.973	10.813	10.422	8.144	10.094
Annuités de prêt de la B.I.R.D. ....	342	176	44	—	—	—	—	—
Créances sur le Trésor .....	6.944	10.697	13.382	12.189	20.125	21.297	19.640	20.324
Monnaies divisionnaires .....	110	71	171	17	302	404	133	315
Comptes courants postaux .....	134	43	487	521	179	177	203	206
Concours au Trésor Public <sup>3</sup> .....	6.700	9.650	11.495	10.050	18.271	18.950	17.932	17.954
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. <sup>4</sup> .....	—	933	1.229	1.601	1.373	1.766	1.372	1.849
Créances provenant d'opérations de refinancement .....	111.710	68.745	80.872	84.059	70.311	68.921	75.579	72.077
Effets escomptés <sup>5</sup> .....	14.032	18.262	26.059	34.086	29.942	39.353	31.038	38.839
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations <sup>5</sup> .....	81.785	38.035	36.926	29.601	33.019	20.773	31.745	26.385
Avances sur titres .....	58	40	46	48	56	49	58	54
Effets en cours de recouvrement .....	15.835	12.408	17.841	20.324	7.294	8.746	7.738	6.799
Divers .....	2.600	3.304	4.165	3.958	3.484	4.081	3.163	3.405
Total ...	<b>164.150</b>	<b>182.844</b>	<b>191.273</b>	<b>210.461</b>	<b>199.868</b>	<b>214.307</b>	<b>197.232</b>	<b>218.364</b>

**PASSIF**

Billets en circulation .....	96.955	106.742	115.405	121.002	120.125	127.635	121.831	128.507
Comptes créditeurs extérieurs .....	5.270	6.814	7.522	5.090	7.632	5.334	5.075	5.206
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères .....	1.195	922	513	792	689	1.228	619	1.101
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux .....	2.694	2.540	2.794	2.773	2.780	2.721	2.780	2.720
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères .....	1.381	3.352	4.215	1.525	4.163	1.385	1.676	1.385
Compte courant du Trésor public .....	3.022	4.719	1	5.252	...	1	1	...
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers .....	47.720	12.767	15.435	12.154	11.515	9.814	8.594	13.553
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves .....	44.801	10.175	12.783	9.862	9.338	7.844	6.781	11.746
Autres comptes; constitutions et autres engagements à vue .....	2.919	2.592	2.652	2.292	2.177	1.970	1.813	1.807
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or .....	—	43.553	43.997	59.053	53.399	63.831	53.399	63.831
Capital et fonds de réserve .....	1.021	1.243	1.368	1.444	1.444	1.538	1.444	1.538
Divers .....	10.162	7.006	7.545	6.466	5.753	6.154	6.888	5.729
Total ...	<b>164.150</b>	<b>182.844</b>	<b>191.273</b>	<b>210.461</b>	<b>199.868</b>	<b>214.307</b>	<b>197.232</b>	<b>218.364</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

<sup>2</sup> Concours au Fonds Monétaire .....	2.487	3.348	4.945	4.812	4.909	2.978	4.568	2.920
Acquisition de droits de tirage spéciaux .....	1.123	1.280	1.306	1.335	1.336	1.329	1.339	1.330
Autres opérations .....	8.714	228	2.722	5.166	4.177	3.842	4.187	3.125

<sup>3</sup> Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

Montant maximum du concours au Trésor public .....	28.400	26.850	21.350	20.050	19.960	21.070	20.050	22.140
dont : non rémunérés .....	13.400	16.350	11.350	10.050	9.960	11.070	10.050	12.140

<sup>4</sup> Loi du 27 décembre 1974.

<sup>5</sup> Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics .....	2.682	20.328	26.812	16.960	7.895	12.026	8.490	12.716
Obligations .....	21	15	14	9	12	5	12	4
Bons à moyen terme .....	5.037	699	1.203	1.771	352	895	110	807
Crédits à moyen terme .....	21.957	22.208	29.284	31.951	32.293	39.544	33.073	39.061
— Prêts spéciaux à la construction .....	90	26	68	68	68	66	68	66
— Crédits à l'exportation .....	14.083	18.262	26.059	31.086	29.942	39.353	31.037	38.839
— Autres crédits .....	10.834	3.920	3.156	797	2.283	125	1.967	156
Crédits à court terme .....	68.120	18.047	5.673	9.996	22.409	8.156	21.099	18.136
— Crédits à l'exportation .....	11.401	4.005	1.542	5.131	5.509	2.775	6.845	4.557
— Autres crédits .....	51.719	9.042	4.131	4.865	16.900	5.381	14.254	8.579

**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1974 February 28	1975 February 28	1976 February 29	1977 February 28	1977 July 6	1978 July 5	1977 August 10	1978 August 9
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	-------------------	------------------

**ISSUE DEPARTMENT**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	3.513	4.625	5.234	5.540	6.362	7.269	6.311	7.394
Other Securities .....	1.076	739	805	1.224	877	1.070	1.003	1.195
<b>Total ...</b>	<b>4.600</b>	<b>5.375</b>	<b>6.050</b>	<b>6.775</b>	<b>7.250</b>	<b>8.350</b>	<b>7.325</b>	<b>8.600</b>

Notes Issued :								
In Circulation .....	4.573	5.355	6.042	6.758	7.234	8.334	7.321	8.575
In Banking Department .....	27	20	8	17	16	16	4	25
<b>Total ...</b>	<b>4.600</b>	<b>5.375</b>	<b>6.050</b>	<b>6.775</b>	<b>7.250</b>	<b>8.350</b>	<b>7.325</b>	<b>8.600</b>

**BANKING DEPARTMENT**

Government Securities .....	1.645	1.017	1.243	833	1.525	1.478	1.501	986
Advances and Other Accounts .....	155	452	274	641	258	193	252	229
Premises, Equipment and Other Securities	188	132	157	257	86	211	151	210
Notes .....	27	20	8	17	16	16	4	25
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total ...</b>	<b>2.015</b>	<b>1.621</b>	<b>1.682</b>	<b>1.748</b>	<b>1.885</b>	<b>1.898</b>	<b>1.908</b>	<b>1.450</b>

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits .....	82	64	85	112	20	23	18	21
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	1.368	936	980	712	1.055	875	1.069	436
Bankers Deposits .....	250	217	228	372	261	438	263	341
Reserves and Other Accounts .....	300	389	374	537	534	547	543	637
<b>Total ...</b>	<b>2.015</b>	<b>1.621</b>	<b>1.682</b>	<b>1.748</b>	<b>1.885</b>	<b>1.898</b>	<b>1.908</b>	<b>1.450</b>



**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1974 December 31	1975 December 31	1976 December 31	1977 December 31	1977 July 6	1978 July 5	1977 August 10	1978 August 9
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	11.652	11.599	11.598	11.718	11.620	11.706	11.595	11.683
Special Drawing Rights certificate account .....	400	500	1.200	1.250	1.200	1.250	1.200	1.250
Coin .....	240	347	364	282	303	263	299	274
Discounts and advances .....	298	229	25	265	184	647	916	851
Acceptances :								
Bought outright .....	579	741	196	...	41	...	9	...
Held under repurchase agreement .....	430	385	795	954	...	784	...	10
Federal agency obligations :								
Bought outright .....	4.702	6.072	6.794	8.004	7.423	8.168	7.411	7.985
Held under repurchase agreement .....	511	118	278	451	...	594	...	78
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	36.765	37.207	38.571	41.561	39.359	36.231	34.727	41.014
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes .....	40.009	43.989	47.972	50.509	49.088	52.997	49.088	52.997
Bonds .....	3.284	5.521	6.725	8.848	8.248	10.782	8.248	10.782
Total bought outright ...	80.058	86.717	93.268	100.918	96.695	100.010	92.063	104.793
Held under repurchase agreement .....	443	1.217	3.753	1.901	...	1.761	...	721
Total U.S. Government securities ...	80.501	87.934	97.021	102.819	96.695	101.771	92.063	105.514
Total loans and securities .....	87.011	95.479	105.109	112.493	104.343	111.964	100.399	114.438
Cash items in process of collection .....	8.312	9.210	7.835	9.617	11.080	12.927	9.334	11.119
Bank premises .....	263	319	363	378	372	389	375	389
Operating equipment .....	—	13	25	—	—	—	—	—
Other assets .....	2.932	2.980	2.790	2.064	2.795	2.625	2.929	2.522
Total assets ...	<b>110.810</b>	<b>120.447</b>	<b>129.284</b>	<b>137.802</b>	<b>131.713</b>	<b>141.124</b>	<b>126.131</b>	<b>141.675</b>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserve notes .....	70.916	77.159	83.727	93.153	87.590	96.497	87.897	96.658
Deposits :								
Member bank reserves .....	25.825	26.097	25.158	26.870	23.265	24.632	24.291	26.814
U.S. Treasurer - general account .....	3.113	7.285	10.393	7.114	9.647	9.591	4.523	7.701
Foreign .....	418	353	352	379	372	298	250	301
Other .....	1.275	1.090	1.357	1.187	607	815	560	670
Total deposits :	30.631	34.825	37.260	35.550	33.891	35.336	29.624	35.486
Deferred availability cash items .....	6.328	5.495	5.234	5.807	7.073	5.590	5.436	5.841
Other liabilities and accrued dividends ...	1.141	1.110	1.097	1.234	1.051	1.465	992	1.387
Total liabilities ...	<b>109.016</b>	<b>118.589</b>	<b>127.318</b>	<b>135.744</b>	<b>129.605</b>	<b>138.888</b>	<b>123.949</b>	<b>139.372</b>
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	897	929	983	1.029	1.002	1.056	1.008	1.056
Surplus .....	897	929	983	1.029	983	1.029	983	1.029
Other capital accounts .....	...	...	...	...	123	151	191	218
Total liabilities and capital accounts ...	<b>110.810</b>	<b>120.447</b>	<b>129.284</b>	<b>137.802</b>	<b>131.713</b>	<b>141.124</b>	<b>126.131</b>	<b>141.675</b>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	981	...	...	...	...	...	...	...

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.



**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

	1974 dicembre	1975 dicembre	1976 dicembre	1977 dicembre	1977 marzo	1978 marzo	1977 aprile	1978 aprile
<b>ATTIVO</b>								
Oro .....	1.804	1.804	6.429	7.697	7.105	8.604	7.105	8.604
Cassa <sup>1</sup> .....	107	255	441	333	318	311	212	309
Portafoglio .....	156	13	17	23	21	35	18	32
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. <sup>2</sup> .....	1.178	1.216	1.259	1.309	1.275	1.326	1.275	1.327
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	3.058	769	1.018	988	1.218	415	880	1.236
Attività verso l'estero in valuta .....	6	3	4	13	13	4	18	6
Ufficio italiano dei cambi .....	7.696	9.538	9.744	13.222	9.839	12.523	9.809	12.866
Titoli emessi o garantiti dallo Stato <sup>4</sup> ...	10.677	18.226	28.027	25.435	26.101	25.605	26.395	24.883
Certificati di credito del Tesoro .....	1.748	40	17	432	364	288	362	255
Investimento fondi di riserva e fondi diversi <sup>5</sup> .....	556	682	825	985	837	972	838	979
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	339	339	339	...	...	...	...	...
C/c servizio tesoreria .....	2.962	3.522	5.216	4.796	5.909	7.492	5.930	5.946
Servizi diversi per conto dello Stato .....	747	64	92	71	70	69	70	70
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie .....	317	515	1.240	3.500	1.138	2.871	1.138	3.093
Spese .....	508	1.061	1.808	...	61	62	75	77
<b>Totale attivo ...</b>	<b>31.859</b>	<b>38.047</b>	<b>56.476</b>	<b>58.804</b>	<b>54.269</b>	<b>60.577</b>	<b>54.125</b>	<b>59.683</b>

**PASSIVO**

Circolazione dei biglietti <sup>6</sup> .....	11.190	12.921	14.590	16.508	13.603	15.746	13.862	15.946
Vaglia cambiari e altri debiti a vista <sup>7</sup> ...	178	134	89	106	76	87	124	99
Conti correnti liberi <sup>8</sup> .....	547	2.040	718	876	238	1.707	179	86
Conti correnti vincolati .....	6.639	11.682	16.748	20.412	18.530	22.949	18.925	23.486
Conti speciali .....	1.748	51	50	867	392	614	388	570
Conti dell'estero in lire e valuta <sup>9</sup> .....	7.743	7.825	9.439	7.737	9.578	6.802	9.487	6.889
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	165	...	42	...	46	...	...	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	171	116	917	611	81	327	81	163
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	91	145	130	412	37	22	45	35
Fondi accantonati .....	845	1.179	6.342	7.895	7.019	8.252	7.019	8.804
Partite varie .....	1.955	758	5.438	3.180	4.431	3.797	3.749	3.313
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	37	49	60	74	60	74	60	74
Fondo di riserva straordinario .....	37	47	60	76	60	76	60	76
Rendite .....	543	1.100	1.853	50	73	74	91	92
Utile netto da ripartire .....	—	—	—	—	45	50	45	50
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>31.859</b>	<b>38.047</b>	<b>56.476</b>	<b>58.804</b>	<b>54.269</b>	<b>60.577</b>	<b>54.125</b>	<b>59.683</b>
<b>Depositanti di titoli e valori .....</b>	<b>20.708</b>	<b>18.222</b>	<b>86.119</b>	<b>31.382</b>	<b>206.093</b>	<b>28.618</b>	<b>192.772</b>	<b>29.717</b>
1 Di cui : biglietti e monete di Stato .....	24	22	35	28	30	36	27	38
2 » aziende di credito .....	734	757	784	815	794	825	794	826
istituti speciali .....	444	459	475	494	481	501	481	501
3 » aziende di credito .....	1.953	746	1.011	699	741	413	879	1.225
istituti speciali .....	10	18	7	10	2	2	1	11
altri .....	1	...	...	...	...	...	...	...
anticipazioni a scadenza fissa .....	1.094	5	...	279	475	...	...	...
4 » titoli di stato e ob- bligaz. p/c Tesoro { BOT e titoli a breve ... altri .....	6.162	9.915	17.648	8.066	14.925	5.778	15.224	4.777
5 » titoli di stato e oblig. p/c Tesoro ...	325	443	535	701	544	683	544	684
6 » biglietti presso il Tesoro .....	11	13	15	16	14	16	14	16
7 » vaglia cambiari .....	57	75	89	106	76	87	102	94
8 » aziende di credito .....	491	1.380	293	850	207	1.680	136	70
istituti speciali .....	43	638	399	15	21	15	19	8
9 » depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di : aziende di credito istituti speciali altri enti non statali	338 3.747 97	239 3.241 102	306 3.839 88	283 3.310 ...	288 3.817 67	277 3.195 ...	288 3.775 44	282 3.211 ...

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1976 31. Dez.	1977 31. Dez.	1977 7. Juli	1978 7. Juli	1977 7. August	1978 7. August
<b>AKTIVA</b>								
Währungsreserven .....	71.805	74.614	76.656	80.970	75.120	87.075	77.212	86.697
Gold .....	14.002	14.002	14.002	14.065	14.034	14.065	14.034	14.065
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte .....	8.055	9.309	10.650	8.595	10.889	7.151	5.883	7.013
Devisen und Sorten .....	49.748	51.303	52.004	58.310	50.197	65.859	52.295	65.619
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland .....	11.636	11.804	11.848	9.256	12.083	5.393	11.760	5.380
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	15.516	8.521	19.517	19.588	20.915	24.446	20.784	22.769
Inlandswechsel .....	12.305	5.910	12.185	12.400	16.123	19.729	14.540	20.727
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	2.763	...	4.547	...
Auslandswechsel .....	877	903	1.223	1.629	1.464	1.760	1.579	1.965
Lombardforderungen .....	2.334	1.703	6.109	5.559	565	2.957	118	77
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .....	9.915	9.044	10.479	9.588	9.497	8.888	8.926	8.760
Kassenkredite (Buchkredite) .....	1.232	361	1.796	905	814	205	243	77
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung .....	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere .....	469	7.953	1.419	693	823	2.383	746	4.565
Deutsche Scheidemünzen .....	423	946	720	810	757	762	778	736
Postcheckguthaben .....	647	358	271	999	218	178	181	186
Sonstige Aktiva .....	7.115	8.139	4.546	6.518	4.642	3.134	4.183	3.240
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Währungsreserven und sonstiger Fremd- währungsposition .....	14.004	8.931	7.489	10.925	3.045	6.598	3.045	6.598
Insgesamt ...	<b>131.530</b>	<b>130.310</b>	<b>132.945</b>	<b>139.347</b>	<b>127.100</b>	<b>138.857</b>	<b>127.615</b>	<b>138.931</b>

**PASSIVA**

Banknotenumlauf .....	50.273	55.143	59.038	65.567	62.923	70.740	63.405	71.028
Einlagen von Kreditinstituten .....	46.504	44.591	51.298	52.491	43.902	41.885	44.189	43.740
auf Girokonten .....	46.483	44.563	51.270	52.464	43.873	41.852	44.162	43.709
sonstige .....	21	28	28	27	29	33	27	31
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	11.742	8.256	2.939	2.120	4.679	7.237	4.402	4.160
Bund .....	139	2.291	272	296	241	2.352	1.296	985
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen .....	163	358	304	150	532	486	609	575
Länder .....	643	2.106	2.094	1.630	3.867	4.364	2.474	2.564
Andere öffentliche Einleger .....	44	46	59	44	39	35	23	36
Sondereinlagen .....	10.753	3.455	210	—	—	—	—	—
Einlagen von anderen inländischen Ein- legern .....	2.739	2.502	2.588	3.905	2.208	1.775	2.163	2.174
Bundesbahn .....	5	5	4	7	6	6	3	4
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter) .....	2.227	1.962	2.070	3.419	1.700	1.239	1.661	1.636
Sonstiger Einleger .....	507	535	514	479	502	530	499	534
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	127	256	58	—	345	—	442	—
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren .....	8.867	4.173	6.476	5.366	6.385	9.723	5.830	9.377
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft .....	1.284	840	1.097	489	328	970	402	1.373
Einlagen ausländischer Einleger .....	1.268	828	779	475	305	953	360	1.351
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	306	...	...	...	...	...
Sonstige .....	16	12	12	14	23	17	42	22
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte .....	1.600	1.665	1.489	1.387	1.489	1.387	1.489	1.387
Rückstellungen .....	1.485	1.670	1.835	1.885	1.885	1.945	1.885	1.945
Sonstige Passiva .....	5.690	9.995	4.738	4.748	1.566	1.805	2.019	2.357
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	929	929	1.099	1.099	1.100	1.100	1.099	1.100
Insgesamt ...	<b>131.530</b>	<b>130.310</b>	<b>132.945</b>	<b>139.347</b>	<b>127.100</b>	<b>138.857</b>	<b>127.615</b>	<b>138.931</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 7 juillet	1978 7 juillet	1977 5 août	1978 7 août
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	11.893	11.893	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904
Devises .....	11.571	14.706	20.426	20.514	13.305	19.340	12.880	20.593
Bons du Trésor étrangers en fr. s. ....	5.403	5.403	5.222	3.949	4.624	3.010	4.532	2.873
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change .....	2.210	1.712	926	1.252	378	271	375	320
Bons du Trésor de la Confédération ...	484	227	375	267	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	700	200	157	198	35	43	18	8
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	...	...	...	...	...	1	...	1
autres .....	92	3	64	559	606	313	606	316
Correspondants en Suisse .....	167	136	160	172	24	53	42	44
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	622	622	—	—	—	—	—	—
Autres postes de l'actif .....	94	64	65	106	80	111	101	127
<b>Total ...</b>	<b>33.236</b>	<b>34.966</b>	<b>39.299</b>	<b>38.921</b>	<b>30.956</b>	<b>35.046</b>	<b>30.458</b>	<b>36.186</b>
<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	66	67	68	69	69	70	69	70
Billets en circulation .....	19.436	19.128	19.731	20.397	18.769	19.679	18.426	19.321
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie .....	9.505	11.479	12.644	13.623	6.695	5.812	6.009	7.996
Autres engagements à vue .....	862	1.817	4.005	2.707	2.471	3.903	2.915	3.613
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	...	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger .....	348	165	246	...	...	...	...	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation .....	247	380	955	772	1.094	3.741	1.094	3.396
Comptes spéciaux <sup>1</sup> .....	986	...	...	...	...	...	...	...
Autres postes du passif .....	1.786	1.930	1.650	1.353	1.858	1.841	1.945	1.790
<b>Total ...</b>	<b>33.236</b>	<b>34.966</b>	<b>39.299</b>	<b>38.921</b>	<b>30.956</b>	<b>35.046</b>	<b>30.458</b>	<b>36.186</b>

<sup>1</sup> Dépassement du taux d'accroissement des crédits.

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX**

**Situation en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

**Actif**

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 30 juin	1978 30 juin	1977 31 juillet	1978 31 juillet
<b>I. Or</b> .....	3.876	5.045	4.306	5.002	4.529	4.934
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b> ...	72	98	56	53	47	45
<b>III. Bons du Trésor</b> .....	105	280	116	285	250	283
<b>IV. Dépôts à terme et avances</b> .....	39.252	50.625	47.579	52.477	47.389	51.046
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	45	...	35	...	35	...
b) à plus de 3 mois .....	35	...	...	...	...	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum .....	30.940	35.667	36.075	38.082	34.852	33.906
b) à plus de 3 mois .....	8.232	14.958	11.469	14.395	12.502	17.140
<b>Y. Titres à terme</b> .....	5.044	2.481	3.256	2.376	2.816	2.634
a) à 3 mois au maximum .....	4.664	2.130	2.941	2.172	2.491	2.009
b) à plus de 3 mois .....	380	351	315	204	325	625
<b>VI. Divers</b> .....	32	946	486	838	688	937
<i>Total de l'actif</i> ...	<b>48.381</b>	<b>59.475</b>	<b>55.799</b>	<b>61.031</b>	<b>55.719</b>	<b>59.879</b>

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX**

**Situation en millions de francs or**

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

**Passif**

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1977 30 juin	1978 30 juin	1977 31 juillet	1978 31 juillet
<b>I. Capital :</b>						
Actions libérées de 25 p.c. ....	301	301	301	301	301	301
<b>II. Réserves</b> .....	952	1.072	1.072	1.192	1.072	1.192
1. Fonds de Réserve Légale .....	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale .....	424	472	472	520	472	520
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre .....	423	495	495	567	495	567
<b>III. Dépôts (or)</b> .....	3.466	3.824	3.767	3.938	3.803	3.846
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	3.134	3.464	2.216	3.739	2.194	3.648
b) à 3 mois au maximum .....	273	241	1.123	75	1.301	74
c) à plus de 3 mois .....	26	86	395	91	275	91
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	33	33	7	33	7	33
b) à plus de 3 mois .....	—	—	26	—	26	—
<b>IV. Dépôts (monnaies)</b> .....	43.037	53.541	50.061	54.847	49.964	53.810
1. Banques centrales :						
a) à vue .....	584	508	70	663	778	642
b) à 3 mois au maximum .....	37.571	41.601	41.075	44.361	40.369	42.076
c) à plus de 3 mois .....	3.498	10.731	7.077	9.280	7.921	10.285
2. Autres déposants :						
a) à vue .....	35	60	28	37	29	39
b) à 3 mois au maximum .....	1.158	615	1.004	402	705	480
c) à plus de 3 mois .....	191	26	170	104	162	288
<b>V. Divers</b> .....	582	721	522	662	556	711
<b>VI. Dividende payable au 1<sup>er</sup> juillet 1977</b> .....	—	—	48	—	—	—
<b>VII. Dividende payable au 1<sup>er</sup> juillet 1978</b> .....	—	—	—	71	—	—
<b>VIII. Provisions</b> .....	43	16	28	20	23	19
<i>Total du passif ...</i>	<b>48.381</b>	<b>59.475</b>	<b>55.799</b>	<b>61.031</b>	<b>55.719</b>	<b>59.879</b>

# LEGISLATION ECONOMIQUE

*Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.*

*Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.*

*Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.*

*Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :*

*1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.*

## 1. — ECONOMIE GENERALE

### **Loi du 4 août 1978**

*de réorientation économique (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir aussi rubriques 2, 3 et 6.)*

### **TITRE I. — ENCOURAGEMENT DE L'EMPLOI DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

#### **CHAPITRE I. — L'expansion économique des petites et moyennes entreprises**

##### **Section I. — Aides**

*Article 1<sup>er</sup>. — En vue de promouvoir l'expansion économique des petites et moyennes entreprises, l'Etat peut, dans les limites des crédits budgétaires et sur base de l'utilité économique, fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, accorder les aides mentionnées ci-dessous aux conditions et dans les formes prévues aux articles de cette section :*



*a)* une aide générale sous forme de subvention en intérêt, de prime en capital, d'amortissements accélérés, d'exonérations du précompte immobilier et d'exonération des droits proportionnels sur les apports en société, pour la réalisation d'opérations contribuant directement à la création, l'extension, la reconversion, le rééquipement ou la modernisation des entreprises définies à l'article 2 de la présente loi et pour la réalisation d'opérations répondant à des fins analogues par les associations, personnes et établissements définis à l'article 2 de la présente loi;

*b)* une aide supplémentaire sous forme de subvention en intérêt ou de prime en capital en faveur des personnes physiques ou morales qui s'établissent pour la première fois dans une profession indépendante déterminée et en particulier pour les jeunes qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans;

*c)* une aide complémentaire à celle mentionnée aux lettres ci-dessus et octroyée sous forme de subvention-intérêt ou de prime en capital aux entreprises, associations, personnes et établissements définis à l'article 2 de la présente loi, quand, suivant un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, les circonstances conjoncturelles le rendent souhaitable;

*d)* des primes d'emploi et/ou une intervention dans les frais pendant une année, pour l'affiliation à un secrétariat social agréé en faveur de certaines entreprises, associations, personnes et certains établissements.

*Art. 2.* — Les aides prévues par le Titre I, chapitre I, de la présente loi peuvent être accordées :

*a)* aux entreprises commerciales qui n'occupent pas plus de quarante personnes, ouvriers et employés;

*b)* aux entreprises artisanales, aux entreprises ayant comme objectifs des activités touristiques, aux entreprises du secteur des services et aux entreprises industrielles qui n'occupent pas plus de cinquante personnes, ouvriers et employés; ce maximum est porté à 70 lorsque l'entreprise, quelle que soit sa forme juridique, est dirigée par une ou plusieurs personnes physiques qui possèdent la majorité du capital de l'entreprise et qui, toutes, y trouvent leur principale source de revenus;

*c)* aux groupements d'achat ou de vente en commun constitués au bénéfice et sous le contrôle des entreprises visées aux lettres *a)*, et *b)*, du présent article, quelle que soit la forme de ces groupements;

*d)* sous certaines conditions déterminées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, aux personnes exerçant une profession libérale ainsi qu'aux associations formées par ces personnes quelle que soit la forme de ces associations;

*e)* aux établissements revêtus de la personnalité juridique et fondés dans le but de promotion et de rationalisation de l'activité des entreprises et personnes citées aux lettres *a)*, *b)* et *d)*, du présent article; si ces établissements ne sont pas constitués sous forme de sociétés commerciales un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres déterminera quels types d'établissements peuvent bénéficier des aides; les associations professionnelles sont néanmoins exclues;

*f)* aux pouvoirs publics ainsi qu'aux associations ou sociétés constituées par les pouvoirs publics ou avec leur participation, qui construisent et équipent des bâtiments industriels, commerciaux ou artisanaux en vue de les vendre, de les concéder ou de les louer à des entreprises citées aux lettres *a)* et *b)* du présent article;

*g)* aux entreprises agricoles et horticoles en ce qui concerne les aides visées par les articles 7 à 11 de cette loi.

*Art. 3.* — Les subventions-intérêt mentionnées aux lettres *a)*, *b)* et *c)* de l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi peuvent être accordées pour des crédits consentis par :

— la Caisse nationale de Crédit professionnel, par les organismes agréés par celle-ci, ainsi que par les sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal;

— la Société nationale de Crédit à l'Industrie;

— la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, ainsi que par les organismes agréés par celle-ci;

— le Crédit communal de Belgique;  
— l'Institut national de Crédit agricole, ainsi que les organismes agréés par lui;  
— les institutions soumises au contrôle de la Commission bancaire instituée par l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, tel qu'il a été modifié par la loi du 30 juin 1975.

*Art. 4.* — Les crédits mentionnés à l'article 3 de la présente loi doivent être utilisés afin de réaliser les opérations suivantes :

*a)* le financement direct des investissements en immeubles bâtis ou non bâtis et en outillage, matériel et autres biens meubles, nécessaires à la réalisation des opérations prévues à l'article 1<sup>er</sup>, *littera a)*, de la présente loi;

*b)* le financement direct d'investissements immatériels tels que les études de marché, d'organisation, la recherche ou la mise au point de prototypes, de produits nouveaux, de procédés nouveaux de fabrication et méthodes de commercialisation, et l'achat de licences et brevets;

*c)* la constitution de fonds de roulement rendus indispensables par la réalisation des opérations prévues à l'article 1, *littera a)* de la présente loi;

*d)* la reconstitution de fonds de roulement entamés par le financement antérieur d'investissements mentionnés aux *litteras a)* et *b)* du présent article.

*Art. 5.* — § 1<sup>er</sup>. Le montant des subventions-intérêt accordées selon les articles 3 et 4 de la présente loi est égal à la différence entre l'intérêt compté par l'organisme de crédit et l'intérêt effectivement supporté par l'emprunteur. Le taux d'intérêt demandé par l'organisme de crédit ne peut dépasser le taux normal appliqué pour ce genre d'opérations par la Caisse nationale de Crédit professionnel.

La subvention-intérêt ne peut être supérieure à 5 p.c., plus l'aide conjoncturelle éventuelle, et peut être accordée pendant une durée de cinq ans maximum, sur maximum 75 p.c. de la valeur totale de l'investissement encouragé. Toutefois, en cas de constitution ou de reconstitution de fonds de roulement, l'intervention maximum est limitée à 4 p.c.

La limite de 75 p.c. fixée à l'alinéa 2, est portée à 90 p.c. quand il s'agit de personnes physiques qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans et qui s'établissent pour la première fois.

Aux personnes physiques ou morales qui s'établissent pour la première fois dans une profession indépendante déterminée, il peut être accordé une subvention-intérêt supplémentaire s'élevant à 1 p.c. Les professions indépendantes sont définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Lorsque les opérations de crédit sont destinées à venir en aide à des entreprises, associations, personnes et établissements dont l'activité économique se trouve gravement atteinte par une catastrophe publique, reconnue comme telle par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, la subvention-intérêt peut, soit réduire la charge d'intérêt à 1 p.c. pendant les 3 premières années, soit couvrir la totalité de la charge d'intérêt pendant les deux premières années.

§ 2. Lors de l'octroi de la subvention-intérêt, il peut être tenu compte d'une franchise de remboursement du crédit s'étendant au maximum sur trois ans.

*Art. 6.* — Dans la mesure où les opérations déterminées à l'article 4 de la présente loi sont financées par les fonds propres de l'entreprise, les subventions-intérêt prévues par ce chapitre peuvent être remplacées totalement ou partiellement par une prime en capital à fonds perdus de valeur équivalente.

*Art. 7.* — Sous les conditions fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, l'autorisation peut être donnée de pratiquer en dérogation aux dispositions des articles 45, 4<sup>o</sup>, et 49 du Code des impôts sur les revenus, pendant un maximum de trois périodes imposables successives, un amortissement annuel égal au double de l'annuité d'amortissement linéaire normal, pour les investissements en biens immobiliers bâtis et en outillage et matériel acquis ou constitués conformément à l'opération encouragée.

*Art. 8.* — Les entreprises citées à l'article 2, *litteras a)* et *b)* de la présente loi, bénéficiant d'une subvention-intérêt ou prime en capital, aux fins de réaliser un investissement en

immeubles, peuvent être exonérées du précompte immobilier afférent à ces immeubles et ce pendant cinq ans au maximum à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit leur occupation.

Cette exonération porte, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et sous réserve de limitation aux biens ayant réellement fait l'objet de l'investissement, à la fois sur les constructions, le terrain formant avec celles-ci un même ensemble, ainsi que sur le matériel et l'outillage, immeubles par nature ou par destination, repris dans l'allivrement cadastral.

*Art. 9.* — A l'article 302bis, de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947, modifié par l'article 17 de la loi du 30 décembre 1970, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Sont dispensés du droit proportionnel, suivant les conditions et modalités d'application prévues au § 1<sup>er</sup>, les apports à des sociétés possédant la personnalité juridique et visées par le titre I, article 2, de la loi de réorientation économique. »

*Art. 10.* — En vue de stimuler tout spécialement la création d'emplois, des primes d'emploi peuvent être accordées aux entreprises, associations, personnes, établissements visés à l'article 2 de la présente loi, qui, avant l'embauche, n'occupaient pas plus de 14 travailleurs. Ceci est valable uniquement pour les emplois supplémentaires qui portent le nombre total des emplois jusqu'à 15 travailleurs.

Cette incitation consiste en une prime à fonds perdus, au prorata du nombre de nouveaux emplois effectivement créés et régulièrement occupés au lieu convenu. Cette prime peut être attribuée au maximum pendant cinq années consécutives.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur présentation conjointe des Ministres ou Secrétaires d'Etat ayant les Classes moyennes et l'Economie régionale dans leurs attributions, détermine le montant maximum de la prime et les modalités particulières d'octroi.

*Art. 11.* — En vue d'aider et d'encourager les entreprises, associations, personnes et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi, lors de l'engagement du premier membre du personnel, le Fonds d'expansion économique peut prendre en charge, pour la première année de l'engagement, le coût de l'intervention d'un secrétariat social agréé.

## Section II. — *Fonds de Garantie*

*Art. 12.* — Le Fonds de Garantie, établi au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel, a pour objet de faciliter l'octroi de crédit professionnel aux entreprises, associations, personnes et établissements déterminés à l'article 2 de la présente loi.

Le Fonds de Garantie n'a pas de personnalité juridique propre. Son activité s'exerce au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel suivant les directives du Comité du Fonds, institué par l'article 17 de la présente loi.

Les actions en justice, tant en qualité de demandeur qu'en qualité de défendeur, sont intentées au nom du Fonds par la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Les avoirs du Fonds sont gérés par le conseil d'administration de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

*Art. 13.* — A la demande du Comité du Fonds de Garantie, la Caisse peut, lors de la réalisation des biens meubles ou immeubles donnés en garantie d'un crédit couvert en tout ou en partie par le Fonds de Garantie, soit en vertu de l'article 14, soit en vertu de l'article 21 de la présente loi, ou se trouvant dans le patrimoine des débiteurs de ce crédit, acquérir lesdits biens pour le compte du Fonds et les revendre par la suite, toujours pour le compte du Fonds. Les prix d'achat et de vente et tous les accessoires, tels que les frais d'acte, sont portés en compte du Fonds de Garantie dans les livres de la Caisse.

*Art. 14.* — Le Fonds sert à garantir le remboursement en capital, intérêts et accessoires de crédits consentis par l'un des organismes de crédit cités à l'article 3, aux entreprises, associations, personnes et établissements déterminés par l'article 2 et pour des opérations définies à l'article 1<sup>er</sup>, lettre a), et l'article 4 de la présente loi.

*Art. 15.* — Lorsque le demandeur de crédit offre des garanties d'ordre personnel, le Fonds peut intervenir pour suppléer à l'insuffisance des sûretés réelles ou personnelles fournies, que le demandeur ne soit pas à même de constituer des sûretés suffisantes ou qu'il ne soit pas indiqué de les exiger.

Par garantie d'ordre personnel, il y a lieu d'entendre notamment :

- a) l'honorabilité commerciale et les capacités professionnelles du demandeur;
- b) la valeur technique et économique du projet présenté;
- c) la viabilité de l'entreprise qui le présente.

*Art. 16.* — Sans préjudice de l'article 19 de la présente loi, le Fonds ne peut supporter la totalité du risque. Une part du risque doit être supportée par l'organisme de crédit, et, d'autre part, le demandeur de crédit doit constituer des sûretés pour une partie de la somme empruntée.

*Art. 17.* — Le Fonds est administré par un comité dénommé Comité du Fonds.

Ce Comité se compose de treize membres ayant tous voix délibérative. :

1<sup>o</sup> le directeur général de la Caisse nationale de Crédit professionnel, président;

2<sup>o</sup> cinq membres nommés pour un terme de six ans par les Ministres et Secrétaires d'Etat ayant les Classes moyennes et l'Economie régionale dans leurs attributions sur cinq listes doubles de candidats présentées :

- a) une par la Caisse nationale de Crédit professionnel;
- b) une par la Société nationale de Crédit à l'Industrie;

c) trois par la Caisse nationale de Crédit professionnel au nom des organismes visés à l'article 3 de la présente loi et selon les modalités à fixer par arrêté royal;

3<sup>o</sup> sept membres nommés pour un terme de six ans par les Ministres et Secrétaires d'Etat ayant les Classes moyennes et l'Economie régionale dans leurs attributions sur sept listes doubles de candidats présentés par les organisations les plus représentatives des classes moyennes au sens de l'article 5 de la loi du 6 mars 1964, modifiée par la loi du 21 décembre 1970 portant organisation des classes moyennes.

Les Ministres et Secrétaires d'Etat, ayant les Classes moyennes et l'Economie régionale dans leurs attributions, nomment d'après les mêmes règles un suppléant pour chacun des membres visés sous 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>.

Le membre effectif visé sous 2<sup>o</sup>, a), remplace le président en son absence.

*Art. 18.* — Le Comité fixe les règles et directives qui régissent l'intervention du Fonds. Il les soumet à l'approbation des Ministres et Secrétaires d'Etat ayant les Classes moyennes et l'Economie régionale dans leurs attributions.

Ces règles et directives prévoient notamment dans quelles conditions les décisions d'octroi de la garantie peuvent ne pas être soumises à l'autorisation préalable du Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions ou de son délégué et dans quelles conditions certains organismes de crédit peuvent décider directement de l'octroi de la garantie du Fonds.

*Art. 19.* — Dans des cas qu'ils estiment particulièrement intéressants, notamment au point de vue social, les Ministres et Secrétaires d'Etat ayant les Classes moyennes et l'Economie régionale dans leurs attributions peuvent autoriser le Comité du Fonds à donner la garantie du Fonds au-delà des limites fixées par les règles et directives visées à l'article 18 de la présente loi et, au besoin, à supporter la totalité du risque.

*Art. 20.* — L'encours des engagements du Fonds est fixé à 20 milliards de francs; cette limite peut être augmentée par arrêté royal de quatre tranches de deux milliards de francs chacune.

*Art. 21.* — Le Fonds peut également servir à amortir les pertes subies par les sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal et par les sociétés de cautionnement mutuel agréées par la Caisse nationale de Crédit professionnel.

*Art. 22.* — Un règlement général, relatif à la gestion et au fonctionnement du Fonds, est établi par le Roi sur proposition des Ministres des Finances et des Classes moyennes, après avis du Comité du Fonds et du Conseil d'administration de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Ce règlement prévoit notamment :

- les modalités de l'examen des demandes de garantie;
- les modalités de contrôle financier, économique, technique dans les organismes de crédit et chez les bénéficiaires de la garantie du Fonds;
- les modalités de l'annulation des décisions non conformes aux règles et directives visées à l'article 18 de la présente loi;
- les dispositions à prendre au cas où le demandeur utilise les crédits à d'autres fins que celles qui ont justifié l'octroi de la garantie du Fonds ou les a obtenus à l'aide de déclarations inexactes;
- les dispositions à appliquer lorsque les organismes de crédit auront à résilier un crédit bénéficiant d'une intervention du Fonds;
- les limites et les modalités de l'intervention du Fonds dans les pertes subies par les sociétés locales de crédit à l'outillage artisanal et par les sociétés de cautionnement mutuel agréées par la Caisse nationale de Crédit professionnel;
- le montant des jetons de présence et des indemnités pour frais de parcours et de séjour alloués aux membres du Comité du Fonds.

*Art. 23.* — Le Ministre des Finances et le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions nomment, chacun en ce qui le concerne, un commissaire du gouvernement et un commissaire suppléant parmi les fonctionnaires de leur département.

Les commissaires du gouvernement auprès du Comité du Fonds ont des pouvoirs identiques à ceux des commissaires auprès de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

*Art. 24.* — § 1<sup>er</sup>. Le Fonds est alimenté par :

- 1<sup>o</sup> une contribution annuelle de la Caisse nationale de Crédit professionnel, calculée sur l'encours de ses crédits directs garanti par le Fonds;
- 2<sup>o</sup> une contribution annuelle des organismes visés à l'article 3 de la présente loi, qui consentent des crédits garantis par le Fonds, que les crédits aient été financés ou non par la Caisse nationale de Crédit professionnel, calculée sur l'encours de leurs crédits garanti par le Fonds;
- 3<sup>o</sup> une contribution des emprunteurs dont les engagements sont garantis par le Fonds, calculée sur l'encours de leurs crédits garanti par le Fonds;
- 4<sup>o</sup> une contribution des sociétés de cautionnement mutuel agréées par la Caisse nationale de Crédit professionnel, qui désirent bénéficier des dispositions de l'article 21 de la présente loi, calculée sur l'encours de leur cautionnement;
- 5<sup>o</sup> les intérêts produits par les contributions énumérées ci-dessus et gérées suivant les modalités déterminées par le conseil d'administration de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

§ 2. Sur proposition du Comité du Fonds, le Conseil d'administration de la Caisse nationale entendu, le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions, détermine le montant et les modalités de perception de la contribution à verser au Fonds en exécution des dispositions du § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>.

*Art. 25.* — Les engagements du Fonds bénéficient de la garantie de bonne fin de l'Etat. Si, à la fin de l'exercice annuel de la Caisse nationale de Crédit professionnel, l'actif du Fonds est insuffisant pour faire face au débours, l'Etat paie définitivement à la Caisse nationale de Crédit professionnel, à la première demande de celle-ci, le solde déficitaire du Fonds.

*Art. 26.* — L'Etat rembourse à la Caisse nationale de Crédit professionnel les frais de fonctionnement du Fonds, notamment les jetons de présence et les indemnités pour frais de parcours et de séjour alloués aux membres du Comité du Fonds. Ces dépenses sont supportées par le budget du Ministère des Classes moyennes.

*Art. 27.* — En cas de suppression du Fonds, le solde actif éventuel sera attribué au Fonds de réserve de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Section III. — *Restitutions*

*Art. 28.* — § 1<sup>er</sup>. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres détermine les règles applicables aux bénéficiaires des aides prévues dans la présente loi dans les cas où ils perdent le bénéfice ou sont tenus à restitution, sans préjudice d'actions en dommages et intérêts ou de poursuites judiciaires.

Cet arrêté fixe toutes modalités utiles dans le domaine visé, y compris les formes dans lesquelles l'interruption ou la restitution des aides sont décidées, les conséquences fiscales et autres qui s'y attachent, et les règles de récupération applicables.

§ 2. En tout état de cause, les bénéficiaires des prêts et interventions prévus par le présent chapitre perdent le bénéfice des avantages qu'ils ont obtenus si, avant l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à partir de la date à laquelle le dernier paiement de la subvention-intérêt doit être effectué ou d'un délai de quatre ans, à partir de la date à laquelle le versement de la dernière tranche de la prime en capital doit être effectué, ils n'utilisent pas, aliènent ou cessent d'utiliser aux fins et conditions prévues, les investissements cités à l'article 4 de la présente loi et exécutés avec l'aide de l'Etat.

Toutefois, le bénéfice des avantages prévus par le présent chapitre n'est pas perdu quand l'aliénation ou le changement de l'affectation ou des conditions d'utilisation prévues ont été approuvées préalablement par les Ministres ou Secrétaires d'Etat compétents. Dans les cas où l'approbation des Ministres ou Secrétaires d'Etat compétents n'a pas été obtenue, les bénéficiaires doivent rembourser au Trésor les primes en capital perçues ainsi que les subventions-intérêt qui auront été versées à l'institution de crédit pour lui permettre de consentir la réduction du taux d'intérêt. Ils doivent également s'acquitter du montant de tous impôts dont ils auraient été exonérés par l'application des articles 8 et 9 de la présente loi.

§ 3. Indépendamment des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni aux autorités compétentes des renseignements sciemment inexacts ou incomplets, aux fins de s'assurer indûment les avantages prévus par le présent chapitre, l'obligation de restitution visée aux alinéas ci-dessus incombe aux entreprises qui n'auraient pas bénéficié de l'aide de l'Etat si les renseignements fournis par elles avaient été exacts et complets.

Section IV. — *Mise en application et dispositions finales*

*Art. 29.* — Les aides prévues par le présent chapitre peuvent être accordées par les Ministres et Secrétaires d'Etat ayant les Classes moyennes, les Finances ou l'Economie régionale dans leurs attributions, chacun en ce qui le concerne.

*Art. 30.* — § 1<sup>er</sup>. Les primes en capital et les primes d'emploi dont l'octroi est subordonné à des investissements créateurs d'emplois, qui sont obtenues en exécution du présent chapitre, sont immunisées des impôts sur les revenus pour la période imposable au cours de laquelle elles ont été octroyées, dans la mesure où elles se rapportent à des investissements effectués en éléments d'actifs corporels ou incorporels autres que matières premières, produits ou marchandises. Cependant, pour le calcul des amortissements, plus-values ou moins-values, ces primes sont déduites de la valeur d'investissement ou de revient de ces éléments d'actif.

§ 2. Pour l'application de l'article 28 de la présente loi :

a) le précompte immobilier peut être établi même en dehors des délais prévus à l'article 259 du Code des impôts sur les revenus;

b) le remboursement de primes en capital et de primes d'emploi antérieurement obtenues en immunisation d'impôts n'est pas constitutif d'une dépense professionnelle au sens de l'article 44 du Code des impôts sur les revenus pour la période imposable au cours de laquelle il est effectué ou a acquis le caractère d'une dette certaine et liquide et été comptabilisé comme tel, mais pour le calcul des amortissements, plus-values et moins-values, il est ajouté, à partir de la période imposable susvisée, à la valeur d'investissement ou de revient des éléments d'actif auxquels ces primes se rapportent.

*Art. 31.* — La loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des Classes moyennes, modifiée par l'arrêté royal n° 31

du 5 juillet 1967, l'arrêté royal n° 73 du 10 novembre 1967, la loi du 5 mars 1976 portant réduction de la charge d'intérêt dans des cas particuliers, et la loi du 8 juillet 1977 fixant l'encours des engagements du Fonds de Garantie, est abrogée.

Les dispositions de ladite loi ainsi que les arrêtés d'application restent toutefois applicables aux affaires ayant fait l'objet de décisions antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le Fonds de Garantie créé sur base des dispositions de la loi du 24 mai 1959 est maintenu, tel que modifié par la présente loi.

*Art. 32.* — Le Roi peut maintenir en vigueur certaines dispositions réglementaires prises sur base de la loi abrogée et, le cas échéant, les adapter.

## CHAPITRE II. — Modification du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel

*Art. 33.* — L'article 2 du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte de ce statut, est complété par les dispositions suivantes :

« 5°. Prendre une participation minoritaire dans toutes les sociétés qui peuvent obtenir un crédit professionnel et/ou souscrire des obligations émises par elles. »

*Art. 34.* — Il est créé, au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel, un Fonds de participation pour les opérations prévues à l'article 2, 5°, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Le montant total des susdites participations et souscriptions ne pourra pas dépasser 100 millions de francs; ce montant pourra être augmenté par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, par tranches de 100 millions de francs chacune.

La gestion de ces opérations est assurée par un comité de gestion. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres fixera la composition et les pouvoirs de ce comité, les modalités de régionalisation, ainsi que les conditions et modalités selon lesquelles ces prises de participation et souscriptions pourront être réalisées. Cet arrêté royal déterminera également les modifications à apporter au statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Les coûts de fonctionnement de ce Fonds de participation sont supportés par ses moyens de fonctionnement.

*Art. 35.* — L'article 6 du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, est modifié comme suit :

Dans le premier alinéa de l'article 6 les mots « 700 millions » sont remplacés par « 2 milliards ».

Le 4° du même alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Par la souscription par l'Etat d'une somme de 1,9 milliard de francs, dont :

» a) 600 millions sont déjà libérés;

» b) 1,3 milliard sera libéré par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres au moyen de tranches de 100 millions de francs chacune. »

## CHAPITRE III. — Mesures favorisant l'emploi dans les petites et moyennes entreprises

*Art. 36.* — La diminution prévue par l'article 2 de la loi du 24 janvier 1977 portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi est étendue aux personnes qui, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont devenues employeurs soumis à ladite loi du 24 janvier 1977 en application de son article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

*Art. 37.* — Cette diminution est accordée pour les deux premiers travailleurs qui sont engagés en vertu d'un contrat de louage de travail à durée indéterminée conclu entre le 1<sup>er</sup> août 1978 et le 31 juillet 1979, qui remplissent les conditions fixées à l'article 3, alinéa 3, a) et b), de la loi précitée du 24 janvier 1977 et qui, au moment de l'entrée en service, n'ont pas atteint l'âge de 30 ans. Cette diminution est accordée pendant les quatre trimestres consécutifs qui suivent leur engagement.

*Art. 38.* — § 1<sup>er</sup>. Les employeurs assujettis à la loi précitée du 24 janvier 1977, occupant moins de cinquante travailleurs au 30 juin 1978, peuvent également prétendre à la réduction des cotisations prévue par et dans les mêmes conditions qu'à l'article 37 de la présente loi, pour deux travailleurs nouvellement engagés qui représentent une augmentation nette du nombre de travailleurs.

§ 2. Par augmentation nette du nombre de travailleurs, on entend le nombre de travailleurs qui dépasse le nombre de travailleurs occupés par l'employeur au cours du deuxième trimestre de 1977, à l'exclusion des apprentis agréés.

*Art. 39.* — En cas d'engagement, conformément au présent chapitre, de deux travailleurs occupés dans une entreprise ayant bénéficié de la diminution des charges sociales patronales pendant quatre trimestres pour ces deux travailleurs supplémentaires et si l'employeur diminue son personnel d'une ou de plusieurs unités moins de deux ans après l'entrée en service du second travailleur supplémentaire, cet employeur doit verser la ou les cotisations de sécurité sociale non payées pour les deux derniers trimestres.

Le Roi détermine la base sur laquelle ces cotisations sont calculées et fixe les modalités de paiement.

*Art. 40.* — Pour bénéficier des avantages du présent chapitre, l'employeur doit préciser dans sa déclaration trimestrielle à l'Office national de Sécurité sociale, l'identité exacte des travailleurs engagés conformément aux dispositions de l'article 37 de la présente loi.

*Art. 41.* — A l'article 46 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique les mots « avant le 1<sup>er</sup> juillet 1976 » sont remplacés par les mots « avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979 ».

*Art. 42.* — Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 26 à 3.000 francs l'employeur, son préposé ou mandataire, qui contrevient aux dispositions du présent chapitre. Toutes les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions au présent chapitre.

*Art. 43.* — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, proroger les dispositions de la loi précitée du 24 janvier 1977, et celles du présent chapitre, pour une durée de 6 mois au plus, de telle façon que ces dispositions cessent de sortir leurs effets à cette même date.

Il prend, le cas échéant, toutes les mesures en vue d'adapter les dates et les trimestres fixés par ces dispositions.

.....

## TITRE II. — DISPOSITIONS FISCALES

### CHAPITRE I — Aménagements fiscaux tendant à promouvoir les investissements privés

*Art. 49.* — § 1<sup>er</sup>. Dans le chef des sociétés, associations, établissements ou organismes déterminés aux articles 98, 100 et 102 du Code des impôts sur les revenus, qui sont constitués ou procèdent à des augmentations de leur capital pendant l'année 1979, les revenus distribués aux actions ou aux parts de capitaux investis représentatives d'apports en numéraire effectués pour la réalisation de ces opérations, sont exclus des bénéfices sociaux imposables à l'impôt des sociétés, aux conditions énoncées ci-après.

§ 2. L'immunité prévue au § 1<sup>er</sup> est acquise aux revenus distribués dans la mesure où ceux-ci n'excèdent pas annuellement 5 p.c. du capital qui a fait l'objet d'une libération en numéraire opérée pendant l'année 1979 et qui est représenté par des actions ou des parts de capitaux investis visées au § 1<sup>er</sup>, ce capital étant éventuellement augmenté des primes d'émission versées par les actionnaires ou associés et inscrites au bilan de la société.

L'immunité est applicable :

a) en ce qui concerne les sociétés qui procèdent à l'augmentation de leur capital plus de trois ans après leur constitution, pendant chacun des cinq premiers exercices sociaux suivant celui au cours duquel cette augmentation de capital a été réellement libérée;



b) en ce qui concerne les sociétés constituées pendant l'année 1979 ou les sociétés qui procèdent à l'augmentation de leur capital dans les trois ans suivant leur constitution pendant chacun des troisième à septième exercices sociaux suivant celui de leur constitution.

§ 3. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, ne sont pas considérées comme des actions ou des parts de capitaux investis représentatives d'apports en numéraire :

1<sup>o</sup> les titres représentatifs soit d'apports effectués à l'occasion de fusions, de scissions ou de transformations de sociétés, soit d'apports de branches d'activité ou d'universalités de biens;

2<sup>o</sup> les actions résultant de la conversion d'obligations convertibles émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979;

3<sup>o</sup> les parts de capitaux investis résultant de l'incorporation au capital, d'avances productives d'intérêt faites aux sociétés de personnes par les associés ou leur conjoint, ainsi que par leurs enfants lorsque les associés ou leur conjoint ont la jouissance légale des revenus de ceux-ci.

§ 4. Dans le chef des sociétés qui procèdent, après le 1<sup>er</sup> janvier 1979, à des réductions de capital social non motivées par l'apurement comptable de pertes reportées, les augmentations de capital auxquelles elles procèdent ultérieurement dans les conditions prévues au § 1<sup>er</sup> ne sont envisagées que dans la mesure où elles excèdent ces réductions de capital.

§ 5. Les sociétés qui bénéficient de l'immunité prévue par le présent article et qui procèdent, avant l'expiration de la période quinquennale prévue au § 2 à des réductions de capital non motivées par l'apurement comptable de pertes reportées, perdent le bénéfice des dispositions des §§ 1<sup>er</sup> et 2, à raison de la quotité du capital réellement libéré qui est annulée par ces réductions de capital, et ce, à partir de l'exercice social au cours duquel le capital est réduit.

§ 6. Quand des sociétés, qui ont été constituées ou qui ont procédé à des augmentations de capital dans les conditions prévues au § 1<sup>er</sup>, sont fusionnées, scindées ou transformées dans les conditions prévues à l'article 124, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Code des impôts sur les revenus, les dispositions du présent article restent applicables aux sociétés absorbantes ou nées de la fusion, de la scission ou de la transformation comme si la fusion, scission ou transformation n'avait pas eu lieu.

En cas de scission, ces dispositions sont applicables à chacune des sociétés absorbantes ou nées, de la scission proportionnellement à la valeur nette des apports effectués par la société scindée à chacune d'elles.

*Art. 50.* — § 1<sup>er</sup> Les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques sont immunisés de l'impôt des personnes physiques, de l'impôt des sociétés ou de l'impôt des non-résidents à concurrence d'un montant égal à 15 p.c. de la valeur des investissements complémentaires effectués en Belgique pendant chacune des années 1979 et 1980 ou, s'il s'agit de contribuables qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile, pendant chacun des exercices comptables clôturés au cours des années 1980 et 1981.

§ 2. L'immunité s'applique aux bénéfices de la période imposable pendant laquelle les investissements complémentaires sont effectués.

En cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices d'une de ces périodes, l'immunité non accordée pour cette période est reportée successivement sur les bénéfices des cinq périodes imposables suivantes.

§ 3. La valeur des investissements complémentaires effectués au cours de chacune des périodes visées au § 1<sup>er</sup> est égale à la différence entre :

1. d'une part, la valeur amortissable des biens corporels ou incorporels visés à l'article 45, 4<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus, acquis ou constitués pendant chacune de ces périodes;

2. d'autre part, le tiers de la valeur amortissable des biens de même nature acquis ou constitués pendant les années 1974 à 1976 ou, s'il s'agit de contribuables qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile, pendant les trois derniers exercices comptables clos avant le 31 décembre 1977.

§ 4. Pour la détermination des deux termes de la différence visée au § 3, les investissements à envisager ne comprennent pas :

1. les habitations ouvrières et les autres installations en faveur du personnel, visées à l'article 42 du Code des impôts sur les revenus;

2. les biens pour lesquels le contribuable a demandé ou demande le bénéfice des dispositions de l'article 2 de la loi du 29 novembre 1977 apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de promouvoir les investissements privés ou de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 décembre 1977 qui a prorogé les délais d'application des mesures prévues par cette loi;

3. les voitures et voitures mixtes tels que ces véhicules sont définis par la réglementation relative à l'immatriculation des véhicules automoteurs, sauf s'il s'agit de voitures qui sont affectées exclusivement à un service de taxis ou à la location avec chauffeur et qui sont exemptées à ce titre de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

§ 5. Pour la détermination du premier terme de la différence visée au § 3, la valeur des biens, autres que ceux dont question au § 4, ayant fait l'objet d'un contrat de location-financement conclu avec une entreprise visée au § 10, 3<sup>o</sup>, est ajoutée à la valeur amortissable des biens acquis ou constitués par le preneur.

Par valeur d'un bien faisant l'objet d'un contrat de location-financement, il faut entendre la valeur devenue amortissable dans le chef du donneur pendant chacune des périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 6. La différence déterminée conformément au § 3, n'est retenue qu'à concurrence de 40 p.c. de la valeur amortissable des investissements visés au 1<sup>o</sup> dudit § 3.

Pour les exploitations dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas le montant fixé en exécution de l'article 5 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, la limite prévue par l'alinéa qui précède peut, à leur demande, être fixée à 3 millions de francs lorsqu'elles ont commencé leur activité professionnelle avant le 1<sup>er</sup> juillet 1978 et qu'elles l'exercent sans interruption et sans modification de leur forme juridique jusqu'à la fin de chacune des périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 7. Dans la mesure où des investissements visés au § 3, 1<sup>o</sup>, sont affectés à la recherche scientifique, la valeur des investissements complémentaires qui s'y rapporte, déterminée par application de la règle proportionnelle, est majorée de 50 p.c. pour le calcul du montant immunisé.

§ 8. Dans les cas visés à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus, la valeur des investissements complémentaires est déterminée comme s'il n'y avait pas eu changement d'exploitant.

Dans les cas visés à l'article 24 du même Code, la valeur des investissements complémentaires à envisager dans le chef des sociétés absorbantes ou nées de la fusion, de la scission ou de la transformation, est déterminée comme si la fusion, scission ou transformation n'avait pas eu lieu.

Dans les cas non visés auxdits articles 40, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 124, les biens acquis par voie d'apport en société, de succession ou de donation ou à l'occasion de la dissolution d'une société sans qu'il y ait partage de l'avoir social, n'entrent pas en compte pour la détermination de la valeur des investissements complémentaires effectués par le contribuable qui a ainsi acquis ces biens.

§ 9. Dans les cas visés aux articles 40, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 124 du Code des impôts sur les revenus, l'immunité qui n'a pu être accordée au contribuable qui a effectué les investissements complémentaires est reportée dans le chef du nouveau contribuable.

§ 10. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables :

1<sup>o</sup> aux établissements financiers et aux entreprises y assimilées, visés à l'article 87, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, tel que le texte en est établi au moment de l'entrée en vigueur du présent article;

2<sup>o</sup> aux contribuables dont l'activité professionnelle porte à la fois sur l'achat ou la construction et sur la vente ou la location d'immeubles;

3° aux entreprises de leasing agréées au sens de l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967, organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, ainsi qu'aux entreprises pratiquant la location-financement d'immeubles au sens de l'article 18, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

4° aux contribuables imposés selon des bases forfaitaires de taxation pour la fixation desquelles des amortissements forfaitaires sont retenues;

5° aux contribuables, autres que ceux qui sont visés par l'article 5 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, qui ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par cette loi et par les arrêtés qui en règlent l'application.

§ 11. Toute modification apportée à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1978 à la date de clôture de la comptabilité reste sans incidence sur la détermination des investissements effectués pendant chacune des périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 12. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, les dispositions du Code des impôts sur les revenus qui concernent les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles sont applicables à l'immunité prévue par le présent article.

Le Roi détermine :

1° ce qu'il y a lieu d'entendre, pour l'application du § 7, par investissements affectés à la recherche scientifique;

2° les modalités selon lesquelles s'opère la déduction du montant immunisé en vertu du présent article.

.....

#### TITRE IV. — REFORME DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT ET DES SOCIÉTÉS RÉGIONALES D'INVESTISSEMENT AGRÉÉES

Art. 98. — § 1<sup>er</sup>. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'article 2 introduit dans la loi du 2 avril 1962 par l'article 2 de la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La Société nationale d'Investissement a pour objet d'une part de favoriser, dans l'intérêt de l'économie belge, et compte tenu de la politique industrielle de l'Etat, la création, la réorganisation, ou l'extension d'entreprises privées ayant la forme de sociétés de capitaux ou de sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération. »

§ 2. Le paragraphe 2 de l'article 2 introduit dans la loi du 2 avril 1962 par l'article 2 de la loi du 30 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. D'autre part, la Société nationale d'Investissement et également ses filiales spécialisées, existantes ou à créer

» 1. en matière de restructuration et assistance à la gestion d'entreprises,

» 2. en matière d'énergie,

» 3. en matière d'investissement international,

» 4. ainsi qu'en chaque matière, sur proposition de la Société nationale d'Investissement et après approbation par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres,

et les filiales spécialisées créées en application du paragraphe 3 ci-après, ont pour objet de promouvoir l'initiative économique publique. Elles peuvent, à cette fin, procéder ou participer à la création d'entreprises sous forme de sociétés commerciales ou à forme commerciale, prendre des participations et intérêts dans de telles entreprises et participer à leur gestion.

» En vue de la réalisation de cet objet, la Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées peuvent, par voie d'apports, de cessions de participations, de fusions, de scissions ou autrement, prendre tous intérêts dans des associations, syndicats et sociétés et faire toutes opérations financières et immobilières, engager toutes entreprises et faire toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou de nature à en favoriser la réalisation. Elles peuvent notamment acheter, vendre, louer et gérer tous biens immobiliers et mobiliers. »

§ 3. Le paragraphe 3 de l'article 2 introduit dans la loi du 2 avril 1962 par l'article 2 de la loi du 30 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées ont en outre pour objet de contribuer à la mise en œuvre de la politique industrielle de l'Etat.

» Elles sont tenues d'accomplir toutes missions qui leur sont confiées par des lois spéciales ou par des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres.

» L'Etat procure à la Société nationale d'Investissement et à ses filiales spécialisées les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ces missions et à la couverture des charges qui en découlent pour elles. Les opérations exécutées par la Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées en application de ces missions sont présentées de façon distincte dans leurs comptes.

» En vue de la réalisation de cet objet la Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées disposent des techniques financières mentionnées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article. »

§ 4. Le paragraphe 4 de l'article 2 introduit dans la loi du 2 avril 1962 par l'article 2 de la loi du 30 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. La Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées participent activement à la gestion industrielle, financière et commerciale des entreprises à la création desquelles elles ont procédé ou dans lesquelles elles ont des intérêts en vertu des §§ 2 et 3 du présent article.

» Quant aux opérations et interventions décidées en vertu du § 1<sup>er</sup>, le principe de la gestion active et de la représentation sera appliqué conformément aux conventions que les parties concernées conclueront à cet égard. »

§ 5. L'article 2bis introduit dans la loi du 2 avril 1962 par l'article 3 de la loi du 30 mars 1976 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2bis. — Les décisions de réalisation des missions de la Société nationale d'Investissement et de ses filiales spécialisées sont prises par les Conseils d'Administration respectifs. Lorsqu'il s'agit des missions prévues à l'article 2, § 1 ou § 2, ces décisions indiquent si elles sont prises en application de l'un ou de l'autre des paragraphes précités. Lorsqu'il s'agit de missions prévues à l'article 2, § 3, les Conseils d'Administration sont uniquement chargés de l'exécution ou de la mise en œuvre des lois spéciales ou des décisions ministérielles. »

Art. 99. — § 1<sup>er</sup>. L'article 2ter introduit dans la loi du 2 avril 1962 par l'article 3 de la loi du 30 mars 1976, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2ter. — Les filiales spécialisées de la Société nationale d'Investissement jouiront d'une large autonomie de gestion par rapport à la Société nationale d'Investissement. Celle-ci veillera cependant à sauvegarder une unité dans la politique générale à suivre par elle-même et ses filiales spécialisées. A cet effet, une concertation permanente est établie entre la Société nationale d'Investissement et les filiales spécialisées dont elle est le seul actionnaire, comme il est dit au § 4 de l'article 3bis.

» Les filiales spécialisées de la Société nationale d'Investissement seront constituées dans la forme des sociétés anonymes. Pour tout ce qui n'est pas explicitement réglé par ou en vertu de la présente loi, les prescriptions relatives aux sociétés commerciales sont applicables aux filiales spécialisées existantes ou à créer, dont les actes sont réputés commerciaux.

» Les statuts, la composition du Conseil d'administration, les pouvoirs des Commissaires du Gouvernement et le cas échéant, la composition et les compétences du Comité de Direction, de la filiale de la Société nationale d'Investissement spécialisée en matière de restructuration et assistance à la gestion d'entreprises et en matière d'énergie, ainsi que des filiales spécialisées créées en application du § 3 de l'article 2, font l'objet d'une décision des Ministres et Secrétaires d'Etat concernés.

» Les frais de fonctionnement de la filiale spécialisée en matière de restructuration et assistance à la gestion d'entreprises font l'objet d'un budget établi annuellement. Les modalités de financement des frais fixes et des frais variables, ainsi que les préfinancements qui pourraient être requis, seront définis dans un protocole établi entre la filiale et les Ministres et Secrétaires d'Etat concernés.

» En ce qui concerne les filiales spécialisées autres que celles dont il est question dans le précédent alinéa, la totalité ou une quote-part des frais de fonctionnement pourra être mise

à charge des budgets respectifs des Départements ministériels concernés après décision des Ministres des Finances et des Affaires économiques délibérée en Conseil des Ministres ou dans un comité fondé en son sein. S'il s'agit d'une quote-part, celle-ci couvrira les coûts afférents au renforcement du personnel à recruter sous contrat d'emploi qui pourrait s'avérer nécessaire, ainsi que les mises de fonds requises pour le financement des opérations faites en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 2. »

§ 2. Un article 2<sup>quater</sup>, rédigé comme suit est introduit dans la loi du 2 avril 1962 précitée :

« Article 2<sup>quater</sup>. — En vertu de l'association effective de la Société nationale d'Investissement, de ses filiales spécialisées, des sociétés régionales d'investissement visées à l'article 4, de l'Office de promotion industrielle et de la Société nationale de Crédit à l'Industrie à la politique industrielle de l'Etat et afin de promouvoir l'esprit de coopération entre ces sociétés et institutions un Conseil de Coordination est créé.

» Ce Conseil pourra délibérer sur toutes les interventions et opérations projetées par ces sociétés et institutions dans le cadre du § 2 ou du § 3 de l'article 2.

» Ce Conseil examinera les rapports de ces interventions et opérations avec la politique industrielle de l'Etat.

» Ce Conseil de Coordination se réunira au moins une fois tous les mois et devra comprendre des gestionnaires responsables spécialement mandatés pour participer audit Conseil de Coordination par les organes de gestion et de direction de la Société nationale d'Investissement, de ses filiales spécialisées, des sociétés régionales d'investissement, de l'Office de promotion industrielle et de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, ainsi que des représentants des Ministres des Finances, des Affaires économiques et des Ministres ou Secrétaires d'Etat ayant l'économie régionale dans leurs attributions.

» Des représentants d'autres Ministres concernés pourront être présents sur invitation. Le Conseil de Coordination sera présidé par le représentant du Ministre des Affaires économiques et établira son propre règlement concernant les modalités de ses délibérations.

» Le Conseil de Coordination approuve à l'attention de ses membres dans les deux ans suivant la mise en vigueur de la loi qui introduit la présente disposition, un code de directives de politique générale. Ce code fera l'objet de révisions annuelles. »

§ 3. Un article 2<sup>quinquies</sup>, rédigé comme suit est introduit dans la loi du 2 avril 1962 précitée :

« Article 2<sup>quinquies</sup>. — Dans tous les cas d'intervention de la Société nationale d'Investissement et de ses filiales spécialisées quel que soit le paragraphe en cause de l'article 2, un double objectif sera poursuivi par les personnes en charge de la surveillance et de la gestion desdites interventions :

» a) l'intérêt de l'économie belge par la mise en œuvre du Plan et l'application de la politique industrielle de l'Etat d'une part, et

» b) l'application des règles de bonne gestion industrielle, financière et commerciale ainsi que l'obtention d'une rentabilité normale d'autre part. »

Art. 100. — A. Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 3 de la loi du 2 avril 1962, tel que modifié par l'article 4, 1<sup>o</sup>, et 2<sup>o</sup> de la loi du 30 mars 1976 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La Société nationale d'Investissement et toutes ses filiales spécialisées existantes ou à créer peuvent émettre des obligations d'une durée minimum de cinq ans et contracter des emprunts. Hormis la Société Belge d'Investissement International, ces émissions et emprunts sont subordonnés à l'autorisation du Ministre des Finances, qui en approuve les conditions. Hormis la Société Belge d'Investissement International le montant de ces émissions et emprunts ne peut dépasser le montant du capital et des réserves, sauf dérogation autorisée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres ».

B. Le § 2, 1<sup>er</sup> alinéa, de l'article 3 de la loi du 2 avril 1962, modifié par l'article 4, 3<sup>o</sup>, de la loi du 30 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi est autorisé à accorder la garantie de l'Etat envers les tiers aux conditions qu'il détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la Société nationale d'Investissement ou par ses filiales spécialisées et aux emprunts à contracter par ces sociétés.

» Dans le cas où le produit des opérations ne permettrait pas le remboursement des obligations ou emprunts ainsi que le remboursement intégral des paiements y afférents, l'Etat fournit à la Société nationale d'Investissement ou ses filiales spécialisées les sommes nécessaires pour parfaire la différence. »

C. L'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 2 avril 1962, modifié par l'article 4. 4<sup>o</sup> de la loi du 30 mars 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Les décaissements que l'Etat serait obligé de faire en vertu de sa garantie lui seront remboursés en principal, majorés des intérêts au même taux que celui des obligations et emprunts garantis. Les remboursements dus par la Société nationale d'Investissement ou ses filiales spécialisées seront faits par voie de prélèvement sur le bénéfice net de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs. »

Art. 101. — L'article 3quinquies de la loi du 2 avril 1962, introduit par l'article 5 de la loi du 30 mars 1976, est abrogé.

Art. 102. — A. L'article 3sexies de la loi du 2 avril 1962 introduit par l'article 5 de la loi du 30 mars 1976 est remplacé par le texte suivant :

« Article 3sexies. — § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 29, 1<sup>o</sup> et 35, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur les sociétés commerciales la Société nationale d'Investissement et chacune de ses filiales spécialisées peuvent lorsqu'elles agissent en vertu du § 2 ou du § 3 de l'article 2 constituer seule une société anonyme et souscrire en qualité de fondateur la totalité des actions de cette société.

» Elles peuvent, de même, dans les mêmes cas, par voie de souscription ou d'acquisition détenir la totalité des actions d'une société anonyme existante qui continuera à subsister, nonobstant l'article 104 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

» La Société nationale d'Investissement ou ses filiales spécialisées qui sont le seul actionnaire des sociétés visées aux deux alinéas précédents gardent le bénéfice de la séparation des patrimoines.

» § 2. Aussi longtemps que la Société nationale d'Investissement ou ses filiales spécialisées en sont le seul actionnaire :

» 1<sup>o</sup> les parts de la société seront nominatives;

» 2<sup>o</sup> les articles 57 à 59 et 69 des lois coordonnées relatifs au cautionnement des administrateurs et des commissaires ne seront pas d'application;

» 3<sup>o</sup> le conseil d'administration de la Société nationale d'Investissement ou des filiales spécialisées exercera les attributions de l'assemblée générale de la société; les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux quorums de présence et de vote des assemblées s'appliqueront aux délibérations du conseil en ces matières;

» 4<sup>o</sup> les convocations, documents et rapports qui en vertu des dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont destinés aux actionnaires en vue des délibérations d'assemblée générale seront, dans le délai fixé par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales pour leur envoi, leur communication ou leur dépôt, transmis aux Ministres des Finances et des Affaires Economiques et déposés aux greffes du tribunal de commerce du siège de la société, ils pourront être consultés par tout intéressé. Les résolutions de l'assemblée générale feront l'objet des mêmes transmissions et dépôts.

» § 3. Par dérogation aux articles 29, 1<sup>o</sup>, et 35, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la Société nationale d'Investissement et chacune de ses filiales spécialisées peuvent, lorsqu'elles agissent en vertu du § 2 ou 3 de l'article 2 créer une société anonyme avec une ou plusieurs autres personnes physiques ou morales de droit privé ou public. »

B. L'article 3octies de la loi du 2 avril 1962 introduit par l'article 5 de la loi du 30 mars 1976 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article 3octies. — § 1<sup>er</sup>. L'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est pas applicable au droit de vote attaché aux actions représentatives du capital détenues par la Société nationale d'Investissement et par les filiales spécialisées, en vertu de l'article 2, § 2 ou § 3.

» § 2. Les sociétés dans le capital ou le fonds social desquelles la Société nationale d'Investissement et les filiales spécialisées détiennent en vertu de l'article 2, § 2 ou § 3, une participation de 100 millions au moins sont tenues d'avoir un commissaire-réviseur au moins, dont la désignation et les fonctions sont soumises aux articles 64*bis* et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. »

*Art. 103.* — A. Le chapitre II, ainsi que son intitulé, concernant « Les sociétés régionales d'investissement agréées » de la loi du 2 avril 1962 sont abrogés.

B. Dans cette même loi est inséré un nouvel article 4, rédigé comme suit :

« *Article 4.* — § 1<sup>er</sup>. Les comités ministériels des affaires régionales créent, afin d'assurer la mise en œuvre de projets industriels, une société régionale d'investissement par région.

» Pour la définition de la notion de région, il est référé à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107*quater* de la Constitution, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 19 juillet 1977.

» Les sociétés régionales d'investissement poursuivent sur le plan régional le même objet social que la Société nationale d'Investissement.

» § 2. Les sociétés régionales d'investissement sont des sociétés d'intérêt public, constituées sous la forme des sociétés anonymes.

» Les parts des sociétés régionales d'investissement sont nominatives.

» Les articles 57 à 59, ainsi que l'article 69 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatifs au cautionnement des administrateurs et des commissaires, ne sont pas d'application.

» Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux quorums de présence et de vote des assemblées s'appliqueront aux sociétés régionales d'investissement susmentionnées à l'exception de l'article 76 desdites lois coordonnées.

» Pour tout ce qui n'est pas explicitement réglé par ou en vertu de la présente loi, les prescriptions relatives aux sociétés commerciales sont applicables aux sociétés régionales d'investissement dont les actes sont réputés commerciaux.

» § 3. Les comités ministériels des affaires régionales décideront quels organes et/ou personnes feront partie de l'assemblée générale des actionnaires des sociétés régionales d'investissement.

» Les statuts, les modifications aux statuts, le mode de composition des conseils d'administration respectifs qui, à l'exclusion de toutes autres personnes, doivent être composés de représentants du secteur public, seront approuvés par arrêté royal délibéré en Comité ministériel des Affaires régionales; les incompatibilités seront approuvées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

» Les personnes chargées de la gestion journalière et de la direction des sociétés régionales d'investissement précitées seront sélectionnées, à l'exclusion de tout autre critère, sur base de leur compétence.

» § 4. Le capital des sociétés régionales d'investissement précitées est à charge des budgets régionaux respectifs.

» § 5. Les dispositions suivantes concernant la Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées sont également d'application aux sociétés régionales d'investissement précitées :

— l'article 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2, en ce qui concerne les missions qui y sont visées;

— l'article 2, § 3, étant entendu que les missions dont il est question dans cette disposition, seront confiées aux sociétés régionales d'investissement par des lois spéciales ou par le Ministre ou les Secrétaires d'Etat compétents, sur décision du Comité ministériel des Affaires régionales;

— l'article 2, §§ 4 et 5;

— l'article 2*bis*;

— l'article 2*quinquies*;

— l'article 3;

— l'article 3*sexies*, 3*septies* et 3*octies*;

— l'article 11;

— l'article 14 de la loi du 30 mars 1976.»

C. Dans l'intitulé de la loi du 2 avril 1962 le mot « agréées » est abrogé.

Les intitulés des chapitres III et IV de la loi du 2 avril 1962 sont abrogés.

A l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 avril 1962, remplacé par l'article 2 de l'arrêté royal n° 21 du 23 mai 1967, tel que modifié par l'article 34 de la loi du 30 décembre 1970 et par l'article 6 de la loi du 30 mars 1976, le mot « agréée » est abrogé.

A l'article 9 de la loi du 2 avril 1962, tel que complété par l'article 8 de la loi du 30 mars 1976, le mot « agréées » est abrogé.

A l'article 10 de la loi du 2 avril 1962, version française, le mot « agréées » est abrogé.

A l'article 12 de la loi du 2 avril 1962 qui modifie l'article 34 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, le mot « agréées » est abrogé.

A l'article 14 de la loi du 2 avril 1962, tel que modifié par l'article 11 de la loi du 30 mars 1976, le mot « agréées » est abrogé.

A l'article 16 de la loi du 2 avril 1962 qui modifie l'article 161 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939, le mot « agréées » est abrogé.

A l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 avril 1962 le mot « agréées » est abrogé.

A l'article 19 de la loi du 2 avril 1962, le mot « agréées » est abrogé.

*Art. 104.* — A l'article 8, troisième alinéa de la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, les mots :

« — d'étudier les possibilités de mettre en œuvre certains projets sélectionnés à proposer au secteur privé ou à réaliser, s'il y a lieu en association avec celui-ci; par de nouvelles sociétés à constituer par la Société nationale d'Investissement ou par une Société de Développement régional. »

sont remplacés par :

« — d'étudier les possibilités de mettre en œuvre certains projets sélectionnés à proposer, en vue de leur réalisation soit au secteur public, soit au secteur privé ou à tous les deux. »

*Art. 105.* — L'article 8 de la loi du 2 avril 1962 précité, modifié par la loi du 14 avril 1965, l'arrêté royal n° 21 du 23 mai 1967, la loi du 30 décembre 1970 et la loi du 30 mars 1976, est abrogé.

*Art. 106.* — L'article 11 de la loi du 2 avril 1962, modifié par la loi du 14 avril 1965 ainsi que par la loi du 30 décembre 1970 et abrogé par l'article 9 de la loi du 30 mars 1976 est rétabli dans la rédaction suivante :

« *Article 11.* — § 1<sup>er</sup>. La Société nationale d'Investissement ainsi que ses filiales spécialisées pourront bénéficier d'une garantie de l'Etat portant sur les risques inhérents à la création ou au lancement d'une activité nouvelle industrielle, commerciale ou financière, lorsque ces risques découlent de la création d'une nouvelle entreprise ou de la reconversion, la restructuration, la diversification ou l'expansion d'une entreprise existante.

» § 2. Les opérations pouvant bénéficier de la garantie de l'Etat dont question au précédent paragraphe doivent être faites en vertu du paragraphe 2 ou 3 de l'article 2 et doivent en outre comporter des risques importants aux plans technologique, commercial ou financier.

» § 3. Les Ministres des Finances et des Affaires économiques décideront cas par cas de l'étendue et des modalités de la garantie de l'Etat dont question au premier paragraphe du présent article. Toutefois, cette garantie, qui est en tout cas limitée au principal, ne pourra excéder 80 p.c. du montant du risque à couvrir et les dépenses qui en découlent seront imputées selon le cas, soit au budget national, soit aux budgets régionaux. Une convention sera établie dans chaque cas entre les deux Ministres précités et les sociétés en question. »

*Art. 107.* — L'article 15 rétabli dans la loi du 2 avril 1962 par l'article 12 de la loi du 30 mars 1976 est remplacé par les dispositions suivantes :



« Article 15. — § 1<sup>er</sup>. L'Office de Promotion industrielle créé par l'article 8 de la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, poursuit ses missions telles qu'elles sont définies au troisième alinéa de la même disposition.

» Le Gouvernement veillera en outre à une participation active de l'Office de Promotion industrielle dans l'élaboration de la politique industrielle de l'Etat et chargera l'Office d'études à caractère technologique.

» § 2. La Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées feront appel par priorité à l'Office de Promotion industrielle pour toutes les études à caractère industriel et technique que ces sociétés décident de faire effectuer dans le contexte de leurs interventions sur le plan financier et de gestion en vertu des §§ 1<sup>er</sup>, 2 ou 3 de l'article 2.

» L'Office de Promotion industrielle pourra recourir dans l'exécution de ses missions à des tiers du secteur privé ou public, choisis en raison de leur compétence particulière.

» § 3. Conjointement à la représentation de la Société nationale d'Investissement au sein des organes de gestion de tous les bureaux d'études et de quelque nature qu'ils soient, où la Société nationale d'Investissement a accès de par sa participation financière, une représentation de l'Office de Promotion industrielle pourra être prévue dans chaque cas.

» La Société nationale d'Investissement informera en temps utile l'Office de Promotion industrielle et les organes de gestion concernés de cette double représentation. »

*Art. 108.* — L'article 13 de la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique, est abrogé.

*Art. 109.* — Les articles 14 et 15 de la loi du 30 mars 1976 précitée sont remplacés par un article 14, rédigé comme suit :

« Article 14. — Lorsque la Société nationale d'Investissement et ses filiales spécialisées font des interventions en vertu du § 3 de l'article 2 de la loi du 2 avril 1962, la désignation de leurs représentants au sein des entreprises qui ont fait l'objet des interventions doit être agréée par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques.

» Lorsque cette représentation sera assurée par des agents sous contrat d'emploi avec les sociétés précitées chargées de la gestion des interventions financières susmentionnées, ces agents seront sélectionnés sur base de leur compétence à l'exclusion de tout autre critère; il en sera de même du personnel que l'Office de Promotion industrielle est autorisé à recruter sous contrat d'emploi.

» Les représentants de la Société nationale d'Investissement et des filiales spécialisées ne peuvent être membre des Chambres législatives ni avoir la qualité de Ministre ou de Secrétaire d'Etat, de député permanent, de membre du collège d'une agglomération de communes, de bourgmestre, d'échevin ou de président d'un Centre public d'Aide sociale d'une commune de plus de 30.000 habitants. Cette interdiction subsiste pendant l'année qui suit l'expiration des fonctions ou mandats des intéressés.

» Sauf pour les Ministres ou Secrétaires d'Etat, cette interdiction pourra exceptionnellement être levée par un arrêté ministériel délibéré en Conseil des Ministres. »

*Art. 110.* — A. L'article 3bis de la loi du 2 avril 1962 introduit par l'article 5 de la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique, est remplacé par les dispositions suivantes :

» Article 3bis. — § 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'administration de la société dont les pouvoirs et compétences sont réglés au § 2, compte 25 membres et est composé de la façon suivante :

» Le président et les deux vice-présidents sont nommés et révoqués par arrêté royal contresigné par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques. L'assemblée générale élit les vingt-deux autres membres dont :

» 1<sup>o</sup> six membres sur une liste double de candidats, présentés conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques après délibération du Conseil des Ministres et présentés par les institutions financières d'intérêt public que ces Ministres désignent, dans la proportion du capital souscrit respectivement par l'Etat et par ces institutions;

» 2<sup>o</sup> six membres sur six listes doubles de candidats, présentés respectivement par les Comités ministériels des Affaires régionales de chaque région, de sorte que deux représentants de chaque région, dont au moins un administrateur de la société régionale d'investissement de cette région, soient élus;

» 3<sup>o</sup> cinq membres sur une liste double de candidats présentés, en raison de leur compétence dans les problèmes de gestion des entreprises, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques;

» 4<sup>o</sup> cinq membres sur une liste double de candidats présentés en raison de leur compétence dans les problèmes du travail, conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques.

» Le président excepté, le conseil d'administration comprend un nombre égal de membres d'expression française ou d'expression allemande, d'une part, et de membres d'expression néerlandaise, d'autre part. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement ou d'absence du président, le vice-président qui le remplace a voix prépondérante.

» Sauf disposition contraire dans les statuts, le conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un des membres sont présents.

» § 2. Le conseil d'administration est chargé d'une part de déterminer la politique générale de la société, et d'autre part, d'exercer un contrôle effectif sur la politique suivie par le comité de direction dont il est question au § 3 du présent article. A cette fin, le comité de direction lui fait rapport à des intervalles réguliers. A tout moment, le conseil d'administration peut demander au comité de direction un rapport spécial sur les affaires de la société ou sur certaines de ces affaires.

» Le conseil d'administration ou deux de ses membres qui agissent conjointement, ont le droit d'obtenir auprès du comité de direction tous les renseignements et documents utiles et de procéder à toutes les vérifications nécessaires.

» Chaque membre du conseil d'administration peut prendre connaissance de tous les rapports, documents et renseignements donnés par le comité de direction au conseil d'administration.

» La direction effective de la société relève de la compétence exclusive du comité de direction. Celui-ci assume cette direction dans le cadre de la politique générale déterminée par le conseil d'administration.

» A cette fin, le conseil d'administration délègue audit comité de direction dans leur totalité les pouvoirs que lui confère l'article 54, alinéa 1 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

» Ce transfert n'a pas trait à la détermination de la politique générale ni aux actes que les autres dispositions des mêmes lois coordonnées réservent au conseil d'administration.

» § 3. La direction effective de la société est assumée par un comité de direction qui compte onze membres.

» Le président est nommé et révoqué par arrêté royal contresigné par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques, après délibération en Conseil des Ministres.

» Le conseil d'administration élit les dix autres membres, dont :

» 4 membres désignés en son sein, dont trois sont désignés en conformité du deuxième alinéa du § 5;

» 3 membres sur une liste double de candidats présentés par le Ministre des Finances;

» 3 membres sur une liste double de candidats présentés par le Ministre des Affaires économiques.

» Ces candidats sont présentés par les Ministres concernés en raison de leur expérience acquise à la direction d'entreprises industrielles ou de groupes d'entreprises, dans la recherche scientifique industrielle ou dans le financement d'entreprises industrielles ou de groupes d'entreprises.

» Des 6 membres que le conseil d'administration élit sur ces listes doubles, 4 exercent des fonctions réelles et permanentes dans la société.

» Le président excepté, le comité de direction comprend un nombre égal de membres d'expression française ou d'expression allemande, d'une part et de membres d'expression néerlandaise, d'autre part.

» L'article 3<sup>ter</sup> est applicable aux membres du Comité de Direction.

» Le président et les autres membres du comité de direction ne peuvent être administrateurs, directeurs, gérants, fondés de pouvoir ou autres préposés de n'importe quelle entreprise privée belge ou étrangère ou groupe d'entreprises privées.

» Le Roi peut par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, dans des cas individuels, sur proposition conjointe des Ministres des Finances et des Affaires économiques, accorder des dérogations à l'interdiction susvisée, sous les conditions qu'Il détermine.

» Cette interdiction ne s'applique pas aux filiales spécialisées de la Société nationale d'Investissement, aux entreprises ou groupes d'entreprises dans lesquels la Société nationale d'Investissement ou ses filiales spécialisées ont pris une participation en vertu des §§ 1, 2 ou 3 de l'article 2, pour autant que les personnes concernées agissent dans ces entreprises en tant que représentants de la Société nationale d'Investissement ou de ses filiales spécialisées par application de l'article 2, § 4.

» Les membres du comité de direction sont élus pour une période de 6 ans. Ils sont rééligibles. Ils peuvent à tout moment être révoqués par le conseil d'administration.

» En cas de vacance d'une place dans le comité de direction, il y est pourvu lors de la prochaine réunion du conseil d'administration en respectant les règles énoncées au présent article. Le membre élu de la sorte parachève le mandat de son prédécesseur.

» Les membres du comité de direction forment un collège qui délibère suivant le mode établi par les statuts et, à défaut de dispositions à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes. Le comité de direction peut distribuer les tâches de gestion entre ses membres; cette distribution n'affecte en rien la responsabilité collégiale qui est réglée comme celle des administrateurs.

» § 4. Les membres du comité de direction désignent un nombre adéquat de délégués chargés respectivement des relations avec chacune des filiales spécialisées dont la Société nationale d'Investissement est le seul actionnaire. Ces délégués seront convoqués à toutes les séances des conseils d'administration, des comités de direction, ou d'autres conseils de gestion organisés par les filiales.

» Ils y auront voix délibérative.

» Périodiquement, ils organisent pour chaque filiale une réunion technique au niveau de la direction et de la gestion journalière à laquelle ils assisteront et à propos de laquelle ils feront rapport au sein du comité de direction de la Société nationale d'Investissement.

» A intervalles réguliers, les conseils d'administration, les comités de direction et les éventuels conseils de gestion analogues dans la Société nationale d'Investissement et chacune de ses filiales spécialisées se réuniront conjointement. Ces réunions seront organisées séparément pour chacune des filiales spécialisées. Tous les administrateurs ou gestionnaires concernés de chacune des filiales y seront convoqués.

» § 5. Un membre du conseil d'administration et du comité de direction de la Société nationale d'Investissement siège d'office, avec voix délibérative, au conseil d'administration et à l'organe de direction de chacune des sociétés régionales d'investissement.

» Un membre du conseil d'administration de chacune des trois sociétés régionales d'investissement, qui est aussi administrateur de la Société nationale d'Investissement en vertu du § 1, 2<sup>o</sup>, siège d'office avec voix délibérative au comité de direction de la Société nationale d'Investissement.

» Un membre du Comité de direction de la Société nationale d'Investissement ainsi qu'un membre de l'organe de direction de chaque Société régionale d'Investissement siège d'office et avec voix consultative au sein du Comité permanent de l'Office de Promotion industrielle.

» § 6. Disposition transitoire.

» Le Conseil d'administration de la Société nationale d'Investissement convoque une assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le cent cinquantième jour au plus tard après l'entrée en vigueur de la loi qui introduit les présentes dispositions. Si ce jour est un

dimanche ou un jour férié, elle aura lieu le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission des administrateurs et nomme les membres du conseil d'administration conformément au paragraphe premier du présent article.

» Le Président du Conseil d'administration convoque le Conseil afin d'élire le comité de direction conformément au paragraphe 3 du présent article. Cette réunion aura lieu le quatorzième jour après l'assemblée générale extraordinaire visée au précédent alinéa. Si ce jour est un dimanche ou un jour férié, elle aura lieu le premier jour ouvrable qui suit. »

B. L'article 3<sup>quater</sup> de la loi du 2 avril 1962, introduit par l'article 5 de la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique est abrogé.

*Art. 111.* — Sans préjudice à l'article 17 de la loi du 30 mars 1976, et en conformité des modalités visées à son alinéa 2, l'Etat garantit la bonne fin d'une augmentation du capital de la Société nationale d'Investissement de 2 milliards de francs, en tranches de 1 milliard.

*Art. 112.* — « Un article 17bis, rédigé comme suit, est introduit dans le chapitre III de la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique :

« Article 17bis. — A l'article 1, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1937, l'arrêté royal n<sup>o</sup> 67 du 30 novembre 1939 et l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, il est ajouté :

« Cet alinéa est également applicable à la Société nationale d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement, en ce qui concerne les disponibilités qu'elles reçoivent de leurs filiales et sous les mêmes conditions que celles qui sont imposées aux entreprises financières citées à cet alinéa. »

*Art. 113.* — Le Gouvernement fait un rapport annuel au Parlement, sur les activités de la Société nationale d'Investissement et de toutes les filiales spécialisées mentionnées au § 2 de l'article 98 ou créées conformément au § 2 ou au § 3 de l'article 98.

*Art. 114.* — Les articles 20 et 23 de la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique sont abrogés.

*Art. 115.* — Les statuts de la Société nationale d'Investissement seront mis en concordance avec la présente loi dans les trois mois de son entrée en vigueur.

.....

## **Loi du 5 août 1978**

*de réformes économiques et budgétaires (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir aussi rubriques 2, 3, 5 et 11.)*

### **TITRE I. — REFORMES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

#### **CHAPITRE I. — Réformes dans le secteur de l'énergie**

##### *Section I. — Des comités de consultation et de contrôle*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue :

1<sup>o</sup> d'accorder la personnalité civile au Comité national de l'Energie, institué par l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant création d'un Comité national de l'Energie, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1977; le Comité national de l'Energie sera placé sous la tutelle du Ministre des Affaires économiques;

2<sup>o</sup> de compléter la mission du Comité national de l'Energie, de modifier sa composition ainsi que de déterminer ses modalités de fonctionnement;

3<sup>o</sup> de déterminer le cadre du personnel, le statut administratif et pécuniaire des membres et du personnel du Comité national de l'Energie et d'autoriser le Ministre des Affaires

économiques, dans l'optique d'une mise en activité immédiate de ce Comité, à prendre toutes les mesures nécessaires.

*Art. 2.* — Après négociations avec les groupes socio-économiques représentés au Comité de contrôle de l'Electricité et du Gaz existant, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes dispositions en vue :

1<sup>o</sup> de réformer l'actuel Comité de contrôle de l'Electricité et du Gaz, de lui accorder la personnalité civile et de le placer sous la tutelle du Ministre des Affaires économiques;

2<sup>o</sup> de déterminer la mission du Comité de contrôle, cité au 1<sup>o</sup>, ainsi que sa composition et ses modalités de fonctionnement. Cette mission doit permettre d'établir une politique d'électricité qui s'intègre dans une politique globale de l'énergie;

3<sup>o</sup> de déterminer le cadre du personnel, le statut administratif et pécuniaire des membres et du personnel ainsi que la prise en charge des frais de fonctionnement du Comité de contrôle, cité au 1<sup>o</sup>, par les entreprises soumises à son contrôle.

#### Section II. — *Réformes dans les secteurs de l'électricité et du gaz*

*Art. 3.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions :

§ 1. en vue d'assurer les possibilités du développement des entreprises du secteur public pur de production d'électricité et d'atteindre l'objectif d'une répartition plus équilibrée entre la production d'électricité du secteur public et celle du secteur privé, réserver chaque année aux entreprises du secteur public, et dans le programme national d'équipement des moyens de production et de grand transport d'énergie électrique, une part de capacité de production à créer.

Lorsque l'Etat participe au développement d'activités existantes ou à la création de nouvelles activités des entreprises du secteur public, sa participation se fera par la filiale de la Société nationale d'investissement spécialisée en matière d'énergie.

§ 2. en vue de soumettre le programme national d'équipement des moyens de production et de grand transport d'énergie électrique à l'approbation annuelle du Ministre des Affaires économiques après avis du Comité national de l'Energie.

Le Ministre des Affaires économiques est tenu de se prononcer sur le programme d'équipement dans les deux mois de la réception de l'avis.

§ 3. 1<sup>o</sup> en vue d'obliger les trois plus grandes sociétés de droit belge qui produisent de l'électricité dans leur propre entreprise et dans les entreprises sur lesquelles elles exercent un contrôle de droit ou de fait, et nonobstant les dispositions statutaires relatives à un droit de préférence en cas d'augmentation de capital et compte tenu du caractère d'intérêt public de la production, du transport et de la distribution du gaz et de l'électricité, à faire à la filiale de la Société nationale d'investissement spécialisée en matière d'énergie agissant pour le compte de l'Etat pour chaque augmentation du capital social effectuée au moyen d'apports nouveaux ou opérations similaires, une offre préférentielle de souscription pour un quart des nouveaux apports, aux mêmes conditions que celles offertes aux anciens actionnaires et de déterminer les modalités selon lesquelles l'Etat sera informé de cette offre.

Les trois plus grandes sociétés seront déterminées en fonction de la quantité de kilowattheures produits tant dans leurs propres entreprises que dans les entreprises sur lesquelles elles exercent un contrôle de droit ou de fait.

2<sup>o</sup> en vue de faire désigner par l'Etat, quelle que soit la part de la filiale de la Société nationale d'investissement spécialisée en matière d'énergie dans le capital social des sociétés visées au 1<sup>o</sup>, un ou plusieurs délégués au conseil d'administration et au sein des organes de gestion éventuels afin de défendre l'intérêt général.

Ces délégués disposent d'un droit de suspendre les décisions du conseil d'administration et des organes de gestion éventuels lorsqu'elles portent sur des matières de la compétence du Comité national de l'Energie. Ce droit de suspension sera limité dans le temps et exercé selon des modalités à définir.

3<sup>o</sup> en vue de faire nommer un délégué de l'Etat au sein du conseil d'administration et auprès des organes de direction de chaque société, créée ou à créer

par les sociétés visées au 1<sup>o</sup>, et ayant pour but la planification et la gestion du réseau électrique ainsi que l'édification ou l'exploitation des moyens de transport de l'énergie électrique, en ce compris la recherche. Ce délégué a un droit de suspension comme décrit au deuxième alinéa du 2<sup>o</sup>.

4<sup>o</sup> en vue de déterminer le délai dans lequel les statuts des sociétés, visées au 1<sup>o</sup>, devront être adaptés;

§ 4. 1<sup>o</sup> en vue, eu égard au caractère d'intérêt public de la société anonyme « Distrigaz » sise à 1040 Bruxelles, avenue des Arts, 31, immatriculée au registre du commerce de Bruxelles sous le n<sup>o</sup> 34.991, d'autoriser l'Etat à prendre une participation d'au moins 50 % dans le capital de cette société et de céder tout ou partie de cette participation à la Société nationale d'investissement ou à une de ses filiales;

2<sup>o</sup> en vue d'établir un avenant au protocole d'accord signé en date du 23 mars 1977 entre l'Etat belge et les principaux actionnaires de Distrigaz afin d'assurer la prépondérance du secteur public;

3<sup>o</sup> en vue d'autoriser l'Etat à octroyer à la société Distrigaz une concession exclusive pour le transport, le stockage et l'approvisionnement de gaz naturel en Belgique;

4<sup>o</sup> en vue de désigner un commissaire du Gouvernement qui, pour l'exercice de ses fonctions auprès de Distrigaz, dispose des pouvoirs énoncés aux articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 concernant le contrôle de certains organismes d'intérêt public;

§ 5. en vue de permettre la rationalisation du secteur de la distribution de gaz et d'électricité en s'inspirant des deux principes suivants :

a) accroissement de l'influence des pouvoirs communaux dans les entités de distribution;

b) homogénéité géographique de ces entités.

### Section III. — *Autres réformes dans le secteur de l'énergie*

Art. 4. — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue :

1<sup>o</sup> de faire gérer les activités du cycle des matières fissiles, en amont et en aval des centrales nucléaires, à l'exception des activités énoncées sous le 3<sup>o</sup> ci-après, par une société mixte au capital de laquelle les pouvoirs publics participeront pour 50 % au moins et dans laquelle ils disposeront d'une position prépondérante. Les activités du cycle des matières fissiles portent, d'une façon non limitative, sur l'approvisionnement en uranium, sur son enrichissement, le cas échéant sur la fabrication des matières fissiles à uranium faiblement enrichi, des matières fissiles à oxydes mixtes et des matières fissiles au plutonium, sur le retraitement des matières fissiles irradiées et sur le conditionnement des déchets résultant de cette opération; elles concernent des travaux effectués sous contrat à l'étranger et des travaux effectués en Belgique;

2<sup>o</sup> d'autoriser la société mixte dont question au 1<sup>o</sup> à acquérir les installations d'Eurochemic selon des modalités à déterminer ultérieurement;

3<sup>o</sup> de faire gérer, afin d'assurer une protection aussi efficace et durable que possible de la collectivité, le stockage des déchets conditionnés, le rejet des déchets, le transport des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies ou plutonifères, ainsi que le stockage du plutonium fissile à une concentration supérieure à 40 % par un organisme exclusivement public. Cet organisme assurera également la surveillance et le contrôle permanent de toutes les opérations portant sur des déchets radioactifs et sur le plutonium; en outre, il sera chargé d'effectuer le conditionnement des déchets radioactifs provenant d'installations nucléaires ne disposant pas d'équipement pour réaliser toutes ou certaines de ces opérations;

4<sup>o</sup> de mettre à charge des sociétés de production d'électricité le coût de toutes les opérations citées aux alinéas précédents, de même que celui des opérations de recherche scientifique appliquée qui sont directement liées à la production d'électricité.

Art. 5. — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue :

1° d'autoriser le Ministre des Affaires économiques à fixer la production annuelle en volume des sociétés exploitant les réserves charbonnières souterraines du sol belge notwithstanding les décisions éventuelles prises par ces sociétés;

2° de mettre à la disposition de la S.A. Kempense Steenkolenmijnen, sous forme d'apports au capital social, les montants destinés par l'Etat à couvrir les pertes d'exploitation;

3° d'adapter, après négociations, les statuts de la S.A. Kempense Steenkolenmijnen ainsi que les conventions passées entre l'Etat et cette société en respectant les principes énoncés aux alinéas précédents et en vue d'une représentation des pouvoirs publics dans les organes de gestion et de direction de cette société;

4° de désigner le directeur général de chaque société exploitant les réserves de charbon souterraines du sous-sol belge.

*Art. 6.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue :

1° de constituer un organisme public d'achat et de stockage de pétrole brut et de produits pétroliers;

2° de réglementer la constitution et le maintien des stocks obligatoires de ces produits afin de garantir leur livraison régulière en tous temps;

3° de déterminer les modalités de financement et les moyens de stockage qu'il peut mettre entièrement ou partiellement à charge des assujettis au stockage.

*Art. 7.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions utiles en vue d'étudier et d'organiser une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

*Art. 8.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue de soumettre pour examen tout projet de transport par canalisations des produits, autres que l'eau et le gaz naturel, dont la liste sera fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, à une Société nationale de transport par canalisations, créée ou à créer par la Société nationale d'investissement et dans laquelle les pouvoirs publics auront une participation majoritaire. Sur base de cet examen, cette Société peut décider soit d'exécuter elle-même le projet, soit d'en confier l'exécution à des tiers, avec ou sans sa collaboration directe, mais en restant concernée par sa gestion.

## CHAPITRE II. — Autres réformes économiques

### Section I. — *Dispositions diverses*

*Art. 9.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue :

1° d'accorder la personnalité civile au Secrétariat à la concertation sectorielle, créé par arrêté royal du 14 février 1976 portant organisation d'une politique sectorielle et placé sous la tutelle du Ministre des Affaires économiques;

2° de compléter et modifier la mission du Secrétariat cité au 1° de façon telle que le Secrétariat répondra de la politique de reconversion ainsi que du suivi de l'exécution de la nouvelle politique industrielle. Il pourra, en outre, développer toute initiative qu'il considérera comme utile à la réalisation de cette politique industrielle et présenter au Comité ministériel de coordination économique et sociale les propositions propres à assurer son exécution. Enfin, il peut remplir sa mission et déployer son activité dans tous les secteurs et sous-secteurs économiques;

3° de prévoir une procédure par laquelle le Gouvernement informera chaque année le Parlement des activités du Secrétariat cité au 1°;

4° de déterminer le cadre du personnel, le statut administratif et pécuniaire des membres et du personnel du Secrétariat cité au 1°, ainsi que les modalités de son fonctionnement. En outre le cadre du personnel tiendra compte d'une répartition équilibrée des diverses régions et sera soumis à l'avis préalable des Comités ministériels des Affaires régionales.

*Art. 10.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, apporter des modifications à la législation et réglementation existantes en vue d'informer par le biais du

chef d'entreprise, la délégation syndicale, à défaut du conseil d'entreprise, de toute forme d'aide reçue des pouvoirs publics par l'entreprise. Cette information portera sur la nature et l'étendue des aides reçues, les conditions dans lesquelles elles ont été accordées et l'affectation qui a été donnée à ces aides. Le chef d'entreprise informera, en outre, semestriellement la délégation syndicale de l'exécution du programme auquel l'aide se rapporte.

*Art. 11.* — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et après avis des Comités Ministériels des Affaires régionales, apporter des modifications aux articles 8, 13 et 15 de la loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique qui découlent des dispositions modifiant la loi du 2 avril 1962 relative à une Société nationale d'investissement et à des Sociétés régionales d'investissement agréées.

*Art. 12.* — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue de créer un Fonds de rénovation industrielle qui sera inscrit au Titre IV du budget du Ministère des Affaires économiques et de déterminer les modalités de fonctionnement, de financement et d'intervention de ce Fonds.

#### Section II. — *Dispositions comptables diverses*

*Art. 13.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue de mettre en concordance les normes relatives à la comptabilité et aux comptes annuels prévues par les différents statuts des organismes publics avec la loi du 17 juillet 1975 sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ainsi qu'avec ses arrêtés d'exécution.

*Art. 14.* — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, apporter des modifications à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, en vue d'une simplification des formalités administratives, de la solution de certains problèmes concrets d'application de cette loi, d'une rédaction plus adéquate de certains de ses articles, d'une réduction des sanctions pénales au cas où l'infraction a été commise sans intention frauduleuse, et de l'extension à l'ensemble des entreprises de la responsabilité civile en matière d'amende.

#### Section III. — *La sidérurgie*

*Art. 15.* — Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue :

1° de créer un Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie et de déterminer sa mission, sa composition, son secrétariat et ses modalités de fonctionnement;

2° d'autoriser l'Etat à souscrire et à acquérir des titres ou parts des sociétés sidérurgiques et de toutes sociétés apparentées aux sociétés sidérurgiques.

### CHAPITRE III. — **Réformes financières**

#### Section I. — *Organisation de la fonction bancaire dans le secteur public de crédit*

*Art. 16.* — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes mesures utiles en vue d'introduire dans le secteur public du crédit, la fonction bancaire dans son plein exercice.

Pour l'exercice de cette fonction bancaire, les mêmes conditions de concurrence que celles qui existent pour les banques privées sont d'application.

#### Section II. — *Réviseurs de banque*

*Art. 17.* — Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les dispositions en vue d'organiser le régime de réviseurs agréés par la Commission Bancaire auprès des banques et des autres établissements de crédit, et de fixer les pouvoirs de la Commission Bancaire en la matière, notamment en ce qui concerne la désignation, la rémunération et les incompatibilités.



Section III. — *Délégué du Gouvernement auprès des grandes banques*

*Art. 18.* — Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre des Finances, dans chacune des quatre banques de droit belge qui ont les moyens d'action en francs belges les plus élevés, pour un terme renouvelable de cinq années, un délégué auprès du Conseil d'Administration.

Ce délégué assiste aux séances du Conseil d'Administration et reçoit tous les documents qui sont soumis à celui-ci.

Il fait au Conseil les observations appelées par les décisions de celui-ci du point de vue de l'intérêt général en matière de politique économique et financière du Gouvernement.

Il fait à ce sujet rapport au Ministre des Finances.

Le délégué ne peut exercer aucune mission ou fonction dans une autre banque, dans une institution publique de crédit créée par ou en vertu d'une loi spéciale ou dans une caisse d'épargne privée.

Le Ministre des Finances fixe le montant des jetons de présence alloués au délégué; ils sont à charge de l'Etat.

.....

*Art. 73.* — A l'article 2, *a)* de la loi du 30 décembre 1970 relative à l'expansion économique, après les mots « dans les zones de développement mentionnées à l'article 11 » sont ajoutés les mots « ou dans une zone industrielle contiguë à ces zones de développement ou située en partie dans une zone de développement. »

Le Roi définit les cas concrets auxquels cet article est applicable.

*Art. 74.* — L'article 10 de la loi précitée du 30 décembre 1970 est remplacé par le texte suivant :

« Article 10. — Les aides prévues dans la présente section sont applicables aux opérations mentionnées à l'article 7 ou plus généralement aux opérations d'investissement réalisées dans les zones de développement ou dans une zone industrielle contiguë à une zone de développement ou située en partie dans une zone de développement.

» Les opérations visées à l'alinéa précédent doivent contribuer directement à la création d'activités et d'emplois nouveaux, qu'il s'agisse d'établissements nouveaux ou d'extensions d'entreprises existantes.

» Les dispositions de cet article visent les activités industrielles proprement dites, l'artisanat et les services mentionnés à l'article 2 ».

*Art. 75.* — § 1. Sans préjudice de l'application des lois relatives à l'expansion économique, les aides, autres que celles prévues explicitement par celles-ci, imputées sur les crédits régionalisés ou non, aux entreprises en difficulté, peuvent être accordées, moyennant l'autorisation du Comité ministériel compétent ou des Comités ministériels compétents, par le Ministre des Affaires économiques ou les Secrétaires d'Etat aux Economies régionales, pour les objets qui relèvent de leur compétence, au moyen des crédits prévus au fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, à toutes fins utiles.

§ 2. Ces aides peuvent être octroyées exclusivement sous forme d'avances récupérables, de prêts ordinaires ou d'emprunts obligataires convertibles.

§ 3. Ces avances, prêts et emprunts obligataires doivent par ailleurs répondre aux conditions suivantes :

*a)* ils doivent être couverts par des garanties, qui assurent à l'Etat un privilège;

*b)* le paiement d'un intérêt égal au taux d'intérêt du marché pour les crédits à long terme, doit être exigé;

*c)* les emprunts obligataires convertibles ne seront convertis en actions que si l'Etat n'acquiert pas, de ce fait, une majorité dans le capital de la société et à condition que l'exercice précédant la conversion soit clôturé par un bénéfice;

*d)* la durée maximale de l'aide est fixée à 10 ans; cette aide est remboursable par des annuités en principal égales. Une éventuelle franchise de cinq ans maximum peut être proposée pour le remboursement du principal;

e) toutefois, lorsque ces interventions s'inscrivent dans un plan de restructuration au financement duquel participent, sur leurs fonds propres, la Société nationale d'investissement, les Sociétés de développement régional, les Sociétés régionales d'investissement à constituer, un groupe privé ou une firme, le Comité ministériel compétent ou les Comités ministériels compétents peuvent octroyer une réduction d'intérêt calculée aux taux et durée prévus par les lois d'expansion et les arrêtés ou directives d'application.

§ 4. Le Comité ministériel compétent ou les Comités ministériels compétents peuvent décider de mettre des crédits budgétaires à la disposition des institutions publiques créées à cet effet en vue de prendre des participations minoritaires dans le capital d'une entreprise visée par le présent article dans la mesure où cette participation s'inscrit dans un programme de restructuration aux conditions stipulées au § 3, e) ci-dessus.

§ 5. Pour les aides visées par le présent article, déjà octroyées par l'Etat, le Ministre et/ou le Secrétaire d'Etat ordonnateur du budget sur lequel les aides ont été octroyées, veille à ce que les dispositions du présent article soient d'application à partir du moment où les conditions contractuelles ou réglementaires le permettent.

.....

#### **Arrêté royal du 10 août 1978**

*prorogeant jusqu'au 31 décembre 1978 l'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, b), de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Moniteur du 26 août 1978, p. 9532).*

### **2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE**

#### **Arrêté royal du 27 avril 1978**

*rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire pour les banques, modifiant la convention collective de travail du 17 février 1977, fixant les conditions de travail et de rémunération (Moniteur du 2 août 1978, p. 8779). (Voir aussi rubrique 6.)*

#### **Loi du 18 juillet 1978**

*portant approbation de la résolution n° 102 adoptée en date du 16 juin 1977 par le Conseil des Gouverneurs de l'Association internationale de Développement et intitulée « Ressources supplémentaires; cinquième reconstitution des ressources » (Moniteur du 23 août 1978, p. 9374).*

#### **Loi du 4 août 1978**

*de réorientation économique (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 3 et 6.)*

#### **Loi du 5 août 1978**

*de réformes économiques et budgétaires (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 3, 5 et 11.)*

### 3. — FINANCES PUBLIQUES

#### Loi du 3 avril 1978

*ajustant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1977 (Moniteur du 17 août 1978, p. 9085).*

#### Loi du 3 avril 1978

*contenant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 17 août 1978, p. 9096).*

.....

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses du Ministère des Classes moyennes afférentes à l'année budgétaire 1978 des crédits s'élevant aux montants ci-après :*

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) .....	4.781,3	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	16,3	—	—
Total ...	4.797,6	—	—

.....

#### Loi du 21 avril 1978

*contenant le budget du Ministère des Communications de l'année budgétaire 1978 (Moniteur du 2 août 1978, p. 8719).*

.....

*Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses du Ministère des Communications afférentes à l'année budgétaire 1978 des crédits s'élevant aux montants ci-après :*

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) .....	61.920,0	—	—
Dépenses de capital (Titre II) .....	5.403,2	17.649,2	13.821,2
Total (Titres I et II) ...	67.323,2	17.649,2	13.821,2
Amortissements de la Dette publique (Titre III) .....	1.500,0	—	—
Totaux généraux (Titres I + II + III)	68.823,2	17.649,2	13.821,2

.....

**Arrêté royal du 26 juin 1978**

*autorisant la Société nationale du logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 5 milliards de francs (Moniteur du 19 août 1978, p. 9244).*

**Loi du 3 juillet 1978**

*autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 917 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement (Moniteur du 8 août 1978, p. 8884).*

**Loi du 4 août 1978**

*de réorientation économique (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 2 et 6.)*

**Loi du 5 août 1978**

*de réformes économiques et budgétaires (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 2, 5 et 11).*

**Arrêté ministériel du 10 août 1978**

*autorisant le Fonds de Développement des Universités libres à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt 9,20 p.c. 1978-1985 au capital nominal de trois milliards huit cent millions de francs (Moniteur du 12 août 1978, p. 9029).*

**Arrêtés royal et ministériel du 29 août 1978**

*relatif à l'émission de l'emprunt 8,75 p.c. 1978-1986 (Moniteur du 30 août 1978, p. 9678).*

.....

*Article 1<sup>er</sup>. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 8,75 p.c. 1978-1986 ».*

.....

*Les obligations portent intérêt au taux de 8,75 p.c. l'an à partir du 22 septembre 1978.*

*Les intérêts sont payables le 22 septembre des années 1979 à 1986.*

.....

*Art. 4. — L'emprunt est amortissable suivant les modalités ci-après.*

*Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis, augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est selon un étalement annuel normal si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.*

*Si le cours dépasse le pair, Notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.*

.....

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 22 septembre 1986 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant même taux d'intérêt, amortissables selon les mêmes modalités et remboursables au pair à la même échéance.

\*

\*\*

.....  
*Article 1<sup>er</sup>.* — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 8,75 p.c. 1978-1986 sera ouverte le 6 septembre 1978; elle sera close le 21 septembre 1978. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.  
.....

*Art. 3.* — Le prix d'émission payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions, sera fixé au plus tard le 31 août 1978.  
.....

*Art. 7.* — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.  
.....

## 5. — INDUSTRIE

### **Arrêté royal du 20 juillet 1978**

*portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1975 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises (Moniteur du 26 août 1978, p. 9536).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — A l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1975 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, les mots « dix millions de francs » sont remplacés par les mots « quinze millions de francs ».

*Art. 2.* — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent pour la première fois au début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1978.

### **Loi du 5 août 1978**

*de réformes économiques et budgétaires (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 2, 3 et 11.)*

## 6. — TRAVAIL

### Arrêté royal du 27 avril 1978

*rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 septembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire pour les banques, modifiant la convention collective de travail du 17 février 1977, fixant les conditions de travail et de rémunération (Moniteur du 2 août 1978, p. 8779). (Voir aussi rubrique 2.)*

### Loi du 3 juillet 1978

*relative aux contrats de travail (Moniteur du 22 août 1978, p. 9277).*

### Loi du 4 août 1978

*de réorientation économique (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 2 et 3.)*

## 11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

### Loi du 5 août 1978

*de réformes économiques et budgétaires (Moniteur du 17 août 1978, p. 9106). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 2, 3 et 5.)*

## 12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

### Quatrième directive du Conseil du 25 juillet 1978 (78/660/CEE)

*fondée sur l'article 54 paragraphe 3 sous g) du traité et concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés (Journal officiel du 14 août 1978, n° L 222, p. 11).*

# BIBLIOGRAPHIE

## RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

*Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juillet-août 1978. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.*

*L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.*

*Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.*

\*  
\*\*

## BUREAU DU PLAN.

Une prévision : input-output 1975 et 1980.

*Bruxelles, Bureau du Plan, 1977, 254 p.*

## GHYMERS, Chr.

Conjoncture de l'économie belge.

*(In : S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 15, 1<sup>er</sup> août 1978, pp. 484-494.)*

FR. 10 B

311.80

331.30 - 331.061.

## LINKS, J.A.

La population des pays du Benelux : le passé, le présent et l'avenir.

*(In : Benelux, Bruxelles, 3<sup>e</sup> trim. 1978, pp. 17-25.)*

BELG. 18 A-I

## PRADES, F.G.

Bilan et perspectives des conjonctures belge et internationales.

*(In : Service de Conjoncture, Louvain, n° 6, juin 1978, pp. 1-43.)*

BELG. 87

331.19 - 333.112.2

332.602.2

## INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE.

L'Institut National de Crédit Agricole; 40 ans d'activité.

*Bruxelles, Institut National de Crédit Agricole, 1978, s.p.*

## MOULAERT, F.

The Structural Significance of Foreign Employment for the Belgian Economy; an Input-Output Analysis of Remigration Policy in two Branches of the Belgian Economy.

*(Regional Science Research Paper, 20.)*

*Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1978, 40+2 blz.*

331.30

332.630.

## EYSKENS, M.

Onze economie tussen hoop en crisis.

*Brussel, Sint-Aloysiushandelshogeschool, 1978, 30 blz.*

## OPDENBERG, M.-L.

La politique de l'emploi dans une période de chômage et d'inquiétude sociale.

*(In : Res Publica, Bruxelles, n° 2, juin 1978, pp. 219-227.)*

BELG. 131



332.630. - 332.690.

333.111.42 - 382.257.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

TRIFFIN, R.

Une stratégie à moyen terme pour les politiques de  
l'emploi et de la main-d'œuvre.

Size, Sources and Beneficiaries of International Re-  
serve Creation : 1970-1974.

(In : *Cahiers Economiques et Sociaux, Kinshasa, n° 2,*  
*1977, pp. 143-154.*)

Paris, O.C.D.E., 1978, 138 p.

ZAIRE 3

332.81

333.137. - 333.101.

DE PAUW, M. en BIENSTMAN, M.

DE BEAUFORT WIJNHOLDS, J.A.H.

Werktijdverkorting als instrument van het werkgele-  
genheidsbeleid.

Ontwikkelingen in het internationale bankwezen se-  
dert 1973.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3,*  
*juni 1978, blz. 317-332.*)

(In : *De Nederlandsche Bank-Kwartaalbericht, Am-*  
*sterdam, n° 1, juni 1978, blz. 36-47.*)

BELG. 64 B

NED. 30 B

333.101. - 339.137.

333.138.1

DEWEIRDT, E.

Les fonds communs de placement.

Présence des banques belges à l'étranger.

(In : *Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert,*  
*Bruxelles, n° 25, 14 juillet 1978, pp. 1-4.*)

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique,*  
*Bruxelles, n° 2, juin 1978, pp. 101-111.*)

BELG. 34 A

BELG. 131 A

333.110. - 333.403.

333.151. - 333.427.

SIAENS, A.

HARRISON, S.

Monetary Policies of Monetarism.

Le rôle du mécanisme de la compensation dans la  
création de la monnaie de banque.

(In : *Banco de Vizcaya - Boletín Internacional, Bilbao,*  
*No. 8, December 1977, pp. 9-11.*)

(In : *Banque, Paris, n° 374, juin 1978, pp. 762-764.*)

ESP. 1 B

FR. 6

333.401.

333.432.8

FUHRMANN, W.

Vom Vermögenscharakter des Geldes.

(In : *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, Basel, Nr 2, Juni 1978, S. 185-197.)

SUISSE 17

DE PEE, C.

De statutenwijziging van het IMF.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf*, Den Haag, mei 1978, blz. 195-198.)

NED. 3 A

333.420.0 - 333.432.7

333.432.8

HUDSON, M.W.

The Dollar's Dual Role : Can It Survive ?

(In : *The Morgan Guaranty Survey*, New York, June 1978, pp. 6-14.)

USA. 25

GUTH, W. et LEWIS, A.

Le fonctionnement du système monétaire international.

(Conférence de 1977, Fondation Per Jacobsson, 25 septembre 1977.)

Washington, Fondation Per Jacobsson, 1977, V+60 p.

333.423.

333.432.8 - 333.432.7

KRIZ, M.A.

Le nouveau régime de l'or et les réalités monétaires.

(In : *Banque*, Paris, n° 374, juin 1978, pp. 689-694.)

FR. 6

RUDING, H.O.

The IMF and International Credit.

(In : *The Banker*, London, No. 628, June 1978, pp. 27-31.)

G.B. 3

333.432.7

333.450.

LEVY, L.

The International Monetary Powerlessness in Front of the Disorder in the Foreign Currency Market.

(In : *Banco de Vizcaya - Boletín Internacional*, Bilbao, No. 8, December 1977, pp. 12-15.)

ESP. 1 B

ARTUS, J.R.

Methods of Assessing the Long-run Equilibrium Value of an Exchange Rate.

(In : *Journal of International Economics*, Amsterdam, No. 2, May 1978, pp. 277-299.)

GEN. 10 A

333.450.

333.450. - 334.151.20

DE GRAUWE, P. e.a.

The Dynamics of Intervention in Foreign Exchange Markets According to the Optical Rule.  
(International Economic Research, 16.)

*Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1978, versch. blz.*

VAUBEL, R.

Real Exchange-Rate Changes in the European Community : A New Approach to the Determination of Optimum Currency Areas.

*(In : Journal of International Economics, Amsterdam, N° 2, May 1978, pp. 319-339.)*

GEN. 10 A

333.450.

333.712.1 - 333.132. - 333.112.1

DE GRAUWE, P.

Financial Policies in the Industrialized Countries and the Volatility of Exchange Rates.  
(International Economic Research, 15.)

*Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1978, 30 blz.*

SCHEFFER, C.F.

The Institutional Organization of Industrial Investment Credit throughout the World; with Special Reference to Long-Term Credit Banks.

*Leiden, Sijthoff, 1977, XVI+490 p.*

333.450.

333.712.3 - 338.752.0

GENBERG, H.

Purchasing Power Parity Under Fixed and Flexible Exchange Rates.

*(In : Journal of International Economics, Amsterdam, No. 2, May 1978, pp. 247-276.)*

GEN. 10 A

LEJEUNE, A.-M.

Le financement des exportations en Wallonie : une application au secteur des fabrications métalliques.

*(In : Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain, n° 2, juin 1978, pp. 29-56.)*

BELG. 10

333.450.

333.712.3 - 336.837.

Purchasing Power Parity. A Symposium.

*(In : Journal of International Economics, Amsterdam, No. 2, May 1978, pp. 157-351.)*

GEN. 10 A

MORLEGHEM, G.

L'intervention de l'Etat dans le coût du financement de certaines exportations.

*(In : Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 2, juin 1978, pp. 147-150.)*

BELG. 131 A

PEETERS, T.

Problems of Monetary Policy in Open Economies.  
(International Economic Research, 13.)  
*Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1977, 18 blz.*

SZASZ, A.

Monetair beleid en wisselkoersstabiliteit.  
(In : *Economie (Maandschrift)*, n<sup>r</sup> 7, april 1978, blz. 353-369.)  
NED. 5

333.822. - 333.631. - 336.33  
333.111.33 - 333.110.

334.150.0 - 334.153.0

LANGOHR, H.M.

Domestic and International Borrowing by the Banking System and the Ability of the Monetary Authorities to Control the Monetary Base : the Belgian Case.  
*Bloomington, Indiana University, Graduate School of Business, 1977, XVI+263 p.*

La période de transition et les conséquences institutionnelles de l'élargissement.  
(In : *Bulletin des Communautés Européennes, Luxembourg, Suppl. 2, 1978, pp. 1-18.*)  
C.E. 1

333.841.

334.151.20 - 382.257.

BARTHELEMY, S.

Eléments et hypothèses pour une interprétation synthétique de l'inflation.  
(In : *Revue Economique, Paris, n<sup>o</sup> 3, mai 1978, pp. 421-463.*)  
FR. 57

TRIFFIN, R.

L'Europe face au chaos monétaire international.  
(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n<sup>o</sup> 4, 1978, pp. 243-249.*)  
BELG. 134

333.841. - 334.151.20

334.151.20

THYGESEN, N.

Inflation and Exchange Rates : Evidence and Policy Guidelines for the European Community.  
(In : *Journal of International Economics, Amsterdam, No. 2, May 1978, pp. 301-317.*)  
GEN. 10 A

VANDAMME, J.

Union économique et monétaire et intégration différenciée.  
(In : *Cahiers de Droit européen, Bruxelles, n<sup>os</sup> 2-3, mars/mai 1978, pp. 127-138.*)

334.151.4

336.212.0 - 368.45

MANGE, E.

De betekenis van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling.

(In : *G.E.R.V. Berichten, Brussel, juni 1978, blz. 25-48.*)

BELG. 62 C

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

La situation au regard de l'impôt et des transferts sociaux de certains groupes de revenu dans les pays membres de l'O.C.D.E., 1972-1976.

*Paris, O.C.D.E., 1978, 143 p.*

334.151.6

336.214.

POURVOYEUR, R. et ROOSENS, P.

Disparités de salaires agricoles et non-agricoles dans la C.E.E. Fondements, remèdes théoriques et comparaison avec la politique agricole commune.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 217, mai 1978, pp. 239-249.*)

FR. 58

L'imposition des sociétés dans la C.E.E.

(In : *Fiscalité Européenne, Paris, n° 2, juin 1978, pp. 3-7.*)

FR. 34 A

334.151.7

336.401. - 336.61 - 333.110.  
333.820.

GIRERD, P.

L'action du parlement européen en matière de politique communautaire de l'énergie.

(In : *Revue trimestrielle de droit européen, Paris, n° 2, avril-juin 1978, pp. 204-222.*)

VAN ROMPUY, V.

De budgettaire, financiële en monetaire politiek van België in 1977.

(In : *Res Publica, Brussel, n° 2, juni 1978, blz. 201-218.*)

BELG. 131

336.020. - 336.032. - 336.204.

338.012. - 338.43

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Evolution des dépenses publiques.

*Paris, O.C.D.E., 1978, 105 p.*

CARTON, A.

Orientations récentes en matière énergétique.

(In : *Wallonie, Namur, n° 3/4, juin 1978, pp. 211-218.*)

BELG. 186

CASTELAIN, G.

Les consommateurs et l'énergie.

*(In : Etudes et Expansion, Liège, n° 276, avril-mai-juin, 1978, pp. 213-224.)*

BELG. 157

DIZIER, L. e.a.

L'énergie, la Belgique, la Wallonie.

*(In : Wallonie, Namur, n° 3/4, juin 1978, pp. 193-208.)*

BELG. 186

338.012.

338.012.

CHERIF, M.

Appel de l'analyse en composantes principales et d'un modèle d'équations de demande à l'analyse de la demande de produits énergétiques pour les besoins de chauffage et d'éclairage.

*(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 78, juin 1978, pp. 183-193.)*

BELG. 44 E

GOHMANN, A.

Besoins et ressources énergétiques : éléments pour une étude prospective.

*(In : Etudes et Expansion, Liège, n° 276, avril-mai-juin 1978, pp. 253-261.)*

BELG. 157

338.012.

338.012.

CLAES, W.

Les bases de la politique énergétique belge.

*(In : Etudes et Expansion, Liège, n° 276, avril-mai-juin 1978, pp. 227-230.)*

BELG. 157

GUILLAUME, Y.

Modélisation du système énergétique belge. Présentation des principaux axes de recherche et d'un premier modèle d'essai.

*(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 78, juin 1978, pp. 141-182.)*

BELG. 44 E

338.012.

338.012. - 338.43

CLERINX, R.

Prévisions énergétiques à moyen terme pour l'Europe occidentale. Perspectives et problèmes.

*(In : Etudes et Expansion, Liège, n° 276, avril-mai-juin 1978, pp. 233-242.)*

BELG. 157

HENROTTE, J. et STOQUART, J.

Bilan énergétique de la Wallonie.

*(In : Wallonie, Namur, n° 3/4, juin 1978, pp. 178-191.)*

BELG. 186

MERENNE, E.

Les nouvelles sources d'énergie : potentialités et utilisations actuelles.

(In : *Etudes et Expansion, Liège, n° 276, avril-mai-juin 1978, pp. 187-210.*)

BELG. 157

VAN OVERSTRAETEN, M.

Mogelijke penetratiekanalen voor de KMO.

(In : *Ondernemen, Brussel, nrs 6-7, juni-juli 1978, blz. 292-296.*)

BELG. 48

338.012. - 338.43

338.047.

MERENNE, E.

Les nouvelles sources d'énergie et leur utilisation en Wallonie.

(In : *Wallonie, Namur, n° 3/4, juin 1978, pp. 239-256.*)

BELG. 186

SCHLOSS, H.H.

L'entreprise publique industrielle : son rôle, ses buts et ses performances.

(In : *Annales de l'Economie Publique, Sociale et Co-opérative, Liège, n° 1, janvier-mars 1978, pp. 29-36.*)

GEN. 1 A

338.012. - 338.43

338.43

MOMMEN, E.

Economies d'énergie en Wallonie : réalités et propositions.

(In : *Wallonie, Namur, n° 3/4, juin 1978, pp. 279-285.*)

BELG. 186

BERNARD, L.D.

La S.D.R.B. et l'avenir économique de la région bruxelloise.

(In : *L'Entreprise et l'Homme, Bruxelles, n° 3, mars 1978, pp. 133-136.*)

BELG. 39

338.046.2 - 333.712.3

338.6

LENSSSENS, Y.

Export-financiering voor KMO's.

(In : *Ondernemen, Brussel, nrs 6-7, juni-juli 1978, blz. 285-292.*)

BELG. 48

VAN DER PERRE, J.

Evolutie van de wetenschapspolitieke problematiek in België gedurende het voorbije decennium (1968-1977).

(In : *Res Publica, Brussel, n° 2, juni 1978, blz. 299-326.*)

BELG. 131

KREDIETBANK.

Structure de l'industrie et politique industrielle en Belgique.

(Etudes socio-économiques de la Kredietbank.)

Bruxelles, Kredietbank, 1978, 48 p.

NOIRRET, P.

Comment on restructure la sidérurgie wallonne.

(In : *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, n° 7/8, juillet-août 1978, pp. 100-104.)

BELG. 149 D

338.724.

338.753.2 - 338.753.3

CLICHEROUX, E.

La forêt, deuxième richesse de Wallonie ?

Bruxelles, Crédit Général, 1978, 29 p.

VAN DEN DAMME, R.

Production d'électricité et rôle de l'énergie nucléaire en Belgique.

(In : *Etudes et Expansion*, Liège, n° 276, avril-mai-juin 1978, pp. 263-269.)

BELG. 157

338.731.

338.753.3

HATRY, P.

Quelques perspectives de l'industrie pétrolière en Europe et en Belgique.

(In : *Etudes et Expansion*, Liège, n° 276, avril-mai-juin 1978, pp. 243-250.)

BELG. 157

CONSTANT, R.

Quels sont les problèmes qui restent posés au niveau de l'énergie nucléaire et des énergies dites nouvelles ?

(In : *Wallonie*, Namur, n° 3/4, juin 1978, pp. 287-310.)

BELG. 186

338.751.1

338.753.3

MATON, J.

De crisis in de staalnijverheid, pogingen tot opvijzelen en beleidskeuzen.

(In : *Res Publica*, Brussel, n° 2, juni 1978, blz. 341-355.)

BELG. 131

de DONNEA, F.-X.

Coût du nucléaire et choix du taux d'actualisation.

(In : *Annales de Sciences Economiques Appliquées*, Louvain, n° 2, juin 1978, pp. 13-28.)

BELG. 10



DE WASSEIGE, Y.

Le cycle du combustible nucléaire en Belgique.

*(In : Wallonie, Namur, n° 3/4, juin 1978, pp. 219-237.)*

BELG. 186

DE JAEGERE, P.

La restriction d'accès à certaines professions et métiers en Belgique (1977).

*(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 78, juin 1978, pp. 239-262.)*

BELG. 44 E

338.753.3

342.4

SALKIN, R.V.

Energie nucléaire : choix et perspectives.

*(In : Etudes et Expansion, Liège, n° 276, avril-mai-juin 1978, pp. 279-284.)*

BELG. 157

SENELLE, R.

La réforme de l'Etat belge.

*(In : Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement - Textes et Documents (Collection « Idées et Etudes »), Bruxelles, n° 315, 1978, 375 p.)*

BELG. 2 A

338.78 - 338.43

347.720.1

VAN HECKE, E.

La localisation des activités tertiaires à Bruxelles.

*(In : Courrier Hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 804/805, 30 juin 1978, 49 p.)*

BELG. 28 E

SCHWAMM, H.

The OECD Guidelines for Multinational Enterprises.

*(In : Journal of World Trade Law, Geneva, No. 4, July-August 1978, pp. 342-351.)*

GEN. 10 D

339.113.

347.720.1 - 339.113. - 333.137.

BERTHE, P.

Les investissements belges à l'étranger.

*(In : Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 2, juin 1978, pp. 87-99.)*

BELG. 131 A

VAN DEN BULCKE, D. e.a.

Multinationale ondernemingen in de Belgische economie.

*Gent, Seminarie voor Toegepaste Economie van de Rijksuniversiteit te Gent, 1978, XVIII+309 blz.*

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les implications bilantaires de la législation sur la comptabilité des entreprises.

(Syllabus édité à l'occasion des journées d'étude organisées à l'intention des professeurs en sciences économiques de l'enseignement moyen, normal, technique et supérieur.)

Bruxelles, A.B.B., 1978, div. pp.

Advies aan de Minister van Economische Zaken over de concurrentiepositie van de Belgische en Vlaamse economie.

(In : G.E.R.V. Berichten, Brussel, juni 1978, blz. 49-78.)

BELG. 62 C

347.734.

380.27 - 331.01

WITTERWULGHE, R.

L'abandon de jouissance privative. Critère-clef de l'application de la loi du 10 juillet 1969 sur la sollicitation de l'épargne.

(In : Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 5042, 3 juin 1978, pp. 357-360.)

DUPRIEZ, L.H.

Les implications de l'emballlement mondial des prix depuis 1972.

(In : Cahiers Economiques et Sociaux, Kinshasa, n° 2, 1977, pp. 135-142.)

ZAIRE 3

347.736.

380.3

Le modèle prévisionnel des faillites.

(In : Paribas - Notes Economiques, Bruxelles, n° 20, juillet 1978, pp. 2-5.)

BELG. 64 D

DE BONDT, R.

Industrial Economic Aspects of Belgian Price Regulation.

(In : Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 2, juni 1978, blz. 249-263.)

BELG. 171

347.754.

382.11

HENRARD, M.

La nouvelle loi sur les contrats de travail.

(In : Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 5046, 1<sup>er</sup> juillet 1978, pp. 429-433.)

DE BRUYNE, H.

De bijdrage van Europa tot een nieuwe economische wereldorde.

(In : Studia Diplomatica, Brussel, n° 1, januari-februari 1978, blz. 21-30.)

BELG. 50

La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

(In : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, Bruxelles, n° 6, juin 1978, pp. 3-51.*)

BELG. 16

WALLICH, H.C.

The Euromarket and World Liquidity.

(In : *International Currency Review, London, No. 3, May-June 1978, pp. 6-13.*)

G.B. 26 D

382.240. - 382.51

382.30 - 334.151.2

GERARD, M. et GLEJSER, H.

De quelques modifications fondamentales des relations économiques extérieures de la Belgique depuis 1960.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 2, juin 1978, pp. 77-85.*)

BELG. 131 A

WAUTERS, L.

Europa en de dollar.

(In : *Ondernemen, Brussel, nrs 6-7, juni-juli 1978, blz. 267-272.*)

BELG. 48

382.240.

382.36

SMETS, M.

La balance des paiements de l'U.E.B.L.

(In : *Bulletin de Documentation - Ministère des Finances, Bruxelles, n° 6, juin 1978, pp. 163-255.*)

BELG. 99

SCHOLLAERT, M.

L'évolution des exportations et de l'assistance officielle aux exportateurs.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, n° 2, juin 1978, pp. 113-118.*)

BELG. 131 A

382.242.4

658.40 - 339.312.3

DUFÉY, G. and GIDDY, I.H.

The International Money Market.

*Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1978, XVI+283 p.*

ANDRE, J.

Le comportement financier des entreprises belges.

(In : *Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain, n° 2, juin 1978, pp. 87-105.*)

BELG. 10

---

---

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique).
		Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{	Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique).
		Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---